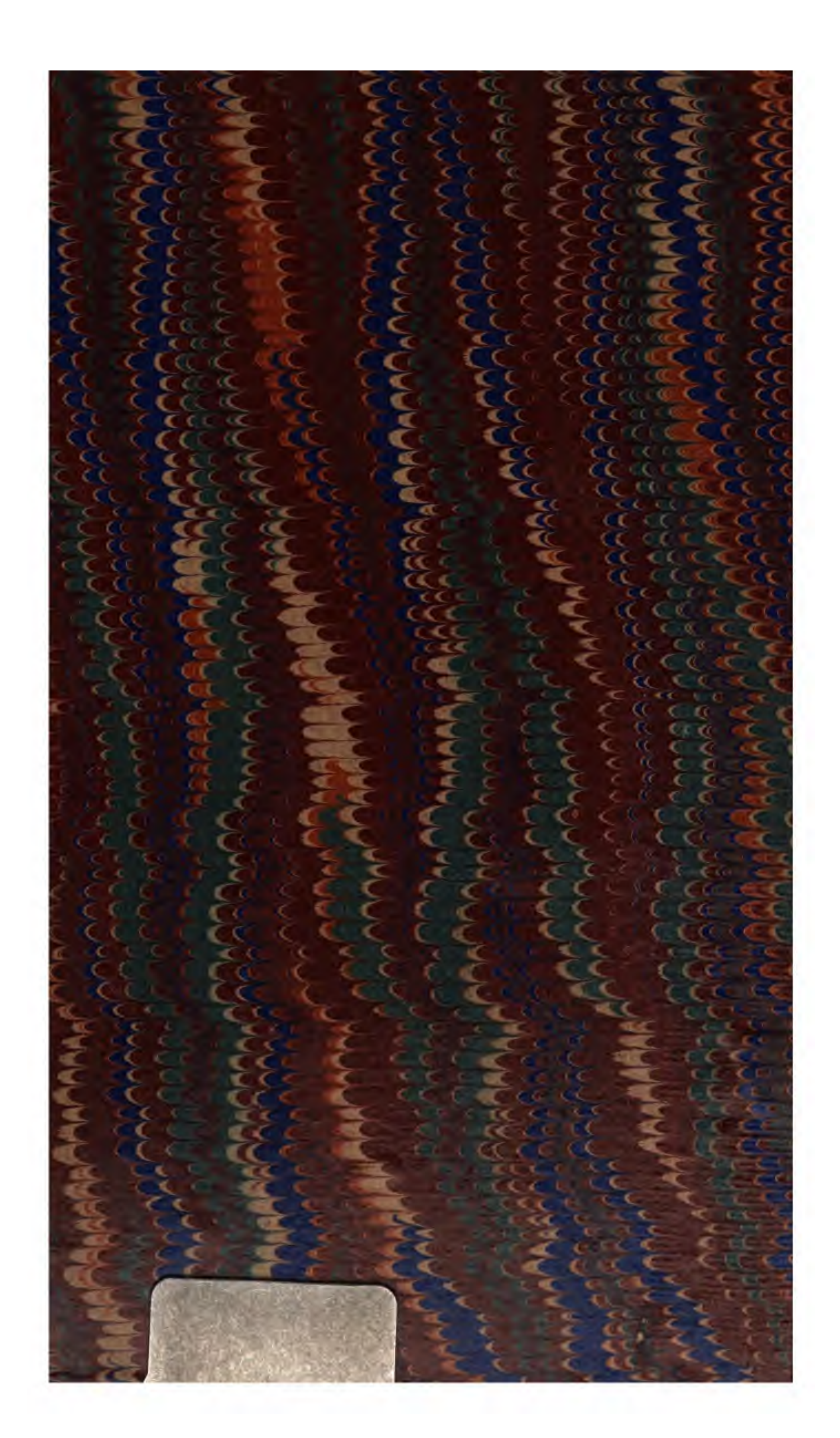
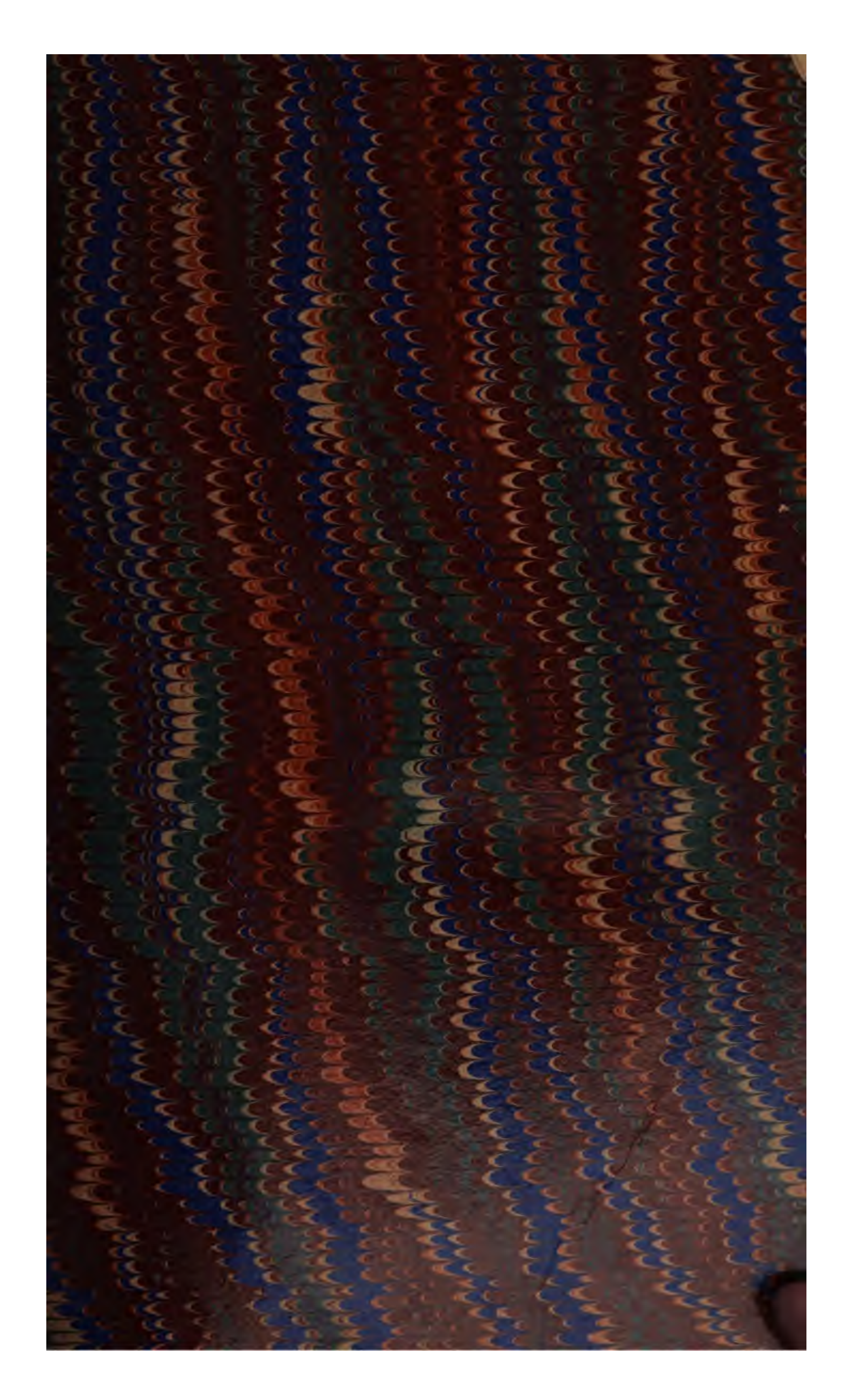

Stanford University Libraries
3 6105 126 585 731





HISTOIRE

DES

RÉVOLUTIONS

D'ITALIE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR.

L'ITALIE POLITIQUE,

1 volume in-32. 2 fr.

MÉMOIRES DU GÉNÉRAL PEPE,

ÉCRITS PAR LUI-MÊME,

3 vol. in-8°. 18 fr.

L'ITALIE MILITAIRE,

1 volume in-12. 3 fr.

SAINT-DENIS. — TYPOGRAPHIE DE PREVOT ET DROUARD.

HISTOIRE

DES

RÉVOLUTIONS

ET DES

GUERRES

D'ITALIE

EN 1847, 1848 ET 1849

PAR

LE GÉNÉRAL G. PEPE

Commandant en chef de l'armée d'expédition napolitaine et des forces
de la république de Venise.



PARIS

PAGNERRE, ÉDITEUR

RUE DE SEINE, 14 BIS

1850

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.

Le titre de cet ouvrage en explique suffisamment le sujet; le nom de l'auteur en indique assez la pensée politique.

Le général Guillaume Pepe est un de ces vieux et héroïques lutteurs qui, à travers toutes les vicissitudes et tous les déchirements de la péninsule italienne, n'a jamais désespéré d'y refaire une nationalité puissante qui la ramenât au rang des grands États de l'Europe. Depuis cinquante ans il poursuit cette pensée sans qu'aucune infortune ait altéré sa constance.

En 1799, à peine avait-il atteint son troisième lustre, il combat parmi les défenseurs de la république parthénopéenne; il est condamné à l'exil et vient servir la cause révolutionnaire dans les plaines de Marengo. Trois fois il conspire contre Murat pour le contraindre à donner des garanties de liberté à sa

patrie. En 1820 il impose une constitution à Ferdinand, par une révolution dont il est le glorieux chef. Confiant dans la bonne foi d'un roi, il tente de le faire grand en le faisant novateur; la sainte alliance intervient, l'exil est sa récompense. En 1848, les soulèvements de l'Italie entière rappellent au service le vétéran de ses libertés; honoré, courtisé par un autre Ferdinand, il prend le commandement en chef de l'armée napolitaine dans le nord de la péninsule, mais bientôt trahi par le roi, abandonné par l'armée, il se jette dans les lagunes de Venise et préside aux admirables luttes d'une population héroïque.

Enfin, ramené en France par un nouvel exil, il revient rendre un dernier hommage au patriotisme malheureux en publiant l'histoire des révolutions et des guerres d'Italie pendant ces trois dernières années. L'illustre proscrit n'a pas désespéré. Sa plume continue l'œuvre qu'a commencé son épée, et quoiqu'il ait à raconter de cruelles défaites, il s'y mêle tant de souvenirs glorieux, qu'il peut à bon droit avoir confiance dans l'avenir de sa chère Italie.

L'indépendance de l'Italie, voilà le rêve de toute sa vie. C'est aussi son programme politique. Ses tendances, sans doute, sont démocratiques, ses principes républicains, la république vit dans son cœur, c'est pour elle qu'il a versé son premier sang, c'est le gouvernement qu'il a toujours aimé, qu'il aimera toujours; mais la question de forme est pour lui secondaire. Il est avant tout Italien, aspirant à recréer la nationalité italienne, dût-il même la placer sous le patronage d'un roi, dût-il agrandir un trône, en agrandissant la patrie.

Le général Pepe raconte ce qu'il a vu lui-même, ce qu'il a fait. Ce qu'il n'a pas vu, il en doit le récit à des témoins oculaires. Rien ne manque donc à l'exactitude des descriptions, à

la fidélité des détails. On parcourt successivement tous les champs de bataille, toutes les phases de la lutte. Et du sein des désastres ressort une pensée consolante. C'est que ces populations italiennes qu'on avait coutume de se figurer comme si impropres à la guerre, si faciles à dompter, ont fait preuve d'une énergie, d'une contenance et d'une ardeur guerrière que ne désavoueraient pas les soldats les plus belliqueux de l'Europe. L'insurrection de Milan, où une population sans armes et sans munitions, après cinq jours de combats, chasse de ses murs toute une armée et affranchit la Lombardie; la défense héroïque de Brescia, les luttes de Palerme, l'attaque de Mestre où le général Pepe avec 1,500 volontaires sans artillerie, sans cavalerie, battit 3,000 Autrichiens, vieilles troupes qui combattaient derrière des batteries et dans des maisons crénelées, fit 600 prisonniers, et prit 6 pièces de canon; toutes les différentes rencontres enfin où des soldats improvisés firent tête aux bandes exercées de l'Autriche, démontrent que le courage des Italiens avait été singulièrement méconnu. Déjà les guerres de l'empire avaient prouvé que la péninsule donnait de bonnes troupes lorsqu'elles étaient bien commandées; guidés par le patriotisme, les Italiens ont fait et feront mieux encore.

Le travail du général Pepe est complet; il comprend le récit de tous les événements qui, pendant trois années, tinrent en échec les forces de l'Autriche. Guerres du Piémont, de la Lombardie, de la Sicile, révolution de Rome, siége de Venise, tout y est rapporté avec une exactitude que semblerait exclure la multiplicité des lieux et des entreprises. Mais les collaborateurs du général Pepe, qui tous furent acteurs dans ces émouvantes scènes, lui ont fourni leur contingent historique après avoir donné à la patrie leur part de sang et de dévouement.

Quelle que soit, du reste, l'issue présente de tant de sublimes

efforts, le récit que nous publions renferme, pour l'avenir de l'Italie, de grandes et légitimes espérances. Le patriotisme qui s'est ainsi montré ne saurait être vaincu par de tels insuccès; les peuples se sont réveillés, et malgré de passagères épreuves, ils ne se reposeront plus qu'au jour de la délivrance.

PAGNERRE.

RÉVOLUTIONS D'ITALIE.

CHAPITRE PREMIER.

De 1846 à mars 1848.

Publication de mes mémoires. — But principal de ce volume. — Premier sang répandu dans le midi de l'Italie, à Messine et en Calabre, en faveur de la liberté. — Première révolte à Palerme : les troupes royales sont chassées. — A Naples, le roi est forcé de donner une constitution. — Haine des Piémontais et de leur gouvernement pour les Autrichiens.

Je terminai mes Mémoires dans l'été de 1846. Au moment de les publier, j'eus la pensée de les dédier à Pie IX. J'espérais flatter ainsi l'amour-propre du pontife, en lui prouvant que sa conduite politique avait gagné la sympathie d'hommes qui avaient presque toujours été les ennemis des princes; je voulais, d'un autre côté, lui faire comprendre que s'il déviait du système qu'il avait adopté, s'il manquait à ses promesses, loin de mériter une gloire immortelle, il deviendrait un objet de haine pour l'Italie, et je puis même dire pour le reste de l'Europe; puisque les peuples protestants, eux aussi, avaient accueilli, par des applaudissements, les premiers actes de son pontificat. Ma dédicace fut approuvée par tous ceux qui la lurent, sauf Lamennais, Mammiani et Bozzelli, à qui j'en avais envoyé une copie à Naples. Cédant à l'autorité de leurs avis, je fis le sacrifice de ma préface.

Dans le même temps, voyant que Charles-Albert montrait quelques tendances à introduire des réformes dans son gouvernement, j'adoucis mes expressions, en rendant compte de la conduite qu'il avait tenue en 1821, après quoi mes Mémoires furent publiés. En Angleterre, en France, et surtout à Naples, ils furent mieux accueillis que je ne l'espérais. A Naples, où ils ne pouvaient entrer qu'en secret, ils se vendaient dix fois leur valeur, et tous convinrent, jusqu'aux ministres, qui furent les premiers à les lire, que j'avais dit la vérité, sans aucune exagération.

En 1847, les nouvelles politiques d'Italie étaient telles, que mes amis me disaient ou m'écrivaient que dans peu de temps les événements me fourniraient la matière d'autres volumes. Ils ne se trompaient pas. Celui que je publie maintenant n'est point consacré, comme les précédents, au récit de la vie d'un jeune homme que l'amour de la liberté fit exiler à seize ans, et qui, constant dans cet amour, partageant sans trève ses jours entre les prisons et les camps, atteignit, à l'âge de trente-huit ans, le plus haut grade de l'armée, et parvint, à la tête de cinquante mille hommes, à donner la liberté à sa patrie. Ce volume contient également le récit d'événements extraordinaires; mais ils sont écrits par un vieillard de soixante-quatre à soixante-six ans, qui, avec une ardeur, avec un courage, avec une vigueur égale à celle de ses jeunes années, a osé consacrer encore son bras à la cause de l'indépendance de son Italie bien-aimée.

Aujourd'hui, qu'à raison des événements accomplis, un plus grand nombre d'Italiens m'honorent de leur confiance, c'est pour moi un devoir impérieux d'exposer les faits, de révéler les fautes commises, et d'indiquer les moyens de les éviter quand recommencera la sainte lutte de notre indépendance. Il serait vraiment impardonnable pour nous de ne pas signaler les deux grands avantages qui résultent pour l'Italie de nos derniers malheurs : le premier, c'est d'avoir mis à l'épreuve

nos forces et notre courage; le second, c'est d'avoir constaté que tous, depuis Trapani jusqu'aux Alpes, nous voulons l'indépendance, l'expulsion de l'étranger.

Mais déjà le sang avait coulé à Reggio, capitale de l'extrême Calabre, et à Messine, où les habitants supportaient impatiemment le joug d'une dure servitude. Je dirai plus loin dans quelles circonstances.

Mammiani et Massari m'écrivirent de demander au roi de Sardaigne l'autorisation de me rendre à Gênes, en me faisant remarquer que si les Piémontais ne jouissaient point d'une constitution, ils étaient gouvernés par un prince désireux de voir les Autrichiens hors de l'Italie. Charles-Albert promit de m'accorder l'autorisation que je demandais, mais il fut empêché de tenir sa promesse par une note que ses ministres reçurent du gouvernement autrichien, lequel avait été informé de ma demande et aurait vu d'un mauvais œil ma présence à Gênes.

Dans ce moment, je reçus de Londres une note du comte Charles Pepoli, dans laquelle étaient consignés les éloges que tout le monde en Angleterre, en commençant par les ministres d'État, et dans les provinces des États-Unis d'Amérique, prodiguaient à la merveilleuse conduite de Pie IX. J'envoyai cette note à mon ami le comte Pierre Ferretti, et celui-ci la fit lire au pape, son cousin, qui en témoigna une extrême satisfaction. Ferretti en profita pour dire au pape que ces papiers lui avaient été adressés par le général Pepe; ce à quoi le saint père répondit : « Je me souviens bien de lui, alors qu'ayant son quartier général à Sinigaglia, il voyait souvent ma famille. » Puis il ajouta : « Vous pouvez lui dire que j'ai une haute estime pour son mérite comme général, et pour son patriotisme, et que je l'inviterai à venir à Rome, aussitôt que je serai en bonnes relations avec le roi de Naples; mais celui-ci supporterait difficilement aujourd'hui de voir le général Pepe à Rome, aussi rapproché de ses États. »

Ces espérances exprimées par le pape de se réconcilier avec le roi de Naples, n'empêchaient pas qu'à la cour du prince sicilien, au lieu de l'appeler Pie IX, on l'appelait *le fou*.

Ferdinand II, dans ses discours et dans ses actes, se montrait plus que jamais éloigné de faire aucune concession en deçà et au delà du détroit, lorsque les Palermitains donnèrent la première secousse qui ébranla son trône absolu.

Les désastres qu'éprouvèrent les troupes royales commandées par le maréchal de camp de Sauget, produisirent à Naples un excellent effet, qui ne contribua pas peu à faire obtenir une constitution.

Le pape, première cause de toutes les démonstrations qui éclataient à Rome, en Toscane et en Piémont, ne faisait cependant que de très-faibles concessions; celles du grand-duc de Toscane et du roi de Sardaigne étaient plus faibles encore, sans compter qu'elles étaient contestées aussitôt que faites. Ces princes ne pouvaient prétendre à la reconnaissance de leurs peuples en échange d'institutions restreintes et qu'ils leur avaient d'ailleurs promises ; ils ne pouvaient même prétendre que leurs peuples leur sauraient gré de l'octroi d'une constitution qu'ils n'avaient évidemment accordée, que forcés par l'exemple du roi de Naples, le plus despote, par nature, de tous les souverains, et qui cependant, le premier en Italie, avait été contraint à donner, lui aussi, une constitution. L'entêtement du prince sicilien à maintenir intact son despotisme était tel que le roi Louis-Philippe disait au comte de Syracuse : « J'ai donné de bons conseils au roi votre frère, mais s'il n'en profite pas, je l'abandonnerai à sa destinée. » Le roi des Français prouvait ainsi qu'il connaissait mieux la situation politique des autres princes que la sienne propre.

Mais si Charles-Albert, roi de Sardaigne, s'était montré avare de concessions, lui, souverain, tous ses ministres, et les familiers de sa cour étaient ouvertement hostiles aux Autrichiens. Cette circonstance très-utile pour les affaires de l'Italie

ne pouvait plus être mise en doute par moi, depuis ce que m'avait dit le commandeur Ferretti. Celui-ci m'a raconté, dans un voyage qu'il fit à Paris, qu'étant venu de Milan à Turin en qualité de major autrichien en retraite, il s'y présenta chez le ministre des affaires extérieures accompagné de l'ambassadeur autrichien. Tous deux furent accueillis froidement, et le ministre d'Autriche dit à Ferretti : « Cette froideur est pour moi et non pour vous. » Ferretti, en effet, trouva chez lui une invitation à dîner chez le ministre de Sardaigne, qui lui dit en le voyant : « Comment vous est-il venu à l'esprit de vous faire accompagner chez moi par l'ambassadeur autrichien? » Ferretti me raconta plusieurs autres faits qui prouvaient la haine des Piémontais pour les envahisseurs de l'Italie. Dans le même temps, M. Thiers, du haut de la tribune française, répétait avec enthousiasme ces affectueuses paroles que le peuple romain adressait à Pie IX : *courage, saint père! courage!* Enfin, lord Holland, qui avait vécu longtemps en Italie, me dit en partant de Paris pour Londres : « Nous nous reverrons au delà des Alpes. » Toutes ces circonstances me donnaient une foi inébranlable à l'indépendance de l'Italie ; et cependant il n'était point encore question de la République française qui, pour notre malheur, hélas! s'est donné la mission, non de nous aider, mais de nous combattre.

Je terminerai ce premier chapitre, en racontant en peu de mots le premier soulèvement armé de l'Italie. Je suivrai le récit qui m'en a été fait par un Calabrais, homme de patriotisme et de cœur.

Depuis quelque temps des conspirations s'ourdissaient dans les Deux-Siciles contre le despotisme; et les premières paroles de Pie IX avaient excité chez les peuples de ces contrées, et surtout parmi les populations ardentes des Calabres, l'impatience de la liberté. Quelques lettres que le comité secret et révolutionnaire du royaume, qui avait son siége à Naples, écri-

vit aux patriotes de Reggio, les décidèrent à tenter un mouvement. Le chef de ce comité, Domenico Roméo, né sur le détroit de Reggio, homme de ressources et de cœur, se rendit en Calabre dans le mois d'août 1847, en passant par Messine où il communiqua ses projets aux libéraux les plus ardents. Il partit ensuite pour Reggio, et ce fut là que, le 2 septembre, éclata la révolution qui devait être secondée par les provinces calabraises et par les habitants de Messine. Le peuple de Reggio se leva comme un seul homme. Les employés du gouvernement qui ne prirent pas la fuite se cachèrent honteusement. Quant à la petite garnison militaire, y compris les officiers d'artillerie et du génie, elle se renferma tout d'abord dans le château défendu par quelques pièces de canon; mais bientôt après elle se rendit à discrétion, en demandant pardon d'avoir vendu ses services à un despote, et sollicitant l'honneur d'être admise dans les rangs des milices nationales; ce qui lui fut refusé. Le corps de gendarmerie se rendit également à discrétion. En deux jours la révolution s'était propagée dans toute la province de la Calabre supérieure.

Dans la même journée du 2 septembre, le peuple, accouru en armes sous le drapeau tricolore, proclamait un gouvernement provisoire composé de sept membres. Ceux-ci, choisis parmi les principaux chefs du parti libéral se recommandaient, entre tous, par l'autorité de leur nom et de leur fortune. Ils publièrent un programme dans lequel prévalut l'idée d'un des membres du nouveau gouvernement qui rattachait le mouvement actuel aux souvenirs de 1820 et de 1821. Le programme était conçu dans ces termes :

« AUX PROVINCES DE NAPLES ET DE SICILE.

« Fidèles à nos promesses, nous avons relevé les trois cou-
« leurs de l'indépendance italienne, aux cris enthousiastes de :
« *Vive le roi constitutionnel Ferdinand II! Vive la liberté!*

« — La constitution de 1820 librement jurée, bientôt violée « et trahie, a été déchirée par l'étranger. Combien de citoyens, « pendant ces vingt-sept dernières années, en essayant de la « reconquérir, ont acheté de leur sang le martyre qui rend « sainte pour nous leur mémoire !

« Frères, aux armes ! rappelons-nous le sang des martyrs. « Forts par le nombre, forts par l'union, forts par la volonté, « fidèles à notre passé, nous marcherons sur la capitale du « royaume où nous sommes vivement attendus.

« Nous voulons, comme toutes les nations civilisées, un « gouvernement constitutionnel, représentatif, appuyé sur « une force vraiment nationale ; nous voulons toutes les ga- « ranties qui assurent la liberté et l'égalité de tous devant la « loi.

« Compatriotes des deux royaumes soyez, vous aussi, fidè- « les à vos promesses. Volez aux armes ! secondez notre pa- « triotisme. Montrons à l'Europe que nous sommes dignes du « nom de nation. Que toutes les pensées cèdent à une seule « pensée : celle de devenir libres, et que notre cri soit toujours : « *Vive l'indépendance italienne ! vive la liberté !*

« Reggio, le 2 septembre 1847. »

(Suivaient les signatures des citoyens composant le gouvernement provisoire.)

Les habitants et la milice nationale ayant été organisés aussi promptement que le permettait la rapidité des événements, le gouvernement provisoire décida qu'on s'emparerait des forteresses de Pizzo, d'Alta, de Tinmara et de Torre-Cavallo qui gardent le détroit du Faro. On atteignait ainsi un double but : on empêchait l'entrée dans le canal de toute expédition venue de Naples, et l'on relevait le courage des Messinois dont l'insurrection avait éclaté la veille au soir (1er septembre). Après

une lutte vigoureusement soutenue par les habitants contre la troupe, le mouvement de Messine avait néanmoins fini par être réprimé, grâce à la supériorité des forces royales, et parce que les conjurés n'avaient pas réussi à s'emparer, comme c'était leur projet, du général Landi, commandant de la citadelle, et d'une partie au moins des officiers de la garnison.

Dans le même temps, le roi Ferdinand, prévenu par le télégraphe, de la révolution de Reggio, y expédiait en toute hâte un corps de troupes sous les ordres de Decorne, avec l'ordre formel de bombarder tous les lieux qui résisteraient.

Les habitants de Reggio n'étant point parvenus à s'emparer à temps des forts qui gardaient le détroit, les frégates à vapeur qui avaient à bord les troupes de débarquement, y pénétrèrent sans obstacles. Ces troupes, arrivées devant Reggio, commencèrent à bombarder la ville.

Par malheur, le conseil prévalut de sauver la ville des ravages d'un bombardement, et l'ordre fut donné aux bandes armées de se retirer sur les montagnes et de s'y défendre. On attendait à chaque instant la nouvelle des soulèvements des provinces voisines : mais les populations effrayées des préparatifs hostiles du gouvernement ne bougèrent point. Elles manquaient ainsi à leurs promesses et encouraient la responsabilité de tous les malheurs auxquels restaient exposés ceux de leurs compatriotes qui s'étaient armés les premiers. Ceux-ci restèrent donc seuls pour faire face aux attaques des troupes de la gendarmerie, et, ce qui était pis, aux poursuites des gardes urbaines qui connaissaient bien les lieux, et qui étaient composées d'hommes dévoués à Del Carretto. Tous ces corps réunis formaient des colonnes nombreuses. Les bandes de Reggio se troublèrent à la vue de ces forces imposantes. Ainsi le mouvement, au lieu de gagner du terrain, en perdait chaque jour.

Il est vrai que quelques populations des rives baignées par la mer Ionienne, avaient répondu au cri poussé de Reggio :

elles furent immédiatement combattues par le général Nunziante, qui, débarqué à Palerme, traversa les montagnes avec les troupes qu'il commandait.

Ici commencent les jours de deuil et de terreur. Il suffisait du caprice d'un homme de la police ou d'un gendarme, pour que les citoyens les plus respectables fussent jetés, par centaines, dans les prisons, où aucun outrage, aucune violence ne leur étaient épargnés. Un ordre des agents du gouvernement mit hors la loi dix-huit citoyens des meilleures familles, et, pour exciter contre eux le zèle des persécutions, on promit mille ducats à quiconque en arrêterait un, si le prisonnier était vivant, cinq cents, s'il était mort. Cet ordre inique et féroce fut confirmé par le prince Aci Cortina, qui commandait dans la première Calabre. Les persécutions, d'ailleurs, ne frappaient pas seulement les dix-huit malheureux compris dans la liste de proscription. Un jeune homme de seize ans, du nom de Fasi, qui n'avait commis d'autre crime que de naître dans la commune de Saint-Stefano, patrie de Roméo, fut fusillé sans aucune forme de procès. Trois autres personnes tout à fait innocentes, Tavero, Guestre et Terruzano moururent de la même mort. Plusieurs centaines de victimes auraient pareillement succombé, si une dame calabraise, Catherine de Liete, n'était accourue à Naples et ne s'était présentée au Bourbon pour obtenir qu'on suspendît l'exécution de la sentence de mort que la commission militaire avait prononcée contre son mari. Cette suspension fut cause qu'on retarda également l'exécution de toutes les autres condamnations capitales. Mais la soif du sang était telle chez les satellites du roi, que le décret de suspension ne réussit point à sauver Bello, Mazami, Ruffo, Salvatori et Verduri, nobles et généreux jeunes gens, qui appartenaient tous les cinq aux familles les plus distinguées du district de Gerari.

La fin de Domenico Roméo fut une terrible tragédie. Se trouvant très-gravement malade, et n'ayant pour compagnon

que son neveu Piétro, il se cacha dans une chaumière. Les gardes urbains de Fedavoli furent informés du lieu de sa retraite, et accourent au nombre de quatre-vingts pour s'emparer de sa personne. Pendant qu'il opposait une défense désespérée un coup mortel vint frapper à la poitrine l'infortuné Domenico. Il tomba, mais il fut bientôt vengé par son neveu Piétro qui, d'un coup de mousquet, abattit le meurtrier de son oncle. Les gardes urbains, voyant qu'ils ne pouvaient conduire vivant à ses juges Roméo qui se mourait, poussèrent la férocité jusqu'à lui couper la tête, et l'ayant fixée sur un pieu, ils la portèrent triomphalement par les rues de Reggio. Quarante environ des condamnés politiques, confondus avec des malfaiteurs furent envoyés à Naples. Ils débarquèrent dans le port sous les yeux du roi, enchaînés deux à deux.

Telle fut la fin du premier soulèvement de la péninsule, soulèvement qui fut étouffé dans le sang. Il avait pour but l'indépendance de toute l'Italie; et, les Calabrais, qui, les premiers, prirent les armes, montrèrent un courage et un mépris de la vie, dignes d'une meilleure fortune. Ce courage ne fut dépassé que par la monstrueuse barbarie dont usèrent envers les vaincus le prince et ses infâmes satellites.

C'est de la Calabre que sortit aussi, en 1799, le cardinal Ruffo, armé de la croix et de l'épée, pour chasser les Français du royaume. Ceux-ci nous portaient, il est vrai, des paroles de liberté, mais ces promesses pouvaient être un leurre. Une chose seule ne faisait point doute : c'est qu'ils étaient des étrangers, désireux de nous dicter des lois.

C'est de la Calabre que partirent, en 1808, les carbonari qui vinrent s'établir en France et en Espagne. Ils entretinrent de là le feu sacré jusqu'en 1820, époque à laquelle, unis à l'armée et aux milices civiques nationales, ils m'aidèrent à abattre dans ma patrie le pouvoir absolu. Dans ces dernières vicissitudes si douloureuses pour l'Italie, ce furent encore les

Calabrais qui versèrent les premiers leur sang, pour rejeter l'étranger au delà de l'Isonzo. Puissent les destins de l'humanité permettre que le cri de l'indépendance italienne parte une quatrième fois de la Calabre, et qu'il trouve de l'écho jusqu'aux Alpes !

CHAPITRE II.

PREMIERS MOUVEMENTS DES DEUX-SICILES.

Le 12 janvier à Palerme. — Le 27 janvier à Naples. — Démission du ministère. — Une constitution est accordée (¹).

Pie IX, à peine assis sur le siége de saint Pierre, signala son pontificat par l'amnistie et par des réformes. Cette politique libérale du pontife émut les cœurs des Italiens et ébranla les vieilles institutions dans les autres Etats de la péninsule. Léopold de Toscane, puis ensuite Charles-Albert, l'imitèrent et accordèrent des réformes. Le seul Ferdinand II persista résolûment dans la voie du despotisme. Il disait à ses intimes qu'il voulait suivre la politique de ses ancêtres. Il ajoutait que dans le royaume de Naples existaient depuis longtemps des institutions semblables à celles dont se glorifiaient tant les trois princes qui s'appelaient des réformateurs. Sans doute que dans le royaume de Naples il existait des conseils provinciaux et de districts, une consulte d'Etat, de bonnes lois civiles et criminelles ; mais ces institutions mêmes étaient corrompues et annulées par la mauvaise foi du gouvernement absolu, par le

(¹) Tout ce chapitre a été écrit par l'un des plus illustres citoyens de Naples.

choix des magistrats et des fonctionnaires publics, qui favorisaient toujours les fripons, les hommes vils et ignorants, à tel point que, pour définir le gouvernement de Naples, il aurait fallu l'appeler *une contradiction constante entre le fait et le droit.*

C'est une chose incontestable que les bonnes institutions périssent entre les mains d'administrateurs corrompus et ignorants, et que les mauvaises fructifient entre les mains de fonctionnaires habiles et intègres. La justice à Naples était un vain mot : l'innocence n'était point une garantie ; le crime restait souvent impuni. A côté des lois criminelles qui prescrivent les plus grands égards envers les accusés, à côté des lois qui prescrivent aussi une liberté illimitée de défense, on voyait les commissaires de police de Naples soumettre les accusés, même alors que l'inculpation était légère, aux plus cruelles violences et à des tortures insupportables qui dépassaient en rigueur celles édictées par les anciennes lois criminelles : celles-ci au moins étaient déterminées par certaines règles; les autres dépendaient absolument du barbare caprice d'un seul homme.

Les réformes entamées par Pie IX et le gouvernement féroce du roi de Naples excitaient l'impatience frémissante des Napolitains, naturellement avides et amoureux de la liberté. Aussi, dans les extrêmes Calabres, dont Reggio est la capitale, le gouvernement absolu de Ferdinand fut-il renversé, et le gouvernement constitutionnel proclamé. La ville de Messine se souleva de son côté; mais les deux insurrections furent comprimées par la force brutale. Les échafauds se dressèrent, des primes considérables furent offertes aux misérables qui livreraient, vifs ou morts, les chefs de la révolte, réduits à se cacher ou à fuir. En somme, le royaume de Naples vit se renouveler les crimes monstrueux et sanglants de la Gallicie.

A Messine, des habitants en petit nombre, mais très-résolus, répondirent à l'appel des patriotes des Calabres. Ils essayèrent de s'emparer de tous les officiers qui composaient la garnison

de la forteresse, en les attaquant pendant un banquet qu'ils célébraient en ville ; mais ceux-ci, avertis à temps, parvinrent à rentrer dans la forteresse, emportant les blessés qu'ils avaient eus dans la mêlée. Ils exécutèrent ensuite des sorties qui forcèrent les plus compromis dans cette affaire à chercher un prompt salut dans la fuite. Le général Landi, dans une de ses proclamations, sanctifiait l'espionnage, et, par des promesses de récompense, excitait les Messinois à dénoncer et à trahir leurs concitoyens. Mais ces cruautés et ces énormités donnaient du cœur aux Napolitains, loin de les abattre. C'est à la suite de ces événements, qu'éclatèrent dans la capitale les démonstrations redoutables que ne purent calmer ni les nombreux emprisonnements, ni les morts, ni les blessures, résultat de la lutte entre les libéraux d'une part, la force armée et les gens de la police de l'autre.

Cependant le 12 janvier 1848, jour anniversaire de la naissance du roi de Naples, approchait. Les Siciliens, spécialement les Palermitains, avaient fait savoir au roi que, s'il ne leur accordait point des institutions libérales, ils en appelleraient bientôt aux armes. Les faits suivirent de près cette menace. Le matin du 12 janvier, quand ils virent que toutes leurs espérances étaient vaines, les Palermitains s'armèrent et commencèrent les hostilités. Le roi de Naples, instruit de ce soulèvement, envoya en toute hâte devant Palerme des frégates à vapeur, portant cinq mille soldats environ, sous le commandement du général de Sauget. La colonne qui formait l'expédition fut mal conduite, et les Siciliens, après un combat où tous firent assaut de courage, la forcèrent à se rembarquer. La nouvelle de la révolution sicilienne causa une vive sensation dans le royaume de Naples. C'était pour les patriotes un devoir sacré d'aider leurs frères de Sicile; ils le firent, ainsi qu'on va le voir.

Dans la province de Salerne, au lieu appelé le Cilente, le drapeau de la liberté se leva, et l'on vit bientôt arriver dans le camp environ dix mille hommes armés, sous la conduite de

divers chefs, dont le but était de recruter de nouveaux combattants, de marcher sur la capitale, et de contraindre le roi Ferdinand à donner la constitution.

Toutefois, ni la révolution de Sicile, qui prenait chaque jour de nouvelles forces par suite des avantages obtenus sur les troupes du roi Ferdinand, ni le soulèvement de la province de Salerne, n'avaient ébranlé l'esprit du roi. Il espérait réparer ses défaites et comprimer la violence des deux révoltes dont nous venons de parler.

Mais sur ces entrefaites éclatèrent dans la ville de Naples des événements qui décidèrent le roi à donner la constitution. Les libéraux de la capitale, voyant que le succès de ces soulèvements n'avait point amené le résultat qu'on en attendait, se réunirent, et, après des démonstrations qui donnèrent fort à penser au gouvernement, ils se décidèrent, le 27 du mois de janvier, au nombre de vingt mille environ, à risquer une manifestation, qui fit tomber le gouvernement absolu.

Vers les onze heures du matin, le 27 janvier, on voyait réunis, à partir de la grande place, où est situé le palais, tout le long de la grande rue de Tolède et jusqu'à la place du Marché, vingt mille libéraux environ de la capitale. Près de l'église de Saint-Ferdinand, peu distante du palais, partit le premier cri de *Vive la constitution!* qui fut répété avec la rapidité de l'éclair par l'immense foule assemblée. Celle-ci marchait d'un pas mesuré et ferme, les bannières tricolores au vent, et recevait un joyeux accueil des femmes rangées sur les balcons, aux fenêtres et dans les loges.

Cette promenade triomphale durait depuis une heure, lorsque la cavalerie sortit, conduite par le maréchal de camp Statella. A la vue de la force armée, cette généreuse jeunesse sans armes tint ferme, loin de se débander, s'avançant même au-devant des cavaliers, et, formant un cercle autour du maréchal Statella, elle l'invita à crier : *Vive la constitution!* Le maréchal et la cavalerie ne réprimèrent point ce cri de joie, ils laissèrent

même entendre, par la réserve de leur maintien, que le roi prendrait en considération les vœux ardents des Napolitains. Le maréchal s'avança, accompagné de la foule, jusqu'au palais, après quoi les jeunes gens se retirèrent.

Pendant ce temps les ministres étaient réunis en conseil. Prévenus de l'importance du mouvement populaire, ils comprirent que la politique du despotisme avait fait son temps ; ils devinrent alors aussi humbles et aussi souples qu'ils avaient d'abord été arrogants et hautains.

Les généraux émirent l'opinion qu'il fallait céder à la volonté du peuple, dont l'attitude était menaçante, et le roi lui-même, jusque-là inébranlable, reconnut la nécessité de concessions politiques. Tous les ministres offrirent leur démission, qui fut acceptée, et dans le courant de la nuit, Serra-Capriola fut appelé au palais et chargé de former un ministère constitutionnel.

Pendant la soirée du 27, la jeunesse parcourut les rues dans une vive agitation : partout des groupes nombreux discouraient des chances d'avenir qui s'ouvraient pour le pays, décidés, d'ailleurs, s'il en était besoin, à descendre en armes, sur la place, pour renverser le gouvernement.

Le 28, de très-grand matin, on connaissait déjà la résolution de céder, qu'avait prise le gouvernement. On lut partout la démission du ministère et la formation du nouveau cabinet, composé de Serra-Capriola, Buonomi, prince de Torella, Dentice Cianciulli, et du consulteur Scovarsi, sicilien. Cianciulli, n'ayant point accepté, fut remplacé par Francesco-Paolo Bozzelli.

Le choix de Bozzelli fut accueilli par des applaudissements unanimes : il sembla que c'était plus qu'une constitution. La confiance qu'on mettait en lui ne pouvait paraître imprudente, puisque sa vie passée n'avait été marquée que par des actes honorables. Libéral de 1820, il s'était noblement conduit après la période des neuf mois ; et lorsque la chute de

la constitution eut déchaîné toutes les fureurs de la tyrannie, il fut incarcéré, puis exilé; et vécut en exil pauvre et honoré. Rentré dans sa patrie, entouré de l'estime bienveillante de ses concitoyens, il exerça, pour vivre, la profession d'avocat. Si l'on joint à cela qu'il s'était acquis de la réputation pour quelques ouvrages d'esthétique et de droit constitutionnel, par son constant attachement au parti libéral, même après les douleurs de l'exil; si l'on ajoute qu'en 1844, le despotisme inquiet et soupçonneux du gouvernement le jeta et le retint plusieurs mois en prison, avec Carlo Poerio, Assante, Graziosi, Primicerio, de Agotinis et beaucoup d'autres, il semble qu'on pouvait compter sur lui. Eh bien! cet homme qui promettait tant, sur qui reposaient tant d'espérances, fut une des principales causes des malheurs de l'Italie. Incapable comme administrateur, hostile aux mesures libérales, courtisan du prince, non-seulement il ne comprit pas, mais il combattit la grande idée de la nationalité italienne, il prépara et entretint le mouvement réactionnaire : il détruisit la constitution, et fit échouer la guerre de l'indépendance, en prêtant un lâche et aveugle appui aux vues du roi Ferdinand, ce souverain en qui se personnifient les doctrines du jésuitisme et celles de l'impérialisme autrichien. Le peuple napolitain n'est pas coupable d'avoir mis sa confiance en Bozzelli, puisque cette confiance paraissait de la justice; le seul coupable fut Bozzelli, qui mentit impudemment à lui-même et à la nation, en reniant tous les principes de sa vie passée.

Le matin du 29 fut publiée la promesse de la constitution. Quelques jours après parut la constitution elle-même dont Bozzelli était l'auteur. Nourri des principes étroits du droit constitutionnel français, il fit de la constitution napolitaine, sauf quelques variantes, une copie de la constitution française.

Bien que la forme du gouvernement fût changée, le fond restait le même. Les fonctionnaires publics furent maintenus, avec cette différence que si, avant la constitution, ils étaient

sinon respectés, du moins craints, ils furent, après la constitution détestés et méprisés. A tous ces motifs qui présageaient une catastrophe, vint s'en joindre une autre, grosse de funestes conséquences. Bozzelli, en faisant la constitution, avait investi la nation de ses droits politiques, mais il n'avait pas prévu qu'il fallait des lois à l'ombre desquelles ces droits pussent s'exercer. Il accorda des droits politiques à la nation, sans s'inquiéter de lui donner en même temps des lois qui lui traceraient ses devoirs. Par exemple, la censure de la pensée et de la presse fut abolie, mais il ne songea pas à promulguer une loi provisoire sur les délits de la presse, et cependant il était naturel de penser que celle-ci, libre de tout frein, s'abandonnerait à des excès. Il ne songea pas non plus à instituer une junte, munie de pleins pouvoirs, jusqu'à la mise à exécution de la constitution, afin de ménager le passage trop rapide du despotisme à la liberté.

Cependant, cette constitution du 29 janvier 1848 changea non-seulement l'existence politique des Deux-Siciles, mais encore celle de la péninsule entière. Naples qui, par son exemple, fit de l'Italie un pays constitutionnel, serait aussi parvenue à chasser l'étranger, ce qui était bien autrement important que la constitution et la république, si la malheureuse journée du 15 mai, comme nous le verrons plus tard, n'avait donné au roi et à son déplorable ministère le triste courage de rappeler l'armée de la droite du Pô.

CHAPITRE III.

RETOUR EN ITALIE.

Je suis exclu de l'amnistie, lors de la première publication de la constitution. Cette amnistie est étendue plus tard et je puis enfin rentrer dans ma patrie. — La république française n'était prévue de personne. — Opinion de Lamartine sur les secours que la France donnerait à l'Italie. — Je pars de Paris pour Naples. — J'arrive à Gênes; nouvelles que j'y trouve. — Révolution de Milan et de Venise.

A peine la constitution eut-elle été promise à Naples que mes amis ne doutèrent point de mon retour dans ma patrie; moi-même je n'en doutais point. Madame Gilchrist et sa sœur, qui me connaissaient depuis 27 ans, c'est-à-dire depuis mon premier voyage à Londres, et qui m'honorèrent d'une constante affection, vinrent me féliciter, et, émues jusqu'aux larmes, elles me dirent : « enfin vous n'êtes plus proscrit. » Elles donnèrent pour me fêter un dîner, où presque tous les invités étaient des Italiens, mais quelques heures avant de m'y rendre, je reçus de Naples un exemplaire de la constitution promise, dans lequel je lus que j'étais exclu de l'amnistie. Le roi, afin de pouvoir m'atteindre, graciait seulement les criminels d'Etat depuis la révolution de 1820, c'est-à-dire qu'il pardonnait aux délits récents, mais sévissait toujours contre les an-

ciens. Cependant, pour ne point troubler la joie du dîner, je ne fis pas connaître le décret royal qui confirmait mon exil. On m'écrivit de Naples que les patriotes, ayant à leur tête Carlo Poerio, avaient témoigné leur indignation de ce scandale. Ils firent si bien que, lors de la promulgation définitive de la constitution, il fut décidé que l'amnistie s'étendrait à tous les délinquants politiques, sans distinction d'époque.

J'étais donc libre de rentrer dans ma patrie, et c'était au moment même où le royaume de France se transformait en république.

Si les rois et les peuples savaient profiter de ce qu'ils lisent et de ce qu'ils voient, les premiers apprendraient qu'ils tombent souvent, bien qu'appuyés sur la force; et les seconds n'oublieraient point qu'il est plus difficile de soutenir une révolution que de la faire.

Je cesse de parler de l'Italie pour y revenir bientôt, et je m'arrête un instant à Paris où j'ai vécu dix-huit ans, de 1830 à 1848. J'y vivais éloigné des fêtes, des salons et des théâtres : mon cœur, tout entier aux douleurs de la malheureuse Italie, ne recherchait point les distractions. Je voyais seulement quelques personnes choisies, dont les entretiens consolaient mon âme affligée. Plusieurs d'entre elles sont mortes, telles que Lafayette, Sieyès, Haxo, Valazé, Lamarque. J'étais lié avec le vieux conventionnel Barrère, avec Benjamin Constant, Carel Jacques Lafitte. Ceux de mes amis qui vivent encore, sont : Lamennais, Thibaudeau, de la convention, Arago, Béranger, Mignet, Odilon Barrot, Lamartine, le duc d'Harcourt. J'ai gardé mémoire de toutes leurs opinions politiques sur leur patrie, et je me souviens quelles différaient presque toujours entre elles. Je crois qu'il n'existe point en Europe une nation où cette diversité d'opinions, parmi les hommes d'esprit, soit aussi grande qu'en France. Je me rappelle toujours un mot d'Arago l'astronome. Il y a trois ans environ, il m'avait fait

l'honneur de dîner chez moi avec Thibaudeau le père, Lamennais et Mammiani; et comme il parlait du mauvais gouvernement de Louis-Philippe, et de la triste situation faite à la France par le règne de ce prince, Arago nous dit : « Malheureusement il est soutenu par la plus puissante des aristocraties, celle des bourgeois et des boutiquiers qui, par leur nombre, sont plus forts que l'aristocratie de noblesse. » Ces paroles trouvèrent de l'écho chez tous les convives.

Cependant nous approchions des fameuses journées des 23, 24 et 25 février, de cette révolution qui n'avait été prévue ni par ceux qui détestaient les changements, ni par ceux qui les appelaient de leurs vœux; qui n'avait pas été prévue surtout par le roi Louis-Philippe. Ce prince, peu de jours avant sa chute, disait au président de la chambre des députés : « Plutôt que d'étendre la loi électorale, je changerai vingt ministères, et au vingtième j'apposerai mon *veto*. »

Très-peu de jours avant le 24 février, Lamartine me dit : « Le comte Molé est venu me voir hier pour me parler de la prochaine formation d'un ministère dont il est chargé. » Dans ces mêmes jours, je trouvai Béranger chez Lamennais, et la conversation roula sur les événements du moment. Lamennais était fermement convaincu qu'après Louis-Philippe, il n'y aurait d'autre gouvernement possible que le gouvernement républicain. Il ajoutait que bien que les événements marchassent à grands pas, l'on ne pouvait prévoir avec certitude le moment de la crise suprême, si elle précéderait ou suivrait la mort du roi. Et, en effet, les révolutions préparées dans les esprits par une sorte de travail invisible, dépendent, quant à leur explosion, du concours instantané de causes diverses, et la combinaison spontanée de mille volontés et de mille forces ; et cette explosion, déterminée toujours par des circonstances non prévues, échappe à tout calcul qui voudrait en fixer l'heure précise. Tout le monde sait que, si la duchesse d'Orléans fût montée à cheval, le matin du 24 février, accompagnée d'Odilon

Barrot, et si, le même jour, elle se fût rendue à la chambre des députés, une heure seulement plus tôt qu'elle n'y vint, elle eût été proclamée régente. Voilà pourtant à quoi tient la destinée des sociétés! Le soir du 24 février, je fus voir Odilon Barrot, qui ne recevait que peu de monde. Il me reçut, épuisé des fatigues de la journée et assis sur un fauteuil, en me disant : « Je suis puni de ma victoire. » Chacun trouvait étrange, en effet, qu'il fût exclu du nouveau gouvernement, lui qui avait donné à la révolution son impulsion la plus décisive. Deux ou trois jours après, il me dit : « Je viendrai vous demander un asile à Naples. »

Je visitai Lamartine au ministère des affaires étrangères; il me dit en me voyant : « Embrassons-nous, » et je l'embrassai en lui déclarant qu'il était le premier poëte de notre temps, qu'il avait donné des preuves d'un éclatant courage, et j'ajoutai : « Vous, vous n'avez point jeté votre bouclier dans les champs de Philippes. »

Peu de jours après, Lamartine achevant de dîner et se rendant au conseil des ministres, me dit, en présence de deux vieux généraux, que la France était prête à envoyer cent mille hommes en Italie, pour soutenir la cause de l'indépendance. Je lui répondis que trente mille hommes suffiraient pour réunir en un faisceau les troupes sardes, napolitaines, et le petit nombre de soldats que pourraient fournir la Toscane et les États-Romains.

L'un des articles ajoutés à la constitution napolitaine par Bozzelli et juré par le prince, déclarait nettement, comme je l'ai dit plus haut, qu'un voile était jeté sur tous les délits politiques antérieurs. Mon frère Florestan m'écrivit en conséquence que j'étais attendu par tous impatiemment. Mais, il me conseillait en même temps de conserver mon appartement et de ne pas vendre mes meubles. Quel sang-froid! C'est le même frère, qui, vingt-sept ans auparavant, ignorant si j'avais réussi

à m'embarquer pour l'Espagne constitutionnelle, et me sachant en danger de tomber entre les mains des Autrichiens et du roi Ferdinand, m'écrivait : « Souviens-toi que tu as deux pistolets. » Mais cette fois-ci, qui aurait pu prévoir que, par une amère dérision de la fortune, les destins seraient encore contraires à la liberté italienne! Plaçant ma confiance bien plus dans la république française que dans les serments des princes, je me disposai à partir, après avoir donné congé de l'appartement que j'habitais, et fait vendre mes meubles. Je vis l'excellent Arago, qui était ministre de la marine, et qui, lui aussi, était disposé à venir en aide à l'Italie. Il n'y avait pas longtemps que j'avais renouvelé connaissance avec le duc d'Harcourt, que j'avais vu pour la première fois chez mon ami le général Haxo. Le duc d'Harcourt était non-seulement connu pour son patriotisme, il aimait aussi l'Italie. Certain que l'on aurait recours à ses services, je le priai de choisir l'ambassade de Rome, d'où il aurait pu prêter son important concours à la cause italienne. Je répétai la même chose à Lamartine, qui me répondit qu'il avait résolu d'envoyer M. d'Harcourt à Londres. Je retournai immédiatement chez ce dernier pour l'engager à donner la préférence à Rome, et, dans le fait, il fut nommé ambassadeur près du saint père. Il m'a écrit plusieurs fois depuis, de Rome à Venise.

Je n'aurais jamais imaginé qu'à Naples, dans le conseil des ministres, ainsi que l'un d'eux, Savarese, me l'a assuré depuis, il avait été décidé, par le roi, qu'une frégate à vapeur serait envoyée à Marseille pour me transporter dans la capitale. Je partis de Paris, le 16 mars, quittant avec regret le petit nombre d'excellents amis que je laissais, et, sur la fin du mois, je m'embarquai sur un bateau à vapeur qui me transporta de Marseille à Gênes. Je n'avais traversé qu'une fois cette mer sur un bâtiment à voiles ; j'avais alors seize ans, et, à cet âge si tendre, j'étais condamné à un exil perpétuel, aggravé de la confiscation de mes biens. C'était à la fin de 1799 ; nous étions

en tout six cents proscrits entassés sur deux navires. A peine fûmes-nous débarqués à Marseille, que je me dirigeai sur Dijon : de là je traversai le grand Saint-Bernard, avec la glorieuse *légion italique* qui prit une part si signalée à la campagne de Marengo. Dans la traversée que je fis, si jeune encore, de Gênes à Marseille, je ne fus que médiocrement ému de la beauté de ces rivages baignés par la mer, que j'admirais tant quarante-neuf ans plus tard, dans ma traversée de Marseille à Gênes. Sous le coup de cette admiration, ma pensée comparait les temps passés et le temps présent. Mais à peine eus-je pris pied à Gênes, que les nouvelles qui m'y parvinrent m'apprirent combien les événements qui agitent aujourd'hui le monde, dépassent en merveilles les événements passés. A Berlin et à Vienne, les peuples, proclamant la liberté de ces vastes États, avaient renversé leur gouvernement despotique. A Milan, un peuple, complétement désarmé, avait chassé de ses murs vingt-deux mille Autrichiens commandés par leur général en chef en personne et appuyés sur une citadelle. J'appris enfin la révolution de Venise et l'expulsion des étrangers de toute la lagune.

Je croyais rêver en entendant les récits de ces prodiges de courage qui, pour la troisième fois, avaient été accomplis par les Italiens, et des Italiens seuls. C'est en Italie, en effet, que l'on avait vu, au temps de Mazaniello, le peuple de Naples chasser les Espagnols de la capitale ; c'est en Italie que l'on vit les Génois, il y a de cela un siècle, traiter de même les Autrichiens ; c'est en Italie, enfin, que Venise, puis Brescia, chassèrent également les ennemis de leurs murs. On ne citerait, ni en Espagne, ni en France, ni en Angleterre, ni en Allemagne, ni en Pologne, ni en Russie, une ville dont la population se soit signalée par de tels exploits. Si Madrid a eu à combattre Murat, elle fut vaincue par un vaillant général.

Les événements imprévus de France, d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie, me semblaient d'un si heureux présage pour

l'indépendance italienne, que je me disais à part moi : « Nous autres Italiens, nous aurons désormais peu de mérite à cette conquête. » Les révolutions de Palerme et de Naples avaient été le résultat d'une lutte de nationaux contre nationaux, bien que les troupes royales eussent été soutenues par des mercenaires suisses : si nous nous reportons aux deux autres capitales situées au delà du Pô, nous trouvons que la révolution de Milan fut plus virile, plus grandiose, plus gigantesque ; celle de Venise, plus étrange et plus singulière.

Le lecteur trouvera dans le chapitre suivant le récit de la révolution de Milan.

CHAPITRE IV.

RÉVOLUTION DE MILAN.

Situation de la Lombardie en mars 1848. — Fuite du vice-roi le 17 mars. — Cinq journées de combats. — Gouvernement provisoire. — Proclamations lancées par des ballons. — Victoire. — Traits héroïques et générosité des Milanais. — Atrocités des Autrichiens. — L'épée de Radetzki. — La Lombardie est libre (¹).

> Non ! la tyrannie a pourtant une limite ! Quand l'opprimé ne trouve plus de justice sur la terre, quand le joug pèse d'un poids insupportable, plein de confiance il tend la main vers le ciel, et il ressaisit ses droits éternels suspendus là, inaliénables et indestructibles comme les étoiles. Alors renaît le primitif état de nature, qui place l'homme en présence de l'homme. — Quand toute autre ressource lui manque, le fer est cette ressource suprême.
>
> (SCHILLER. *Guillaume Tell.*)

L'Autriche, qui, pendant tant d'années, tint école d'hypocrisie religieuse et d'hypocrisie politique, avait enfin jeté le masque. Les soldats de l'empereur, en outrageant brutalement à Ferrare le drapeau du pape, punissaient Pie IX d'avoir béni l'Italie et maudit ses tyrans. Les provinces lombardo-vénitiennes, condamnées à l'ignorance et à une ruine toujours croissante, voyaient se tarir peu à peu toutes les sources de la prospérité publique et privée. Dans l'espace de quelques années, *deux milliards* (somme fabuleuse, si l'on considère les limites étroites de cet État, qui forme à peine la huitième partie de la

(¹) Je dois ce chapitre à un illustre martyr de la cause italienne, qui fut l'un des combattants de ces mémorables journées.

monarchie), *deux millards* étaient allés s'ensevelir dans le trésor impérial à notre très-grand détriment et sans aucun avantage réel pour les finances de l'empereur, tant est grande en Autriche l'ineptie et la corruption des administrateurs de la chose publique. Le commerce languissait partout, étreint qu'il était par la pression des lois prohibitives et de droits exorbitants ; d'un autre côté, la contrebande, l'une des causes, et non la moindre, de l'immoralité générale, s'exerçait sur la plus vaste échelle. Plus de fonderies de canons, plus de fabriques d'armes, plus de manufactures de draps ; l'industrie indigène, toujours sacrifiée aux industries rivales de l'Autriche, de la Moravie et de la Bohême ; aucun encouragement à l'agriculture, principale source de la richesse des communes. Les lenteurs de l'administration étaient incroyables, les procès éternels. L'insupportable fléau de la conscription déportait chaque année la fleur de notre jeunesse en Hongrie, en Moravie, en Bohême, et jusqu'aux extrémités de la Gallicie. La police, la censure, les prisons déployaient tour à tour leurs rigueurs contre les hommes de quelque distinction : la police était supérieure aux lois ; la délation, l'opprobre du citoyen, était proclamée comme un des devoirs du sujet ! Et cet horrible chancre menaçait de dévorer les entrailles de la société, en la corrompant jusqu'à la moelle des os : l'espionnage sur les places publiques, l'espionnage dans les cafés, dans les théâtres, dans les églises, dans le secret le plus intime des familles. Un grand nombre d'honorables citoyens, suspects d'être les adversaires du gouvernement, se voyaient emprisonnés sans autre motif ; d'autres étaient enlevés à leurs foyers domestiques et jetés en exil sur la terre étrangère. Mais là ne se bornaient point les orgies de l'oppression autrichienne. Le maréchal Radetzki était supérieur à la police elle-même : méprisé par nous, à cause de sa jactance ridicule, le brutal se vengeait de notre mépris en nous poursuivant de sa haine implacable. Les soldats le savaient, et les excès de l'insolence militaire contre les paisibles habitants

avaient atteint à Milan leur apogée, lors des scènes sanglantes de janvier 1848. Ce fut alors que l'Autriche, se montrant impudemment dans sa laide nudité, inaugura, en Lombardie, *le jugement d'Etat*, qui, en autorisant le gouvernement à vous assassiner dans le délai de deux heures, substituait aux lenteurs prudentes de la loi les aveugles emportements de la force brutale.

Telle était la situation misérable de la Lombardie au mois de mars 1848. D'une part, la mesure des cruautés de l'Autriche était à son comble et débordait; de l'autre, l'excès des iniquités subies avait épuisé la patience des opprimés et appelait une éclatante vengeance. Le peuple lombard frémissait comme le lion blessé; et ce frémissement ressemblait à la sourde rumeur qui présage la tempête.

Le comte de Fiquelmont avait dit, et l'histoire conservera ses paroles : « J'ai entre les mains un moyen infaillible de faire oublier aux bons Milanais et Pie IX leur idole, et toutes ces velléités d'indépendance qui percent depuis quelque temps dans leurs puériles manifestations. Le carnaval approche : je leur donnerai un spectacle grandiose au théâtre de la *Scala*. »

De son côté, le maréchal Radetzki adressait à l'armée l'ordre du jour suivant :

« S. M. l'empereur, résolue, selon ses droits et ses devoirs,
« à défendre le royaume lombardo-vénitien, comme les autres
« parties de ses États, contre toutes les attaques ennemies,
« qu'elles viennent du dehors ou du dedans, a chargé le
« maréchal de cour de m'autoriser à faire connaître cette
« résolution à toutes les troupes de l'armée impériale qui
« stationnent en Italie, persuadée qu'elle est que sa volonté
« suprême trouvera un invincible appui dans la valeur et
« dans la fidélité de l'armée. — Soldats, vous avez entendu
« les paroles de l'empereur : je suis fier de vous les répéter;
« contre votre fidélité et votre valeur les coupables efforts du
« fanatisme et de l'esprit de rébellion se briseront, comme

« le *verre fragile contre le roc.* — Je sens encore fré-
« mir sous ma main l'épée que j'ai portée avec honneur,
« pendant soixante-cinq ans sur tant de champs de bataille.
« Cette épée saura défendre la tranquillité d'un pays, *si*
« *heureux hier* encore, et qu'une faction furieuse menace de
« précipiter dans l'abîme. — Soldats ! votre empereur compte
« sur vous, votre vieux général met en vous sa confiance :
« cela suffit ! Que les insensés ne nous forcent point à dé-
« ployer le drapeau de l'aigle à deux têtes ! La vigueur de ses
« serres est toujours redoutables. Que notre entreprise soit
« celle-ci : Paix et protection aux sujets fidèles, mort aux
« traîtres qui osent troubler l'ordre et mettre en péril la
« prospérité des peuples. »

Le 17 mars, le vice-roi, effrayé, partit précipitamment pour Vérone. L'avare archiduc, suivi d'une charge de bagages et de paquets, laissait derrière lui, dépouillés de tous leurs meubles, les magnifiques palais de Milan et de Monza. Il fuyait emportant nos dépouilles ! Le gouverneur Spaur et le ministre Fiquelmont l'avaient précédé dans sa fuite et ils étaient partis pour Vienne quelques jours auparavant.

Le 17 mars, parvenait à Milan la nouvelle qu'une insurrection avait éclaté à Vienne. Ce fut comme l'étincelle qui fait sauter une poudrière. L'effervescence du peuple monta tout à coup à un extrême degré de violence; et dans la matinée du samedi, le gouvernement, sans plus attendre, fit afficher sur les murs de la ville la proclamation suivante :

« La présidence du gouvernement I. R. se fait un devoir
« de porter à la connaissance du public le contenu d'une
« dépêche télégraphique en date de Vienne, 15 courant,
« arrivée à Cilli le jour même, et parvenue à Milan hier
« soir.

« S. M. l'empereur a décidé que la censure serait abolie,
« et qu'il serait publié incessamment une loi sur la presse.
« Elle a résolu également de convoquer les États de ses

« royaumes allemands et slaves, ainsi que les assemblées « centrales du royaume lombardo-vénitien. La réunion de ces « assemblées aura lieu au plus tard le 3 du mois de juillet « prochain.

« Milan, le 18 mars 1848.

« Le vice-président comte O'DONNEL. »

Ces paroles : *la réunion de ces assemblées aura lieu au plus tard le* 3 *du mois de juillet prochain*, parurent une insulte à la juste impatience de la généreuse cité. Elle y vit, non point une promesse de concessions pour l'avenir, mais seulement une manœuvre pour conjurer les périls présents. L'émotion des esprits était profonde et générale; le peuple se répandait en foule sur la place du Dôme, sur celle des Marchands, sur *la Corsia dei Servi*, déjà menaçant, quoique encore sans armes.

Vers midi, le flot des citoyens se porta vers le palais municipal en criant : « *Des armes et la garde civique !* »

Le comte Casati, podestat de Milan, essaya de calmer la multitude en lui conseillant la modération et le respect des lois en vigueur. La foule demanda quelqu'un pour la conduire : le podestat se mit à sa tête, et, suivi des corps municipaux et provinciaux, il se rendit au palais du gouvernement.

Mais quelle force humaine peut maîtriser le torrent, lorsqu'il a franchi ses digues?.... Derrière le podestat marchaient les bandes excitées jusqu'à la fureur. Les premières victimes de la révolution lombarde furent les deux grenadiers hongrois qui faisaient faction au palais du gouvernement. Ils tombent sous le fer; leurs compagnons sont désarmés, le palais est envahi par la multitude qui respecte religieusement toutes les propriétés privées, mais détruit toutes les écritures publiques, souvenirs d'un gouvernement abhorré.

Les timides conseillers s'étaient enfuis ; mais le comte

O'Donnell, chef du gouvernement, par suite de l'absence du gouverneur, n'avait pu fuir comme les autres : celui-ci, voyant le danger, devint humble jusqu'à la bassesse : le vocabulaire des courtisans eut cette fois à lui fournir les paroles mielleuses qu'il adressait au peuple : « Je ferai ce que vous voulez, dit-il, ce que vous voulez ! » — « A bas la police ! la garde civique ! » criait la multitude. « Oui, vous avez raison, à bas la police ! oui, la garde civique ! » répondait en tremblant le magistrat. « Nous voulons un ordre écrit, » répliqua le peuple ; et le pauvre comte, dans l'agonie de la peur, signa les décrets suivant, qui, peu d'heures après, étaient publiés par la municipalité :

« Milan, le 18 mars 1848.

« Le vice-président, vu la nécessité de maintenir l'ordre, autorise la municipalité à armer la garde civique.

« Comte O'DONNELL. »

« La garde de la police remettra immédiatement ses armes à la municipalité.

« Comte O'DONNELL. »

« La direction de la police est abolie ; la municipalité est chargée de veiller à la tranquillité de la ville.

« Comte O'DONNELL (1). »

Le volcan était déchaîné, et la lave brûlante de l'insurrection gagnait tous les quartiers de l'héroïque cité. De tous les côtés s'élevait dans les airs le cri populaire : « *Vive Pie IX ! vive l'Indépendance ! vive l'Italie !* » On vit alors des femmes délicates et de jeunes enfants dépaver les rues, et emporter les pavés dans les maisons pour les jeter de là sur la tête des assail-

(1) *Voir les cinq dernières journées des Autrichiens à Milan* : relation et souvenirs d'Ignace Cantu.

lants. Les uns préparaient l'huile, les autres l'eau bouillante ; les uns saisissaient le fer, les couteaux ou leurs fusils de chasse ; beaucoup étaient armés seulement d'un bâton garni d'une pointe en fer : des barricades s'élevaient par centaines dans la ville pendant que, sublime spectacle ! des bannières tricolores, comme dans un jour de fête, se déployaient par milliers aux fenêtres des habitants.

La fusillade commença : le canon du château tonnait : les cloches de la ville répondaient sonnant le glas des batailles.

Radetzki, outre le château et les portes de la ville, occupait des positions très-fortes dans le cœur de la ville même. Tout à coup un détachement d'infanterie Bohême entoure le *Broletto*, où la foule était entassée, demandant des armes aux magistrats municipaux. Le peuple fut dispersé, et quelques citoyens honorables, faits prisonniers dans ce moment, furent conduits la nuit suivante au château, et retenus là comme ôtages [1].

Le matin du 19 le ciel était pluvieux ; nous n'avions encore ni armes ni munitions ; mais rien ne put arrêter l'impétuosité du peuple. Les ennemis occupaient le Dôme et la place contiguë. De temps à autre, les mousquetaires allemands faisaient des décharges, heureusement peu meurtrières. Mais des coups fréquents partaient du haut de la cathédrale de marbre, où s'étaient postés plusieurs fantassins tyroliens. Ceux-ci, très-habiles chasseurs, tiraient et touchaient. Mais le courage des nôtres ne se laissa point abattre. Le troisième jour, ils s'emparaient du Dôme, de la place et du palais du vice-roi, malgré l'artillerie qui le défendait.

La direction générale de la police fut prise d'assaut. On chercha le directeur Torresani ; mais il s'était enfui, ainsi que

[1] Les deux frères Porro, élèves de Silvio Pellico ; leur cousin Charles Porro, Albert de Herra ; Hercule Durini ; le délégué Bellati ; Giani, secrétaire de la municipalité ; Manzoni, fils d'Alexandre Manzoni ; le docteur Peluzo ; Ignace Cantu, un Brambilla ; un Obicinni ; un Visconti ; un Belgiojoso ; Torti, Crippa, Appiani, etc.

le comte Bolza, le plus exécré des sbires de la police. On dit qu'ils s'étaient sauvés tous deux de Milan la nuit précédente.

La place *Dei Mercanti* était couverte de canons et de soldats. Elle fut prise après un combat acharné ; il en fut de même du tribunal criminel. Les prisons politiques, ouvertes par décret de la municipalité, rendirent à la liberté et aux applaudissements de la foule, le marquis Villani, le jeune Camperio, l'abbé Brambilla, l'étudiant Ancona, MM. Salvioni, Borgazzi, Ravizza et beaucoup d'autres.

Plusieurs casernes furent prises d'assaut, ainsi que le dépôt du génie. Dans cette dernière affaire, un homme du peuple, bravant audacieusement les balles autrichiennes, s'élança jusqu'à la porte et y mit le feu : action héroïque, qui fait vivre éternellement ton nom, *ô Pasquale Sottocorni !*

La lutte fut acharnée à la caserne de S. Celse, collége des cadets impériaux. Un canon, pointé là, faisait de terribles ravages et éclaircissait les files de citoyens. Depuis deux jours, les maisons environnantes s'ébranlaient sous les coups des balles et de la mitraille. L'assaut fut décidé, et grâce à une tranchée mobile, composée de fascines et de matières peu résistantes, les assaillants triomphèrent sans éprouver de grandes pertes. Le marquis Trivulce fut blessé à une jambe en combattant dans leurs rangs.

Une voix cria : A Saint-Antoine! et le 3e arrondissement de la police, ainsi que la préture urbaine, tombaient bientôt au pouvoir du peuple. La foule courut ensuite à Saint-Simon, et de là à la caserne générale des agents de la police. La porte était à moitié fermée : les défenseurs s'élevaient à huit cents hommes. Après un combat qui dura le jour entier et la nuit suivante, la porte fut prise et brûlée. Mais, lorsque la multitude fit irruption dans la caserne, les sbires s'étaient enfuis par une porte secrète. Quelques-uns de ces misérables s'étaient blottis dans des souterrains. Découverts plus tard, il furent arrêtés et faits prisonniers.

Le 20, à une heure de l'après-midi, la municipalité, conservant son ancien nom, s'était constituée, de fait, en gouvernement provisoire. La publication d'un grand nombre de décrets révolutionnaires ne l'empêcha pas d'instituer, le même jour, plusieurs comités subalternes chargés de veiller à la sécurité des personnes, aux subsistances, aux finances, à la guerre, à la défense publique. Dans le même temps paraissait le décret impatiemment attendu qui prescrivait l'organisation de la garde civique dans les paroisses.

Les citoyens de vingt à soixante ans accouraient s'inscrire en foule sur les listes paroissiales. Les armes, bien insuffisantes aux besoins, avaient été prises sur les soldats faits prisonniers et dans les casernes dont on s'était emparé. Pour rendre hommage à la vérité, nous devons ajouter ici qu'on vit combattre vaillamment dans les rangs du peuple plusieurs gendarmes, le magnifique corps des pompiers et toute la garde des finances, sans compter les soldats italiens qui se dérobaient pour venir à nous dans leurs sorties du château.

Malgré l'héroïsme des habitants, la ville, devenue un champ de bataille où pleuvaient sans relâche les balles et les bombes lancées par des canons de tout calibre, était réduite aux plus terribles extrémités, les secours des villes et des campagnes voisines nous devenaient nécessaires. En conséquence, on lança par-dessus les murs une proclamation conçue en ces termes :

« AUX VILLES ET COMMUNES DU ROYAUME LOMBARDO-VÉNITIEN.

« La ville de Milan, victorieuse depuis deux jours, est encore presque dépourvue d'armes ; elle est entourée par une soldatesque découragée, mais pourtant encore redoutable.

« Nous jetons ces quelques lignes par-dessus les murs pour inviter toutes les villes et toutes les communes à s'armer, et à s'organiser immédiatement en garde civique, comme cela se

fait à Milan. Chaque compagnie, formée de cinquante hommes, devra se choisir un capitaine et un provéditeur. Elle sera prête à courir partout où l'exigera la nécessité de la défense. Secours et victoire ! »

D'autres proclamations, émanant du comité de la guerre, furent lancées à l'aide de ballons. L'une de ces proclamations disait :

« Frères! la fortune nous sourit. L'Autrichien, mis en déroute, ne tient plus que dans le château et sur les boulevarts. Accourez! qu'on prenne entre deux feux l'une des portes de la ville : réunis, nous vaincrons. »

Les Croates qui gardaient les bastions, voyaient avec une stupéfaction profonde ces messagers volants auxquels ils tiraient des coups de fusil, dont aucun ne portait. Quelques-uns de ces ballons allèrent tomber au delà des frontières suisses, d'autres sur le territoire sarde et de Plaisance. Partout, les populations se soulevèrent. Des milliers de citoyens conduits par des étudiants, des médecins, des prêtres, des employés des finances, marchèrent immédiatement sur Milan. Du haut des clochers, on voyait çà et là accourir à travers champs des masses d'hommes qui, en débouchant sur les chemins, harcelaient du feu de leurs fusils les cavaliers autrichiens errants dans la campagne. Cinq cents hommes nous vinrent de la Suisse italienne. Réunis aux montagnards du lac de Côme et aux jeunes gens de cette ville, ils firent prisonniers douze cents Croates. Après avoir semé la révolte sur leur passage, et combattu de nouveau à Monza, ils atteignirent la partie nord des murs de Milan, où ils se rencontrèrent avec deux autres colonnes. L'une de ces dernières avait fait trois cents prisonniers à Varèse, l'autre venait des environs du lac Majeur ; une troisième colonne arrivait des rives du Pô. Un des chefs de cette colonne, M. Gui, fut tué sous les bastions ; un autre combattant du nom de Trabuchi, père de famille, qui honorait sa pauvreté,

fut pris dans cette rencontre par les Autrichiens, puis lâchement fusillé à Lodi. Un comité de la guerre, établi à Lecco, s'occupait d'organiser militairement la Valteline, la Valsassina et la Brianza. Bergame envoya quatre ou cinq cents de ses habitants et de ses montagnards. Girolamo Borgazzi, inspecteur du chemin de fer de Monza, arrivé, le jour suivant, avec deux mille hommes, pénétrait dans Milan pour demander des instructions au comité de la guerre. Il fut convenu avec lui que, le quatrième jour, vers les dix heures du soir, un double assaut serait tenté contre les bastions de la porte Tosa, près du chemin de fer de Venise : mais le brave Borgazzi, après être sorti de la ville, et s'être mis à la tête de sa colonne pour exécuter les ordres qu'il avait reçus, fut mortellement atteint d'un coup de feu.

Pendant que le peuple combattait vaillamment pour ses franchises, et qu'il triomphait, les plus ingénieux imaginaient tous les moyens de conduire jusqu'à bonne fin une lutte si inégale. Des astronomes postés aux observatoires et sur les clochers épiaient avec leurs lunettes tous les mouvements de l'ennemi, dont ils instruisaient d'heure en heure le comité de la guerre. Des ouvriers parvinrent à fabriquer des canons de bois, qu'ils garnissaient de cercles de fer et qui pouvaient soutenir l'effort d'un certain nombre de décharges. Les chimistes préparaient la poudre et le fulmi-coton : quelques-uns fondaient du plomb et coulaient des balles, d'autres confectionnaient des cartouches. Tous s'empressaient de recueillir les projectiles lancés par l'ennemi. Parmi ces projectiles, on trouva de grandes médailles à l'effigie de Pie IX, emblèmes cette fois de sacrilége ironie (1).

Sur ces entrefaites, un cabaretier corse franchit deux fois les murs, au milieu des balles autrichiennes, afin de pouvoir fournir des renseignements à la municipalité. A ceux qui vou-

(1) Voir l'*insurrection de Milan en* 1848, par Charles Cattaneo.

laient le détourner de cette entreprise périlleuse, Antonio L.... répondait tranquillement : « Les balles n'atteignent point celui qui porte au front le nom de Pie IX. » Une de nos dames désarma trois hommes de la police; une autre tua trois Croates ; et ce ne fut pas la seule à se signaler par la justesse de son tir, soit au fusil, soit à la carabine. Des enfants désarmés enlevèrent leurs baïonnettes à plus d'un soldat, tant était grande la lâcheté des barbares, à l'heure de cette épreuve solennelle! Au Carobbio, l'on vit un citoyen qui avait perdu la main droite en combattant, pointer son fusil de la main gauche. Un de ses compagnons lui chargeait son arme ; lui la déchargeait, en multipliant ses coups avec un merveilleux courage. Un jeune homme fut frappé de quinze balles, alors qu'il entrait le premier dans le palais du vice-roi, en criant : *Vive l'Italie!* L'héroïque jeune homme, déjà froid par la mort, murmurait encore : *Vive l'Italie!* Un mourant écrivait de son sang sur la muraille : *Courage, frères!* et il expirait!

Le bon sens et le courage n'étaient point les seules qualités de notre peuple. La charité, pendant ces jours, fut dans Milan une vertu pratiquée par tout le monde. Dans un grand nombre de maisons, on recueillait les blessés qui recevaient de médecins empressés et d'habiles chirurgiens toute espèce de secours. Les femmes et les jeunes filles préparaient la charpie et les bandes. Les riches faisaient aux pauvres des distributions gratuites de pain et de vin. Les démarcations de *patriciens* et de *plébéiens*, qui n'ont plus de sens à notre époque, disparurent, ainsi que l'orgueil des uns et la jalousie des autres. Milan, pendant cinq jours, offrit au monde un spectacle digne des anges, mais trop beau pour les hommes!... On vit *un peuple d'amis et de frères!!!* Et c'est du nom de frères aussi que les bons Milanais saluaient, après les avoir vaincus, les Autrichiens et les Croates. On donna des vêtements à ceux qui en manquaient, des vivres à ceux qui avaient faim : les blessés furent l'objet des soins affectueux de la sublime cité : les ôtages étaient

devenus des hôtes. Entre les nombreux exemples d'humanité et de modération que nous pourrions citer, nous nous bornerons aux suivants :

La famille du baron Torresani-Sanzenfeld, chef de la police, tomba en notre pouvoir. Cette famille fut traitée avec tous les égards possibles. Le comte Bolza, le policier par excellence, n'était point parvenu à se sauver. Caché dans le foin d'un grenier, comme l'hyène poursuivie par les chasseurs, il fut tiré de là par un sbire qui avait découvert le secret de sa retraite. La foule voulait le mettre en pièces : *Si vous le tuez*, dit un généreux citoyen, *vous ferez une action juste ; si vous ne le tuez pas, vous ferez une action sainte.* Et le peuple magnanime n'enleva pas un cheveu de la tête de ce misérable qui avait mérité les plus sévères châtiments. C'est un fait incontestable que les nôtres, terribles dans le combat, furent généreux, — trop généreux ! — après la victoire.

Le 22 mars, la municipalité publia la proclamation suivante :

« L'armistice qui nous a été offert par l'ennemi, a été par « nous refusé sur les instances du peuple qui veut combattre.

« Combattons donc avec le même courage qui nous a fait « vaincre dans ces quatre jours de lutte, et nous vaincrons en- « core.

« Citoyens ! attendons de pied ferme ce dernier assaut de « nos oppresseurs ; attendons-le avec cette tranquille confiance « qui naît de la certitude de la victoire.

« Que les cloches en fête répondent au bruit du canon et « des bombes, et prouvons à notre ennemi que nous savons « combattre joyeusement, et joyeusement mourir.

« La patrie adopte comme ses enfants les orphelins de ceux « qui sont morts dans la bataille, et promet aux blessés recon- « naissance et assistance.

« Citoyens ! cette proclamation vous est adressée par les « soussignés qui, vu la nécessité des circonstances et le vœu

« des combattants, se sont institués en gouvernement provi-
« soire.

« CASATI, président. — Vitaliano BORROMEO.
— Giuseppe DURINI. — Pompeo LITTA.
— Gaetano STRIGELLI. — Cesare GIULINI.
— Antonio BERETTA. — Marco GREPPI.
— Alessandro PORRO. — Cesare CORRENTI,
secrétaire général. »

Cependant, plusieurs points de la ville restaient encore au pouvoir de l'ennemi. Le palais de Radetzki était investi et pris. Les soldats qui le défendaient eurent la vie sauve, mais ils furent désarmés. L'argenterie et les meubles précieux furent transportés au gouvernement provisoire pour être vendus au profit des pauvres. La livrée militaire du maréchal fut suspendue à un pieu que l'on planta sur la place Borromeo. Quant à son épée, — cette fameuse épée qui devait briser l'insurrection comme un *verre fragile!.....* — elle fut portée au comité de la guerre. Les gros meubles servirent à barricader les rues, ainsi que les fastueux carrosses de la cour impériale que l'on traîna pour cela de l'église de *St-Giovanni in Conca*, maintenant transformée en magasin.

Dans la matinée du 22, l'hôtel du commandement général militaire céda, bien que les boulets de canon, lancés de ce point, causassent de très-grands dommages aux maisons des rues de Brera et de l'Orso, quelques-uns d'entre eux atteignant même l'angle de la rue Saint-Jean dite aux *Case Rotte*.

Les deux casernes de Saint-François et de Saint-Victor, attaquées toutes deux avec une impétuosité terrible et défendues avec une fureur désespérée, furent prises l'une après l'autre. L'hôpital militaire de Saint-Ambroise tomba également entre les mains du peuple victorieux. Il s'empressa de prodiguer ses soins aux cinq cent quarante-un malades et blessés qui y étaient réunis. Grâce à la paternelle sollicitude du

maréchal, ces pauvres soldats étaient là depuis quatre jours, sans un bouillon, sans un morceau de pain !

Les Autrichiens, chassés du cœur de la ville, ne défendaient plus que le château et les bastions. Il importait de les chasser aussi des bastions, et de s'emparer d'une porte quelconque pour ouvrir les communications entre la ville et sa banlieue. Une poignée de valeureux jeunes gens, commandés par Lucien Manara, parvint à occuper la porte Tosa, vainement défendue par deux mille soldats et six canons. Bientôt après, nos paysans, secondés par les habitants de la ville, ouvrirent de vive force la porte de Come. Ce fut alors que le maréchal, qui n'ignorait point les intentions hostiles de Charles-Albert et l'ardeur impatiente des soldats piémontais, désireux de se mesurer avec les ennemis de l'Italie, se décida à sauver son armée, affaiblie et découragée, en se retirant dans les forteresses du Mincio.

Radetzki leva son camp vers le soir; et pour cacher son mouvement de retraite, il fit tirer sans relâche toute son artillerie (60 pièces de canon) et mettre le feu à plusieurs maisons situées aux extrémités de la ville. C'était un spectacle horrible et magnifique! Les maisons embrasées jetaient une lueur sinistre. Tout à coup, une immense colonne de flammes s'éleva du château. Sans doute que les Autrichiens brûlèrent de grands tas de paille et de foin, des charriots et des bagages de toutes sortes, pour consumer les cadavres des leurs. Ils voulaient faire disparaître ces preuves humiliantes de l'immense défaite qu'ils avaient subie.

Pendant que le bruit du canon et la lueur de l'incendie attiraient l'attention des habitants, les impériaux précipitaient leur fuite par les bastions. Mais nos tireurs de Milan veillaient, et cette fois ils n'avaient point à ménager leurs feux comme auparavant, la caserne de l'*Incoronata* leur ayant fourni vingt-quatre mille kilogrammes de poudre. Secondés par les paysans, ils ne donnèrent aucune trêve aux fuyards. De temps

en temps seulement, et quand ils se voyaient pressés de trop près, les Autrichiens faisaient halte un instant pour répondre par une décharge. Les éclairs innombrables des mousquets formaient un demi-cercle de feux autour de la ville, où les cloches de soixante clochers ne cessaient de sonner le tocsin. L'armée emportait en fuyant son artillerie, ses blessés, outre deux cents familles d'officiers et d'employés civils, plusieurs ôtages, qui furent soumis aux plus cruels traitements, et quelques milliers de soldats italiens. Chaque fois que l'on remarquait chez ces malheureux quelques signes d'hésitation, on pointait contre eux les canons, et les officiers allemands criaient : « *En avant ou la mort!* » Les fugitifs eurent à surmonter une foule d'obstacles et ne parvinrent qu'après plus de huit heures à franchir le cercle de feux dans lequel ils étaient enfermés.

Enfin Radetzki était parti!

Ces cinq journées ne lui avaient pas coûté moins de quatre mille hommes. Pour le service de soixante canons, il lui restait à peine cinq canonniers. Voilà où en était réduit cet orgueilleux vieillard qui avait précipité l'insurrection par ses violences dignes d'un Attila, et qui, quatre jours auparavant, menaçait d'étouffer l'esprit de révolte par les bombes, par les fusées incendiaires *et par d'autres moyens encore* (¹)!

Un volume ne suffirait pas au récit de toutes les atrocités par lesquelles se signala la rage des Autrichiens pendant ces cinq journées. En voici quelques exemples :

On trouva un groupe de huit enfants, dont les uns avaient été broyés contre les murailles, dont les autres avaient été jetés à terre et écrasés à coups de pieds. On en trouva deux cloués sur une caisse, deux avaient été brûlés avec de l'essence de térébenthine; un autre, traversé d'une baïonnette, avait été fiché à un arbre, et là, la pauvre créature se tordait dans

(¹) Voir Cattaneo.

une lente agonie, sous les yeux de sa mère !..... Un autre (plaisanterie de cannibales) était jeté sur le cadavre de sa mère, qui l'allaitait, afin qu'il pût continuer à téter encore. Un autre avait le corps séparé en deux; mais, à l'aide de ses entrailles, on avait relié et rajusté les deux parties du tronc. Cinq têtes d'enfants, coupées, furent placées sous les yeux de leurs pères mourants. Un fœtus, arraché du sein de sa mère, servit de jouet à ces mains scélérates. Dans le sac d'un Croate prisonnier on trouva deux mains de femme chargées de bagues. Grand fut le nombre des infortunées auxquelles on creva les yeux, auxquelles on coupa la langue, les mains et les pieds. Les monstres en abusaient, et puis les tuaient avec leurs baïonnettes. Quelques malheureux furent brûlés vifs dans la chaux, d'autres ensevelis vivants dans des égouts ou dans des puits; d'autres, couverts de poix, endurèrent le supplice du feu. Huit cadavres furent trouvés brûlés dans une auberge de la porte Tosa; autant dans une autre auberge de la porte Vercellina. On en trouva dix dans un bocage de la porte du Tésin, horriblement mutilés et écrasés. On voyait encore la trace des efforts suprêmes qu'avait faits une pauvre femme pour se sauver par sa cheminée. Je tais tous les assassinats commis dans les maisons, dans les lits, dans les cachettes. Un frère fut forcé de s'agenouiller sur le cadavre de son frère fusillé, et là, il fut percé lui-même d'une baïonnette. Deux malheureux, père et fils, furent pendus ensemble à un arbre des boulevarts. Un fils de Maria Belloni fut brûlé. Un fils et un frère de Giovanna Piatti furent massacrés !.... Mais jetons un voile sur les crimes abominables de cette horde qui s'enfuit : le cœur se soulève devant l'atroce spectacle d'une si infâme boucherie (1) !

Le 23 mars, le comité de la guerre publia l'édit suivant : « *Les cinq premières journées sont accomplies*, — et déjà

(1) Voir Cantu.

« Milan n'a plus un seul ennemi dans ses murs. De tous « côtés arrivent des combattants empressés. Il est nécessaire « de les recueillir et de les organiser en légions. Désormais, « le courage ne suffit plus ; il faut poursuivre habilement, « en rase campagne, un ennemi qui peut tirer avantage « de sa cavalerie, de ses canons et de la mobilité de ses for- « ces. Organisons-nous donc au moins en deux parties : « que l'une reste, pour défendre la ville, derrière les bar- « ricades, et en s'armant comme elle pourra ; que l'autre, « pourvue d'armes à feu, de quelques chevaux et, autant « que possible, d'artillerie volante, ne craigne pas de sortir « des murs ; que, joignant au courage la rapidité et la pré- « cision, elle poursuive pied à pied l'ennemi qui s'enfuit, « qu'elle châtie ses rapines, ralentisse sa fuite et empêche « sa retraite. »

« Comme le but de nos combattants est de rejoindre le « plus tôt possible les cimes des Alpes et la frontière que « le doigt de Dieu a, depuis le commencement des siècles, « assignée à l'Italie, nous leur donnerons le nom de : *première* « *légion*, *armée de la frontière*, *armées des Alpes*.

« Les défenseurs de la cité armeront *la seconde légion*, « et pour imiter nos frères et compléter une grande institution « italienne, ils prendront le nom de *garde civique*.

« Braves qui, de près ou de loin, accourez à nous, joignez- « vous à l'armée et à la garde, selon que vos armes vous le « permettront.... Mais unissez-vous et organisez-vous, obéis- « sez au commandement fraternel. Vos chefs seront élus par « vous-mêmes ! Debout donc : Vive l'armée des Alpes ! Vive la « garde de la cité !

« Le comité de la guerre : Pompeo Litta. — Giorgio Clerici. — Giulio Terzaghi. — Cattaneo. — Carnevali. — Cernuschi. — Lissoni. — Torelli. »

Plusieurs soldats débandés de l'armée fugitive, furent faits prisonniers. L'élite de cette armée, suivie de volontaires de Milan, de Côme, de Lecco et de la Suisse italienne, après avoir dispersé les paysans qui défendaient le pont de Marignan, traversa le Lambro et marcha sur Lodi.

Les choses en cet état, il importait, avant tout, de mettre la ville à l'abri de toute surprise. Un corps d'habitants fut donc chargé de garder, nuit et jour, tout le circuit des bastions, et de faire des patrouilles sur toutes les routes. Un corps formé de cent citoyens de Brescia, beaux et vaillants soldats, s'offrit pour explorer les environs. Un troisième corps fut dirigé sur Melzo, pour s'emparer des Croates qui erraient, dispersés dans la campagne et de l'artillerie submergée dans les marais. Une compagnie d'ingénieurs reçut l'ordre de fortifier les points les plus favorables des environs de Milan, en évitant, autant que possible, de causer aucun dommage aux chemins publics et aux propriétés privées.

Ce même jour, 23 mars, les habitants furent invités à entrer dans la garde civique qui était destinée à la défense de la ville, ou à faire partie des colonnes mobiles qui devaient poursuivre les barbares jusqu'aux Alpes. On réunit aussi tous les chevaux pris sur l'ennemi, et tous ceux qui furent offerts par le patriotisme des habitants, pour créer sans retard un régiment de cavalerie. M. C...., savant mathémacien et ancien soldat de Napoléon, ouvrit un registre d'enrôlements spécial pour l'artillerie et pour le train, en se chargeant de l'enseignement nécessaire pour ces deux branches de l'armée. M. Montemerli instruisait nos fantassins, et faisait, dans ce but, réimprimer à Milan le réglement français. La fabrique de poudre fut organisée sur une plus vaste échelle; tous les objets d'armement et d'équipement militaires, tombés entre les mains des particuliers, furent déposés dans les magasins publics.

Le 25 mars, le gouvernement provisoire choisit, pour commander en chef nos milices, le général Théodore Lecchi. Manara

et Arcioni, qui se tenaient à Treviglio avec leurs colonnes impatientes de combattre, reçurent l'ordre de marcher sur l'ennemi. Le matin du 28, l'arrière-garde de Radetzki, sortait de Créma. Manara et Arcioni y entraient. Ils furent les premiers à passer le Serio, l'Oglio et le Chiese. Peu de jours suffirent à ces braves pour gagner Salo, et y surprendre les Autrichiens, qui, la nuit venue, soupaient joyeusement, après avoir imposé aux habitants une contribution de guerre. S'étant emparés des bateaux à vapeur du lac de Garde, ils descendirent à Desenzano. Peu de jours après, ils traversèrent le lac, et se jetant entre Peschiera et Vérone, ils s'emparèrent, sous le canon de l'ennemi, de cinq cents barils de poudre ([1]).

Le lac de Garde marque les limites de la Lombardie : *Les Lombards étaient libres !*

([1]) Voir Cattaneo.

CHAPITRE V.

RÉVOLUTION DE LA VÉNÉTIE.

La Vénétie sous l'Autriche. — Demandes de Réformes. — Baptiste Mazzini, Manin, Tommaseo, Avesani. — Arrestations. — Le peuple enfonce les prisons. — Les troupes autrichiennes évacuent Venise. — Gouvernement provisoire. — Adhésion générale (¹).

A la suite de la célèbre victoire d'Austerlitz, remportée par Napoléon sur les armées autrichiennes, toutes les anciennes possessions de la république vénitienne tombèrent sous la domination du vainqueur.

Napoléon réussit, non-seulement à se faire pardonner le honteux marché qu'il avait fait des peuples vénitiens dans le traité de Campo-Formio, mais encore il sut gagner les cœurs, en dotant la Vénétie d'institutions généreuses, qui, en répandant leurs bienfaits sur toutes les classes, ouvrirent l'accès des emplois au seul mérite, coupèrent court aux priviléges, protégèrent les arts et imprimèrent une nouvelle vigueur au commerce, enfin, il l'à dégagé de tous les liens qui l'avaient étreint jusqu'alors, grâce aux nouvelles voies ouvertes et à la libéralité des nouveaux

(¹) Ce chapitre a été écrit par un colonel vénitien de mon état-major.

réglements. Si l'on joint à cela le prestige de tant de victoires, que la science militaire et la fortune semblaient avoir pour toujours enchaîné à son char, on comprendra que, de son souffle puissant, il ait su ranimer l'instinct de la gloire qui ne s'était jamais éteint dans les cœurs italiens, et qui brilla d'un éclat immortel sur les champs de bataille d'Espagne et de Russie.

Les peuples, appelés pour ainsi dire à une nouvelle vie, mêlés à leurs frères les Insubres et d'au delà du Pô, comprirent toute la grandeur des destins que leur réservait l'avenir. Fiers d'une dignité qu'ils puisaient en eux-mêmes, ils trouvèrent, dans les institutions du nouveau royaume, dans son nom même, dans son armée, dans sa marine, dans ses tribunaux, dans son administration, dans son ministère, les bases d'une indépendance qui, si elle n'était pas complète encore, puisqu'ils obéissaient à la même main qui régissait les autres peuples, ne pouvait manquer de le devenir un jour.

Ainsi crurent et grandirent ces peuples pendant l'espace de huit années, ne vivant pas seulement de pain, mais aussi de nobles espérances.

Après la chute du colosse auquel elles devaient leur délivrance, les puissances qui désiraient sincèrement la paix, et qui avaient proclamé le *statu quo ante bellum*, reconnurent que cette paix serait incessamment troublée, si les peuples qui faisaient partie du royaume d'Italie, et qui, dans le partage des dépouilles, devaient échoir à l'Autriche, n'étaient pas appelés à jouir d'un gouvernement constitutionnel et indépendant.

Si les rois, dans leurs congrès, cédèrent définitivement à l'Autriche les provinces vénitiennes et lombardes, c'est qu'elles étaient déjà occupées par les armées autrichiennes, et ce fut à condition que le nouveau royaume aurait un gouvernement indépendant, appuyé sur des bases constitutionnelles.

L'Autriche fut fidèle, en paroles, à ses promesses ; mais elle les viola dans ses actes. Le 7 avril 1815, fut promulguée la

patente impériale qui instituait le nouveau royaume lombardo-vénitien, avec une administration communale pour chaque commune, une assemblée provinciale pour chaque province, et deux assemblées centrales résidant, l'une à Milan, pour les provinces lombardes, l'autre à Venise pour les provinces vénitiennes. La même patente instituait un vice-roi qui devait siéger tantôt à Milan, tantôt à Venise, et qui ne dépendait que de l'empereur seul. Quant au choix des membres des députations tant communales que provinciales et centrales, il était remis à l'élection. La mission spéciale de ces assemblées était de faire connaître au souverain, *les besoins, les vœux et les prières de la nation sur toutes les branches de l'administration publique.*

En ce qui touche la censure, il fut entendu qu'aucune prohibition n'atteindrait les ouvrages *qui traiteraient de l'administration en général et dans chacune de ses branches ; qui relèveraient des imperfections ou des erreurs; qui proposeraient des améliorations*, etc., *alors même que les doctrines et les idées de l'auteur ne seraient point celles du gouvernement.*

Ces dispositions semblaient indiquer chez l'empereur la ferme volonté que le gouvernement du royaume fût vraiment italien, conforme au caractère et *aux mœurs des Italiens.*

Toutes ces paroles et toutes ces promesses impériales, comment furent-elles remplies ?

Les charges les plus lucratives et les plus éminentes du royaume, furent confiées à des étrangers, d'abord sous le prétexte de familiariser les Italiens avec le nouveau système de gouvernement, plus tard, effrontément et sans masque. Dans la suite, les places de moindre importance, puis après, jusqu'aux plus infimes furent occupées, elles aussi, par des étrangers. Ce fut au point que la plupart des domestiques mêmes étaient allemands.

Ce système, qui réduisait au désespoir les employés italiens dont il brisait la carrière, en fermant, en même temps, celle de leurs enfants, ne s'appliquait pas seulement dans l'administra-

tion : il avait envahi la magistrature. Ainsi, l'on vit plus d'une fois des juges allemands qui, ne sachant pas la langue italienne, avaient recours à un traducteur. Ainsi, le tien et le mien, qui dépend si souvent de la force d'un mot, était livré à la discrétion d'un homme pour qui ce mot n'avait point de sens.

Les choses allèrent pis encore dans l'armée, après que ses restes glorieux eurent été répartis dans des régiments commandés par des officiers supérieurs allemands, ou disséminés dans les troupes allemandes. Ainsi l'Italie vit s'évanouir et disparaître le noyau de ses récentes gloires, dont les débris allèrent se perdre en Allemagne. Il est vrai que les levées italiennes formaient des régiments à part, mais il est vrai aussi que presque tous les officiers étaient allemands, et que si les régiments allemands comptaient quelques officiers italiens, ceux-ci étaient écartés bientôt par une prompte mise à la retraite. Il y a très-peu d'exemples qu'un de ceux-ci soit parvenu au grade de général, ou qu'y étant parvenu, il l'ait conservé longtemps.

La marine fut également envahie par les étrangers, et c'est aux étrangers qu'étaient accordées de préférence les places dans le collége de la marine destiné à fournir les officiers de cette arme.

De cette façon, la carrière des armes que nos pères ont parcourue avec tant d'éclat, était, elle aussi, interdite aux enfants de l'Italie.

Les impôts fonciers maintenus sur le pied où ils étaient au moment de la chute de Napoléon, c'est-à-dire au moment où les charges d'une guerre générale imposaient d'immenses sacrifices, eurent bientôt absorbé les ressources des propriétaires, au grand détriment de l'industrie agricole ; et ainsi devenaient vaines les intentions du législateur qui s'était promis de venir en aide à cette industrie, en favorisant la division des propriétés, au moyen des fidéicommis.

Si, encore, tous ces trésors s'étaient dépensés dans le royaume ! Mais ils en sortaient pour servir au paiement des

autorités viennoises, et pour guérir, en partie, les plaies des Etats allemands. Ajoutons que la perception des impôts, complétement arbitraire, puisqu'elle ne reposait, jusqu'à ces derniers temps, sur la base d'aucun recensement exact, réduisait à la misère le petit propriétaire, après avoir ruiné le fermier.

Quant au crédit public, il s'était amoindri par la vente des domaines qui servaient de garanties à la banque de l'Etat, et par la création faite pour le compte de cette même banque, d'un nombre considérable de nouveaux billets.

Le commerce des provinces allemandes était favorisé de préférence à celui des provinces italiennes. Le commerce de Trieste, notamment, rival de celui de Venise, faisait succomber celui-ci sous les exactions et les persécutions.

La liberté de la parole et de la presse n'était qu'un vain mot, puisque des dispositions secrètes venaient annuler les promesses de la patente. Il en était de même de la liberté personnelle, soumise au pouvoir discrétionnaire d'une police toujours prête à frapper, dans l'individu, un acte ou une parole quelconque.

L'instruction des crimes était secrète : les accusés sans défense étaient livrés à la juridiction d'un juge chargé tout à la fois d'instruire le procès, et de prononcer l'acquittement ou la condamnation.

Les délibérations des conseils des communes sur la gestion de leurs propres biens étaient presque toujours annulées par le *veto* du gouvernement, qui, sous prétexte de veiller à la garde des revenus communaux, les faisait verser dans les caisses de l'État, et ne les restituait jamais. Si quelques prêts dépassant leurs forces, étaient consentis par l'Etat au profit de ces pauvres communes, elles n'en devaient pas moins se libérer aux échéances convenues. Les habitants eurent bientôt, d'ailleurs, à supporter toutes les obligations et toutes les dépenses auxquelles l'État, dans le principe, s'était obligé de pourvoir.

Les assemblées provinciales et centrales furent réduites à rien, grâce aux restrictions qui furent imposées.

Quant au vice-roi, il dépendait absolument, dans les derniers temps, du ministère de Vienne. Le gouvernement de Napoléon dans le royaume d'Italie rendait compte de l'emploi des deniers publics. Rien de semblable n'eut lieu sous le gouvernement des vice-rois.

C'est ainsi que furent remplies les promesses souveraines consignées dans la *patente* du 7 avril 1815; c'est ainsi que les provinces du royaume Lombardo-Vénitien échangèrent le régime constitutionnel du royaume d'Italie pour les largesses de l'Autriche.

Cette triste situation, qui alla toujours en empirant, ne se prolongea pas moins pendant trente-deux ans, mettant à de dures épreuves les populations du royaume. La vive intelligence de l'empereur François ne s'aveuglait point sur cette situation, mais comme elle convenait à ses vues, il ne faisait rien pour la modifier, sachant bien que l'odieux en retomberait sur ses ministres.

Ce fut Baptiste Nazzari, député central de la Lombardie, qui donna le premier l'éveil au pays, en suppliant l'assemblée centrale, par son rapport du 9 décembre 1847, d'aviser aux moyens de faire cesser le mécontentement manifeste des populations. Une commission choisie dans le sein de l'assemblée devait s'occuper de rétablir l'harmonie entre les administrateurs et les administrés, en écartant le danger de funestes collisions. La création de cette commission fut approuvée par le vice-roi.

Dans la Vénétie, comme dans la Lombardie, l'avocat Daniel Manin fit, le 21 décembre, une motion semblable à l'assemblée centrale, en demandant surtout l'oralité, la publicité et diverses réformes dans l'administration de la justice, notamment de la justice criminelle. Le 28, le député provincial, Jean-Baptiste Morosini, insista près de l'assemblée provinciale dont il

faisait partie, pour qu'elle exprimât ce vœu : à savoir qu'il serait honteux de laisser à d'autres qu'aux représentants des provinces, l'initiative des demandes de réformes.

Le jour suivant, 29, quelque spersonnes, appartenant toutes, à l'exception d'une seule, aux classes de la haute noblesse, adressèrent des instances à la municipalité de Venise, pour qu'elle insinuât à l'assemblée centrale vénitienne de s'unir et de s'entendre dans ses travaux, avec l'assemblée centrale de Lombardie. Le 30 décembre, la municipalité fit parvenir la requête qu'on lui demandait.

Le même jour, 30, Nicolas Tommaseo lut un discours à l'Athénée de Venise sur les excès commis par la censure, au mépris de la patente impériale ; et il engagea ses auditeurs à signer une pétition demandant la répression de ces excès ; lui, homme de lettres, se mettait en avant dans l'intérêt des lettres, mais il invitait les autres citoyens à signer d'autres pétitions contre d'autres abus, et, non content de cela, il adressa son discours et la pétition signés au ministre Kubek.

Le 14 janvier, l'avocat Avesani présenta à l'assemblée centrale une pétition, pour l'engager à demander au souverain toutes les concessions promises par la patente, et celles qui étaient réclamées par les nécessités du temps.

Tous ces actes ne sortaient point de la légalité, les pétitionnaires ayant eu soin de se tenir strictement dans les limites fixées par la patente souveraine.

Enfin, l'assemblée centrale vénitienne, de son côté, après avoir consulté secrètement les intentions du gouvernement, nomma une commission pour recueillir et transmettre les plaintes des populations.

Ces demandes de réformes, connues du public, excitèrent une sourde fermentation. La police essaya de la réprimer par des moyens de terreur, en arrêtant, dans la nuit du 18 janvier 1848, Manin et Tommaseo : elle trouva chez le premier une circulaire aux évêques qu'il était occupé à copier.

Ces arrestations exaspérèrent les esprits au lieu de les calmer, et, dans la nuit, les murs se couvrirent d'inscriptions où Pie IX était salué comme le sauveur de l'Italie. La police avait beau faire enlever ces inscriptions le lendemain, elles se répétaient la nuit suivante, et toujours en plus grand nombre. Des démonstrations éclatèrent aussi au théâtre. Des rassemblements, accompagnés de cris, eurent lieu sur la place publique.

Des arrestations, faites de temps à autre, n'ayant pu réussir à réprimer ce mouvement, le gouvernement eut recours aux armes. Le peuple, dispersé le premier jour à la baïonnette, fut poursuivi le lendemain à coups de fusil. Les habitants de Venise, n'ayant point d'armes, répondaient à coups de pierres, puis ils couraient sur les soldats et leur enlevaient leurs baïonnettes. On vit, dans cette circonstance, des enfants de dix à douze ans danser la valse sous le feu des Croates, et se sauver, après avoir été blessés, en continuant de valser encore. Il y eut des morts et des blessés, comme pour prouver ce qu'ils étaient capables de faire et de ce qu'ils firent en effet ; exemple immortel de magnanimité et de dévouement à la cause de l'affranchissement. De la place, le peuple courait par les rues, frappant aux portes, qui s'ouvraient pour le laisser monter sur les toits, d'où il accablait de ses projectiles les soldats qui s'aventuraient dans ces rues étroites et tortueuses. Pendant ce temps, la défense s'organisait, comme si l'on avait obéi à un ordre supérieur. On désignait les ponts à couper, pour diviser les troupes et parvenir à les vaincre.

Ces événements changèrent la résolution du gouvernement, qui eut recours aux flatteries, et laissa un libre cours à la fougue populaire, tant qu'elle ne s'emportait point à des excès.

Quelques jours plus tard, le commerce apprit que la constitution avait été publiée à Trieste. Deux heures après le coucher du soleil de cette même soirée, un vapeur du Lloyd arriva avec des dépêches pour le gouvernement, annonçant *de bonnes nouvelles* au peuple, qui était déjà réuni sur la place. Aussitôt, la

foule s'assembla sous le balcon du gouverneur, demandant des nouvelles à grands cris. Le gouverneur Alffy parut sur son balcon, et annonça qu'il avait reçu du gouverneur de Trieste l'avis que la constitution y avait été publiée ; il ajouta qu'il avait l'espoir de la voir publier bientôt aussi à Venise. Le peuple s'abandonna à la joie, et, le lendemain, le portrait de Pie IX, entouré de fleurs, fut porté sur la place, où tous les assistants furent contraints de se découvrir sur son passage. Le théâtre, toujours désert auparavant, se remplit ce soir-là, et dans l'enthousiasme de la joie, on alla jusqu'à arborer un drapeau tricolore sur un des trois étendards qui ornent la place de Saint-Marc. Plus tard, le gouvernement fit enlever ce drapeau, sous la protection de la force publique.

La constitution, l'objet de tant de vœux, tardait à être publiée, et l'on supposait, pour expliquer ce retard, qu'elle avait été d'abord transmise au vice-roi, à Milan, comme c'était l'usage. On atteignit ainsi le 17 mars ; mais ce jour-là, le peuple ne pouvant plus se contenir, demanda qu'on ouvrît la prison de Manin et de Tommaseo. Le gouvernement intimidé fit expédier à la police l'ordre de les relâcher ; mais déjà le peuple, s'étant porté sur les prisons, en avait enfoncé les portes, et avait emporté sur ses épaules, jusqu'à la place, ces deux généreux citoyens.

Manin parla longtemps sous la fenêtre du gouverneur qui, soit crainte, soit fatigue, lui fit signe de s'en aller ; mais Manin persista et prolonga son discours, au point de s'évanouir. C'est dans cet état qu'il fut conduit chez lui par le peuple.

De jour en jour l'attitude du peuple devenait plus menaçante, et, dans la matinée du 22 mars, la municipalité invita quelques citoyens, *choisis parmi les plus honorables*, *à se joindre à elle pour faire face aux circonstances périlleuses du moment.* Pendant que l'assemblée ainsi formée discute sur les événements, elle reçoit l'avis que le colonel Marinovik a été massacré à l'arsenal, les ouvriers ayant voulu venger, par sa mort, toutes les

tortures et toutes les persécutions qu'il leur faisait endurer.

L'assemblée s'empresse de nommer dans son sein une commission chargée de se rendre auprès du gouvernement pour lui faire comprendre les vœux du peuple, et arrêter ainsi l'effusion du sang.

Cette commission était composée du podestat Corrère, des deux assesseurs municipaux Medier et Michiel, de l'avocat Avesani, du négociant Pincherle, du député central Fabris et de l'avocat Mengaldo, lequel avait été nommé commandant de la garde civique qui s'était organisée pour calmer l'effervescence populaire et prévenir les désordres.

La députation ayant sommé le gouverneur civil d'avoir à déposer l'autorité qu'il exerçait pour l'Autriche, celui-ci remit ses pouvoirs au gouverneur militaire Zichy, qui signa une convention par laquelle les troupes autrichiennes devaient évacuer Venise. Il abandonna, d'ailleurs, le pouvoir, qui, jusqu'à la formation du gouvernement provisoire à laquelle on allait procéder, fut confié aux membres de la députation elle-même.

Pendant que ces événements s'accomplissaient au palais, l'arsenal était occupé de force par une portion de la garde civique. Manin, ayant pris là un drapeau portant l'antique emblème de Saint-Marc, est reconduit triomphalement sur la place, où ses cris de *Vive la République vénitienne!* sont accueillis par la surprise du peuple, qui venait de lire les proclamations annonçant l'institution d'un gouvernement provisoire.

Dans la nuit qui suivit, les membres de la députation se démirent de leurs fonctions, et le jour suivant, 23 mars, le commandant de la garde civique, Mengaldo, après avoir fait ranger en bataille sur la place deux bataillons de cette garde, dont le cardinal patriarche vint bénir les drapeaux, proposa un gouvernement provisoire composé de : Manin président, chargé des affaires étrangères; Tommaseo,

chargé du culte et de l'instruction publique ; Castelli, de la justice ; Camerata, des finances ; Solera, de la guerre ; Paulucci, de la marine ; Paleocopa, de l'intérieur et des constructions ; Pincherle, du commerce, et Toffoli, négociant sans portefeuille.

Ce gouvernement reçut l'adhésion de toutes les magistratures tant civiles que judiciaires de Venise ; il reçut aussi celle des autres provinces vénitiennes, à mesure qu'elles étaient évacuées par les troupes autrichiennes, qui se concentraient toutes à Vérone.

CHAPITRE VI.

GÊNES.

J'ai la pensée de me rendre à Milan.— Les troupes sardes passent le Tésin. — Les Napolitains auraient dû venir au secours de Venise. — Garde civique de Gênes.— Arrivée à Naples.

Ma première pensée fut de me rendre à Milan, où il n'y avait point un seul général qui eût combattu avec mon grade à la tête d'un corps d'armée, et à qui l'âge et les forces physiques permissent d'entrer en campagne. J'ordonnai de faire descendre ma voiture du bateau à vapeur. Mais, au moment où j'allais partir, arriva la nouvelle que les troupes sardes, commandées par le duc de Gênes, fils du roi, avaient passé le Tésin. Je crus alors que ma présence serait plus utile à Naples, où, entre autres choses, je me flattais que mon influence servirait à déterminer le gouvernement à aider Venise par terre et par mer. Je connaissais déjà depuis longtemps le rôle important que la nature a réservé à cette classique et glorieuse lagune, dans les guerres de l'indépendance italiennne, et j'étais tellement convaincu de cette importance, qu'elle a fait l'objet d'une des pages de mon *Italie militaire*, publiée par moi à Paris, et réimprimée plus tard à Venise.

Le jour qui précéda mon arrivée à Gênes, les Génois avaient fait partir pour Milan un grand nombre de volontaires, dans les rangs desquels on comptait plusieurs jeunes gens, appartenant aux familles illustres et historiques du pays, résolus à combattre vaillamment pour l'indépendance de l'Italie. Le jour de mon débarquement à Gênes, toute la garde nationale de la cité était réunie pour une revue générale. Le commandant et les autres officiers supérieurs vinrent me saluer et me prévenir que, dans quelques instants, ils défileraient avec leurs bataillons sous les balcons de mon appartement. Ce défilé eut lieu, en effet, et ce fut avec un vif plaisir que je vis cinq mille hommes environ de cette garde nationale vêtus d'uniformes, et dont l'attitude militaire révélait un ardent patriotisme. Tout semblait changé pour le bien de l'Italie, et ce fut sous ces auspices si favorables que le bateau à vapeur sur lequel j'étais embarqué, continua sa course vers Naples.

Belle et émouvante fut pour moi la matinée du 29 mars, qui m'offrit le spectacle de la rade de Naples. Ce n'est pas que tant d'années, passées dans le nord de l'Europe m'en fissent admirer les beautés; d'autres sujets absorbaient ma pensée, agitée déjà de tendres émotions. Je voyais Castellamare d'où, vingt-sept ans auparavant, et aussi dans ce mois de mars, j'avais réussi, non sans de graves dangers, à m'embarquer pour Barcelone sur un bâtiment espagnol, heureux de soustraire, par un long exil, ma tête à la hache des princes qui avaient soif de mon sang. En jetant les yeux sur le redoutable et poétique Vésuve, j'apercevais les montagnes qui cachaient Avellino, et que je traversai, en 1820, conduisant une armée sur la capitale, non point pour punir l'atroce Ferdinand d'avoir, en 1799, fait périr sur l'échafaud trois cents de mes concitoyens, tous l'honneur de l'Italie, l'honneur de l'humanité, mais seulement pour lui imposer respectueusement une constitution sincèrement libérale. Et puis, portant mes regards sur Vigliana, je conviais cette poignée de héros calabrais, qui, fi-

dèles à leur magnanime serment de mourir libres, firent sauter avec eux leurs vainqueurs dans une explosion de poudre, je les conviais à sortir de leurs tombeaux pour être les témoins des fruits qu'avait enfin portés leur héroïque sacrifice. La situation de l'Allemagne, de la France et l'Italie me faisait répéter à part moi : cette fois, l'étranger sera chassé pour toujours au delà des Alpes ; mais la capricieuse et coupable fortune se riait de mes espérances, toutes raisonnables qu'elles étaient ; que dis-je, bien qu'elles parussent une certitude. J'étais pronfondément ému de ces pensées lorsque j'arrivai au milieu du port. La première personne qui monta sur le bâtiment pour m'embrasser, fut le comte Pietro Ferretti, lequel, au moment où j'écris, bien que parent du pape et frère du cardinal de ce nom, est contraint de fuir de Naples pour sauver sa tête, ou du moins sa liberté. Avec Ferretti venait le capitaine Corrado, qui commandait une compagnie des grenadiers de mon régiment de prédilection, le 2me léger, en 1815, et tous deux m'accompagnèrent chez mon frère qu'ils entouraient de leur affection et de leur estime.

CHAPITRE VII.

NAPLES.

Je descends chez mon frère Florestan. — Sa maison est envahie par mes anciens et mes nouveaux amis.—Conduite du roi à mon égard.—Nos conversations. — Le prince me propose de former un ministère, en m'en donnant la présidence avec deux portefeuilles. — Tours et détours sans fin. — On me propose le commandement en chef d'une armée de quarante mille hommes pour chasser les Autrichiens de l'Italie.—J'accepte.

Mon frère Florestan était gisant sur son lit, retenu par les souffrances que lui causaient ses anciennes blessures. Ses pieds avaient été gelés dans la fatale campagne de Russie; il éprouvait, en outre, de vives douleurs dans le dos, par suite de deux graves blessures faites par deux balles qui, bien que lui ayant ouvert la poitrine dans toute sa largeur, ne l'empêchèrent pas de faire encore la guerre pendant quinze ans. Douloureusement affecté de le revoir dans cette triste situation, je pus à peine lui parler; nous étions, d'ailleurs, entourés d'amis et de connaissances, en si grand nombre, qu'ils pouvaient tenir à peine dans les appartements. Mon frère me dit qu'il était indispensable que je ne tardasse pas au delà de midi pour me rendre chez le roi. Je voulais remettre ma visite au lendemain, mais Florestan me répondit qu'appelé la veille au palais, et malgré l'état de maladie où je le voyais, il s'y était rendu immédiatement, et que là le roi s'était fait promettre qu'à peine débar-

qué je me rendrais auprès de lui. Quelle tendresse ! quelle bienveillance ! m'écriai-je ; mais, pour être agréable à mon frère, je me décidai à faire ce qu'il désirait. Florestan se trouvait dans une situation singulière : lieutenant général en disponibilité, il n'avait jamais rien accepté du roi ; mais ce dernier, depuis son avénement au trône, c'est-à-dire depuis 1830, avait comblé mon frère d'affabilités et de prévenances : il était, peut-être, la seule personne du royaume que le prince n'eût pas, selon son habitude, livrée aux plaisanteries de ses courtisans. La reconnaissance, ce sentiment qui flétrit ceux qui ne l'éprouvent pas, portait sans cesse Florestan à excuser le roi et à le défendre.

Je fus forcé de déjeuner au milieu de la foule d'amis qui nous entouraient. Ceux dont l'âge se rapprochait du mien, me demandaient si je les reconnaissais ; j'en reconnus très-peu. Ils me faisaient, après 27 ans, l'effet d'un portrait en caricature. J'excepte toutefois mon ami Gaëtano Cappola, le compagnon de mon premier exil. Bien que mon aîné de cinq ans, il conservait la physionomie altérée, sans doute, mais toujours belle de sa jeunesse. Je l'embrassai du fond du cœur ; je savais déjà qu'il avait hérité des biens et du titre de duc de Campo-Chiaro, par suite de la mort de son neveu arrivée à Paris.

J'étais impatient de connaître le mieux possible, et même avant ma visite au roi, les opinions qui dominaient réellement dans le royaume ; il m'était surtout très-essentiel de savoir où en était le parti républicain. Je priai donc et modérés et ardents libéraux de me dire franchement ce qu'ils désiraient, et tous me répondirent : Nous voulons bien du roi, mais avec une constitution assise sur de larges bases : et parmi ceux qui me parlaient ainsi, un grand nombre avaient été condamnés à mort pour cause politique, et s'étaient vus ensuite, par grâce, jetés, enchaînés dans d'horribles prisons. C'était l'avis de Saliceti et de Romeo eux-mêmes. Sans répondre une seule parole, je me disais à part moi : Combien vous êtes simples

de croire que vos désirs puissent être facilement satisfaits.

Il importe maintenant que je suspende mon récit, pour exposer nettement à mes compatriotes italiens quelle était et quelle est la pensée qui, selon moi, doit diriger notre conduite politique. Que ceux qui me lisent veuillent bien se souvenir que le rêve de ma vie a toujours été l'indépendance italienne, et que pour l'atteindre j'ai toujours marché droit à mon but, laissant de côté même mes sympathies républicaines.

Mais avant d'exprimer mon opinion sur la situation politique de l'Italie, telle qu'elle était pendant ces deux dernières années, et telle qu'elle est aujourd'hui, je dois dire aux Italiens qu'ayant connu, depuis 1799, toutes les émigrations de l'Europe, je me suis convaincu qu'il a toujours existé, dans l'émigration d'Italie, malgré ses divisions séculaires, moins de désunion que dans toutes les autres. Aujourd'hui, d'ailleurs, que l'émigration compte dans ses rangs les intelligences les plus distinguées de la péninsule, c'est avec confiance que je la supplie de ne se rappeler les fautes commises que pour éviter les erreurs qui l'ont privée du bonheur et de la gloire d'assurer l'indépendance de la patrie, et non pour nourrir des divisions fatales, en blâmant la conduite des uns et des autres, et souvent celle des plus purs patriotes.

J'arrive maintenant à mon exposition. C'est une grosse et évidente erreur d'espérer qu'un prince auquel on enlève une partie de son autorité, consacrera celle qu'on lui laisse à l'affermissement du nouveau régime libéral. Le contraire ne serait possible qu'autant que le trône constitutionnel serait occupé par un prince qui n'aurait jamais disposé jusque-là d'un pouvoir absolu, comme il advint pour Guillaume d'Orange ; ou qu'autant encore qu'un prince aurait été amené à faire des concessions, dans un grand intérêt dynastique, comme cela est récemment arrivé pour Charles-Albert. Mais ces exceptions sont rares, et trop nombreux, au contraire, sont les exemples qui

prouvent la vérité du principe que j'ai énoncé en commençant. Les barons anglais en firent de fréquentes expériences dans leur lutte contre l'obstination de leur roi Jean; Charles X, en essayant de ressaisir, non-seulement l'autorité qu'il avait perdue, mais cette autorité absolue qui avait été l'apanage de ses ancêtres et de son frère décapité, paya par l'exil ses tentatives liberticides. Le Bourbon Ferdinand Ier se parjura, en 1814, en Sicile, et plus tard à Naples, en 1821; autant en ont fait François Ier, et tout récemment le très-humain et très-chrétien Ferdinand II.

Nous autres Italiens nous n'ignorions point cette vérité; mais la situation dans laquelle se trouvait l'Italie, nous empêchait de rajeunir les couronnes italiennes au moment même où l'on mettait un frein à leur autorité; cette situation ne nous permettait même pas d'agir sans le concours de ces couronnes. Avant de consolider nos libertés nous devons chasser l'étranger; et ce n'est point avec un seul, mais avec cinq princes que nous devions entrer en composition. Au nombre de ces princes il y avait Charles-Albert, dont une politique habile et la reconnaissance même nous conseillaient d'agrandir les États : il y avait Pie IX, qui était à la fois pape et roi, et qui, dans les premiers temps du réveil de l'Italie, était, non point aimé, mais adoré. Tels étaient les grands obstacles qui embarrassaient le chemin au bout duquel était pour nous la conquête des institutions libres. Peut-être toutefois eût-on réussi, si, dans les mois de mars et d'avril 1848, on eût chassé Ferdinand, et si, d'après le plan qu'Odilon Barrot avait conçu pour la France, on avait placé son fils sur le trône avec une régence, l'Italie aurait conquis ainsi l'indépendance et la liberté. Mais puisque ce moyen de salut fut négligé, tous les cœurs italiens auraient dû, au moins, se tourner vers Charles-Albert pour le soutenir dans sa haute entreprise; ils auraient dû s'abstenir de demandes de concessions nouvelles qui refroidissaient le zèle de ce prince; ils auraient dû surtout lui épargner l'injure

et l'outrage. Pour le malheur de l'Italie on fit tout l'opposé de ce qu'il fallait faire. On rebuta Charles-Albert au lieu de l'encourager et de le flatter, et l'on combla de caresses Ferdinand de Naples, au lieu de le chasser et de donner la couronne à son fils mineur, et par suite peu redoutable. Dans le cours de cet ouvrage j'aurai souvent l'occasion de repousser les accusations injustes dirigées contre Charles-Albert. Ce prince a bien pu, dans les derniers événements de l'Italie, paraître quelquefois ou insuffisant ou hésitant ; mais il s'est toujours montré loyal et généreux chevalier.

Quant à l'avenir, il serait impossible de prévoir où nous conduira la marche des événements politiques. Dans tous les cas, une pensée, l'expulsion de l'étranger, doit dominer chez nous toutes les autres, et quels que soient les moyens d'atteindre ce but sacré, qu'ils soient doux ou qu'ils soient violents, n'en négligeons aucun. Voici la seule prière que j'adresse à mes compatriotes : Que tous se réunissent dans la même pensée ; qu'ils agissent tous de concert. Quel sacrifice ou quelle abnégation plus noble que celle d'où sortira l'indépendance de la patrie commune.

Je reprends le fil des étranges vicissitudes de ma vie. Le roi ne laissa point passer midi, et m'envoya chercher dans une voiture de cour, par son confident intime, Nunziante. Les patriotes vieux ou jeunes qui m'entouraient, m'engageaient à me rendre, sans aucun retard, au palais, ajoutant que j'étais arrivé pour le salut commun, et attribuant l'impatience de me voir que témoignait le roi à sa résolution de ne plus prêter l'oreille aux courtisans. Mais les mêmes patriotes me supplièrent de ne pas monter dans la voiture royale avant d'en avoir fait descendre Nunziante, qui était détesté de tout le parti libéral. Ce fut au point que je me vis forcé de le prier de me suivre dans la voiture de Florestan et de céder sa place à un autre officier que je pris avec moi. Combien de gens, en me voyant

passer, s'écrièrent : « Hier condamné à mort, aujourd'hui rappelé et adulé ! »

Depuis que j'avais quitté Naples, de nombreux embellissements avaient été exécutés à la résidence royale. Lorsque j'entrai dans la salle destinée aux courtisans qui étaient chaque jour de service, je fus salué par eux avec le cérémonial d'usage à l'égard des hauts fonctionnaires, puis immédiatement introduit près du roi. Rien en lui ne rappelait l'enfant de douze ans dont j'avais souvent alors admiré les traits. Les années leur avaient donné des proportions colossales, qui étaient loin d'indiquer la bonté du cœur. Il me reçut, néanmoins, avec une politesse très-grande, excessive même. Un magnifique canapé ornait sa chambre ; il m'invita à m'y asseoir en prenant pour lui une simple chaise de paille. « Sire, lui répondis-je, voici mon siége, l'autre appartient à Votre Majesté. » Il me demanda des nouvelles de la santé de Florestan, question qu'il ne manqua jamais de m'adresser à chacune de mes visites; et après qu'il se fut enquis si j'avais fait un bon voyage, nous parlâmes de la France. « Peu d'heures, lui dis-je, avant la proclamation de la république, personne n'y songeait ; mais le lendemain j'étais convaincu, et depuis je me convaincs toujours davantage que, d'ici à longtemps, le trône ne se relèvera point en France. » Nous parlâmes de la situation grave dans laquelle se trouvaient placés l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et les autres princes de l'Allemagne, et j'ajoutai : « Sire, il se présente aujourd'hui pour les princes un exemple aussi utile que facile à suivre. » — « Lequel donc, répliqua le roi ? » — « Sire, celui du roi des Belges, dont la conduite envers ses peuples est telle, qu'ils le supplient, d'une voix unanime, de ne pas abandonner le trône qu'il occupe. » — Après ce premier entretien, qui roula entièrement sur la situation des autres pays et qui ne toucha point à la situation de ses propres Etats, le roi me pria de revenir le lendemain. En le quitttant, je tournai les yeux vers cette chambre, qu'on transformait par-

fois en chapelle où, dans l'année 1820, son digne aïeul, jurant sur l'Evangile, en présence des ministres, de moi-même et de plusieurs autres notabilités du royaume, me disait en pleurant : « *Général, cette fois je t'assure que mon serment est parti du cœur.* » En même temps il étendait la main sur son cœur ; et moi, touché de cette attitude d'un roi que l'âge avait blanchi, et qui semblait se repentir de ses parjures, je mêlai mes larmes aux siennes ; j'en fus blâmé par plusieurs de mes compatriotes, qui, n'assistant point à cette scène, n'excusèrent point l'émotion que j'éprouvai, en voyant couler les larmes d'un prince accablé d'années et du malheur de sa situation; puisque la perte de son pouvoir absolu pesait plus amèrement sur son cœur que n'avaient jamais pesé sur le mien les douleurs de la prison et de l'exil.

Ce palais me rappelait aussi la fourberie du régent, qui fut depuis François Ier, père de Ferdinand II. Ce prince, le plus dissimulé des hommes, se prétendait chaud partisan des gouvernements constitutionnels ; et pour qu'on ne doutât point de son amour, il s'appliquait avec soin à rechercher des arguments, établissant la supériorité de ces gouvernements.

Rentré chez mon frère, je ne pus trouver le moment de causer seul avec lui, et une journée s'écoula à recevoir de mon mieux la foule des visiteurs ; j'eus soin, toutefois, de m'entretenir avec ceux qui pouvaient me faire connaître les véritables opinions dominantes. Tous voulaient une large constitution; tous se défiaient du roi ; aucun ne parlait de le chasser.

Témoin de cette étrangeté ou plutôt de ce manque de décision, même parmi les hommes que leur situation appelait à diriger l'opinion, je résolus d'employer toute mon influence pour que, sans aucun retard, quelques améliorations fussent apportées à la constitution. Mais il ne suffisait pas d'obtenir ces améliorations, le plus difficile était de leur donner de la stabilité, en les plaçant sous la sauvegarde de la garde nationale, dans tout le royaume et surtout à Naples. Les traditions qui étaient

restées de mon organisation de la garde nationale en 1820, les souvenirs qu'avaient laissés mon impartialité, mon dévouement à cette tâche et aussi ma vigueur me mettaient en mesure d'obtenir de prompts résultats. Et il est certain que sans une milice civique bien organisée, on n'eût pu mettre un frein aux tendances liberticides du roi, non plus qu'à l'exaltation des patriotes, entraînés les uns par bêtise, les autres par leur ambition personnelle. Cette conviction que j'ai, de la nécessité d'une garde nationale bien organisée, m'avait déjà déterminé à publier à Paris, en 1835, mon *Italie militaire.*

Le lendemain, appelé de nouveau chez le roi, je me rendis au palais où les plus singuliers discours furent échangés entre nous. — « Sire, lui dis-je, j'ai toujours eu pour maxime que le premier devoir de l'homme est celui qui l'oblige envers sa patrie : que celui-là doit primer tous les autres : il en résulte que ma conscience m'impose de ne rien dire à V. M. dont je ne sois profondément convaincu. » Le roi me répondit : — « Je suis plus que persuadé que c'est dans le fond de votre conscience que vous puisez tout ce que vous dites, et pour que vous ne suspectiez point ma pensée, j'ajouterai que j'ai lu vos Mémoires. » Je ne m'attendais pas à cet aveu, je repris pourtant : — « Sire, les patriotes les plus ardents du royaume demandent que la constitution repose sur de larges bases ; et moi-même, qui vous parle, je ne pense pas autrement. Si, dans les premiers jours de cette année, V. M. eût donné seulement des institutions libérales, je ne serais point, pour mon compte, rentré dans ma patrie, alors même que j'eusse été rappelé, mais je n'en aurais pas moins applaudi à ces améliorations politiques en faisant des vœux pour leur développement. Mais aujourd'hui que la république française est proclamée, aujourd'hui que presque tous les Etats de l'Europe sont emportés par un mouvement révolutionnaire, ni de simples institutions, ni la constitution même, avec ses bases restreintes, ne suffisent plus. Les peuples sont comme les princes : plus ils ob-

tiennent, plus ils veulent obtenir. Il est d'ailleurs plus facile de satisfaire aux demandes d'un peuple par une large concession faite tout d'un coup, que par mille concessions arrachées une à une et faites de mauvaise grâce. » — Le roi n'objectait rien à ce que je lui disais ; mais, différant en cela de son père, il s'abstenait d'ajouter des arguments à mes propres arguments, pour me prouver sa foi profonde à ce que je lui disais. Je lui parlai longuement de la garde nationale, tant à Naples que dans le reste du royaume, en essayant de lui démontrer que sur elle reposent, en grande partie, la force de la nation, la sûreté des gouvernements et le repos intérieur. Le roi avait gardé quelque souvenir de mon organisation des gardes nationales en 1820.

Je rentrai chez mon frère, qui trouva que j'avais été au delà de ce que m'imposait le devoir, puis il ajouta : « Ton franc-parler fera probablement qu'on te laissera désormais en paix, et que tu ne seras plus appelé à la cour. » Mais il vit le lendemain qu'il se trompait, puisque avant midi arriva chez moi, dépêché par le roi, Bozzelli, ministre de l'intérieur, lequel m'annonça, de la part du prince, que le ministère avait été dissous, et m'offrit d'en former un nouveau, dont j'aurais eu la présidence avec les portefeuilles de la guerre et de la marine. Le roi n'était pas même éloigné de me charger de l'organisation des gardes nationales du royaume ; il se souvenait des heureux résultats que j'avais obtenus en 1820 et 1821, alors que la garde nationale protégeait non-seulement la tranquillité intérieure, mais envoyait encore quatre-vingts bataillons à la frontière. Cet immense travail venant s'ajouter à celui de mes deux portefeuilles et de la présidence, aurait prouvé combien était profond en moi l'amour de la patrie. On était persuadé, d'ailleurs, qu'appuyé sur l'opinion qui m'aurait soutenu dans toutes les mesures vigoureuses que j'aurais prises, et aussi sur mes antécédents, moi seul, je pouvais réussir dans une si grande tâche, et le désir de me voir l'entreprendre était d'autant plus

vif, que la milice des villes, dite *des Urbains*, formée quelques années auparavant, était organisée de façon à corrompre toute société. Je répondis, en conséquence, par l'intermédiaire de Bozzelli, que j'acceptais les offres qui m'étaient faites, et que, sans retard, je présenterais au roi mon programme avec les noms des ministres. C'est ce qui résulte du document suivant :

PROGRAMME DU NOUVEAU MINISTÈRE.

1° Pleins et souverains pouvoirs à la chambre des députés pour asseoir le statut sur les bases les plus larges. Jusque-là la suspension de la chambre des pairs.

2° Réforme de la loi électorale. Les députés seront nommés par les électeurs, les électeurs par les habitants. Quiconque jouit des droits civils peut être électeur et éligible.

3° Des commissaires ordonnateurs seront envoyés dans les provinces, avec la mission spéciale de dissoudre les commissions communales actuelles, ainsi que les commissions de district provincial. Ils feront procéder à la nomination des nouvelles assemblées populaires qui, sous l'ancienne monarchie, s'appelaient parlements.

4° Trois chargés d'affaires seront envoyés près de la confédération italienne.

5° Réformes du personnel civil, judiciaire et militaire.

6° Prompt départ des troupes de ligne pour la Lombardie. Les forts aux mains de la garde nationale.

COMPOSITION DU NOUVEAU MINISTÈRE.

Guillaume PEPE, présidence et guerre ; SALICETI, intérieur ; CONFORTI, justice et cultes ; DRAGONETTI, agriculture et commerce ; POERIO, instruction publique ; UBERTI, travaux publics ; SAVARESE, finances ; CARIATI, affaires étrangères ; LIETO, direction de la police.

Lorsque le roi, après les discours pleins de rude franchise

que je lui avais tenus, me confiait ces hautes fonctions, il ne consultait certes pas son cœur, mais la crainte qu'il avait d'être renversé du trône. Ce que je lui proposais dans cette circonstance n'était pas nouveau pour lui, ni quant au système, ni quant aux hommes. Aussi, quand je le vis et que je lui présentai mon travail, ne fit-il aucune objection : mais, quelques heures après, il m'écrivit la lettre, ou plutôt, selon les usages de cour, la note qui suit :

« S. M. ne peut changer la constitution jurée par elle et par tous. Il appartiendra aux pouvoirs légaux, c'est-à-dire au roi et aux chambres de développer et de féconder la constitution donnée le 29 janvier, sans en changer l'essence.

« Le ministère que l'on propose ne peut donc être accepté.

« Les adresses que S. M. reçoit de toutes parts ne font que la confirmer dans l'idée qu'elle manquerait à ses devoirs envers son pays, en changeant la constitution existante. »

Pour calmer les scrupules du roi, je lui fis répondre que si, pour satisfaire à l'opinion publique, il substituait à la constitution restreinte qu'il avait jurée, une constitution du double, au moins, plus libérale, il serait parjure absolument au même titre qu'un homme qui ayant promis, par serment, une somme de cent mille francs, en paierait deux cent mille.

Je reçus dans le même temps la visite de lord Napier, qui remplissait les fonctions de ministre d'Angleterre à Naples. — « Votre Excellence, me dit-il, fait, sans le savoir, beaucoup de mal à son pays. » — « Laissez de côté l'excellence, lui répondis-je, et faites-moi connaître mes fautes pour que je puisse les éviter à l'avenir. » — Voyant bien qu'il avait été mal informé, je le mis peu à peu au courant de ma conduite. Il convint alors que je n'aurais pu mieux faire et résolut de se rendre immédiatement chez le roi. Comme il était invité à dîner ce jour-là chez lady Strong, il fit offrir ses excuses à cette dame; mais les résultats de sa démarche près du roi me prouvèrent que ce



prince était plus mal disposé et plus entêté que ne le supposait lord Napier.

Les adresses qui, de toutes parts, arrivaient au gouvernement, étaient si nombreuses, si brûlantes de patriotisme, que je me persuadai de plus en plus qu'avant peu éclaterait une lutte décisive, dont nul, même parmi les plus habiles, ne pouvait prévoir l'issue. Ma conviction se fortifiait encore davantage, lorsque je voyais s'enfanter par jour jusqu'à trois combinaisons ministérielles, dans chacune desquelles courtisans ou libéraux venaient m'offrir la présidence avec les portefeuilles de la guerre et de la marine. Je répondis à tous qu'ayant vécu 27 ans dans des pays régis par des constitutions, j'avais eu le loisir d'apprendre qu'après le rejet de mon programme et de mon ministère, je ne pouvais point, pour le seul amour de la présidence ou d'un portefeuille, consentir à gouverner avec les vues des autres et avec le concours d'hommes qui n'avaient pas été appelés par moi à me seconder.

Il est hors de doute que le roi, pour prévenir de plus grands malheurs, avait résolu de me confier la direction entière des affaires, et qu'il en fut détourné par les courtisans et par Bozzelli lui-même. Bozzelli avait été attaché en 1821 à mon corps d'armée en qualité de directeur supérieur de l'administration. Après la bataille de Rieti, il fut du très-petit nombre de ceux qui, ne désespérant pas du salut de la patrie, me suivirent à Salerne pour tenter de nouveaux efforts contre la mauvaise fortune. Le prix de sa noble conduite fut un long emprisonnement suivi d'un exil plus long encore, qu'il supporta avec dignité, vivant des modestes ressources que lui faisait tenir sa famille. Rentré dans sa patrie, loin de renoncer à ses premiers sentiments, il conspira du mieux qu'il put pour obtenir des institutions libres : l'une de ces conspirations lui valut même plusieurs mois de prison dans le château Saint-Elme. Lorsque le roi se vit forcé, en janvier 1848, de promettre la constitution, Bozzelli fut nommé ministre aux ap-

plaudissements de tout le monde ; mais à peine fut-il entré en relations avec le roi, et comme s'il avait été frappé tout à coup de la malédiction du destin, qu'il s'engagea dans une voie où ma plume se refuse à le suivre. Je laisse cette tâche à d'autres qui n'ont point été liés avec lui d'une longue amitié fortifiée par le pain de l'exil, et non par un amour commun pour la même malheureuse patrie, amour que ces malheurs mêmes n'ont fait que grandir toujours dans mon cœur.

A la suite des honteuses intrigues qui avaient abouti pourtant à la formation d'un ministère, et au moment même où Florestan me disait : « Grâce au ciel, tu ne seras plus tourmenté, et tu vas jouir d'un peu de repos à Naples, » je vis arriver le ministre de la guerre, le général del Giudice, qui me dit : « Sa Majesté m'ordonne de vous proposer le commandement de l'armée qui doit marcher sur le Pô, » et sans hésiter un instant, je répondis : « Je l'accepte avec un bien grand plaisir. » Comme mon frère était stupéfait de la promptitude de ma résolution, j'ajoutai qu'il est des circonstances dans la vie humaine où l'hésitation n'est point de la sagesse. Le corps d'armée devait monter à quarante mille hommes, y compris les réserves qu'on attendait à chaque instant. Le 10e de ligne, qui, plus tard, se signala avec tant d'éclat parmi les troupes de Charles-Albert, en faisait partie.

Mais deux tendances plus que jamais opposées présidaient à la formation de cette armée. J'insistai, pour mon compte, afin qu'on l'organisât promptement et dans les conditions telles qu'elle pût décider du salut de l'Italie. Le roi, de son côté, était résolu à tout faire pour qu'elle restât numériquement faible, manquant de tout, et incapable, en somme, d'apporter un puissant concours à la cause italienne. Il serait long, ennuyeux, et en dehors du but de cet ouvrage de retracer ici les odieuses et viles manœuvres auxquelles eurent recours le roi, les courtisans, les officiers supérieurs, et les généraux eux-mêmes pour s'opposer à l'organisation de l'armée. Je tai-

rai surtout les noms des militaires qui se signalèrent le plus par leur bassesse.

Avant d'entamer le récit des événements si funestes à l'indépendance de la péninsule, je dois dire un mot de l'armée napolitaine. Cette armée était très-instruite, surtout les officiers et sous-officiers des corps spéciaux. Au-dessus du grade de caporal, les promotions avaient lieu par rang d'ancienneté, ou à la suite d'examens. Quant aux généraux et à un grand nombre d'officiers supérieurs, ils avaient vieilli dans l'ignorance. On pouvait dire, après tout, que l'armée était dévouée au roi, lequel, à force de vivre au milieu des troupes, en était arrivé à savoir les noms des simples soldats de cavalerie, et aussi ceux de leurs chevaux. Il se préoccupait beaucoup des mariages des officiers et des sous-officiers, et donnait des emplois civils aux parents de ces derniers ainsi qu'aux parents de leurs femmes. L'armée, dévouée ainsi au roi par intérêt, s'était trouvée engagée peu à peu contre la cause nationale, en combattant, des deux côtés du détroit, tantôt des soulèvements sans gravité, tantôt de véritables insurrections.

Le roi était si impatient de me faire admirer l'habileté de ses troupes, et sa propre habileté à les commander, qu'à peine fus-je arrivé à Naples, lorsque je n'avais pas encore d'uniforme militaire, il voulut que je l'accompagnasse en bourgeois. Ayant endossé l'habit noir, je me rendis un jour au palais, où le roi me conduisit dans un très-petit cabinet. Là il me fit asseoir en face de lui, sans m'en dire le motif, lorsque tout à coup je sentis que je descendais. Je m'aperçus alors que nous étions dans une de ces machines qui s'élèvent ou s'abaissent pour épargner l'ennui de descendre ou de monter de très-longs escaliers. Une voiture nous ayant conduits au delà du pont de la Magdeleine, nous montâmes à cheval, et le roi fit manœuvrer deux régiments, l'un de dragons, l'autre de lanciers. Il commandait très-bien, et ses commandements s'exécutaient avec une précision extrême. Je lui en fis des élo-

ges mérités, et je remarquai que ce côté élémentaire de la science de la guerre en était considéré par lui comme le côté le plus élevé. Dans les repos, la conduite du prince me parut peu digne avec les soldats qui l'assiégeaient de demandes de faveur. La discipline manquait de cette noblesse basée sur le respect de soi-même qui soutient contre les épreuves les plus difficiles.

Étant remontés en voiture, nous suivîmes une rue neuve et très-belle qui conduit aux *Studi*. Chemin faisant, je fis remarquer au prince le grand nombre de mendiants qui, nus jusqu'à l'indécence, demandaient l'aumône avec insistance. Il me répondit que c'était la faute du ministre de l'intérieur. Dans la même voiture que nous, se trouvaient le frère du roi, le comte de Trapani, et le prince d'Ischitella, aide de camp de service. La conversation s'étant engagée sur la Sicile, le roi, son frère et Ischitella me dirent que le gouvernement anglais favorisait de plusieurs manières les révoltés de Sicile, et notamment, en leur envoyant des armes. Je répondis qu'ils ne devaient attribuer qu'aux négociants d'Angleterre ce qu'ils attribuaient au gouvernement, et comme je les voyais persister obstinément dans leur opinion, j'ajoutai avec une franchise qui leur causa une sorte de stupéfaction, qu'avant qu'une constitution eût été promise par le roi, j'avais écrit à Londres à trois de mes amis, membres du parlement, en les priant de s'enquérir de l'appui que je trouverais auprès du gouvernement britannique pour débarquer en Sicile et y soulever le pays, et qu'il m'avait été répondu que le gouvernement anglais verrait ma tentative avec sympathie, mais qu'il ne me fournirait ni hommes, ni armes, ni argent.

Nous arrivâmes bientôt au quartier de San-Petito, où était caserné le 12e de ligne, composé, en grande partie, de Siciliens. Aux premiers battements du tambour, les soldats prirent, en courant, leurs sacs, et se rangèrent en ordre de bataille. Le roi commanda les manœuvres qui s'exécutèrent toutes à mer-

veille, en telle sorte que je pus lui dire, sans aucune flatterie, que je n'avais pas vu de troupes mieux manœuvrer dans les camps d'instruction, et que, si les troupes anglaises étaient remarquables par la précision, elles étaient loin d'avoir la même rapidité de mouvement. Lorsque les exercices furent terminés, une foule de soldats, de sous-officiers et de femmes se présentèrent au roi, lui demandant à haute voix, qui une faveur, qui une autre. Le prince s'en montrait satisfait. Pour donner une idée de la nature de ces demandes, j'en ferai connaître une seule. Une femme se présenta et lui dit : « Majesté, je suis la femme du sergent..... nous avons deux filles vierges, mais vraiment vierges ; vous avez promis de les marier, et je vous prie de ne pas oublier vos promesses pour les préserver des péchés auxquels sont exposées les jeunes filles vertueuses. » Le prince lui répondit qu'il n'oublierait pas ses promesses.

Le 12e de ligne que nous venions de passer en revue, est le même qui se révolta à Ferrare sur la fin du mois de mai. Retournés au palais, le roi ne permit pas que je descendisse de voiture, et il ordonna au prince Ischitella de m'accompagner jusque chez moi.

Toutes ces amabilités du roi n'empêchaient point que, par l'intermédiaire du ministre de la guerre et de son chef d'état major, il ne refusât tout ce qui était nécessaire pour l'organisation du corps d'armée qu'il m'avait confié, et qu'il n'en retardât ainsi le départ. Son chef d'état major remplissait auprès de lui les mêmes fonctions qu'au temps du pouvoir absolu, et je ne parvins pas à le convaincre qu'il devait supprimer cet emploi et transmettre ses ordres par le canal du ministre de la guerre responsable. J'eus soin d'ajouter que, pour mon compte, je n'obéirais jamais qu'aux ordres du souverain communiqués par le ministre.

Le lendemain, je me rendis chez le roi, décidé à ébranler, si c'était possible, cette âme, que Dieu avait créée dans un moment de colère contre la race humaine. « Sire, lui dis-je, il est

naturel qu'ayant épousé une princesse autrichienne, vous éprouviez de la répugnance à combattre l'Autriche. » Mais sans me laisser achever, il répondit aussitôt : « Vous êtes dans l'erreur; j'ai toujours détesté les Autrichiens. » — « Je suis heureux, continuai-je, d'entendre ces paroles de Votre Majesté; elles m'encouragent à vous proposer une chose qui vous sera très-utile à vous-même, ainsi qu'au royaume et à l'Italie. Au lieu de me confier le commandement en chef d'un corps d'armée, réunissez soixante mille hommes de choix, prenez-en vous-même le commandement, moi je serai votre chef d'état major. L'affranchissement de l'Italie sera considéré, en grande partie, comme votre œuvre. Vous serez l'idole de tous les Italiens et particulièrement des Napolitains. Les Siciliens viendront à vous, et s'ils ne le faisaient pas, imitant en cela l'exemple de mon frère en 1820, j'irais moi-même en Sicile, et je serais sûr de ramener l'île à votre obéissance sans verser une goutte de sang. Quant à ce qui est d'étendre les limites de vos États, vous obtiendriez tout ce que vous pourriez désirer.

J'ajoutai bien d'autres choses encore. Je lui conseillai de faire essai d'une politique généreuse en évacuant la citadelle de Messine. « Les Siciliens sont reconnaissants, lui dis-je, vous n'ignorez pas l'affection qu'ils conservent pour mon frère Florestan, pour un simple général, quoique le bien fait par lui en Sicile ait été sans cesse entravé par le parlement et le gouvernement. Sire, ajoutai-je, vous qui avez un goût passionné pour le métier des armes, qui, depuis votre plus tendre jeunesse, vous êtes préoccupé de l'organisation de l'armée, ne laissez pas échapper cette occasion de recueillir les fruits abondants des travaux de votre vie. Vous pouvez de l'Isonzo, peut-être de Vienne même, dicter à l'Autriche les conditions auxquelles devront être rendues toutes les places fortes où ses troupes sont maintenant réfugiées. Vous déciderez du sort du pape et du roi de Sardaigne. Votre gloire vivra autant que l'Italie. »

A Naples, les maréchaux de camp sont généraux de division; les brigades sont commandées par des brigadiers, et les lieutenants généraux sont, comme en Espagne, placés sur la même ligne que les généraux d'armée dans le Piémont. Un maréchal de camp, le comte Statella, occupait ce grade depuis vingt-deux ans, et n'avait jamais pu obtenir d'avancement. Il me fut recommandé par Florestan : je savais, d'ailleurs, que le jour où la constitution fut arrachée au roi, il avait mérité, par sa conduite, une épée d'honneur que les patriotes lui avaient offerte. Ces circonstances m'engagèrent à le présenter pour le grade de lieutenant général; le roi me répondit qu'il le lui accordait pour m'être agréable. Statella était célèbre pour ses démêlés continuels avec ses chefs et même avec le roi. Afin de ne point se démentir, il m'écrivit une lettre étrange dans laquelle il mettait plusieurs conditions à son départ. Je le fis venir chez moi, et lui dis : « Si vous ne retirez point votre lettre, avant une heure je vous ferai destituer. » L'éloquence de mon discours le décida à retirer sa lettre, sans observations. Plusieurs généraux qui devaient me suivre par ordre du roi, s'entendaient avec ce prince, et déclaraient ensuite que leur âge avancé et le mauvais état de leur santé ne leur permettaient pas d'entrer en campagne. Lorsque, quelques mois plus tard, il s'agit de faire la guerre en Sicile, tous demandèrent à marcher. — Le roi eut la bonté de m'envoyer un de ses chevaux de selle, avec des harnais pour tous les jours, et des harnais de luxe.

C'était pour moi une idée fixe de secourir Venise, de lui rendre l'empire de l'Adriatique, de l'enrichir des trésors de Trieste, et de ne pas laisser à cette avare cité même un bateau de pêche. Je demandai, en conséquence, qu'on embarquât sept bataillons sur six magnifiques frégates à vapeur dont on disposait. Je voulais avec ces troupes débarquer dans la lagune. Le roi objectait que j'irais me placer ainsi *dans un cul de sac*. Je persistai; le ministère était de mon avis, et il fut décidé

qu'on ferait droit à ma demande. Malheureusement, succombant aux fatigues de la vie agitée et sans repos que je menais, je fus pris d'une fièvre violente qui dura six jours. Le roi profita de cet incident pour s'opposer à l'embarquement des troupes, et, redoutant l'opinion publique, il fit réunir chez moi le conseil des ministres, et voulut qu'il fût présidé par mon frère Florestan. Il adjoignit à ce conseil le brigadier Carascosa et le major Cianciulli. Il serait trop long de dire tous les arguments qui furent produits contre l'expédition par mer. Bien que couché, je crois qu'en faisant peur de l'opinion, sinon en inspirant ma conviction, j'aurais pu faire triompher mon avis. Mais mon avis avait changé : en premier lieu, parce que le corps d'armée qui m'aurait suivi par terre n'aurait jamais traversé le Pô sans moi, ainsi que le prouva la suite des événements ; en second lieu, parce que le contre-amiral Cosa m'avait assuré que les sept bataillons embarqués auraient entravé le feu de l'artillerie des frégates, et qu'ainsi la division de la marine autrichienne aurait pu nous combattre avec un avantage presque certain. Il fut décidé, en conséquence, que les troupes sous mon commandement suivraient la voie de terre, et encore en ceci eus-je à supporter les ennuis des difficultés suscitées par le gouvernement pontifical, lequel prétendait exiger que les troupes fussent échelonnées de façon à ce qu'il n'en passât point sur son territoire plus d'un bataillon ou d'un escadron par jour. Elles seraient ainsi arrivées sur le Pô avec un retard qui les eût rendues la risée de toutes les populations qu'elles traversaient. Le corps d'armée se mit enfin en marche ; il était composé de seize mille hommes de toutes armes, que devaient suivre vingt-quatre autres mille hommes. Je m'embarquai moi-même pour Ancône sur la corvette à vapeur *Stromboli*. Avant de partir je reçus la lettre suivante, par laquelle le ministre de la guerre me faisait savoir, de la part du roi, qu'arrivé sur le Pô je devrais attendre de nouveaux ordres pour franchir le fleuve. Je mis cette lettre dans mon

portefeuille particulier, avec la ferme intention de n'en tenir aucun compte. Je la transcris ici :

« Naples, le 3 mai 1848.

« Excellence,

« Je dois prier Votre Excellence, en ce qui touche la conduite de l'armée, si dignement confiée à Votre Excellence, de se borner à la réunir sur la rive droite du Pô, et d'attendre là les instructions du gouvernement sur la part active qu'elle devra prendre dans la guerre engagée pour délivrer l'Italie de l'étranger.

« Les dispositions les plus énergiques ont été prises pour que, sans aucun retard, une convention soit arrêtée entre les princes italiens, laquelle déterminera la part que notre armée devra prendre dans la lutte : il est probable même que Votre Excellence en sera instruite avant que l'armée soit réunie, et, dans tous les cas, elle peut être assurée que le soussigné ne perdra pas un instant pour lui transmettre toutes les instructions qui lui sont destinées.

« Votre Excellence voudra bien informer le ministère, le plus souvent qu'il pourra, de tous les mouvements soit partiels, soit d'ensemble qui s'exécuteront dans l'armée confiée à Votre Excellence.

« Votre Excellence est autorisée, dans ce but, à expédier des courriers ou des officiers en poste soit jusqu'à Giulianova, où est notre télégraphe, soit jusqu'à Naples, selon l'importance des nouvelles qu'elle peut avoir à me communiquer.

« Le ministre secrétaire d'Etat de la guerre et de la marine,

« RAFFAELE DEL GIUDICE. »

« *A son Excellence, le lieutenant général baron Guillaume Pepe, commandant en chef l'armée d'expédition pour la Haute-Italie, à Naples.* »

Tout le monde voit, d'après cela, que l'intention du roi n'était point de satisfaire aux nobles désirs de la nation, en envoyant une armée en Lombardie; mais qu'il s'étudiait, au contraire, à l'empêcher d'arriver sur les champs de bataille. Et quel est le général, nourri dans les armes, dont le cœur ne se fût révolté à cette pensée de rester sur la droite du Pô, et de dire aux Sardes, de dire aux Vénitiens : Exposez vos poitrines pour la cause nationale, pour son honneur, pour son indépendance! Moi je demeure ici pour lire dans les journaux vos actes glorieux, jusqu'à ce que je reçoive l'ordre de franchir le grand fleuve, ordre qui n'arrivera jamais.

C'est ainsi qu'après vingt-sept ans d'exil, je revis, pendant trente-quatre jours seulement, ma malheureuse patrie. Du moins emportais-je cette fois l'espoir de pouvoir contribuer au salut de l'Italie, et ce fut, avec une émotion que l'on comprendra, mais avec le ferme dessein de ne rien laisser d'intenté pour une si noble cause, que, le 4 mai, je quittai mon bon et excellent frère et tous mes amis politiques, ne sachant si je reverrais jamais cette première, cette seule, cette éternelle cause de toutes mes douleurs, la terre que j'aimerai jusqu'à mon dernier soupir.

CHAPITRE VIII.

L'ARMÉE NAPOLITAINE DANS LA HAUTE-ITALIE.

Je traverse le canal et j'arrive à Ancône.— Je réunis une partie des troupes. —Mon état-major.—J'arrive à Bologne.—Lettres du gouvernement vénitien. —Ma correspondance avec le roi Charles-Albert.—Je reçois de Naples l'ordre de faire rentrer l'armée dans le royaume, ou de la renvoyer sous les ordres du général Statella.—Dangers de ma situation.—Démonstration de la garde nationale et du peuple bolonais. — Je me décide à réunir l'armée sur la droite du Pô, et à traverser le fleuve pour combattre les Autrichiens.

La corvette de guerre à vapeur sur laquelle je m'embarquai avec le lieutenant général Statella et une partie de mon état-major, avait été construite en Angleterre, et le roi avait donné l'ordre de m'y traiter avec luxe. Arrivé dans le détroit à gauche, je revis, du côté de Scylla, la campagne où j'étais resté cinq mois environ avec le roi Joachim, alors qu'en 1810, il menaçait d'envahir la Sicile, et du côté de Carybde, la plage où s'élevaient les batteries ennemies dont les feux dépassaient la tente de l'intrépide Murat. La corvette s'approcha ensuite de la citadelle de Messine pour recevoir à son bord le lieutenant-colonel d'artillerie Picenna, qui devait être le chef de mon état-major. Les côtes de la Calabre, de la Pouille, Manfredonia, les monts du Gargano et plus loin les rivages des Abruzzes réveillaient dans mon cœur les souvenirs d'une jeunesse toujours ardemment dévouée à ma malheureuse patrie.

J'arrivai enfin à Ancône, où je fus logé dans le palais qui avait appartenu au prince Eugène, vice-roi du royaume d'Italie, et qui avait reçu aussi le roi Joachim. Ai-je besoin de dire les émotions douloureuses que j'éprouvai en revoyant sa chambre à coucher et ses appartements?

Cependant les premières troupes commençaient à arriver, et notamment celles qui étaient débarquées à Pescara. Je les passais souvent en revue, parlant individuellement à tous les officiers, sous-officiers et soldats; je m'informais de leurs besoins, je leur promettais que le mérite serait le seul titre aux avancements, et comme je leur disais: « Nous allons combattre pour une bien noble cause, » les soldats ajoutaient souvent: « Et pour notre roi. » Prétendre que ces troupes n'étaient pas dévouées au roi, ce serait nier l'évidence. J'aurais voulu que ce dévouement intéressé eût désormais un mobile plus élevé, l'Italie et son indépendance. C'est dans ce but que je publiai l'ordre du jour suivant:

« Ancône, le 10 mai 1848.

ORDRE DU JOUR DU COMMANDANT EN CHEF DE L'ARMÉE NAPOLITAINE DANS LA HAUTE ITALIE.

« Soldats,

« Parvenu, jeune encore, aux grades supérieurs de l'armée, mes soldats, en échange de ma sollicitude pour eux, me saluaient du nom de père. C'est le nom que je reçus de nos troupes commandées, dans les Calabres, par Masséna, c'est celui que me gardèrent mes valeureux soldats dans les champs de la Castille et plus tard dans ceux d'Italie, alors que je commandais l'avant-garde du vaillant Joachim. J'ai la confiance que ce titre vous me le donnerez, vous aussi, lorsque vous aurez fait l'épreuve de ma sollicitude pour vous. Je veillerai avant tout à ce que votre dignité d'hommes soit respectée. Il ne peut plus être question du supplice humiliant des verges puisque vous êtes citoyens d'une patrie libre. Mais ce n'est point assez. Je ne souffrirai pas que vos supérieurs immédiats se servent, en vous

parlant, d'expressions outrageantes. Ces expressions doivent être interdites vis-à-vis de soldats qui, pour prix de leur bonne conduite, ont le droit d'arriver dans notre armée à des grades plus élevés. Je m'étudierai, dans le même temps, à vous faire obtenir non-seulement l'avancement auquel vous aurez droit, mais aussi l'estime de vos concitoyens. Par la voie des journaux, vos parents, vos sœurs, les femmes qui vous sont chères seront instruits de vos actions honorables. Lorsque vous retournerez dans votre pays, vous entendrez dire : Voilà un brave qui combattait dans la sainte guerre italienne.

« Soldats, la condition de tous ces avantages c'est la plus stricte discipline. Par elle, vous obtiendrez l'estime de votre propre gouvernement, celle de toute l'Italie, et les récompenses que le roi m'a promis d'accorder au mérite. Si, d'ailleurs, pendant toute ma carrière, j'ai aimé les soldats comme mes enfants, je n'ai jamais laissé impunis un délit, une faute, une infraction même légère à la discipline. Ma rigueur sera toujours la même ; mais ce sera une rigueur de raison et d'affection.

« Il ne me reste qu'à vous exprimer ma pleine satisfaction pour l'attitude que vous avez gardée pendant votre marche à travers des populations qui vous sont unies par les liens du langage et par de communes espérances. Vous n'avez pu qu'être touchés de l'accueil cordial que vous avez reçu ; elles, de leur côté, auront vu dans l'ordre et la discipline qui vous distinguent, un gage certain, qu'au jour du combat, vos chefs trouveront en vous cette obéissance empressée, condition essentielle qui donne au courage une bonne direction et assure le succès des entreprises.

« Le lieutenant général commandant en chef l'armée napolitaine.

« GUILLAUME PEPE. »

Maintenant, croirait-on qu'au moment où je prenais sur moi, par l'ordre du jour qui précède, la responsabilité de l'a-

bolition des verges, les soldats, excités par les officiers, m'accusaient de n'agir ainsi que par opposition à la volonté du roi?

Je reçus, pendant mon séjour à Ancône, une visite de Bonaparte, prince de Canino, qui venait des environs de Padoue, où le général Ferrari commandait une brigade pontificale. Canino me parla de Charles-Albert comme étant d'une foi douteuse, et plutôt favorable qu'hostile aux Autrichiens. Ces paroles m'étonnèrent beaucoup, et je répondis à Canino que je déplorais de voir cette opinion accueillie par un homme influent comme lui et qui aimait si chaudement l'Italie. Je lui démontrai que rien ne serait plus nuisible à l'indépendance italienne, que cette défiance à l'égard d'un roi qui était accouru, avec ses troupes et ses fils, pour soutenir le soulèvement audacieux de Milan, d'un roi qui pourrait sauver la péninsule. Canino était de si bonne foi dans son opinion que, persuadé par mes arguments, il m'offrit de se rendre auprès du roi sarde avec une lettre de moi pour ce dernier. Je m'empressai d'accepter cette offre, et quant à la lettre, je l'écrivis à Canino lui-même et non au roi. Je disais, dans cette lettre, que tout Italien devait son attachement au roi sarde, et voir en lui le premier et le plus ferme soutien de l'indépendance italienne. Canino fut bien accueilli par le prince, qui voulut conserver ma lettre, quoiqu'elle ne lui fût pas adressée.

La défiance était tellement générale en Italie, qu'à Ancône beaucoup de gens sensés craignaient que les Napolitains n'eussent en vue d'occuper cette place ainsi que toutes les Marches. Je me plaignis à ceux qui éprouvaient ces craintes, en leur faisant remarquer que le roi Ferdinand ne m'aurait pas choisi, s'il s'était agi d'une expédition à entreprendre dans l'intérêt de son ambition, et non d'une lutte contre l'ennemi commun. Ces quelques mots firent taire tous les soupçons.

Je trouvai, dans le port d'Ancône, l'escadre napolitaine, composée de six magnifiques frégates à vapeur, et de quelques

bâtiments à voile. Le contre-amiral Cosa, qui la commandait, était un homme dévoué à la cause italienne; mais il y avait dans son cœur plus de patriotisme que de ferme résolution. Il fit voile vers Venise, où il fut accueilli avec toutes sortes de témoignages d'affection, et, après y avoir séjourné très-peu de temps, il contourna la lagune et se présenta devant Trieste.

De mon côté, ayant laissé à Ancône les instructions nécessaires pour que les troupes qu'on attendait des Abruzzes continuassent leur marche, je me mis en route pour Bologne avec mon état-major. En passant à Pesaro, je n'y trouvai plus mes excellents amis Perticari et Cassi. Ce dernier était mort depuis peu de temps, Perticari depuis plusieurs années. Je m'arrêtai quelques instants dans sa maison, habitée par son frère Gordiano, qui m'offrit à déjeuner dans la chambre même où, dans la campagne de 1815, je m'étais séparé pour toujours de Giulio Perticari, et de sa femme, fille de Monti, pour monter à cheval et chasser de Pesaro la cavalerie autrichienne. De même que la vie humaine a plus de jours marqués par la tristesse que par le bonheur, de même les souvenirs sont d'ordinaire plus douloureux qu'agréables.

Me voici à Bologne, dans cette cité que j'ai toujours aimée, et dont la population, vraiment italienne, a payé mon amour avec tant d'usure. J'y trouvai la lettre que je transcris ici, et qui m'était adressée par le président du gouvernement provisoire de la république vénitienne, Manin.

A S. E. le général Guillaume Pepe, commandant en chef de l'armée napolitaine à Ancône.

« Excellence,

« La situation de nos provinces vénitiennes devient de jour en jour plus mauvaise. Les troupes pontificales ont éprouvé de graves pertes dans plusieurs rencontres. Non-seulement tout le Frioul, mais une partie des pays de Trévise et de

Vicence sont envahis par les troupes allemandes, qui s'avancent autour de Venise, et la menacent très-incessamment d'un blocus par terre, tandis que son blocus par mer est déjà déclaré.

« Excellence, dans ces périlleuses et graves circonstances, nous invoquons de toute l'ardeur de nos prières l'aide des généraux napolitains qui marchent sous vos ordres. Qu'ils volent à notre secours avec leurs forces de terre et de mer, s'ils veulent acquérir la gloire immortelle de nous avoir sauvés, et d'avoir sauvé en même temps le cause de l'indépendance italienne.

« Venise, le 11 mai 1848.

« Du gouvernement provisoire de la république vénitienne,

« Signé : le président, MANIN.

« Le secrétaire, PAOLUROPPO. »

Tout le monde comprend que j'aurais voulu faire voler mes troupes au lieu de les faire marcher. Je passais souvent en revue celles qui étaient arrivées à Bologne, et je publiai pour tout le corps d'armée la proclamation qui suit :

« Bologne, le 20 mai 1848.

« Soldats de tous grades, formant les corps napolitains envoyés pour combattre dans la Haute-Italie,

« La guerre que nous entreprenons est une guerre sacrée, le but que nous poursuivons est grand, et plus qu'aucun autre glorieux. Il ne sagit plus de faire de notre Italie la *reine des nations*, mais de laver la tache de sa servitude.

« Nous aurons pour émules les valeureux guerriers de la maison de Savoie, dont l'histoire est si riche de souvenirs, et ces fils de Milan qui, sans autres armes que leurs bras ou leurs poitrines, ont mis en déroute et chassé de leurs murs les

vieilles bandes de l'Autriche. Fidèles à notre passé, notre valeur doit marquer sa place au premier rang dans les champs de la péninsule.

« C'est en vain qu'au delà des monts plus de trente écrivains ont célébré la valeur des compatriotes de Masaniello ! C'est en vain que nous avons vaincu à Velletri les bandes autrichiennes ! C'est en vain que les nôtres, dans la forteresse de Vigliano, se sont montrés dignes de Léonidas ! C'est en vain que Championnet et Masséna ont exprimé dans leurs rapports l'étonnement que leur causait le courage indomptable des populations de Naples et des Calabres ! C'est en vain que l'histoire a consigné que les Napolitains, en 1815, furent les premiers en Italie, à combattre seuls une armée étrangère, celle d'Autriche, supérieure en nombre, et qu'ils la battirent dans toutes les rencontres, jusqu'au jour où l'arrivée des Anglo-Siciliens dans le royaume, leur fit abandonner le champ de bataille de Macerata ! C'est en vain aussi qu'en 1820, nous avons conquis une liberté étendue que détruisit ensuite l'Europe entière liguée contre nous ! Nous n'avons été jugés que sur nos malheurs. Mais aujourd'hui que la lutte est celle de l'Italie contre l'Autriche seulement ; aujourd'hui que les faits militaires de l'Italie seront consacrés par la raison publique, vous obligerez le monde à admirer votre valeur ; vous donnerez un démenti aux calomnies passées, et vous justifierez complétement la confiance raisonnée qu'a mise en vous le général, votre compatriote, qui a l'honneur de vous commander.

« Guillaume Pepe. »

J'avais trouvé à Bologne une lettre, en date du 15 mai, qui m'était écrite au nom du roi de Sardaigne, et à laquelle je m'empressai de répondre, en envoyant au quartier général du roi le capitaine Ulloa. Je reproduis ici cette lettre, parce qu'elle donne une idée assez exacte de la situation des armées italiennes à cette époque.

« Bologne, le 22 mai 1848.

A Son Excellence le Ministre de la guerre.

« Monsieur,

« A peine arrivé, je m'empresse de répondre à la lettre, en date du 15 mai, que Votre Excellence me fait l'honneur de m'écrire au nom de Sa Majesté sarde.

« Les instructions que j'ai reçues de mon gouvernement me prescrivent de réunir tout mon corps d'armée sur la droite du Pô, et d'y attendre de nouveaux ordres. Mais si la cause de l'indépendance italienne et l'honneur des armes napolitaines exigent que je marche promptement à l'ennemi, je n'hésiterai point à franchir le fleuve, et j'aurai l'honneur d'aller me mettre sous les ordres de Sa Majesté Charles-Albert.

« Je désire savoir exactement où je devrai me rendre avec mes troupes pour satisfaire aux intentions du roi ; si c'est entre le Mincio et l'Adige, ou vers Trévise. Dans le premier cas, je serai sous les ordres directs de Sa Majesté ; dans le second cas, je prie Sa Majesté de disposer que les deux maréchaux de camp commandant les troupes pontificales, Durando et Ferrari, soient placés sous mes ordres, afin que les opérations de guerre et la discipline n'aient à souffrir sous aucun prétexte, et que l'action soit concertée avec plus d'ensemble.

« Dans cette dernière hypothèse, je ne tarderai pas à rencontrer l'ennemi ; mais si, au contraire, j'avais l'honneur, au lieu de marcher sur Trévise, de me placer directement sous les ordres du roi, je sollicite de Sa Majesté la faveur de n'être pas employé à des siéges où à des blocus ; mais de combattre en rase campagne, désireux que je suis plus que jamais d'imposer silence aux calomnies que la malveillance a répandues, dans d'autres temps, contre les troupes napolitaines, dont la valeur ne s'est jamais démentie.

« Je prie Votre Excellence d'ordonner que le 10e de ligne

napolitain ait à rejoindre la première division de mon corps d'armée, aussitôt qu'elle aura passé le Pô.

Le capitaine d'artillerie qui vous remettra cette lettre, et que je charge de présenter au roi mes respectueux hommages, informera le colonel du 10e de ligne napolitain, qu'il doit s'adresser au commissaire Durelli pour tout ce qui concerne les besoins de son régiment. Le capitaine Ulloa reviendra de suite avec les instructions que j'attends de Sa Majesté.

« Demain, la première brigade de la première division partira pour Ferrare avec une excellente batterie de douze pièces. La seconde brigade de cette même division partira le surlendemain.

« Le 22 courant arrivera à Bologne le 1er régiment de dragons, qui sera suivi du second et d'un autre régiment de lanciers.

« Agréez, etc. « G. PEPE. »

Mais tandis que, dévoré de l'impatience de traverser le Pô, il me semblait tenir dans ma main la liberté de l'Italie, un incident non moins imprévu que fatal vint détruire toutes mes espérances.

Dans la matinée du 22 mai je reçus la visite du lieutenant général Statella et du brigadier Scala, lequel arrivait de Naples avec des lettres et des nouvelles d'une haute importance. Voici la copie de la lettre qui condamnait l'Italie à de nouveaux et irréparables malheurs :

« Naples, le 18 mai 1848.

A Son Excellence le lieutenant général baron D.-Guillaume Pepe, commandant en chef le corps d'expédition dans la Haute-Italie.

« Excellence,

« Les graves soulèvements qui ont éclaté dans la capitale le 15 courant, ceux qui ont eu lieu dans quelques provinces du

royaume et ceux qui menacent d'éclater encore dans quelques autres imposent au gouvernement le devoir de rappeler sans aucun retard ses troupes en marche pour la Haute-Italie.

« En conséquence, V. E. fera embarquer à Rimini une partie de l'infanterie, qui devra débarquer à Manfredonia. Le reste de l'armée, avec la cavalerie, l'artillerie et l'ambulance, devra rétrograder jusqu'à Ancône, d'où V. E. fera d'abord partir l'artillerie, la cavalerie et l'ambulance. Lorsque ces troupes seront près d'entrer dans le royaume, elle fera embarquer le reste de l'infanterie, qui débarquera à Pescara; après quoi, l'escadre se dirigera sur Naples.

« Tous ces mouvements pourraient subir des variations et des modifications ordonnées par les circonstances dépendantes de la position des troupes et de la situation des pays à traverser.

« Quant au 10e régiment de ligne, qui se trouve à Goïto, près de Casalmaggiore, V. E. aura soin de lui faire rejoindre la route de Modène, pour qu'il puisse se réunir à nos autres troupes dans le Bolonais et suivre leur mouvement.

« Les volontaires napolitains peuvent, s'ils le veulent, continuer leur mouvement pour s'unir aux troupes de Durando.

« V. E. voudra bien aussi, sans retarder d'un instant le retour des troupes, faire connaître au quartier général de S. M. le roi Charles-Albert l'ordre que je lui transmets.

« Je dois ajouter, enfin, au nom du gouvernement de S. M., que si V. E. ne croyait pas devoir prendre le commandement des troupes dans leur mouvement de retraite, ce commandement devra être confié au lieutenant général Statella.

« Le ministre secrétaire d'Etat de la guerre et de la marine : Prince D'ISCHITELLA. »

Les deux généraux ne pouvaient cacher la joie dont les comblait cette lettre, et je leur dis de revenir à midi. J'envoyai

prier le comte Charles Pepoli de se rendre promptement chez moi. Le comte Pepoli est de Bologne, mais depuis plus de seize ans il avait vécu éloigné de sa patrie. Je lui dis que je commandais des troupes qui me voyaient pour la première fois, par suite de mon exil de vingt-sept ans; que soldats, officiers supérieurs et généraux étaient tous dévoués au roi; que, néanmoins, je tenterais de résister aux ordres du roi, si la population de Bologne, et spécialement la garde nationale, voulaient me soutenir, au besoin, par les armes. Pepoli et d'autres libéraux me répondirent qu'il n'y avait point à compter sur la population contre des troupes régulières, qui auraient pu m'arrêter et me conduire hors de la ville. Alors, plutôt que d'exposer, non pas moi personnellement, mais les Bolonais à une lutte fratricide, à un scandale politique qui aurait outre mesure réjoui les Autrichiens, je résolus de me rendre auprès de Charles-Albert, pour servir comme simple volontaire dans son état-major, et dans les angoisses d'une douleur mille fois plus vive que celles que cause l'approche de la mort, je donnai au général Statella l'ordre de prendre le commandement du corps d'armée et d'exécuter les prescriptions du gouvernement. Statella, sans perdre un instant, expédia des courriers à tous les chefs de corps, dans toutes les directions, avec injonction de commencer leur marche rétrograde, et croyant m'être agréable, il me dit que, comme j'avais l'intention de partir, il m'offrait de donner ordre au payeur de me compter telle somme dont j'aurais besoin. Je souris à cette offre et le remerciai.

Cependant la nouvelle des ordres arrivés de Naples s'était répandue dans la ville; on ajoutait que ma vie courait de graves dangers, et je vis accourir, prêts à me défendre, un grand nombre d'officiers et de sous-officiers de la garde nationale. Je leur demandai s'ils m'auraient également prêté leur concours dans le cas où j'aurais essayé de m'opposer au départ des troupes, départ qui, non-seulement allait affaiblir la cause

des défenseurs de l'indépendance italienne, mais fortifierait en même temps la cause du despotisme à Naples, puisque les troupes n'étaient rappelées que pour l'aider dans sa campagne contre les libéraux soulevés au nom de la liberté napolitaine. A cette demande, les braves de la garde nationale bolonaise répondirent en mettant la main sur la garde de leur épée et en disant : « Cette épée est pour vous, général italien. » Et alors, saisissant la mienne, je m'écriai : « Celle-ci sera pour « l'Italie tant que je vivrai. » Pendant que les Bolonais témoignaient pour moi de cette sollicitude, un général napolitain très-enclin à flatter les grands faisait entendre ces paroles à la cour de Ferdinand II : « Serait-il possible que parmi nos offi« ciers il ne s'en trouvât pas un pour faire sauter la cervelle « à Pepe d'un coup de pistolet! »

Alors, sans perdre un instant, j'écrivis et je déclarai verbalement au général Statella qu'il eût à regarder comme non avenue la lettre par laquelle je lui avais cédé le commandement, attendu que j'étais décidé à le reprendre. Non-seulement Statella se démit du commandement en chef que je lui avais transmis, mais il déclara, par le billet qui suit, renoncer au service. Je publie cette lettre pour donner une idée de l'esprit qui animait presque tous les généraux des Deux-Siciles.

« Bologne, le 22 mai 1848, au soir.

A S. E. le lieutenant général Pepe, commandant en chef l'armée napolitaine à Bologne.

« Excellence,

« Ce matin, aussitôt après l'arrivée de l'ordre ministériel statuant que l'armée d'opération rétrograderait vers le royaume de Naples, en laissant à V. E. la faculté ou d'en conserver le commandement ou de me le transmettre dans le cas où

vous ne voudriez point consentir à exécuter les instructions du ministre, V. E. a cru devoir décider, dans sa haute sagesse, que je prendrais le commandement à sa place; et de fait, aux termes de la dépêche ministérielle, j'ai assumé ce commandement et j'ai commencé à prendre les dispositions nécessaires pour la marche des troupes vers notre territoire. Maintenant V. E., à cette même date d'aujourd'hui, mais à quelques heures plus tard, m'ordonne de lui restituer le commandement des troupes, avec l'intention de marcher en avant.

« Après les démonstrations qui ont éclaté dans cette ville, je me suis trouvé dans l'impossibilité de m'y opposer, et, bien malgré moi, j'ai dû céder aux instances de V. E.

« Mais, dans la situation des choses, et bien que j'en apprécie à l'égal de V. E. toute l'importance pour la cause italienne, je ne puis néanmoins, sans manquer à mes principes, faire partie d'une armée dont les opérations sont réprouvées par la volonté de notre gouvernement, exprimée dans la dépêche susdite du ministre de la guerre.

« Je me flatte donc que V. E. accueillant ma prière, voudra bien permettre que je me démette du commandement de la première division, qui ne peut plus me convenir, et que je retourne à Naples.

« Le lieutenant général : JEAN STATELLA. »

Le lieutenant général Jean Statella voulut absolument partir. Je fis tout ce qui dépendait de moi pour qu'il ne s'exposât pas aux dangers qui le menaçaient. Il entra sain et sauf en Toscane; mais là il faillit être tué par le peuple, qui brûla sa voiture de voyage. Le contre-amiral Cosa, qui commandait la division navale napolitaine dans l'Adriatique et qu'avaient accueilli les applaudissements enthousiastes des Vénitiens, reçut également l'ordre de rentrer à Naples. Il obéit avec douleur, mais il obéit.

Sans perdre un instant, j'expédiai des courriers à Ferrare et

dans les environs pour empêcher le mouvement rétrograde des troupes qui s'y trouvaient. D'autres courriers expédiés vers Ancône portaient l'ordre aux commandants des corps, sous leur responsabilité la plus étroite, de hâter leur marche vers Bologne. Je fus aveuglément obéi, bien que le brigadier Scala eût déjà donné l'ordre de la retraite vers Naples. Ce qui prouve que le dévouement des troupes au roi ne reposait que sur un motif intéressé, et nullement sur la noblesse de sentiments, c'est que mes ordres de poursuivre la marche vers le Pô furent non-seulement exécutés promptement, mais encore avec enthousiasme.

La soirée du 22 mai fut telle qu'elle mériterait d'être décrite par la plume d'un poëte au lieu de l'être par celle d'un soldat. Ni avant, ni depuis je n'ai vu l'enthousiasme patriotique éclater en des démonstrations plus énergiques, plus unanimes. La rue dans laquelle était situé l'hôtel où je logeais était pleine de presque toute la population de Bologne. Un grand nombre de corps de musique se succédaient les uns aux autres; les fenêtres étaient illuminées à l'huile, la rue avec des torches. On improvisait en prose et en vers, et je dus répondre à diverses reprises, bien qu'en très-peu de mots, aux discours que l'on m'adressait. Le but de cette grande manifestation de la joie publique était de me remercier, au nom de toute l'Italie, de la décision que j'avais prise en refusant d'exécuter les ordres du roi.

Dans le chapitre suivant je ferai connaître les événements arrivés le 15 mai à Naples, et qui motivèrent le rappel du corps d'armée placé sous mes ordres, rappel fatal à l'indépendance italienne, comme on le verra plus tard.

Je fis partir pour Naples le brigadier Scala accompagné d'un officier de mon état-major Cirillo, à qui je remis deux lettres, une pour le roi et une pour le ministre de la guerre; j'exprimais dans ces lettres ma ferme résolution de ne point consentir à renvoyer, et bien moins encore à reconduire moi-même

les troupes dans le royaume, une telle mesure devant être fatale à l'indépendance italienne, et devant couvrir les armes napolitaines d'un déshonneur éternel. Je terminais mes lettres par ces paroles : « Le devoir qui doit primer tous les autres dans le cœur d'un citoyen, est celui que lui imposent le bonheur et la gloire de sa patrie ! » Pourra-t-on jamais croire que le roi et le ministre laissèrent longtemps mes lettres sans réponse, et qu'ils ne blâmèrent pas même ma conduite, en me transmettant de nouveau les ordres qu'ils m'avaient donnés? Mais, d'un autre côté, les ministres d'état faisaient écrire à tous les officiers par leurs femmes, qu'elles allaient être privées de toute pension et mourir de faim avec leurs enfants. Beaucoup d'officiers, ceux surtout de mon état-major, me montraient les lettres décourageantes qu'ils recevaient tous les jours. Je n'en opposais pas moins une persévérance invincible aux difficultés croissantes; je passais en revue les corps de l'armée, à mesure qu'ils arrivaient, et je tâchais d'exalter l'impression qu'avaient produite dans le cœur des soldats les démonstrations populaires qui avaient éclaté dans toutes les villes qu'ils avaient traversées. J'acquis la conviction qu'il était plus facile de gagner les soldats que les officiers au service de la cause italienne.

Le 23 mai m'arrivèrent deux lettres, à la date du 21, que m'adressait, au nom du roi Charles-Albert, le ministre de la guerre Franzini. Je les reproduis ici, non pour prouver l'excellence des vues militaires de ce prince, mais au moins la loyauté de son caractère, et son désir de sauver l'Italie.

« Du quartier général principal de Somma-Campagna,
ce 21 mai 1848.

A l'illustrissime général Pepe, commandant général des troupes napolitaines en Italie.

« Illustrissime général,

« S. M., par suite de son départ pour Peschiera, ne pou-

vant répondre directement à la lettre que votre seigneurie illustrissime lui a adressée par l'entremise du général Ferrari, m'a chargé de lui écrire, et de le prier de vouloir bien se porter, avec toutes ses forces, vers cette partie des États vénitiens où Nugent se tient avec le reste des troupes qui ne se sont point dirigées sur Vérone. S. M. vous recommande la plus grande diligence afin que votre seigneurie illustrissime puisse se rallier ensuite à la droite de l'armée, lorsque S. M. l'en fera prévenir.

« S. M. me laisse, en même temps, le soin d'informer votre seigneurie illustrissime de l'ordre qu'elle va expédier au général Durando, pour qu'il ait à rejoindre, le plus tôt possible, l'armée sarde, avec une partie de ses forces, qui compenseront ainsi les renforts reçus par l'ennemi. Le général Ferrari, avec le reste des troupes de Durando, se placera sous les ordres de votre seigneurie. Lorsque les troupes du général Durando seront arrivées, S. M. entend que le 10e régiment napolitain devra se mettre en marche pour se réunir au corps d'armée napolitain.

« En faisant connaître comme dessus, à votre seigneurie illustrissime, les dispositions prescrites par mon souverain, j'espère recevoir bientôt des nouvelles favorables de la marche des troupes napolitaines, et j'ai l'honneur de me dire, avec toute la considération qui est due à votre seigneurie illustrissime, son très-dévoué serviteur.

« Le ministre de la guerre de S. M. sarde.

« FRANZINI. »

« Somma-Campagna, le 21 mai 1848.

A. S. Ex. le général Pepe, commandant les forces napolitaines en Italie.

« Excellence,

« Bien que ce matin je vous aie transmis les ordres de S. M.,

vous prescrivant de rester dans les États vénitiens pour surveiller et battre les restes du corps de Nugent, que l'on disait séparé du maréchal Radetzky, avec cinq mille hommes seulement; maintenant, et d'après le rapport officiel que tout le corps de Nugent a rejoint le maréchal, S. M. m'ordonne d'inviter V. E. à venir immédiatement se réunir à la droite de l'armée sarde, attendu que toutes les probabilités annoncent une attaque de l'ennemi sur notre ligne un peu trop étendue, mais qui ne peut se resserrer entre Montara et Peschiera. Dans l'attente d'une prompte résolution conforme de votre part, j'ai l'honneur de me dire de nouveau,

« De votre Excellence,

« Le très-dévoué serviteur,

« Le ministre,

« FRANZINI. »

Pendant que Charles-Albert me faisait écrire en ces termes, le président de la république vénitienne, Manin, et le chargé d'affaires du gouvernement provisoire de Lombardie m'écrivaient les deux lettres qui suivent, et que je transcris ici pour faire connaître la situation de la Vénétie, et l'enthousiasme patriotique des Lombards.

« Venise, le 20 mai 1848.

A S. E. le général Pepe, commandant les forces napolitaines, à Bologne.

Général,

« Les troupes régulières conduites par le général Durando, se retirent du Trévisan, pour s'opposer aux mouvements des Autrichiens qui paraissent se diriger sur Vérone. Le pays se trouve, par suite, confié en quelque sorte à la garde des troupes vaillantes et loyales que vous commandez. Votre arrivée réveillera dans les populations une ardeur quelque peu refroi-

die par des causes qu'il ne convient pas de rappeler ici, et dont nous laissons juges la conscience publique et l'histoire. Le temps presse! nous sommes faibles et nous n'avons pas honte de le confesser; c'est même une joie pour nous de penser que notre faiblesse sera le lien nouveau qui resserrera l'une contre l'autre les diverses souches de la race italienne. Plus seront spontanés et généreux les sentiments qui serviront de base à l'unité de l'Italie, et plus cette unité sera belle! Mais à quoi bon insister avec vous, général, qui, pendant un exil de plus d'un buart de siècle, n'avez cessé d'aimer l'Italie d'un amour tendre et vigilant? Votre pays est avec vous; pour nous sont les vœux de toutes les plus nobles nations de l'Europe. Le Quirinal, le camp de Vérone et Venise sont les trois centres autour desquels s'agitent aujourd'hui les destins de l'Italie. Du concours harmonique des trois mouvements dépendent le salut et l'honneur.

« Du gouvernement provisoire de la république vénitienne.

« Le président :

« MANIN. TOMMASEO.

« Le secrétaire,

« TERMARI. »

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LOMBARDIE.

« Bologne, le 26 mai 1848.

Excellence,

« Je n'ai pas osé vous exprimer verbalement les sentiments de vénération et d'admiration dont je suis pénétré, en voyant le sublime abandon avec lequel vous vous offrez tout entier à la cause italienne. L'histoire avait déjà consigné votre nom parmi les noms héroïques : elle l'inscrira maintenant parmi les grands noms. L'Italie vous devra son salut, elle vous devra

le principe d'une politique et d'une guerre vraiment nationale, elle vous devra de vaincre les vieilles superstitions ; je vous suis dévoué parce que vous êtes l'homme dévoué à la patrie. Tous les pouvoirs que m'a confiés mon gouvernement, je suis prêt à en user pour vous seconder dans votre magnanime entreprise : et s'il en était besoin, disposez de ma vie. Je voudrais, quant à présent, savoir les intentions de Son Eminence, le cardinal Amat, et vous m'obligeriez de lui présenter ma lettre de créance. Je prie pourtant Votre Excellence de me la faire restituer, ou, au moins, de permettre que j'en prenne une copie officielle.

« De Votre Excellence,
« le très-dévoué serviteur et admirateur,
« César CORRENTI, secrétaire général. »

Et maintenant que le lecteur imagine, s'il le peut, la situation de mon âme. O fortune ennemie, m'écriais-je en moi-même, accorde moi de mourir au delà de l'Isonzo, et je ne me plaindrai pas de tes iniquités ! Entre mes troupes et les troupes romaines des généraux de brigade Durando et Ferrari, j'aurais réuni autour de Padoue trente-six mille hommes environ, et le roi sarde, renforcé par ce corps, aurait, sans aucun doute, affranchi l'Italie du joug des Autrichiens. Mais, tandis que ces espérances jetaient quelques consolations au milieu de mes perplexités, je reçus une fatale nouvelle de Ferrare ; j'appris que la 1re division qui avait ses quartiers dans cette ville, et qui comptait dix bataillons, une excellente batterie de campagne, et une compagnie de sapeurs, s'était révoltée pour obéir, ainsi que s'exprimaient les chefs rebelles, aux ordres de son roi bien-aimé. Parmi les régiments de cette division se trouvait le 12e de ligne, composé en très-grande partie, de Siciliens sortis des bagnes, et de batteurs de campagne graciés qui, se sachant l'objet de la haine de leurs compatriotes, avaient placé toutes

leurs espérances dans l'affection du roi. Les autres corps avaient suivi l'exemple du 12e de ligne. Il se forma un comité composé de sous-officiers et d'un petit nombre d'officiers subalternes qui dirigeaient tous les mouvements de la division. On gardait à vue l'artillerie, et les officiers supérieurs qui faisaient appel à leurs chefs pour qu'ils tinssent en respect la multitude. Cette révolte fut excitée sous main par des officiers qui recevaient des lettres de leurs femmes, les suppliant, pour être agréables au gouvernement, de ne point s'exposer à un éternel exil. Le cardinal légat de Ferrare et tous ses familiers, soutenaient les rebelles dans la perpétration de leur crime : ils leur fournissaient des moyens de transport, et des vivres en abondance, sous prétexte qu'à Ferrare, ils auraient pu se réunir à la garnison autrichienne de la citadelle ; et que, s'ils étaient attaqués, ils auraient pu faire usage contre la ville, de la batterie de campagne dont ils étaient les maîtres et qu'ils auraient placée sur la route qui va de Ferrare au Tronto.

Il n'eût pas été prudent d'envoyer les troupes qui n'avaient pas encore rompu la discipline, combattre une rébellion si redoutable. Pendant que les révoltés opéraient leur retour vers Ancône, l'excellent patriote Odinot, de Bologne, partit pour engager les villes populeuses qui bordent la grande route à armer leurs gardes nationales et à attaquer, pendant la nuit, les troupes rebelles ; mais leur artillerie inspirait de la crainte aux chefs des communes. Le brigadier Lahalle, forcé, contre son gré, de suivre les révoltés, ne supporta point la pensée qu'on pût le croire leur complice, et se tua d'un coup de pistolet ; le colonel Testa, honteux de la situation qu'il subissait, fut frappé d'apoplexie ; plusieurs officiers, sous-officiers et soldats qui avaient conservé des sentiments d'honneur, et qui purent se soustraire à la surveillance du comité, vinrent se réfugier à Bologne.

Si, avant cette déplorable rébellion, la discipline était relâchée, si les ordres du roi avaient autant de crédit dans l'armée

que ceux du général en chef, l'exemple d'une telle désertion qui, pour comble de malheur, resta impunie, accrut à ce point, dans les rangs de mes soldats, l'hésitation et l'impatience de la discipline, qu'il ne m'était plus permis d'espérer que contre toute espérance : et cependant j'espérai.

Au milieu de toutes ces douleurs, j'étais profondément affligé de ce qu'on écrivait dans les journaux, et de ce qui se disait en Italie contre les Napolitains. On faisait peser sur toute la nation les fautes d'une armée que, depuis vingt ans, le prince travaillait à séduire et à *dénationaliser*. Le mois suivant, le roi de Sardaigne fut contraint, par les événements de la guerre, à rappeler les trois bataillons qu'il avait envoyés pour renforcer la garnison de Venise, et pas un seul de ces militaires ne voulut rester pour combattre l'ennemi de l'Italie. En dernier lieu, une armée républicaine française exécuta les ordres qu'elle reçut de combattre la république romaine. A toutes les époques, les soldats citoyens qui ont passé quelque temps sous les drapeaux ont perdu, jusqu'à un certain point, le sentiment national. Les trois régiments de cavalerie de mon corps d'armée arrivèrent à Bologne. Leur discipline, leur instruction et leurs uniformes excitaient l'admiration. Je les passai en revue, et publiai ensuite l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR A LA CAVALERIE NAPOLITAINE.

« Bologne, le 30 mai 1848.

« Déjà, en 1796, trois régiments de cavalerie napolitaine ont acquis une gloire historique en combattant dans la Lombardie. Aujourd'hui vous êtes encore trois régiments appelés à combattre dans les champs lombards. On se battait alors pour la cause royale, on se bat aujourd'hui pour la cause royale, mais surtout pour la cause italienne. Vous devez donc non-seulement égaler, mais surpasser les hauts faits de ces braves ; vous devez

prétendre à une gloire non-seulement égale, mais plus éclatante encore que la leur.

« G. PEPE. »

Pendant que je m'étudiais, d'une part, à faire pénétrer le sentiment italien dans le cœur de mes soldats, et que, d'autre part, j'interdisais entre eux les communications, pour prévenir une révolte semblable à celle de Ferrare, je reçus la lettre suivante de Manin, président du gouvernement de Venise.

« Venise, le 23 mai 1848.

« Général,

« Le général Ferrari vous a déjà donné des renseignements précis sur les événements accomplis dans les provinces unies de notre république, il vous a appris l'occupation de la plupart d'entre elles par les forces ennemies, la résistance de quelques cités, et, il est inutile de le dissimuler, le découragement de quelques-uns de nos corps de troupes. Ces renseignements ont dû vous convaincre de l'extrême importance de hâter l'envoi des secours que nous attendons de votre brave armée, autant dans l'intérêt même de nos armes que pour relever le moral de nos populations et de nos soldats. Mais le général Ferrari n'a pu vous apprendre le grave échec qui résulte pour nous de l'inaction des troupes du général Durando, laquelle a permis la jonction du corps du général Nugent avec l'armée de Radetzky, jonction qui s'est opérée entre Vicence et Vérone. Nous joignons ici un relevé exact des nouvelles forces autrichiennes qui marchent sur l'Italie, pour y former un second corps, et qui sont déjà arrivées dans le Frioul et dans le Trévisan. Cet exposé vous confirmera de plus en plus dans la résolution que vous prendrez, nous en sommes sûrs, de voler à notre secours, pour défendre le principe qui a dirigé toutes les actions de votre glorieuse vie, et que nous avons proclamé par la voix de tout le peuple vénitien.

« Nous avons été témoins, il y a quelques jours, dans les combats de Trévise et de Vicence, de la valeur de nos frères de Naples : si nous avons dû admirer l'ardeur et l'indomptable courage de cette poignée d'hommes libres, combien ne devons-nous pas espérer de l'appui d'une armée disciplinée qui, combattant sous vos ordres, puisera une nouvelle énergie dans la confiance que lui inspire un si grand capitaine !

« Permettez nous, général, de vous assurer de nouveau de notre haute considération,

« Pour le gouvernement provisoire de la république vénitienne,

« Le président,

« MANIN. PINCHERELE.

« Le secrétaire,

« ZENNARI. »

Indépendamment de la lettre de Manin, j'en reçus une autre du ministre de la guerre sarde, qui m'écrivait au nom du roi. Je reproduis ici cette lettre :

« Somma-Campagna, le 23 mai 1848.

A Son Excellence le général Pepe, commandant les troupes napolitaines en Italie.

« Excellence,

« L'envoyé napolitain auprès de Sa Majesté, le roi mon maître, m'ayant exposé combien il serait à désirer que le général Durando restât à la disposition de Votre Excellence, pour opérer de concert avec elle, contre les troupes autrichiennes, dans la Vénétie, j'ai pris les ordres de Sa Majesté, et je m'empresse de vous prévenir que, si Votre Excellence le trouve indispensable, Sa Majesté fera expédier l'ordre relatif au général Durando. Quant aux instructions que Votre Excel-

lence me fait demander par le même envoyé, relativement aux opérations à exécuter par son corps d'armée, la distance qui nous sépare ne me permet d'indiquer qu'un plan général, qui consiste à poursuivre avec toute la vigueur possible le corps autrichien, en tâchant de le séparer de nouveau de Vérone. Votre Excellence devra aussi aviser à se tenir dans une position qui lui permette de se réunir librement à la droite de l'armée de Sa Majesté, dans le cas où une attaque sur Vérone nous ferait désirer un renfort momentané dans cette direction.

« Dans le cas où le corps de Durando resterait à votre disposition, il est entendu que le 10e régiment de ligne napolitain demeurera dans les rangs de l'armée sarde.

« J'ai l'honneur de me dire, avec une profonde estime,

« de Votre Excellence,

« Le très-dévoué serviteur,

« Le ministre de Sa Majesté sarde,

« FRANZINI. »

Je n'avais besoin d'être excité ni par Charles-Albert ni par Venise, pour franchir le Pô avec les troupes qui me restaient : à savoir : une division d'infanterie, une de cavalerie, et une excellente batterie avec des sapeurs. Mais ceux de mes officiers qui étaient le plus dévoués à la cause italienne, m'assuraient que les troupes qui, grâce à mes efforts, étaient restées jusque-là sous les drapeaux, m'abandonneraient dès qu'elles recevraient l'ordre de traverser le fleuve. En retardant cet ordre pendant quelques jours, j'aurais pu, de mon côté, recevoir celui que je sollicitais du roi, et qu'il avait promis au major Cirillo de



m'adresser sans retard, non point que j'eusse quelque espérance dans un retour d'esprit du roi, mais je comptais sur la crainte que pouvaient lui inspirer les insurrections de la Calabre, dans le cas où elles auraient pris quelque développement.

Cependant, tels étaient déjà les progrès de l'ennemi dans les provinces vénitiennes, et tels étaient les dangers qui menaçaient la Vénétie, que je crus le moment venu de devoir tout risquer. Je transportai donc mon quartier général de Bologne à Ferrare, et par l'ordre du jour qui suit, j'ordonnai le passage du fleuve, nouveau Rubicon pour moi. Si je n'eus pas le bonheur de décider du salut de l'Italie, je réussis au moins à défendre longtemps la Vénétie, et je fournis à son peuple une occasion de se montrer digne de la glorieuse indépendance dont ses ancêtres avaient joui pendant treize siècles. Je fis voir au delà des monts jusqu'où pouvait aller la valeur désespérée de la jeunesse italienne, bien qu'elle fût encore novice dans les armes, et je fus pour les rois un exemple que l'amour de la patrie rend le pain de l'exil mille fois plus doux que leurs faveurs les plus enviées.

Voici ma proclamation avant le passage du Pô :

COMMANDEMENT EN CHEF DU CORPS D'OPÉRATION NAPOLITAIN.

« Quartier général de Rovigo, le 16 juin 1848.

Ordre du jour.

Le major Ritucci passera le Pô demain matin, et se portera à notre quartier général.

« Demain matin, à dix heures, le colonel Catrufiano, avec le 1er dragons, se mettra en marche pour Ferrare, où il passera la nuit. Le lendemain à neuf heures il passera le Pô à Francolino, et poursuivra le même jour sa marche jusqu'à notre quartier général.

Demain, au lever du jour, le colonel Colonna, avec le 2e dragons, se rendra à Bondeno. Le lendemain, à dix heures, il se mettra en marche pour passer le Pô à Palantone, et il ira coucher à Occhiobello. Dans la matinée du 13, il quit-

tera Occhiobello, et sera rendu avant le soir à notre quartier général.

« Le major Giosuë Guida, avec le 2e bataillon du 11e de ligne, partant de Cento, et suivant le chemin de Mizzana, se mettra en route demain à dix heures pour Pontelagoscuro. Le matin du 12, il passera le Pô à Francolino, et continuera sa marche jusqu'à Rovigo.

« Le colonel Caracciolo, avec le 1er lanciers et le 1er bataillon du 11e de ligne, se mettra en route demain à six heures du soir pour aller coucher à Cento; le lendemain il se portera à Pontelagoscuro par la route de Mizzana. Le matin du 13, il passera le Pô à Francolino, de manière à arriver le soir à notre quartier général.

« Le brigadier Klein, avec le 9e de ligne et le 1er bataillon du 8e, se rendra demain, à sept heures du soir, à Bondeno, où il passera la nuit. Le 13, à dix heures du matin, il passera le Pô à Palantone, et poursuivra sa marche jusqu'à Occhiobello. Le 14, il reprendra son mouvement, et arrivera le soir du même jour à Rovigo.

« Les 2e et 3e bataillons de volontaires, la 2e batterie d'artillerie, et la 6e compagnie de sapeurs ont déjà passé le Pô, et sont arrivés depuis hier au quartier général.

« Les militaires de tout grade ont pour rigoureux devoir d'obéir à leurs généraux, sous peine d'être déclarés en état de rébellion.

« Un général en chef a le droit de modifier, sous sa responsabilité, les ordres de son gouvernement; surtout, lorsqu'en les modifiant, il a pour but l'honneur national et les intérêts les plus élevés du roi.

« Je rends ici responsables de l'exécution exacte des mouvements prescrits dans cet ordre du jour les sous-officiers, les officiers de tous grades, et spécialement les chefs de corps, qui, en transgressant mes ordres, compromettraient et leur vie et leur honneur.

« Au delà du Pô, le corps d'armée sera abondamment pourvu de provisions de toutes sortes, et la caisse sera fournie, et par notre gouvernement, et par ceux de Lombardie et de Venise, qui m'ont envoyé des commissaires pour s'entendre avec moi sur ce point.

« Les récentes victoires du roi de Sardaigne sur les Autrichiens, et les louanges qu'ont méritées par leur valeur notre 10e de ligne et le 1er bataillon de volontaires, doivent enflammer tous les soldats napolitains du désir d'affronter l'ennemi avant que la campagne ne se termine par la victoire assurée de l'Italie.

« Le lieutenant général commandant le corps d'armée,

« Guillaume PEPE. »

Cette proclamation, quoique datée de Rovigo, fut écrite par le général en chef, à Ferrare, avant son passage du Pô.

Il serait difficile de dire quel fut le plus grand, ou de l'enthousiasme de ces troupes à marcher en avant, ou de la joie fraternelle qui les accueillit parmi les habitants et parmi les milices de Milan et de Bologne.

Je terminerai ce chapitre par la publication d'une lettre du gouvernement provisoire de Lombardie à son secrétaire général Correnti, envoyé près de moi; et d'une autre lettre du comte Terenzio Mammiani.

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LOMBARDIE.

« Milan, le 24 mai 1848.

A M. César Correnti, secrétaire général du gouvernement provisoire de Lombardie.

« Vous êtes chargé de vous rendre en toute hâte auprès du général en chef de l'armée napolitaine, Guillaume Pepe, afin

de lui garantir à lui et à tous les officiers et soldats de son armée, qu'ils seront, à tout événement, conservés dans leur grade et dans leur solde, et considérés comme faisant partie intégrante de l'armée lombarde, dans l'hypothèse, sans doute impossible à prévoir, où ils seraient déclarés déchus de leurs droits par le gouvernement napolitain, pour avoir passé le Pô, et pris part à la guerre de l'indépendance italienne.

« Votre sollicitude devra tendre à fortifier ces assurances et ces garanties par tous les moyens possibles, en vous concertant, dans ce but, avec S. M. le roi de Sardaigne, et le gouvernement provisoire de la république vénitienne.

« Le gouvernement provisoire de Lombardie vous donne du reste un mandat très-étendu pour prendre toutes les mesures et arrêter, en son nom, toutes les dispositions qui seraient utiles à l'accomplissement de l'œuvre confiée à la vigueur énergique de votre esprit et à l'ardent patriotisme de votre cœur.

« Le président :

« CASATI. DURINI. GUERRIERI. »

Lettre de Mammiani.

« Rome, le 20 mai 1848.

« Mon cher général,

« Vous devez savoir maintenant avec quelle répugnance le roi de Naples fait marcher les troupes placées sous vos ordres. Dans le cas où vous ne seriez pas bien informé et où l'on voudrait vous cacher les menées qui s'agitent à ce sujet, connaissant tout votre patriotisme, et vous garantissant l'exactitude des nouvelles que je vous transmets, je crois devoir vous dire qu'aujourd'hui même est arrivée une dépêche de Naples, par laquelle le nonce rend compte d'un entretien qu'il a eu avec le roi, lequel a fini par lui laisser pressentir qu'il rappellerait probablement ses troupes. Que ceci vous serve pour aviser et

pour régler votre conduite. Il semble que le roi Ferdinand soit jaloux de Charles-Albert, et qu'il ne veuille dépenser ni sang ni argent, s'il ne lui revient aucun agrandissement de territoire. Mon cher général, ce sont là de vieilles doctrines monarchiques qui ne cadrent plus ni avec notre temps, ni avec le bien de l'Italie. Pensons à sauver le pays, et si le Piémont devient une nation puissante, je vous avoue que j'en prendrai facilement mon parti. D'un autre côté, je regretterais éternellement que vos excellentes troupes ne prissent point part à la grande œuvre de l'indépendance. Mes collègues et moi, nous n'avons de confiance qu'en vous seul. Prenez toutes les mesures qui vous sembleront utiles, et bien que mal pourvu de beaucoup d'accessoires, hâtez-vous de marcher en avant. Excusez la franchise de mes paroles, vous me connaissez depuis si longtemps, que vous ne pouvez douter de ma sincérité, ni vous offenser de la liberté que je prends. Adieu, mon général, recommandez-vous à notre Bozzelli et sauvons l'Italie. Adieu encore.

« Votre très-affectionné,

« Terenzio MAMMIANI. »

CHAPITRE IX.

SOULÈVEMENT DU 15 MAI A NAPLES.

Réunion des députés. — Question du serment. — Des barricades sont élevées dans les rues de Tolède. — Comité de sûreté publique. — Ouverture du parlement. — Duplicité des officiers suisses. — Protestation des députés. — Courage de la garde nationale. — Massacres, égorgements, horribles scènes. — État de siége.

Après mon départ de Naples, Troja et le ministère qu'il présidait, ne négligèrent aucun effort pour le bien du royaume et pour celui de l'Italie entière. Mais leurs tentatives avortèrent avec un prince chez lequel le besoin du pouvoir absolu était une seconde nature. Aussi le ministère ne put-il prendre aucune décision utile relativement à la grande affaire de Sicile; il ne put rien non plus pour obtenir que les réserves, au nombre de plusieurs mille hommes qui m'avaient été promises, fussent envoyées sur le Pô afin de renforcer les compagnies de mes bataillons; il ne put rien enfin pour hâter à Rome la conclusion de la ligue italienne. La peur seule pouvait contraindre le roi à faire le bien; or, il n'était pas sans voir que l'ardente jeunesse du royaume, celle de la capitale surtout, élevée dans des sentiments libéraux, n'avait point de chef; il savait, d'un autre côté, que les troupes, et spécialement les mercenaires suisses lui étaient dévoués. A ces circonstances contraires à la liberté italienne, vint se joindre l'encyclique si célèbre par

laquelle Pie IX inaugurait la politique rétrograde qu'il a suivie depuis lors. Cette encyclique, loin d'encourager les amis de l'indépendance italienne, fortifiait les espérances de ses ennemis, et l'étoile qui présidait aux destins de l'Italie sembla se voiler pour la première fois. On disait déjà à cette époque, et il me fut rapporté du camp de Charles-Albert que le roi de Sicile pensait à trahir la cause commune en rappelant nos troupes; mais je n'en crus rien alors, et je n'en crois même rien encore aujourd'hui, persuadé que je suis que ce funeste rappel n'eût pas eu lieu sans l'avantage que les troupes royales remportèrent le 15 mai sur les patriotes de la capitale, trop faibles en nombre, et manquant de direction. La faute de la jeunesse napolitaine qui prit les armes le 15 mai, ne fut pas de combattre un prince décidément hostile à la constitution qu'il avait cependant jurée à la face des hommes et de Dieu; sa faute fut de n'avoir pas bien calculé ses forces et celles de l'ennemi, et de ne s'être point choisi un chef capable, et à son défaut, un médiocre. Dans les luttes armées, mieux vaut encore avoir un chef fidèle quoique manquant d'expérience, que de n'en avoir aucun.

Après avoir lu avec attention le récit de Massari sur les événements du 15 mai, et avoir reçu d'un célèbre avocat napolitain qui en fut le témoin, l'assurance que ce récit est très-exact, je le reproduis ici en grande partie, en supprimant plusieurs de ses réflexions, et en leur substituant quelques-unes des miennes.

Aux approches du 15 mai, les députés élus dans les provinces se rendirent à Naples, et se convainquirent bientôt, par leurs propres yeux, qu'une crise redoutable menaçait le pays: aucun d'eux, toutefois, ne prévoyait que cette crise dût être aussi prochaine et aussi terrible qu'elle le fut en effet. La mine était chargée de poudre: il ne manquait qu'une étincelle pour y mettre le feu et la faire éclater. La question du serment fut cette étincelle.

Le ministère publia le programme de la cérémonie solennelle, qui devait inaugurer les travaux parlementaires. L'un des articles de ce programme disait, sans plus, que les députés devaient prêter serment au roi et au statut; il ne faisait pas mention de la clause exprimée dans le manifeste du 3 avril, laquelle conférait à l'assemblée élective le droit *d'étendre* et de *modifier* la constitution. Les députés se réunissaient dans des conférences particulières, pour s'entendre entre eux, et pour accélérer par des discussions préparatoires, les délibérations relatives à la vérification des pouvoirs, qui fournissent nécessairement la matière des premières discussions d'une législature. Une de ces réunions fut convoquée par l'ex-ministre Ruggiero; et comme plusieurs pensaient qu'il ne pouvait être admis, parce qu'au moment de son élection, il siégeait dans les conseils de la couronne, les membres appelés, au lieu de se réunir chez lui, s'assemblèrent dans une salle du palais communal de Monteoliveto. La formule du serment fut le thème naturel et inévitable autour duquel s'agitèrent toutes les discussions. Le silence gardé dans le programme sur la faculté de révision de la constitution, que le pouvoir exécutif leur reconnaissait dans le manifeste du 3 avril, blessait les députés. De là, des divergences d'opinions sur la formule à adopter, et d'irritantes discussions. Le ministère ne jouissait que peu ou point de la confiance des représentants de la nation; le programme signé par lui accrut la méfiance et le mécontentement: défiance injuste, mécontentement fatal, qui précipitèrent la catastrophe et ruinèrent toutes les espérances.

Les députés réunis au palais de Monteoliveto choisirent dans une séance préparatoire pour leur président d'âge, le vénérable archidiacre Luca de Sancalle Cognazzi, savant et profond économiste, et pour vice-président le docteur Vincenzo Lanza, célèbre professeur de pathologie à l'Université de Naples, et l'un des médecins les plus distingués de la ville. Les discussions furent tumultueuses et violentes : chacun voulait prendre la

parole. La formule inscrite par le ministère dans le programme fut repoussée, et de là s'entamèrent des tentatives près des ministres, afin de s'entendre avec eux sur l'adoption d'une formule meilleure. Des députations allaient et venaient du palais au ministère, lequel, ainsi qu'il est facile de le comprendre, n'était préoccupé d'autre chose que de calmer les dissentiments, et de concilier les prétentions des députés avec celles du prince.

La nouvelle de cette scission, se répandant avec la rapidité de l'éclair dans toute la ville, souleva et alarma les esprits au delà de tout ce que l'on peut croire. Les soupçons et les défiances mal dissimulés jusque-là éclataient avec violence; les colères sourdes et profondes s'amassaient dans les cœurs. Toutefois la question était demeurée intacte entre le pouvoir exécutif et la chambre, lorsqu'on apprit tout à coup que quelques barricades venaient d'être élevées dans la rue de Tolède.

Ces barricades furent le premier appareil des funérailles de la liberté. Les documents positifs manquent pour faire connaître les hommes qui les élevèrent, mais cela seul prouve qu'ils n'avaient point une grande notoriété. Leur faute, qui a retardé, Dieu sait pour combien de temps, l'expulsion de l'étranger, fut de s'être mépris sur les moyens dont ils disposaient, et de n'avoir pas su tirer parti des quelques forces qu'ils réunirent. Quant à la conduite du prince, qui attira tant de calamités sur la patrie, elle fut, non pas une faute, mais un grand crime.

Il n'est pas besoin de dire combien les députés furent douloureusement affectés de ces nouvelles. S'ils s'étaient trompés, en soulevant inopportunément une question ardente, leur bonne foi, du moins, était entière, et leur intention n'était certainement pas de pousser les choses à ces extrémités terribles. Plusieurs d'entre eux accoururent pour supplier de détruire les barricades, mais ils ne furent pas écoutés. Le ministère, justement effrayé de l'aspect menaçant de la situa-

tion, et placé, comme dit le proverbe italien, entre l'enclume et le marteau, ne négligea aucun moyen pour prévenir une lutte funeste, et fit tous ses efforts pour persuader au roi de déférer au vœu de la représentation nationale. L'honorable ministre de l'intérieur Raffaële Conforti se rendit, le soir du 14 mai, au palais où les députés étaient réunis, et là, les larmes aux yeux, il les conjura de songer à l'Italie, et de prendre, avant toute autre discussion, les résolutions urgentes que réclamait la guerre engagée pour l'indépendance italienne dans les plaines de la Lombardie. Vincenzo Lanza, vice-président provisoire de la chambre, répondit à ces patriotiques et judicieuses paroles du bon ministre. « La chambre, dit-il, pourvoira aux nécessités de la guerre mieux que ne le fait le ministère. »

Pour aviser au plus pressé, les députés nommèrent un comité de sûreté publique, composé de cinq membres pris dans leur sein. C'est là ce qu'il a plu à l'imagination intéressée de Bozzelli d'appeler depuis le gouvernement provisoire. Ce comité était très-inoffensif, et il ne lui vint jamais à l'esprit, comme on le lui a reproché plus tard, de concentrer en ses mains les pouvoirs suprêmes et de proclamer la déchéance de la dynastie des Bourbons.

Après beaucoup de peines et de démarches, le député Camillo Cacace, appuyé d'ailleurs par le ministère, obtint du roi que, pour éviter une lutte et calmer l'agitation publique, on procéderait, sans plus tarder, à l'ouverture du parlement, en s'abstenant de toute espèce de serment. A cette nouvelle, les cœurs s'ouvrirent de nouveau à l'espérance, le découragement qui naît des soupçons disparut, les doutes cessèrent, et les soldats de la garde nationale, joyeux de la résolution prise, s'en retournèrent tranquillement chez eux au milieu de la nuit, laissant seulement quelques-uns de leurs hommes sous les armes. Le lendemain au matin, un grand nombre de députés se rendirent au palais de Monteoliveto, en habit noir et en

cravate blanche, avec la conviction qu'ils allaient assister à l'heureuse cérémonie qui devait inaugurer les travaux parlementaires, et consacrer par un premier pas l'établissement sincère du gouvernement représentatif. Mais, dans la profondeur de ses desseins et de son impénétrable rigueur, Dieu en avait disposé autrement : ce jour de joie fut un jour de deuil et de carnage : le soleil, qui se levait splendide et flamboyant sur l'azur d'un ciel calme, éclaira de ses mourants rayons les dernières heures de la liberté napolitaine.

A onze heures et demie du matin, les fusillades commencèrent dans les environs de la barricade de Saint-Ferdinand, voisine du palais. Le premier coup tiré, il n'y avait plus de conciliation possible; le sort en était jeté. Le petit nombre de gardes nationaux qui se trouvaient sous les armes, et ceux qui, à l'appel du tambour, étaient accourus en toute hâte, soutinrent héroïquement la lutte. La mêlée fut sanglante et le résultat de la bataille quelque temps douteux. Les soldats de la garde tournèrent le dos, mais les mercenaires suisses relevèrent la fortune croulante des armes royales. Ces Suisses, jouant une amitié feinte pour les Napolitains, furent fraternellement accueillis, et quelques-uns de leurs officiers, admis à visiter les barricades, jurèrent sur leur croix d'honneur qu'ils ne voulaient pas combattre les habitants. Ces promesses mensongères n'étaient qu'un indigne artifice auquel ils avaient recours pour apprécier sur place jusqu'où pourrait se prolonger la résistance que pourraient offrir ces barricades. Quand ils se furent assurés qu'elles étaient mal construites et peu redoutables, ils s'en retournèrent et ils gardèrent ainsi leur parole, en combattant avec un acharnement et une férocité qui défient toute description. Ce ne fut point assez des feux de peloton et des fusillades incessantes, on eut recours à la mitraille. Les châteaux canonnèrent la ville innocente : seulement celui de Saint-Elme ne fit aucun mal, parce que les canons n'étaient chargés qu'à poudre. Le loyal commandant de cette forteresse, le général Michelan-

giolo Roberti, homme et citoyen avant d'être soldat, ne voulut point obéir aux ordres qu'il reçut, et entre sa destitution ou un infâme fraticide, il préféra la destitution. Sur les tours des châteaux flottait la bannière rouge, symbole abhorré de meurtre et de sang.

Mais on tremblait au palais. Le sort de la lutte était en suspens et l'on doutait beaucoup du résultat final. Le corps diplomatique se rendit au palais du roi, sans en excepter le ministre d'Angleterre, lord Napier, qui, avant le 29 janvier, avait témoigné de ses ardentes sympathies pour le parti libéral. Pas un seul de ces diplomates ne prononça une syllabe pour engager le roi à suspendre un horrible carnage, en donnant aux troupes l'ordre de rentrer dans leurs quartiers. L'on vit au milieu du XIXe siècle, de ce siècle fier de sa civilisation, la malheureuse Naples livrée froidement à toutes les horreurs de la guerre, sans que les représentants des nations civilisées trouvassent une parole pour défendre sa cause au nom de l'humanité.

L'attitude des députés, pendant la journée du 15 mai, fut vraiment admirable : l'épée de la réaction était suspendue sur leur tête : le palais qui servait à leurs délibérations était entouré de soldats : la mort pouvait les frapper à chaque instant, et cependant leur courage ne faillit pas, et sauf peu d'exceptions, ils restèrent tous à leur poste. Le président d'âge, l'archidiacre Cognazzi, bien que presque nonagénaire, donnait le premier l'exemple de la fermeté et du courage. Un officier se présenta, de la part du roi, pour sommer l'assemblée de se dissoudre ; mais le vénérable vieillard refusa d'obéir à un ordre verbal, et demanda qu'il fût écrit. Avant de se séparer, l'assemblée rédigea une protestation noble et digne, au bas de laquelle soixante-sept députés apposèrent leurs signatures. Pietro-Leopardi, Girolamo Ulloa et Giuseppe Massari, que leurs fonctions tenaient éloignés du royaume, et qui ne purent prendre leur part des glorieux dangers de leurs collègues,

adhérèrent publiquement à la protestation. Cette protestation, écrite avec une ferme modération de langage, et avec un laconisme énergique, attestait au pays les sentiments de ses représentants ; elle infligeait une réprobation solennelle à l'arbitraire du gouvernement, qui, en opposant aux élus de la nation les arguments du sabre et de la mitraille, étouffait la liberté, foulait aux pieds le droit, mettait en pièces la constitution. Dans ces circonstances terribles et mémorables, les députés napolitains se montrèrent les dignes fils et descendants de ces martyrs immortels qui, en 1799, affrontèrent l'échafaud avec un stoïcisme serein et réfléchi, avec la virile et confiante résignation du chrétien. Ils quittèrent le palais de l'assemblée, parce que seuls et sans armes ils ne pouvaient résister aux bandes de soldats envoyés pour les chasser ; mais ils se retirèrent en protestant, faisant entendre à la force brutale triomphante le cri du droit outragé, la parole puissante de la justice offensée. Il n'y a point d'exagération dans ces louanges : les députés napolitains défendirent héroïquement et jusqu'aux dernières extrémités leurs prérogatives, et en présence de la mort, à laquelle ils n'échappèrent que par miracle, ils ne renièrent point la sainteté des principes, ils ne trahirent point le mandat élevé qu'ils avaient reçu de la nation.

Les combattants ne montrèrent pas moins de courage. La lutte se prolongea meurtrière depuis onze heures et demie du matin jusqu'au soir. Les soldats de la garde nationale, jeunes pour la plupart, sans expérience et tout à fait novices dans le maniement des armes, firent des prodiges de valeur : les barricades, mal construites, n'étaient qu'un faible obstacle contre le choc des troupes royales, et surtout des Suisses, qui déclaraient combattre pour leur pain. Les barricades les plus solides, celles qui résistèrent après toutes les autres, furent les poitrines de ces généreux jeunes gens, infortunés et héroïques, qui, faute de chefs, et faibles aussi par leur nombre, tombèrent comme des victimes innocentes sous le couteau du bou-

cher. Et quels furent ceux qui poussèrent à ces affreux massacres ? Les gens avides d'emplois et traîtres à la patrie, qui brûlaient de consommer sa ruine, et qui, sur les cadavres de tant de magnanimes patriotes, relevaient avec une férocité calculée l'édifice croulant du despotisme. Au milieu des douleurs que provoque une si grande infortune, il reste toutefois une consolation puissante, c'est cette pensée que les Italiens, et surtout les Napolitains, prouvèrent, en versant leur sang, la fausseté de cette odieuse calomnie accueillie par l'étranger : « *Les Italiens ne se battent pas.* »

La soldatesque abusa de la victoire avec une rage de cruauté incroyable : la barbarie était devenue de la fureur. Au milieu du XIXe siècle, une cité d'Italie florissante et civilisée vit des horreurs dignes de Néron, des monstruosités exécrables ; et l'Europe, représentée par ses escadres, contempla ce sanglant spectacle, impassible et l'œil sec ! Massacres, sacs, fusillades, enfants, vieillards, femmes égorgés ; rien de tout cela, à la honte de l'humanité, ne fut épargné ; comme une cité prise d'assaut après une résistance acharnée, la malheureuse Naples fut livrée à toutes les tortures. On eût dit qu'ils étaient re[illegible] les temps d'infâme mémoire du cardinal Ruffo. La lie de la populace couronna l'œuvre, en se gorgeant, avec les soldats, de viols et de rapines. Trois fois dans le même jour les lazzaroni et les soldats envahirent la maison de Saliceti, et trois fois, par bonheur, ils ne le trouvèrent pas. Interrogés pourquoi ils s'acharnaient après un homme qui ne leur avait fait aucun mal, ils répondirent : « Nous avons promis sa tête au roi ! » Un excellent jeune homme, du nom de Santillo, qui jouissait du renom de chaud libéral et d'ardent ami de l'Italie, ayant vu les soldats monter dans son appartement, se coucha comme s'il était malade, espérant ainsi adoucir leur rage : il fut impitoyablement massacré dans son lit. Tous les soldats de la garde nationale pris les armes à la main furent fusillés dans les fossés du Château-Neuf. Avant d'aller rejoindre leurs

fils dans le même tombeau, beaucoup de pères furent contraints d'assister à leur supplice.

Le soir du 15 mai, la plus belle ville d'Italie présentait un spectacle que la plume a horreur de décrire. Les palais en feu, la rue de Tolède et les rues adjacentes semées de cadavres mutilés et sanglants, les gémissements des mourants étouffés par les cris obscènes de la soldatesque et de la populace, de tous côtés les traces fumantes des ravages de l'artillerie; deuil et horreur partout. Dans toutes les familles, l'inquiétude et la douleur, dans tous les cœurs la crainte et l'épouvante. La liberté était morte; la réaction, triomphante, s'enivrait dans d'ignobles débauches.

Voilà, pour parler vrai, ce que fut la catastrophe du 15 mai 1848 à Naples. La réaction, vaincue le 29 janvier, brûlait de prendre sa revanche. L'anarchie suscitée par le ministère Bozzelli fut l'arsenal où elle puisa et fourbit ses armes. L'agitation excitée par le dissentiment entre les députés et le roi au sujet du serment, fit courir la jeunesse aux armes : la liberté succomba dans un combat inégal.

Pour se laver à la face de l'Europe du sang qu'il avait répandu, pour écarter de sa tête l'exécration de l'Italie et des peuples civilisés, le gouvernement prétendit qu'il n'avait fait qu'user du droit de légitime défense en combattant les républicains. Mais les députés, les milices de la garde nationale, les patriotes de toute classe ne combattaient point pour une république, mais bien pour soutenir la constitution que le prince avait jurée. Si véritablement le gouvernement, comme on voudrait le faire croire, avait été dans le cas de légitime défense, sur quel parti se serait-il appuyé après la victoire? Il aurait indubitablement continué de prendre une part efficace à la guerre; il n'eût point touché aux franchises constitutionnelles; mais le gouvernement, au contraire, se hâta de supprimer tout subside au Piémont, et de retirer la meilleure part des concessions qu'il avait faites jusque-là. Il se hâta surtout

de rappeler les troupes commandées par Pepe, et dont la coopération, pendant tout le mois de juin, aurait infailliblement amené l'expulsion de l'étranger de toute la péninsule.

Les portefeuilles ministériels étaient tombés dans le sang. Les antécédents des membres du ministère n'étaient pas faits pour leur concilier l'estime et la confiance du pays. Néanmoins, avant de les juger on attendit leurs œuvres; personne ne pouvait se décider à croire que des hommes réputés, sinon capables, du moins honorables, consentiraient tout à coup à souiller leur vie et à se faire les instruments dociles de la réaction.

Si l'on connaissait exactement les viles manœuvres auxquelles le ministère du 16 mai eut recours pour empêcher les troupes dirigées sur le Pô de suivre leur général en chef, et pour que, contrairement à toutes les règles de la discipline, les soldats s'érigeassent en juges des difficultés survenues entre ce général et son gouvernement, tous les Italiens applaudiraient chaque jour davantage les soldats napolitains qui suivirent Pepe et traversèrent le Pô.

Quant aux mesures concernant l'intérieur, la première fut un manifeste signé du roi, dans lequel on lisait des pa[illegible]s de dédain et de menace, mais qui promettait cependant le maintien du statut. Cette promesse rassura quelque peu l'esprit des citoyens : malheureusement les faits ne révélèrent que trop le sens qu'il fallait y chercher : la garde nationale de Naples fut dissoute, la ville fut mise en état de siége, et la remise des armes fut ordonnée sous de sévères menaces; et comme si ce n'était pas encore assez, la chambre aussi fut dissoute. Les franchises électorales concédées par le roi, le 7 avril, furent déclarées en même temps subversives et anarchiques, et par suite anéanties; on fabriqua, comme pour se moquer, une nouvelle loi électorale, peu différente de celle imaginée par Bozzelli; les colléges électoraux furent convoqués pour le 13 juin, et l'ouverture du parlement fixée au 1er juillet suivant. Dans le même temps commencèrent les emprisonnements et

les procès. Les soldats coupables de pillage et de vol reçurent des récompenses et des distinctions honorifiques ; les visites domiciliaires furent mises à l'ordre du jour, les espions fleurirent plus que jamais, et l'ancienne police ressuscita comme par enchantement. Le général Michel-Angiolo Roberti, qui n'avait pas voulu canonner la ville du haut du château Saint-Elme, fut destitué ; et le ministère qui le frappait était présidé par ce Bozzelli, qui, prisonnier dans ce même château en 1844, avait reçu du vieux et loyal soldat toutes sortes de preuves de bienveillance et de courtoisie.

Cependant la nouvelle des terribles événements de la capitale se répandait dans les provinces, et portait la terreur dans tous les cœurs avec une immense irritation. Les soupçons, en grandissant, excitaient une fermentation prodigieuse. Tout le royaume s'agitait sous le coup d'une profonde émotion qui, dans les Calabres, se traduisit en fait ; puisque, dans plusieurs communes, on courut aux armes. Mais ces provinces n'étaient point préparées pour un soulèvement général ; et il ne se présenta point un citoyen notable, dont l'autorité fût capable de le généraliser. Du côté du parti libéral manquaient les hommes d'expérience et qui inspirassent une confiance universelle ; ce parti était découragé, d'ailleurs, par le souvenir de ses récents malheurs : de plus, il était désarmé. L'odieux gouvernement, au contraire, disposait d'un nombre suffisant de soldats ; il avait pour lui le prestige de sa récente victoire dans la capitale, et la terreur qu'inspiraient ses cruautés inouïes ; il avait enfin les télégraphes et les bateaux à vapeur, au moyen desquels il réparait facilement ses revers et ses échecs ; et de fait, les troupes royales se trouvèrent un moment entre Nicastro et le Pizzo dans une situation très-critique. Telles furent les causes qui amenèrent la déroute des libéraux calabrais. Cette déroute, en exaltant de plus en plus le gouvernement dans sa haine contre la liberté, l'a rendu plus fort, et placé la nation dans la nécessité de reconquérir ses institutions perdues.

CHAPITRE X.

PASSAGE DU PÔ.

Je passe le Pô. — Troupes qui me suivent. — Mes premières opérations. — Chute de Vicence. — Je concentre ma petite colonne dans la Vénétie. — Avantages qui résultent pour l'Italie de s'être défendue. — On me confie le commandement en chef des troupes italiennes dans la lagune. — Courte description de la Vénétie. — Dans quel état je trouvai les fortifications et les corps de défense.



Bien que mon ordre du jour du 18 juin soit daté de Rovigo, je le publiai à Ferrare, où je restai jusqu'à ce que deux bataillons de volontaires napolitains, un bataillon de volontaires milanais, que m'avait conduit l'excellent patriote César Correnti et dans lequel combattaient ses deux jeunes frères, un bataillon de Bolonais aussi volontaires, une excellente batterie de campagne et une compagnie de sapeurs eussent traversé le Pô sous mes yeux. Le passage eut lieu à Francolino. Le marquis Cortabile, colonel à mon état-major, et Anau, tous deux riches propriétaires, tous deux chauds patriotes, pourvurent à tous les besoins. A peine fûmes-nous sur la rive gauche du fleuve, que nous fûmes entourés d'un grand nombre de citoyens des communes voisines, dévoués à la cause nationale; nous vîmes venir aussi quelques compagnies des gardes civiques, ayant à

leur tête des musiciens, il vint enfin jusqu'à des jeunes filles d'un pensionnat voisin, dont la directrice récita une poésie patriotique. Tout le monde pensait que mes troupes de ligne et ma magnifique cavalerie passeraient le Pô dans les journées du lendemain et du surlendemain. Arrivé à Rovigo, je les attendais moi-même avec une anxiété extrême, mais sans beaucoup d'espoir. Je ne connaissais pas le nombre de ceux qui m'avaient suivi, et je ne me flattais pas qu'il fût considérable. D'un autre côté, je voyais, non sans une profonde inquiétude, exposées aux plus graves dangers les forces romaines que commandait à Vicence le général de brigade Durando, au service du pape. J'ignore d'après quels ordres Durando avait occupé Vicence, mais il est certain que si, au lieu de Vicence, les forces de Pie IX eussent occupé Padoue, elles eussent pu se soutenir dans cette dernière ville, garnie non-seulement de murailles, mais protégée par les eaux qui l'entourent de presque tous les côtés, et qu'elles eussent pu se retirer ensuite à Mestre ou dans la Vénétie. Si l'ennemi, d'ailleurs, se fût présenté devant Padoue, en s'éloignant toujours davantage de ses places fortes, les mouvements des troupes sardes auraient gravement compromis sa retraite. Mais Vicence tomba le 11 juin, et ce triste événement, qui m'exposait à l'attaque d'un ennemi beaucoup plus fort en nombre, vint me surprendre au milieu des craintes que j'avais que pas un ou très-peu de mes soldats se décideraient à traverser le Pô. J'ordonnai cependant, sans perdre un instant, que deux bataillons et l'artillerie napolitaine que j'avais dirigée sur Padoue, entreraient dans la lagune, et je me disposai, avec le reste de mes soldats, et pour le cas où mes troupes n'auraient point exécuté l'ordre que je leur avais laissé de passer le Pô, à me rendre, le 12, de Rovigo à Cavazere, la faiblesse de mon petit corps d'armée ne me permettant pas de soutenir le moindre choc de l'ennemi. Un malheur, bien que prévu, ne laisse pas que de causer un vif chagrin lorsqu'il devient une certitude. Aussi, fus-je saisi d'une douleur profonde

lorsque j'appris que, de toutes les troupes que j'avais laissées sur la droite du Pô, le second bataillon d'éclaireurs seul, commandé par le major Ritucci, lequel avait servi sous mes ordres en 1815, avait passé le fleuve, et que les autres bataillons et escadrons avaient préféré obéir au roi, en repassant le Tronto. Je laisse à d'autres le soin de raconter les détails de cet événement si funeste à l'Italie. Je tiens plus volontiers la plume lorsqu'il m'est donné de pouvoir louer mes compatriotes. Ayant perdu tout espoir de pouvoir appuyer les opérations de Charles-Albert, je pensai au moyen d'empêcher, autant qu'il dépendrait de moi, la chute de Venise, et le 13 juin, par la route de Padoue et de Cavazere, j'entrai dans la lagune avec les forces que j'ai indiquées plus haut, augmentées du second bataillon de tirailleurs napolitains. Ce bataillon aurait pu s'appeler un bataillon modèle, et il est hors de doute que s'il ne fût pas entré à Venise avec les autres secours que j'amenais, la Vénétie, manquant de défenseurs et surtout de commandement, aurait succombé avant la fin de juin.

Le même jour, 13 juin, je m'embarquai à Chioggia pour Venise sur un bâteau à vapeur. J'arrivai le soir dans cette ville. Je ne croyais pas y être attendu, mais à peine eus-je mis pied à terre, que je me vis affectueusement entouré du peuple vénitien. C'est ce même peuple, que je devais tant admirer par la suite, témoin que je fus de cet ardent amour de la liberté qui put lui inspirer le sacrifice de ses intérêts personnels et de famille, et, ce qui est plus encore, le mépris de la vie.

La foule qui m'accompagna jusqu'au palais Soranzo, choisi pour mon habitation, me pressait au point de m'empêcher de respirer. Elle me proclamait son libérateur ; et je répétais à part moi : Je donnerais mille fois ma vie pour le devenir.

Parmi les nombreux avantages qui résultèrent pour l'Italie de la longue défense de Venise, il en est deux principaux : le premier, c'est d'avoir montré combien l'amour de la liberté

peut pousser un peuple à mépriser le bien-être et la vie ; le second, c'est d'avoir fourni à la jeunesse italienne l'occasion de prouver combien peu de temps il lui faut pour arriver, malgré son inexpérience absolue de la guerre, à se mesurer avantageusement avec des troupes aguerries. Je dis la jeunesse italienne, parce que la lagune était défendue par des milices napolitaines, romaines, vénitiennes, lombardes et piémontaises, le roi Charles-Albert m'ayant envoyé trois de ses bataillons.

Que le lecteur n'attende pas de moi une description minutieuse de la lagune, description très-difficile, d'ailleurs. J'en dirai cependant quelques mots, me rappelant que, dans l'été de 1848, un journal publié à Milan par de chauds et savants patriotes, soutint que la Vénétie, étant entourée et défendue de tous côtés par les eaux, rien n'empêchait sa garnison de venir camper en terre ferme.

La lagune qu'on appelle aussi la Vénétie ou l'Estuario, a quatre-vingt-dix milles environ de circonférence. On n'y compte pas moins de cinquante-quatre forts, entre les grands et les petits, qu'il faut munir de garnisons ; ceux de Malghera, Brondolo et Treporti sont en terre ferme, et il y aurait danger à les abandonner. Les gros vaisseaux de guerre ne peuvent entrer dans la lagune, à cause du peu de profondeur des eaux sur plusieurs points, et des canaux intérieurs, produits de la nature ou de l'art. Je serai forcé de parler plus longuement de sa défense, mais je ne dirai pas un mot de mes idées relativement au système à suivre pour en faire le siége, puisque la Vénétie est occupée par les Autrichiens. Telle est l'étrangeté de ma fortune ; qu'après avoir ballotté mes jours entre les camps, les prisons et les palais, qu'après m'avoir, en dernier lieu, appelé de Paris pour me jeter à la tête d'une armée de Ferdinand II, puis ensuite à la tête des troupes italiennes dans la Vénétie, elle pourrait bien permettre qu'un jour, et Dieu veuille que ce soit le plus tôt possible, je portasse encore

les armes contre l'étranger dont les armées souillent la Vénétie, ce pays dont la gloire, sans rivale depuis tant de siècles, n'a pu être obscurcie par quelques années de malheur.

La première visite que je reçus le soir de mon arrivée à Venise, fut celle de Manin, président du gouvernement. Il me fit connaître la situation de la Vénétie ; il me proposa de prendre le commandement de toutes ses troupes de terre ; et sur mon acceptation il rendit le décret suivant :

« *A Son Excellence le lieutenant général Guillaume Pepe.*

« Le gouvernement provisoire de la république vénitienne vous nomme aux fonctions de général en chef des troupes de terre qui se trouvent en Vénétie. Votre nom est déjà grand et vénéré en Italie ; le titre que nous vous offrons n'y ajoutera rien ; mais votre nom est d'un puissant augure pour l'affranchissement de ces provinces, affranchissement qui le rendra plus glorieux encore.

« Venise, le 15 juin 1848.

« Du gouvernement provisoire de la république vénitienne.

« Le président, MANIN. »

J'acceptai ce commandement, parce que j'ai toujours pensé que la Vénétie était la position la plus importante à conserver en Italie, pour combattre l'Autriche. Ainsi qu'il résulte de l'ordre du jour suivant, ce ne fut pas le gouvernement vénitien seulement, mais le gouvernement du pape et celui de Lombardie qui me confièrent aussi leurs troupes.

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES DANS LES ÉTATS VÉNITIENS.

Ordre du jour.

« Officiers, sous-officiers et soldats des milices italiennes,

qui, sous des noms divers, combattez dans les provinces vénitiennes pour soustraire l'Italie entière au joug de l'Autriche, le gouvernement de Sa Sainteté, le gouvernement de Venise et le commissaire de celui de Lombardie ont désiré que je me misse à votre tête. J'ai accepté un si grand honneur, et si quelque chose au monde pouvait me consoler de l'abandon où m'ont laissé la plus grande partie des troupes que j'avais conduites sur les rives du Pô, ce serait de marcher à la tête de troupes appartenant à plusieurs provinces de l'Italie qui me sont chères depuis longtemps, et qui me le sont surtout après l'accueil flatteur que j'ai reçu de leurs populations depuis mes récents malheurs.

« La discipline est le fondement et la force de toute armée. Valeur, amour de la patrie, délicatesse de sentiments, énergie de volonté, fermeté de desseins, vous possédez tout cela ; mais toutes ces qualités, qui vous rendent si supérieurs aux troupes que vous allez combattre, resteraient infructueuses sans l'unité du commandement et la promptitude de l'obéissance. Je m'appliquerai à les fortifier parmi vous. Car, hors de ces conditions, en dépit de votre courage, de votre activité, de votre ardeur, vous n'obtiendrez pas sur l'ennemi les avantages que l'Italie attend de nous, appuyés, comme nous le sommes, sur Charles-Albert, ce grand soutien de l'indépendance italienne. A l'avenir, aucun soldat ne pourra s'écarter du drapeau avant d'en avoir obtenu de ses chefs l'autorisation approuvée par le général en chef. Aucun corps ne pourra exécuter de mouvement sans l'ordre de ses généraux, ordre que j'aurai dû confirmer de mon autorité supérieure. Raisonner, délibérer, cela convient entre frères, non pas entre hommes de guerre. Tout en maintenant fermement la discipline, tout en sévissant contre les plus légères fautes que l'impunité aggraverait bientôt, je ne négligerai rien pour votre bien-être. Je rendrai compte à vos gouvernements respectifs de toutes les actions qui mériteront récompense ; j'insisterai jusqu'à ce qu'il soit

fait droit à mes demandes, et j'aurai soin que, par les journaux officiels, vos hauts faits dignes des destins renaissants de l'Italie, cette commune patrie pour laquelle vous avez tiré l'épée, parviennent à vos compatriotes, à vos parents, aux femmes dont vous recherchez l'affection et l'estime. J'espère vous prouver ainsi que si une discipline juste et rigoureuse est la suprême nécessité de la guerre, mon cœur ne sera heureux que lorsqu'il pourra louer selon la vérité, et récompenser selon le mérite.

« Venise, le 18 juin 1848.

« Guillaume PEPE. »

Comme les fortifications des lagunes étaient presque complétement abandonnées, je tirai un grand parti des excellents officiers des corps spéciaux napolitains qui m'avaient suivi. Les troupes que je trouvai à Venise, unies à celles que j'y avais conduites, montaient à vingt-deux mille hommes environ, en y comprenant un beau bataillon de marine et un de gendarmes, tous vieux soldats, mais qui très-difficilement pouvaient servir à la défense, chargés qu'ils étaient du maintien de l'ordre intérieur. Les autres milices étaient divisées en quelques régiments, en bataillons et en fractions, commandées la plupart par des aventuriers. Chaque corps avait une discipline, une instruction et une organisation à part; et ce qui est plus étrange encore, chaque corps était armé et payé différemment. L'on trouvait souvent dans la même compagnie quatre divers modèles de mousquets. Le service de garnison était complétement inconnu de ces troupes. La garnison de Malghera, entre autres, qui, est la clef de la Vénétie, se composait de trois mille hommes de la garde civique mobilisée, qui, ne trouvant point assez d'espace pour se loger dans les deux casernes de la ville, couchaient par terre à la belle étoile, ou dans l'intérieur de barraques qu'ils avaient construites.

Pour qu'on ne puisse pas me suspecter d'exagérer le mauvais état des milices qui défendaient la lagune à mon arrivée, je transcris ici la lettre que m'écrivit le ministre de l'intérieur Tommaseo, l'un des plus chauds patriotes et des écrivains les plus distingués de l'Italie. Il ne pouvait se persuader que de ces bandes, manquant complétement de discipline, j'arriverais à faire en peu de temps des troupes valeureuses. Voici la lettre de Tommaseo.

« Mon cher général,

« Ces bandes de gens oisifs et indisciplinés sont pour Venise plutôt un danger qu'une défense. Nous vous prions de les faire sortir le plus tôt possible de la ville : faites au plus tôt un camp : tout le monde le demande avec instance. Notre destin, celui de l'Italie peut-être, sont entre vos mains. Il est inutile que nous nous recommandions à vous. Adieu de cœur.

« Venise, le 17 juin.

« TOMMASEO. »

J'ai reproduit cette lettre, parce que c'est un honneur pour l'Italie que des jeunes gens italiens, sans aucune expérience des armes, se soient disciplinés en peu de temps, au point d'attaquer avec avantage un ennemi aguerri; et de l'attaquer, non pas une fois ou deux fois, mais souvent.

Au surplus, si parmi ces milliers de soldats plusieurs méritaient le titre de vagabonds, il y en avait beaucoup d'autres, la moitié au moins de la garnison, que l'amour de l'Italie avait arrachés à leurs familles plus ou moins aisées. Plus souvent que je ne l'aurais cru, je rencontrais dans leurs rangs de jeunes volontaires qui portaient les noms les plus distingués de la ville ou des provinces dans lesquelles ils étaient nés.

Ce qui m'affectait par-dessus tout, c'est que les avancements eussent été conférés, non au mérite, mais sur les recommandations des cercles patriotiques. Quand on est en présence

de l'ennemi, tout avancement doit se gagner à la pointe de l'épée. Dans certains bataillons, comme dans le bataillon lombard, il ne se trouvait pas un seul soldat qui n'eût reçu une bonne éducation. Dans la Vénétie, à Chioggia, et dans quelques îles très-peuplées, on tolérait que les soldats allassent coucher dans les auberges, en payant avec l'argent qu'ils recevaient de leurs familles; mais je savais, par compensation, qu'ils lisaient avec soin mes ordres du jour, dont ils répétaient souvent les passages. — Ces ordres du jour étaient mon cheval de bataille. Tels étaient d'ailleurs les sentiments généreux qui se développèrent promptement dans cette jeunesse enthousiaste, que lorsque je m'informais des besoins à satisfaire, tous, sachant bien que je les aimais comme des enfants, et ne voulant point m'affliger, me dissimulaient les privations qu'ils enduraient. Trois cents jeunes gens appartenant à des familles aisées, et pour la plupart vénitiennes, s'étaient organisés en deux compagnies pour servir d'artilleurs pendant le siége. Ils souffrirent les privations avec un tel patriotisme, et exposèrent leur vie avec une telle audace, qu'on eût dit des contemporains de Lycurgue.

Je transcris ici mon ordre du jour aux Napolitains qui m'avaient suivi au delà du Pô, et le manifeste que j'adressai à tous les Italiens, afin de rendre public tout ce qui m'était arrivé depuis mon débarquement à Naples, jusqu'à mon arrivée à Venise.

Ordre du jour.

« Officiers, sous-officiers et soldats du corps d'armée napolitain qui avez passé le Pô,

« En suivant votre général, vous avez prouvé que vous aviez la première vertu du soldat, qui est d'obéir. En suivant le drapeau italien dans cette guerre sacrée, en dépit d'habitudes serviles, des séductions et des menaces, vous avez bien mérité

de toute la nation. Alors que cette partie de l'Italie à laquelle vous appartenez plus spécialement, reconquerra ces institutions libres dont la fraude et la violence l'ont dépouillée, de mon cœur, affligé pour jamais de cette humiliante désertion, s'élèvera une voix pour demander que vos noms soient gravés sur les monuments de vos communes respectives.

« Quoique réduits à un petit nombre, vous avez beaucoup à faire. Vous devez vous montrer braves parmi les braves. Vous devez pour le moins égaler en valeur notre 10e de ligne et notre premier bataillon de volontaires, qui ont su mériter l'admiration de Sa Majesté le roi de Sardaigne. Vous devez être prodigues de votre sang et de votre vie, afin de faire dire au monde que ceux qui ont refusé de vous suivre au delà du Pô, furent séduits, mais qu'ils ne pouvaient manquer de courage, puisqu'ils étaient vos compatriotes.

« Vous ne serez point exilés et expatriés ainsi que vous en menaçaient les satellites d'un pouvoir coupable. Toutes les provinces qui s'étendent entre le Tronto et les Alpes sont aussi votre patrie. Et je demanderai à tous les gouvernements de l'Italie de vous traiter comme leurs propres troupes, et de vous décerner les récompenses que vous saurez mériter. Tendre père, votre bien-être sera mon unique pensée : vous en avez pour garant l'amour que j'ai toujours porté à ma terre maternelle, et qui me suivra dans le tombeau, amour qui s'est encore accru en moi sanctifié par le malheur.

« Du quartier général de Venise, le 15 juin 1848.

« Le lieutenant général commandant en chef,
« Guillaume PEPE. »

MANIFESTE.

Aux Italiens, et particulièrement à la population de Bologne en témoignage de ma reconnaissance.

« Rentré dans ma patrie après un exil de 27 ans, qui

n'était pas le premier pour moi, je reçus l'offre de présider un ministère de mon choix, avec les portefeuilles de la guerre et de la marine; mais le roi, n'ayant point adhéré à mon programme, qui tendait à élargir les bases de la constitution, j'acceptai le commandement en chef de l'armée destinée à combattre l'étranger.

« L'indépendance de l'Italie et le désir de faire briller sur les champs de bataille la valeur des Napolitains, si prodigues de leur sang pour la liberté, furent toujours le rêve de ma vie. Je m'appliquai donc à vaincre les difficultés innombrables dont on cherchait à entraver l'expédition. Je fis aussi décider par le ministère que je débarquerais immédiatement à Venise avec une partie des troupes, mais un changement subit de résolution m'empêcha d'exécuter ce projet, d'où dépendait peut-être le salut de l'Italie; et les instructions que je reçus me prescrivirent d'attendre de nouveaux ordres entre Bologne et Ferrare. Néanmoins, à peine vis-je réunie la plus grande partie de mes troupes, que j'écrivis à S. M. sarde pour l'informer que j'étais prêt à poursuivre ma marche vers les provinces vénitiennes, sans en attendre l'ordre de Naples. J'étais à la veille de passer le Pô, lorsque le ministère napolitain du 15 mai, jour d'horrible mémoire, m'expédia un général avec l'ordre, non plus de marcher contre les Autrichiens, mais de reconduire mon armée dans le royaume, où l'on s'en serait servi ensuite pour combattre les défenseurs de la chambre des députés. Et comme les ministres connaissaient mes sentiments, ils chargèrent le même général de faire rétrograder les troupes qui n'étaient pas arrivées encore à Bologne, et d'engager verbalement et par écrit les officiers et les sous-officiers de toute l'armée à ne point suivre leur général en chef, dans le cas où il refuserait d'obéir, sous peine d'être considérés comme des aventuriers et des proscrits, de voir leur carrière perdue, et leurs femmes et leurs enfants abandonnés à la misère. En dépit de tant de perfidie, j'ordonnai

que la 1re division passerait le Pô le 26 mai. Mais les séductions produisirent leur déplorable effet, et tout le monde sait que les deux brigades avancées jusqu'à Ferrare, refusant d'obéir à leurs chefs, rétrogradèrent jusqu'à Rimini, où on leur faisait espérer que la flottille napolitaine les prendrait pour les transporter à Naples. Plusieurs officiers, fidèles à l'honneur, ne suivirent point les rebelles. Le colonel Lahalle, qui commandait la seconde brigade et qu'on força de l'accompagner, préférant la mort au déshonneur, mit fin de ses propres mains à une vie qui ne devait plus servir à l'indépendance italienne. Le colonel Testa, succombant aux angoisses de ce retour, fut frappé d'apoplexie. Ces terribles circonstances ne purent vaincre mon dessein de venir en aide à la cause commune; et j'ordonnai que, le 30 mai, le colonel du premier de dragons, suivi de son régiment et de trois bataillons, passerait le Pô près de la Stella, et que les autres troupes le passeraient le jour suivant. Les chefs de régiments déclarèrent alors que, comme il était désormais connu de tous les officiers et soldats que j'agissais contre la volonté du roi, ils s'exposeraient à voir se renouveler les tristes scènes de la première division à Ferrare. Cédant à la nécessité, et conservant encore l'espoir d'aider à la guerre italienne, j'attendis la réponse du gouvernement napolitain. Celui-ci, bien que le temps indispensable pour me répondre fût écoulé depuis longtemps, gardait, avec une insigne mauvaise foi, un silence calculé. Cependant les événements se précipitaient dans la Vénétie, et les comités de guerre de Venise, de Rovigo, de Padoue appelaient au secours de notre sainte cause les forces qui me restaient. Italien avant tout, je me décidai à passer le Pô sans retard, et je donnai, dans ce but, des ordres précis. Chez presque tous les officiers, les habitudes serviles primèrent les sentiments de l'honneur militaire; mais un bel exemple fut donné par ceux de la batterie d'artillerie et de la compagnie de sapeurs, qui, tous, hommes de mérite et com-

mandés par l'excellent major Moreno, passèrent immédiatement le Pô avec deux bataillons de volontaires. De son côté, le major Ritucci, que je suis heureux d'appeler de mon école, puisqu'il a servi autrefois sous mes ordres, arrivé sur les bords du fleuve, prononça ces nobles paroles : « *De ce côté-là est l'honneur, de ce côté-ci est la honte!* » et ses soldats passèrent le fleuve. Je fus suivi par tous les officiers de mon état major, et rejoint par plusieurs autres, ainsi que par quelques détachements. La division d'infanterie et celle de cavalerie qu'avait tant applaudie le patriotisme des Bolonais, m'abandonnèrent. Ayant ainsi perdu l'espoir de secourir efficacement la cause italienne et de jeter quelque éclat sur les armes napolitaines, je pensai à offrir mes services, comme simple volontaire, au roi Charles-Albert. Mais appelé, avec le peu de troupes qui me restaient, à secourir Venise, le gouvernement de la république m'a confié le commandement des forces réunies sur son territoire, et le cardinal légat de Ferrare, au nom de la consulte qu'il préside, a désiré que je prisse aussi le commandement des forces pontificales sur la rive gauche du Pô. Ce serait manquer à tous mes sentiments et à toute ma vie que de refuser mes services à la cause de l'indépendance italienne. J'ai donc accepté les commandements qui m'étaient offerts. Puisse le succès répondre à mon zèle! Puisse la fortune ne pas se montrer ennemie! Du moins n'est-il pas en son pouvoir d'atteindre cet amour pour l'Italie, qui, dans tous les temps, a été ma gloire, et ma consolation dans le malheur.

« Venise, le 17 juin 1848.

« Guillaume Pepe. »

Je me hâtai d'écrire à S. M. sarde pour l'instruire de tout ce qui m'était arrivé, et de la situation que j'avais acceptée à Venise; j'ajoutai que s'il pouvait mettre à ma disposition

une de ses brigades et l'escadre commandée par le contre-amiral Albini, j'irais débarquer à Trieste, non pour occuper cette ville, mais pour envoyer à Venise toutes ses richesses avec ses bâtiments de guerre et de commerce, et qu'en outre, au moyen de débarquements effectués à propos, je pourrais combattre ou du moins inquiéter les troupes ennemies entre l'Isonzo et Rovigo. Mais le roi sarde, dont j'admirais l'ardeur pour la cause italienne, manquait de talents militaires, et péchait surtout par le choix de ses généraux supérieurs. Au lieu de répondre à la proposition que je lui faisais, il m'adressa la lettre suivante par l'intermédiaire de son chef d'état-major, le général Salasco.

« COMMANDEMENT GÉNÉRAL DE L'ARMÉE.

« Du quartier général principal de Valeggio, le 19 juin 1848.

A Son Excellence Guillaume Pepe, lieutenant général, commandant les troupes napolitaines dans la Vénétie.

« Le général Ferrari vient d'arriver de Rome, envoyé près de S. M. par le gouvernement pontifical. Le roi, considérant qu'il serait avantageux et utile que les divers corps formés des troupes régulières, des soldats et des volontaires des Etats pontificaux qui combattent en Vénétie, et qui n'ont pu être compris dans la convention du 11 courant, par suite de la reddition de Vicence, agissent sous un seul commandement, a jugé convenable d'adhérer à la demande du susdit général Ferrari, en le chargeant, dans l'intérêt de la cause commune, de prendre le commandement de toutes ces troupes, sous l'autorité supérieure de Votre Excellence, à qui il appartient, et par son grade et par le rang qu'elle occupe, de commander

indistinctement toutes les troupes de la Vénétie, avec le consentement et sous la direction de S. M. le roi de Sardaigne, général en chef des forces combattant pour l'indépendance italienne.

« S. M. espère que, sous votre direction, ces diverses troupes, réunies, réparties régulièrement et bien conduites, pourront non-seulement défendre efficacement Venise, mais qu'elles pourront aussi, si l'occasion s'en présente, prendre l'offensive sur la terre ferme, et inquiéter l'ennemi dans la possession des villes qu'il a déjà recouvrées, ou le contraindre, au moins, à y tenir de fortes garnisons qui affaibliront d'autant son armée de campagne.

« M. Léopardi, ministre du gouvernement de Naples près de S. M., écrira plus longuement à Votre Excellence, relativement à ce qui fait l'objet de la présente. Me bornant dès lors aux courtes indications qui précèdent, je prie Votre Excellence d'agréer l'assurance de ma considération très-distinguée.

« Le lieutenant général, chef de l'état-major général,

« SALASCO. »

J'avais reçu du gouvernement pontifical non-seulement le commandement des quatre légions qu'il avait dans la Vénétie, mais encore le pouvoir de renvoyer les officiers de tous grades que j'aurais crus incapables de bien servir, et de donner de l'avancement à tous ceux qui en mériteraient. Mais, sur la fin de mai, Ferrari, qui, de lieutenant-colonel en retraite en France, avait été reçu à Rome avec le grade de général de brigade, fut privé de son commandement par le gouvernement romain peu satisfait de ses services. Cette circonstance s'opposait à l'exécution des ordres de Charles-Albert ; mais comme je tenais à lui être agréable, puisque de lui dépendait l'expulsion des Autrichiens, je m'empressai de confier au général

Ferrari le commandement des quatre légions, tout en surveillant constamment sa conduite.

Dans le même temps, le gouvernement lombard, si énergique et si dévoué à l'Italie, publiait le décret suivant :

« Le gouvernement provisoire de la Lombardie décrète : 1° Tous les officiers, soldats et volontaires napolitains, de tous grades et de toutes armes, qui, sous les ordres du général Guillaume Pepe, ont suivi le drapeau de l'Italie, sont admis, comme officiers et soldats, dans l'armée italienne et pourront, quand ils le demanderont, être inscrits sur les rôles de l'armée lombarde.

« 2° Ils conserveront leurs grades et leur paie conformément aux offres qui leur sont faites, et ils ont les mêmes droits que les officiers et soldats de l'armée lombarde.

« Milan, le 23 juin 1848.

« CASATI, président. »

Ce décret et tous les événements qui suivirent prouvent les progrès de la fraternité italienne, et pour qu'on sache combien je m'appliquais à développer ce sentiment d'union auquel nous devrons notre salut, je reproduirai plus loin l'ordre du jour du 23 août.

L'on était à la fin de juin, et comme l'ennemi se bornait au blocus sans tenter aucune attaque dans la lagune, je profitais de ce qu'on peut appeler le temps de repos pour améliorer la situation des troupes, m'occupant de leur vêtement et de leur coucher. Je consacrais surtout mes soins à ce que le pain fût de bonne qualité. Je surveillais, en même temps, l'instruction et la discipline, chose assez difficile, la garnison étant répandue dans un grand nombre de forts. Je ne pouvais mettre à exécution mon idée dominante, qui est d'exercer continuellement tous les bataillons au tir, parce qu'on m'oppo-

sait la nécessité indispensable d'économiser les munitions.

J'attendais quelque bonne nouvelle du camp sarde, lorsque je reçus la lettre suivante du quartier général de Roverbello.

« Roverbello, le 4 juillet 1848. »

A S. E. le général Pepe.

« J'ai reçu ce matin l'obligeante dépêche que V. E. m'a adressée le 30 juin de Venise.

« S. M., sous les yeux de qui je l'ai mise, a remarqué avec plaisir, monsieur le général, le plan que vous avez adopté pour bien défendre la ville, et, au besoin, la terre ferme adjacente, lorsque vos troupes, bien organisées, seront en mesure de le faire avec quelques succès.

« 18,500 hommes sont une force sérieuse; mais il vous manque l'homogénéité, la discipline, du moins celle qui existe quand elle est une seconde habitude. Toutefois votre expérience et votre bonne direction, d'une part, l'amour de la patrie et une ferme volonté, de l'autre, triompheront de tous les obstacles.

« Vous pouvez être assuré que le roi enverra aussi de Modène à Venise quelques-unes de ses troupes. Il est important que la marche de ces troupes, qui seront de trois bataillons, n'éprouve point de retard dans les États pontificaux, ou dans leur embarquement, pour se rendre du Pô à Venise.

« Je prie V. E. d'agréer mes vœux pour le bon succès de ses opérations, et dans le même temps l'assurance de mon respect. »

« Le chef de l'état-major général. »

SALASCO.

CHAPITRE XI.

CHUTE DU ROYAUME LOMBARDO-VÉNITIEN.

Des premiers jours de juillet jusqu'au 13 août. — Dans cette période, le gouvernement change deux fois : la première par suite de la fusion de la Vénétie dans le royaume Lombardo-Vénitien ; la deuxième, par la chute de ce royaume. — Conséquence des désastres éprouvés par les armées sardes.

Mon système a toujours été de ne laisser impunie aucune faute, grave ou légère, qu'elle ait été commise par des soldats ou par des officiers. Mais pour que cette rigueur ne cessât jamais d'être et de se montrer paternelle, je la tempérais par de fréquents ordres du jour, par des revues continuelles, et par les soins que je prenais du bien-être des soldats. Ce système, je devais plus que jamais l'appliquer dans la lagune où, les troupes manquant souvent de paille, couchaient sur la terre nue, où le linge, les chaussures, les vêtements étaient insuffisants. Le gouvernement, animé du désir du bien, s'occupait de pourvoir à tous les besoins, mais plusieurs mois s'écoulèrent avant qu'il y réussît. Je parcourais toutes les îles, afin de donner du cœur aux soldats pour supporter leurs privations ; je veillais en même temps à ce que l'instruction ne fût point négligée, à ce que la discipline ne faiblît point. La tâche la plus rude d'un général est de maintenir en vigueur la discipline au milieu des privations, et surtout lorsque des maladies épidémiques

sévissent contre les soldats, comme cela arriva dans les deux camps, dans celui des assiégeants et celui des assiégés.

Lorsque je passais en revue les Napolitains qui m'avaient suivi, et si ces revues avaient lieu sur la place Saint-Marc, la population accueillait par de longs applaudissements ces troupes bien vêtues, et qui exécutaient avec précision tous les mouvements militaires. Je me disais alors à part moi : « Si toutes avaient passé le Pô, c'est au delà de l'Isonzo qu'éclateraient ces applaudissements. »

Mais si, d'un côté, je veillais au bien-être, à la discipline, à l'instruction de mes soldats, il importait, de l'autre, de les aguerrir par des reconnaissances et des sorties d'une importance proportionnée à la nature des lieux où l'on devait agir, et aux forces ennemies qui les occupaient; ce dernier point était pour moi le plus difficile à connaître, le gouvernement de Venise n'ayant jamais eu un espionnage de guerre bien organisé, et cela malgré la prière que je lui avais adressée de Bologne, alors que je croyais devoir combattre dans les champs si accidentés des provinces vénitiennes, de me trouver un bon comité d'exploration et des espions habiles. J'aurais préféré, en effet, combattre, avec dix mille hommes, un ennemi dont les mouvements m'auraient été connus, que de le combattre avec vingt mille dans des conditions contraires. Un général sans des espions est à peu près comme un aveugle.

Je commençai par faire exécuter de petites sorties, afin d'habituer les milices à affronter les Autrichiens. Dans toutes les rencontres, j'eus lieu d'être satisfait de mes soldats; ils se plaisaient à raconter ensuite les traits particuliers à chacun d'eux, et à nommer ceux d'entre eux qui s'étaient signalés. Je ne négligeais aucun moyen d'exciter, par la presse et par les journaux, le patriotisme dans les cœurs de ces valeureux jeunes gens. Je décidai enfin qu'on exécuterait une forte reconnaissance, et j'en fis connaître les résultats par l'ordre du jour suivant :

COMMANDEMENT EN CHEF.

« Venise, le 8 juillet 1848.

Ordre du jour.

« Le général en chef voulant, après avoir organisé les troupes, commencer les opérations compatibles avec le blocus de la Vénétie du côté de la terre, résolut de faire explorer la Cavanella de l'Adige, lieu de quelque importance à sept milles de Brondolo, où il avait quelques motifs de croire, d'après des nouvelles qu'il avait reçues, que les Autrichiens se trouvaient avec une garnison peu nombreuse, et défendus par des ouvrages encore peu avancés. Il chargea le général Ferrari d'exécuter cette reconnaissance, avec ordre de régler sa conduite d'après les circonstances, et de ne point s'exposer à de grandes pertes. Les forces qui furent confiées au général Ferrari partirent de Chioggia, et, arrivées à Brondolo, elles passèrent le canal sur des barques; de Santa-Anna, elles marchèrent en trois colonnes sur la Cavanella. La colonne de gauche, composée de deux bouches à feu et du bataillon lombard du major Novaro, était conduite par le lieutenant-colonel Ulloa; elle suivit la rive gauche de l'Adige pour traverser ce fleuve aux Portésines; la colonne du milieu, composée du bataillon bolonais du colonel Bignami et du bataillon napolitain du major Materazzo, se dirigea par la route de Roméo; le bataillon trévisan du colonel d'Amigo s'avança par la rive droite du canal de la Valle. Les feux des trois colonnes et de l'artillerie contraignirent les détachements ennemis à rentrer dans le fort. Les nôtres, bravant intrépidement le danger, s'avancèrent à moins d'une portée de mousquet, sans en excepter, vu le peu de largeur du fleuve, la colonne de gauche. Celle-ci ayant même occupé deux petites

maisons en face de la Cavanella, et joignant aux décharges de notre artillerie sa fusillade dirigée de dessus les toits, causa un grave dommage aux Autrichiens. On ne saurait dire lequel des quatre bataillons s'est signalé davantage. Le général Ferrari, avec l'intelligence et le courage qui le distinguent, voyant l'ardeur des braves jeunes gens qu'il commandait, prolongea le combat au delà de ce qu'exigeait une reconnaissance militaire, d'autant plus que les Autrichiens, avertis de notre mouvement, avaient reçu des renforts importants de Portalonga et de Cavarzere, et que leurs ouvrages, beaucoup plus avancés qu'on ne nous l'avait dit, étaient notamment munis d'un parapet haut de quinze pieds au moins sur la campagne, et entourés de fossés pleins d'eau.

« Notre perte a été de quarante blessés environ et de dix morts, perte qui, d'après toutes les probabilités, est beaucoup moindre que celle de l'ennemi. Le bataillon trévisan ayant dû s'avancer sur un terrain très-défavorable, a souffert plus que les autres. Il n'y avait dans cette rencontre d'autre troupe de ligne que les artilleurs napolitains, qui, secondés efficacement par quelques soldats vénitiens du train, ont montré ce que l'Italie aurait pu attendre de cette armée qu'un méprisable gouvernement n'a pas rougi de rappeler des rives du Pô.

« En recevant l'ordre de la retraite, les Lombards manifestèrent quelque velléité de résistance. Il leur en coûtait d'enlever le drapeau italien qu'ils avaient planté sur une des deux maisons occupées par eux. C'était là un sentiment honorable en soi, mais qui devait céder aux exigences de la discipline, vertu supérieure au courage même, puisqu'elle change l'impétuosité en valeur, et assure le succès en modérant l'impatience de l'obtenir. Que tous les officiers insistent donc près de leurs subordonnés pour leur faire comprendre que la discipline est la première base de toute organisation militaire, la garantie des victoires définitives.

« Le général en chef fera connaître le nom des morts, des

blessés, et de ceux qui dans cette lutte de courage sont parvenus encore à se distinguer.

« Le général,

« PEPÉ. »

Dans l'intérêt de la discipline, et pour ne point affaiblir l'ardeur des troupes, je fus obligé d'exposer inexactement les événements de cette journée. Le général Saint-Fermo, qui commandait le district de Chioggia, et que j'avais chargé de me faire connaître avec précision les travaux exécutés par l'ennemi pour la défense du petit fort dit la Cavanella de l'Adige, reçut de fausses informations, et croyait qu'il était facile de s'en emparer. Néanmoins, et malgré les travaux de fortifications qui avaient été exécutés, le général Ferrari aurait pu s'en rendre maître, grâce à l'enthousiasme des quatre bataillons que j'avais placés sous ses ordres, nos soldats étant grimpés sur des arbres d'où ils dirigeaient sur l'ennemi un feu si nourri, qu'ils l'auraient contraint à abandonner ses pièces. Quant à Ferrari, si je n'avais pas déclaré, dans mon ordre du jour, que mon intention était de me borner à une reconnaissance, j'aurais dû le traduire devant un conseil de guerre, ce qui aurait beaucoup diminué la confiance des soldats dans leurs propres forces, et Ferrari eût été, pour le moins, destitué. Les soldats lombards voulaient le tuer, et la population de Chioggia menaçant d'assaillir sa maison, il crut prudent de fuir pendant la nuit. Je rédigeai mon ordre du jour de façon à pouvoir le sauver, et c'est en effet ce qui arriva.

Le 6 juillet, l'assemblée vénitienne se réunit dans le palais ducal, et décida que la Vénétie se fondrait dans le royaume Lombardo-Vénitien et avec les vieilles provinces piémontaises, de telle sorte que l'Italie aurait vu s'élever un État de onze millions d'hommes environ, parmi lesquels on eût compté les plus anciens républicains d'Italie, si célèbres au moyen âge : les Génois et les Vénitiens. L'avocat vénitien Castelli fut nommé

président du gouvernement provisoire. Mon cœur se réjouissait de voir ainsi jetées en Italie les bases d'un grand royaume, dont la population nombreuse aurait dominé, d'une part, l'Adriatique, de l'autre, la puissante Gênes entre Portospezia et les Alpes. On a peine à croire qu'il y eut des Italiens, bien qu'en petit nombre, qui, par un faux calcul, désapprouvèrent une combinaison si heureuse, et trouvèrent étrange que je me déclarasse favorable à Charles-Albert, qui devenait ainsi un prince considérable. Ils oubliaient les événements qui avaient marqué ma vie, et ma conduite envers les cinq derniers rois de Naples, qui, malgré leurs dispositions bienveillantes, et malgré les grades élevés que j'occupais dans l'armée, ne purent jamais me persuader que je devais placer leurs intérêts au-dessus de ceux de ma patrie. Il est vrai qu'on n'accusait pas mon patriotisme, mais on blâmait ma manière de voir. Je pense, moi, que celui qui n'a d'autre but et d'autre intérêt que le bien de la patrie, se trompe rarement dans le choix des moyens propres à assurer la gloire et la prospérité nationale.

Mais revenons à mes milices. Désireux de consolider l'ordre, la discipline, et d'introduire toutes les améliorations possibles dans leur existence, je publiai l'ordre du jour suivant :

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES DANS L'ÉTAT VÉNITIEN.

Ordre du jour.

« Tous les forts de l'Estuario continuent à rester divisés en quatre circonscriptions :



« 1° Celle de Malghera, commandée par le général Rizzardi;

« 2° Celle du littoral de Fellestrina, commandée par le colonel Raffaëlli;

« 3° Celle de Chioggia, commandée par le général Sanfermo;

« 4° Celle de Mazzorbo, commandée par le major Belli.

« Les commandants des forts correspondront avec leurs chefs

de circonscription, qui correspondront directement avec leur général en chef sous les ordres duquel ils ne pourront faire aucun changement, soit dans le personnel soit dans le matériel.

« Si un mouvement quelconque s'exécute, le commandant de circonscription en informera le comité de la guerre.

« Le général du génie et de l'artillerie, s'il croit opportun d'augmenter, de diminuer, ou de transporter des bouches à feu d'un fort dans un autre, devra en obtenir l'autorisation du général en chef.

« Aucun commandant des forts et aucun chef de circonscription ne pourra recevoir un parlementaire ennemi sans la permission du général en chef.

« Les chefs de circonscription qui écriront au général en chef, adresseront leurs dépêches avec cette adresse : Au lieutenant-colonel Avesani, chef de l'état-major des forts, pour être transmis au général en chef.

« Venise, le 10 juillet 1848.

« Le général en chef,

« Guillaume PEPE. »

Cette répartition des milices en un si grand nombre de forts, était une calamité, rendue plus sensible encore par toutes les privations dont j'ai parlé plus haut. J'avais soin de réunir tantôt un bataillon, tantôt un autre, afin de m'assurer de l'esprit dont ils étaient animés, et des progrès qu'ils faisaient dans l'instruction. Ayant passé en revue, le 4 juillet, les bataillons lombard et bolonais, j'écrivis à ce sujet au gouvernement lombard la lettre qui suit et qui, rendue publique à Venise, eut pour effet d'exciter l'émulation des troupes, et de montrer à mes soldats la confiance que je mettais en eux.

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES DANS L'ÉTAT VÉNITIEN.

Au gouvernement provisoire de Lombardie.

« Monsieur le président,

« Le 4 courant, j'ai passé en revue deux bataillons de volontaires, l'un de Milan et l'autre de Bologne. La population entière, accourue pour voir ces jeunes gens, dont l'aspect est magnifique, a admiré leur attitude martiale, qui est celle de soldats façonnés déjà à la vie des camps. Forcé, par les conditions des lieux, de les soumettre aux plus rudes épreuves de la guerre, j'ai eu la satisfaction de voir mes espérances non-seulement remplies mais dépassées, et la confiance que j'avais mise en eux, pleinement justifiée.

« L'ordre du jour que je joins ici, vous prouvera que ces volontaires ne ressemblent en rien à ceux dont se plaignait tant Washington, et bien moins encore à ceux que Dumouriez fut contraint de chasser de son armée.

« Je me réjouis et je m'honore de les commander en chef, mais je félicite surtout l'Italie, dont la cause est bien sûre de triompher, soutenue qu'elle est par de jeunes soldats, qui, malgré leur peu d'habitude des armes, déploient déjà de si grandes qualités militaires.

« Je saisis cette occasion de remercier le gouvernement lombard de l'acte généreux, par lequel il assimile à sa propre milice la poignée de braves qui m'a suivi.

« En lui exprimant ma profonde reconnaissance de ce témoignage de sa bienveillance, j'espère que la nation napolitaine toute entière répondra bientôt dignement à cet appel fraternel, en envoyant combattre pour l'indépendance italienne, une nouvelle armée qui lavera la honte de celle qui, circonvenue et séduite par des manœuvres méprisables, odieuses et

destructives de toute discipline, a dévié du chemin de l'honneur.

« C'est ce qu'il est permis d'espérer, en voyant les graves soulèvements qui agitent le midi de l'Italie, et spécialement les Calabres, dont les habitants sont connus pour leur persévérance et leur valeur indomptées. Leurs efforts magnanimes renverseront certainement ce gouvernement imbécile et pervers, qui a foulé aux pieds tous les droits, violé tous les devoirs, laissé le frein libre à tous les crimes, au point qu'il est devenu intolérable aux hommes, et que la Providence doit vouloir le frapper d'un châtiment exemplaire.

« Venise, le 10 juillet 1848.

« Le général,
« G. PEPE. »

Mais, après tout ces soins donnés à l'administration et à la discipline, il importait d'en venir aux faits. L'ordre du jour suivant rappelle les particularités de la sortie, qui eut lieu le 17 juillet, et qui fut suivie d'une autre sortie faite à Malghera et sur plusieurs autres points de la lagune.

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES.

Ordre du jour.

« Venise, le 13 juillet 1848.

« Le colonel Belluzzi, commandant le fort de Malghera, ayant remarqué, le 9, que les Autrichiens fortifiaient leurs avant-postes et se disposaient à construire une batterie à peu de distance de lal unette n° 12, ordonna que deux cents Napolitains, pris en partie dans la ligne, en partie parmi les volontaires, deux cents volontaires pontificaux et quatre-vingts Suisses sous le commandement du colonel Pianciani, ayant pour

son chef d'état major le capitaine Paschella, sortiraient pour s'opposer à ces travaux. Les troupes ayant exécuté cet ordre avec un élan remarquable, on vit bientôt la bannière italienne flotter au milieu des ouvrages ennemis. Les Napolitains, avec quelques soldats pontificaux mêlés dans leurs rangs, s'avancèrent à la baïonnette, tandis que le surplus des pontificaux et les Suisses les soutenaient efficacement du feu nourri de leurs fusillades. L'ennemi essaya d'envelopper un peloton des nôtres avec sa cavalerie, mais une grenade lancée par un obus du fort qui tirait continuellement sur les Autrichiens, éclata au milieu des cavaliers qui, après avoir éprouvé des pertes graves, prirent précipitamment la fuite. Le résultat de ce fait d'armes fut de déloger l'ennemi des trois maisons qu'il avait occupées dans le but d'y établir des ouvrages offensifs. Lorsqu'il eut été chassé jusqu'au bois de Mestre, et le but de la sortie étant atteint, le commandant ordonna la retraite, et ce ne fut pas sans peine qu'il empêcha quelques volontaires d'aller combattre plus loin, sans en avoir reçu l'ordre. Cette ardeur impatiente, bien que puisant sa source dans un noble sentiment, n'en fut pas moins une infraction à la discipline, qui doit être religieusement observée; et la répétition de pareils actes forcerait, quoique bien à regret, le général en chef à user d'une juste sévérité.

« Le prochain ordre du jour fera connaître les noms des morts, des blessés et de ceux qui se sont signalés plus particulièrement le 7 à la Cavanella de l'Adige, et le 9 à Malghera. Le commandant en chef est heureux d'annoncer, dès à présent, que, d'après les rapports qu'il a reçus, l'ennemi, dans l'affaire de la Cavanella, n'a pas eu moins de quatre-vingt-cinq morts, parmi lesquels le commandant du fort, et de cent sept blessés.

« S'étant rendu dans l'hôpital de Venise, pour visiter les blessés, un grenadier natif de Calabre, auquel on avait coupé le bras droit, lui dit : « Je donnerais encore le bras qui me reste pour notre Italie, » et après un moment, il ajouta : « Et com-

ment gagnerai-je ma vie sans mon bras droit? » le général lui répondit : « Je te servirai de père, et j'ai déjà prié mon bon frère de t'assurer une existence aisée, et encore après que lui et moi nous ne serons plus de ce monde. » Un sourire de bonheur parcourut, à ces paroles, les lèvres de ce brave si glorieusement mutilé.

« Il est beau de voir qu'au moment même où plusieurs Calabrais répandent ici leur sang pour défendre la classique lagune, donnant ainsi l'exemple de la fraternité qui unit les deux extrémités de l'Italie, les populations des Calabres s'insurgent dans leurs montagnes natales contre un gouvernement pervers, qui, pour ne rien dire de tous ses autres crimes, a été traître à la cause italienne, et dont le renversement aura pour premier effet de permettre à la liberté victorieuse dans ces contrées, de participer, par l'envoi de nombreuses troupes, à la sainte guerre de la commune indépendance.

« Le général,

« Guillaume PEPE. »

Après la sortie dont il est parlé dans le précédent ordre du jour, il s'en fit une autre le 21 du même mois, dans laquelle les Napolitains firent preuve d'une habileté et d'une valeur remarquables.

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE VENISE.

« Venise, le 21 juillet 1848.

Bulletin de la guerre.

« La bonne défense de la forteresse de Malghera ayant exigé que l'on détruisît la maison de garde construite sur le chemin de fer qui longe la route Orlanda, et qu'on en dis-

persât les matériaux, une sortie du fort a été ordonnée hier dans ce but.

« Le major Ferdinando Bellucci commandait une compagnie du deuxième bataillon de chasseurs napolitains; le lieutenant Léopoldo Castellani, les sapeurs napolitains et bon nombre d'ouvriers cultivateurs : tous étaient placés sous les ordres du major du génie, Vladimir Chiavacci.

« La vigueur de la résistance opposée par l'ennemi fut telle, qu'il fallut réclamer l'appui d'une seconde compagnie de chasseurs napolitains, qui se tenait prête dans le chemin couvert, et qui fut alors remplacée par une troisième. L'ennemi avait des canons de campagne; mais de la lunette n° 12, des autres bastions et du fort Rizzardi, notre artillerie appuyait, avec une grande justesse de tir, nos opérations : elle balayait l'ennemi quand elle pouvait le prendre en colonne serrée, ou entravait l'action de sa propre artillerie. La lutte dura jusqu'à midi : la maison fut abattue, les matériaux dispersés; l'ennemi a éprouvé de notables pertes.

« Le major Chiavacci, à qui l'on doit d'avoir relevé ou réparé jusqu'ici les fortifications, a montré dans cette circonstance une habileté et une intrépidité remarquables, il a reçu une blessure au bras droit. Le lieutenant Léopold Castellani et le major Ferdinando Bellucci méritent, eux aussi, une mention spéciale pour la valeur militaire qu'ils ont déployée et la bonne direction qu'ils ont imprimée à l'action.

« Il faut citer avec admiration le courage dont a fait preuve, dans cette brillante rencontre, le mineur napolitain Biagio Veneroso, qui ne craignit pas de pénétrer dans la maison minée, après l'explosion de deux fourneaux, pour activer le feu du troisième qui tardait à s'enflammer, et qui, tirant de sa cassette une corde allumée, la plaça de façon à faire éclater subitement le troisième fourneau. Indépendamment du major Chiavacci, trois soldats napolitains, l'ingénieur milanais, Carlo del Villo, qui prenait une part active à l'opération, sous les or-

dres du major Chiavacci, et le cultivateur Gio-Battista Favarello ont été blessés. C'est la seule perte que nous ayons faite, malgré les forces de l'ennemi, qui en a éprouvé, lui, de bien plus grandes.

« Par ordre du gouvernement provisoire,

« Le secrétaire général,

« ZENNARI. »

Cependant l'escadre sardo-vénitienne qui avait reçu la mission de faire le blocus de Trieste, était rentrée dans les eaux de Venise par suite des protestations de la France, de l'Angleterre et de la confédération germanique. Trois bataillons sardes de la réserve débarquèrent dans la lagune. En les passant en revue, je n'eus pas de peine à m'apercevoir que, non-seulement ils appartenaient à la réserve, mais qu'ils étaient presque tous pères de famille depuis douze ans et même plus. C'est très-certainement une détestable méthode que de rappeler sous les armes des hommes qui ont aussi longtemps vécu de la vie de famille. Les longues habitudes domestiques qu'ils ont contractées, leurs sentiments de père ou de mari leur enlèvent les qualités du soldat : lorsqu'ils rejoignent le drapeau, ils ne sont plus aptes à vivre dans les camps. Le soldat qui entre dans la réserve, doit, tout au plus, selon moi, y rester pendant cinq ans. Indépendamment de l'arrivée de ces trois bataillons, qui était considérée comme un gage de nouveaux secours, on apprit avec joie la nouvelle répandue du blocus de Mantoue. Toutefois, ceux qui avaient quelque connaissance du métier de la guerre déploraient de voir le roi s'obstiner à rester en bataille avec les siens devant Vérone, Mantoue, Legnano, occupant ainsi une très-longue ligne, et faisant exécuter à ses troupes des mouvements en avant, qui n'avaient d'autres résultats que de leur faire changer de camps entre eux. Un tel système, d'ailleurs, ne convenait en rien au caractère des soldats italiens, qu'il

faut, autant que possible, tenir sans cesse en haleine. Même avant que j'eusse passé le Pô, je considérais ce système comme essentiellement funeste à nos armes.

J'avais écrit au gouvernement lombard, pour qu'il eût à pourvoir aux besoins des troupes sous mes ordres. La fusion opérée justifiait ma demande. Voici, cependant, la réponse que je reçus de ce gouvernement :

GOUVERNEMENT PROVISOIRE CENTRAL DE LOMBARDIE.

« Milan, le 20 juillet 1848.

« Excellence,

« Le tableau que vous faites, dans votre dépêche du 13 courant, de la situation des troupes qui combattent dans la Vénétie, et qui vous doivent leur réorganisation, a vivement ému ce gouvernement, d'autant plus qu'il ne se trouve nullement en mesure de répondre à votre demande, comme il le voudrait. Nos finances sont épuisées par les frais immenses de la guerre, et l'on ne peut, dans ce moment, faire appel à la générosité des citoyens, qui doivent s'imposer tous les jours de nouveaux et très-graves sacrifices. Nous espérons bien que notre situation s'améliorera, et qu'en septembre il nous sera possible de pourvoir vos troupes des objets les plus indispensables.

« Jusque-là, ce gouvernement a la confiance que, grâce à l'autorité que lui donnent son nom et son courage, Votre Excellence saura maintenir la discipline dans leurs rangs, et leur inspirer cette abnégation généreuse qui, dans les vicissitudes présentes de la patrie, est un devoir pour tous ses enfants.

« Nous prions Votre Excellence d'agréer les assurances de notre estime la plus distinguée.

« BORROMEO. P. LITTA. »

Pendant ce temps, les défaites subies par l'armée de Charles-Albert le contraignaient à se retirer, en abandonnant la ville de Milan elle-même. Ces désastres feront l'objet d'un autre chapitre. Je continue ici le rapide exposé des événements militaires et politiques de la Vénétie.

Je reçus du gouvernement provisoire de Lombardie les deux lettres qui suivent, et qui devront intéresser le lecteur.

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LOMBARDIE.

« Milan, le 31 juillet 1848.

Au général Pepe, à Venise.

« L'Autrichien, puisant une confiance orgueilleuse dans les récents événements qui ont contraint l'armée piémontaise à abandonner la ligne du Mincio pour se retirer sur l'Oglio, paraît avoir l'intention de tenter une surprise contre Milan avec toutes ses troupes réunies. Charles-Albert a déjà fait savoir que, pour couvrir Milan, il laissera la ligne de l'Oglio et prendra celle de l'Adda. Les Allemands, avec leur perfidie ordinaire, ne manqueront pas de répandre le bruit que l'armée piémontaise est complétement découragée. Rien n'est plus faux. L'armée piémontaise est, on peut le dire, à peu près intacte. Sa redoutable artillerie n'a fait aucune perte; sa cavalerie, aussi, est au grand complet. Ce qui a jeté l'alarme dans les populations, c'est que quelques corps composés presque exclusivement de recrues et de soldats de réserve se sont débandés. Mais ce n'a été là que l'effet de la dépression morale qu'entraîne une retraite.

« L'armée piémontaise a été obligée de se retirer, non par suite d'une défaite en bataille rangée, mais parce qu'elle est restée sans vivres pendant près de trois jours. La concentration subite de plus de 45,000 hommes dans un pays déjà dévasté

depuis plusieurs mois par la guerre, les courses que faisait la cavalerie allemande dans tous les environs, pour jeter l'épouvante parmi les conducteurs des convois qui ravitaillaient l'armée italienne, furent cause que les soldats, dont les forces étaient presque entièrement épuisées, ne purent plus se battre, et, pleurant de rage, ils durent se retirer devant un ennemi qu'ils avaient battu dans toutes les rencontres. Mais aujourd'hui l'armée piémontaise a repris son énergie première, et si jamais l'ennemi, rendu confiant par le succès et par les derniers renforts qu'il a reçus du Tyrol, osait attaquer Milan, il y trouverait, nous n'en doutons pas, une résistance égale à celle qui a inauguré cette guerre de quatre mois.

« D'autres cités lombardes sont aussi prêtes à opposer la plus vigoureuse résistance. Ici à Milan, afin de centraliser toutes les dispositions à prendre pour la défense, un comité revêtu de pouvoirs extraordinaires a été institué. L'esprit de notre population est rassurant : tous, sans exception, sont disposés à périr martyrs de la sainte cause de l'indépendance italienne, plutôt que de retomber sous le joug étranger. Sous la direction d'habiles officiers du génie, il se prépare d'immenses travaux de tranchée auxquels concourent des milliers de citoyens. Une portion de notre garde nationale est partie hier soir, au milieu des applaudissements de toute la population, pour se porter sur la ligne de l'Adda, qu'une commission d'ingénieurs et de militaires pense à fortifier vigoureusement, avant l'arrivée de l'armée piémontaise dont le quartier général se trouve maintenant à Crémone. La défense de Brescia est confiée au brave général Griffini, et, à l'heure qu'il est, la colonne lombarde du général Perrone doit s'être également portée sur cette ville. Garibaldi, avec quelques milliers de volontaires, tous pleins d'enthousiasme pour leur chef, s'est dirigé sur Bergame, pour insurger le pays et se joindre ensuite à Griffini, dans Brescia. Les échecs de l'armée italienne, loin d'avoir jeté le découragement dans le Piémont et dans le pays de Gênes, y ont exalté

l'ardeur révolutionnaire jusqu'au paroxisme de l'enthousiasme. Toute la garde nationale se lève en masse pour courir en Lombardie, et les prêtres prêchent la guerre sainte. Ils encouragent les populations à conquérir la palme du martyre, plutôt que d'exposer l'Italie à l'infamie de voir misérablement avorter une révolution commencée sous de si grands auspices.

« Maintenant, pour que ce suprême effort de la nation italienne entraîne la destruction totale de l'armée d'invasion, même avant l'arrivée des secours de la France, il est important que l'insurrection se propage sur tous les points de la Haute-Italie, ou, du moins, qu'on appuie vigoureusement la diversion qui se fait sur les derrières et sur les flancs de l'ennemi.

« En conséquence, le gouvernement provisoire de Lombardie, d'accord avec le comité de défense, vous invite, monsieur le général, à faire tous vos efforts pour reprendre l'offensive contre les Autrichiens qui bloquent Venise, et pour vous avancer du côté de la Lombardie, en faisant, s'il est possible, insurger le pays vénitien. Vous pourrez, au besoin, vous mettre en communication avec les commandants des troupes pontificales au delà du Pô, pour qu'eux aussi nous prêtent leur concours, ou, ce qui serait mieux encore, pour qu'ils se joignent à votre corps d'armée.

« Le gouvernement de Lombardie écrit aujourd'hui même au commissaire de guerre lombard, qui se trouve à Bologne, pour qu'il tâche de décider ces troupes ainsi que les braves populations du Bolonais, à accourir au secours de la Lombardie.

« STRIGELLI. — Ab. ANCELLI. — GIULINI. »

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LOMBARDIE.

« Milan, le 1er août 1848.

Au général Pepe.

« Nous sommes informés officiellement que l'ambassadeur

de S. M. britannique à Turin est arrivé au camp de S. M. sarde, d'où il s'est rendu au camp autrichien, pour proposer une suspension d'armes. On ajoute, mais ceci n'est point officiel, que la non acceptation de la suspension d'armes provoquerait une intervention combinée de la France et de l'Angleterre.

« Nous nous empressons d'en donner avis à V. E., pour qu'en conséquence de cette nouvelle, elle dirige les mouvements de son armée en vue d'occuper la plus grande partie possible du territoire italien. Nous n'avons pas besoin de démontrer à V. E. de quelle importance peut être cette occupation, relativement aux traités ultérieurs qui interviendraient.

« GIULINI. Ab. ANELLI. P. LITTA. A. CARBO. »

Pendant que la guerre était marquée par de tristes échecs en Lombardie, les affaires intérieures ne présentaient pas un meilleur aspect à Rome. Voici ce que m'en écrivait le comte Mammiani.

« Du Quirinal, le 2 août 1848.

« Mon bon général,

« Les raisons que tu me donnes pour ne pas laisser partir de Venise les volontaires romains me persuadent, et je vois qu'on ne peut attendre aucun secours de ce côté. J'ai écrit aussi au pro-légat de Bologne pour avoir l'explication d'une demande que le sénateur de cette ville a adressée au gouvernement, afin de réclamer les troupes romaines. Un tel abus d'autorité est véritablement excessif et intolérable : mais ce ne sera pas moi qui le réprimerai, puisque demain je cesse de signer, et que je sors, de fait, du ministère pour n'y plus rentrer. Le pape est mal conseillé et les choses vont de mal en pis. Quant aux fusils que tu demandes, j'espère qu'on t'en a déjà expédié huit cents. Mais je te prie d'insister de nouveau près du comte Campello, ministre de la guerre, qui a succédé

à Doria depuis quatre jours, alors que je croyais avoir raccommodé les choses.

« Ton ami MAMMIANI »

Pour ne négliger aucun des événements politiques ou militaires, que je viens d'esquisser si rapidement, je transcris aussi la lettre que m'écrivait le président du gouvernement de Venise, Castelli, et qui a trait à la politique du moment :

« Venise, le 6 août 1848.

« Excellence,

« La solennelle investiture de la cité et province de Venise, aux mains des commissaires royaux de S. M. le roi sarde, devant avoir lieu demain, 9 courant, à neuf heures du matin, dans la salle de l'ancienne bibliothèque, le gouvernement a l'honneur d'inviter Votre Excellence à vouloir bien assister à cette cérémonie.

« Le président du gouvernement provisoire,

« CASTELLI. »

Cette investiture de la ville et de la province, au sujet de laquelle m'écrivait le président Castelli, fut de très-courte durée. Castelli abandonna la présidence, où il fut remplacé par le général sarde Colli, qui ne contribua pas peu à me faire perdre une partie des troupes napolitaines qui m'avaient suivi au delà du Pô. Le gouvernement de Naples écrivait à son consul à Venise d'employer tous les moyens en son pouvoir pour décider les militaires napolitains à rentrer dans le royaume. Le consul leur affirmait qu'ils seraient bien accueillis, et ils recevaient, en même temps des lettres pressantes de leurs familles, qui craignaient de mourir dans la misère. Les officiers qui désiraient s'en retourner, s'étant présentés au général Colli, celui-ci crut qu'il n'avait pas le droit de retenir contre leur gré

des militaires rappelés par leur souverain : après de longues discussions entre le président et moi, on les laissa partir. J'étais d'avis qu'on renvoyât seulement les officiers qui s'obstinaient à partir, et j'aurais fait la même chose avec le brave 10e de ligne napolitain, qui combattait avec tant de valeur sous les yeux de Charles-Albert, et qui plus tard rentra dans sa patrie. Il ne resta à Venise des forces napolitaines que huit pièces avec leurs affûts, les deux bataillons de volontaires, environ trois cents soldats de diverses armes, et vingt officiers des corps spéciaux. On verra plus tard les services qu'ils rendirent dans la défense de la lagune. Grande fut l'admiration de tous les habitants de Venise pour la valeur et la discipline dont les soldats napolitains firent preuve jusqu'à la dernière heure de la reddition.

Charles-Albert publia de Vigevano, le 12 août, une proclamation, qui valait mieux que ses opérations stratégiques et organiques. Un armistice fut conclu à des conditions très-dures, auxquelles il fut contraint de se soumettre comme tous les vaincus. L'armée sarde devait évacuer les forteresses de Peschiera, de Rocca d'Anfo, et d'Osopo, le matériel de défense qui appartenait à l'Autriche, devait lui être rendu. Enfin les forces de terre et de mer du roi sarde devaient abandonner Venise, son port et son territoire.

Qu'on se figure la consternation que ces nouvelles jetèrent au sein de l'ardente population de la lagune. A Venise, le gouvernement établi au nom du roi sarde, fut immédiatement aboli. Le peuple se rendit le soir sous mes fenêtres, déclarant, à haute voix, qu'il me confiait son salut, me proclamant dictateur, et me requérant, en termes positifs, de l'accompagner au palais du gouvernement. Je descendis, sans hésiter, au milieu de la foule qui se pressait autour de moi jusqu'à m'étouffer. Arrivé aux appartements qui servaient aux délibérations du gouvernement, je ne réussis point à voir les commissaires gouvernants, Colli, Castelli et Cibrarice, qui s'étaient

sauvés ailleurs pour se soustraire à la fureur populaire.

J'attendis que les acclamations qui me portaient à la dictature se fussent calmées, puis me tournant vers une députation improvisée qui m'avait suivie, et vers les notables du peuple, je leur dis : « Pour notre Italie, et pour la Vénétie, que j'aime autant qu'aucun de ses enfants, je me soumettrais, de bon cœur, aux plus pénibles sacrifices; mais je ne ferais rien de plus, en ma qualité de dictateur, que je n'espère faire comme général en chef : si vous voulez suivre mon conseil, donnez la dictature à Manin pendant deux jours. C'est le temps qu'il faut pour réunir votre parlement, lequel établira un gouvernement définitif. » Ce conseil fut suivi. Les députés nommèrent un triumvirat composé de Manin, ancien avocat; de Graziani, contre-amiral, et de Cavadali, qui jouissait de la réputation d'excellent patriote et de très-habile ingénieur. Il eût été cependant nécessaire d'avoir à cette place un militaire très-expérimenté.

Ce triumvirat fut élu, le 13 août, par l'assemblée, qui en donna la présidence à Manin.

CHAPITRE XII.

CAMPAGNE DE CHARLES-ALBERT EN 1848.

Considérations générales. — Ce qu'aurait dû faire Charles-Albert. — Son plan de campagne. — Prise de Peschiera. — Fatales inactions de Charles-Albert. — Occupation de Rivoli. — Bataille de Cussoza. — Combat de Volta. — Fin de la campagne.

Telles sont les conditions militaires et politiques de l'Italie et du royaume sarde, que si ce royaume avait pour souverain un prince, dont le cœur fût vraiment italien, et en outre capable, d'organiser et de conduire une armée, il aurait bientôt affranchi l'Italie du joug de l'étranger. Si un pareil prince se rencontrait sur le trône des Deux-Siciles, il pourrait non-seulement assurer l'indépendance de l'Italie, mais menacer encore l'empire d'Autriche : il lui suffirait pour cela d'une bonne armée de 100,000 hommes et d'une bonne marine, par laquelle dominant toute l'Adriatique, il pourrait envahir, à son choix, les provinces autrichiennes baignées par cette mer.

Mais occupons-nous du royaume sarde. Les Italiens avaient d'immenses difficultés à vaincre pour abattre le pouvoir absolu de six princes, dont l'un était pape et roi, dont l'autre était l'empereur d'Autriche établi jusqu'au cœur de notre péninsule, et appuyé sur une forte armée qui pourrait, à chaque instant, recevoir des renforts, et qui tenait dans ses mains la Vénétie, Peschiera, Vérone et Mantoue. Pour comprendre ces difficul-

tés, il faut se rappeler toutes les luttes que soutinrent l'Angleterre et la France pour conquérir la liberté; et cependant, l'Angleterre avait un parlement, la France des États généraux; et toutes deux n'avaient à faire qu'à un seul roi et à une seule cour, où ne dominait ni l'influence des prêtres, ni celle d'un puissant souverain étranger.

Au milieu de ces obstacles, qu'on pourrait appeler insurmontables, à peine la fortune sourit-elle aux Italiens, qu'ils s'accrochent énergiquement à son char. On les accusait de n'être pas mûrs pour la liberté, et tandis que ce reproche leur était adressé par d'autres nations qui ne connurent jamais la liberté véritable, toutes les provinces italiennes, aux premières paroles sorties de la bouche de Pie IX, poussèrent le cri de liberté. Non contentes de quelques institutions restreintes, les provinces de la Calabre et de Messine demandent une constitution. Battues par les troupes royales, elles succombent; mais Palerme et Naples ont un meilleur sort. Le roi Ferdinand est contraint de jurer une constitution; le pape et les autres princes sont forcés de suivre son exemple. Tous les États d'Italie sont constitutionnels. Mais une question grave s'élève. Les princes seront-ils fidèles à leurs serments? Non, tous ils le violeront. Ils ne deviendront point parjures de la veille au lendemain; mais ils fatigueront et irriteront peu à peu leurs peuples, en manquant tantôt à l'une de leurs promesses, tantôt à une autre, jusqu'à ce qu'une lutte éclate. Si la nation triomphe, on crie à la violence, à la démagogie; si elle succombe, c'est bien pis encore, ainsi que nous l'avons vu à Naples, à Rome, en Toscane. La conduite de ces princes, dès qu'ils ont repris le pouvoir absolu, prouve qu'en prêtant serment à la constitution, ils étaient tous parjures au fond de leurs cœurs. François Ier et Ferdinand Ier de Naples en avaient déjà donné le honteux exemple en 1820 et 1821. Le dernier, après avoir juré dans une chapelle de son palais, se tourna vers moi et me dit: « *Cette fois je t'assure que j'ai juré avec mon cœur;* » et il posait la main sur son

cœur, tandis que son visage était inondé de larmes; si bien, que je ne pus me défendre de mêler mes pleurs aux siens.

Mais il m'a paru que la fortune cette fois voulait protéger l'Italie, en faisant, en sa faveur, une exception à la règle, et en permettant qu'un de ses princes, le seul qui appartînt à une dynastie italienne, et qui pût disposer d'une armée de près de 100,000 braves, embrassât chaudement la cause nationale. Cette circonstance aurait suffi pour le triomphe de l'Italie, si ce prince valeureux, qui accourut généreusement au secours des intrépides patriotes lombards, ne s'était vu constamment empêché et entravé par une aristocratie hautaine et pauvre, par un clergé infecté de jésuitisme, et par une fraction assez nombreuse de patriotes qui, les uns par sottise, les autres pour faire leur chemin, travaillaient à la perte de l'Italie, en s'égarant dans le plus stupide anachronisme. Ce sont ceux qui se montraient plus impatients d'obtenir des institutions libérales que de chasser l'étranger, comme si la présence de ce dernier, au sein de la patrie, ne signifiait pas servitude, comme s'ils n'avaient pas dû avoir sans cesse présente à l'esprit cette parole magnanime de Charles-Albert : « *L'Italie fera par elle-même.* » Sans ces funestes circonstances, ce prince, grâce à sa valeur et à celle de ses troupes, aurait sauvé l'Italie : encore bien qu'il manquât des qualités nécessaires pour bien organiser son armée, et pour la conduire à l'ennemi.

La vérité, ainsi que le disait Polybe, est aussi indispensable à l'histoire que les yeux aux animaux; et c'est avec douleur qu'en écrivant ce chapitre, je ne puis oublier ce principe posé par l'illustre historien. Non, Charles-Albert, dont le cœur était si valeureux, si chevaleresque, si italien, n'avait aucune des qualités du capitaine.

César disait qu'il avait battu Pompée, parce qu'il avait eu affaire à un général sans armée. Toujours est-il qu'un bon général doit, avant tout, savoir organiser les troupes qu'il commande; mais le sénat et l'aristocratie romaine en fomentant

l'indiscipline dans les rangs des soldats de la république, réduisaient leur général à l'impuissance de combattre, d'après les plans qu'il avait conçus. Dans le royaume sarde, l'expérience manquait aux chefs, sans compter que des vices très-graves existaient dans l'organisation de l'armée. Les troupes de Charles-Albert manquèrent, dans les moments les plus décisifs, tantôt de vivres, tantôt d'artillerie. Les soldats d'infanterie, ce nerf de la guerre, demeuraient trop peu de temps sous les drapeaux et beaucoup trop en disponibilité dans leurs familles. Quelques soldats des bataillons piémontais qui vinrent de Trieste à Venise, me disaient pendant que je les passais en revue : « Nous avons été, pendant douze ans, éloignés des drapeaux. » Les avancements n'avaient d'autre mobile que la faveur, les préférences, la faiblesse. Un Ramorino était lieutenant général ! Avec une telle administration, avec un personnel ainsi organisé, une armée, fût-elle composée des hommes les plus braves de la terre, ne saurait entrer en ligne contre l'ennemi. Aussi la valeur dont les Piémontais firent preuve dans plus d'une bataille, ce qui tint du prodige dans plusieurs combats, honore-t-elle d'autant plus le Piémont et l'Italie, que les troupes furent mal, très-mal conduites, et, contrairement à tous les principes de la science de la guerre, ainsi qu'on le démontrera ci-après.

Bien que les campagnes, en Italie, ne fussent point dévorées de la même fièvre d'indépendance qui agitait les populations des villes, il est cependant incontestable que l'insurrection milanaise se propagea, comme un éclair, jusqu'à l'Isonzo et jusqu'aux Alpes. Il est incontestable qu'un bataillon autrichien qui tenait garnison à Monza, fut fait prisonnier, que la garnison de Côme se rendit, que celle de Pavie fut contrainte à suivre les troupes de Radetzky, dans leur retraite; que, dans le même temps, les habitants de Brescia, après avoir pris deux généraux et plusieurs officiers, forcèrent la garnison de la ville à capituler. Trois bataillons italiens qui se trouvaient à

Crémone et à Pizzighattone, embrassèrent la cause nationale. Venise, enfin, chassa les Autrichiens de ses murs et de tout l'Estuario ; et il en fut de même, à peu près, de toutes les villes situées dans les anciennes provinces vénitiennes. On ne perdit pas un instant pour organiser à Milan un gouvernement qui tendait de tous ses efforts à soutenir Charles-Albert, dont l'appui avait été invoqué dès les premiers moments de l'insurrection. Ce prince eut le mérite incontestable de ne pas hésiter un instant à se déclarer pour la cause italienne ; mais si le mouvement de ses colonnes avait été, de quelques jours seulement, plus prompt qu'il ne le fut, l'armée autrichienne aurait été bientôt forcée de se rendre.

Si le général Théodore Lecchi, appelé au commandement suprême des milices lombardes, avait pu disposer immédiatement d'une colonne de l'armée sarde, et l'embarquer sur les pyroscaphes qu'il avait disposés à Pavie, il lui aurait été facile, en descendant le Pô, de surprendre Mantoue ; et le reste de l'armée, en avançant de front, à marches forcées, aurait rompu la ligne de l'ennemi, et empêché les autres forteresses de recevoir des approvisionnements. Ce même général, proposait, en même temps, d'envoyer un régiment sarde pour appuyer les colonnes mobiles qui avaient reçu mission de garder les débouchés du Tyrol italien. L'insurrection aurait éclaté ainsi dans tous ces pays, et se serait communiquée par Bassano aux provinces vénitiennes et à Venise elle-même. Alors même que la prise très-probable de Mantoue n'eût pas eu lieu, le roi, en débouchant à Padoue par la route du Tyrol, ou à Rovigo, par Mantoue et le Pô, aurait pu concentrer ses forces à Padoue, d'où il aurait coupé toute communication entre l'armée autrichienne et l'Autriche ; et c'était assez pour le salut de la péninsule. Padoue aurait servi, à Charles-Albert, de camp retranché, et lui eût été beaucoup plus utile que ne fut Vérone à Radetzky. Figurons-nous le roi, avec 50,000 hommes, à Padoue, ville ceinte de murs, et fortifiée par les eaux

qui l'entourent, en communication avec Venise par la voie de fer, et examinons quelle aurait été la situation militaire. La Lombardie, les provinces vénitiennes, la Toscane, les provinces romaines auraient fourni 60,000 hommes; les troupes, placées sous ses yeux, auraient reçu une organisation militaire bien supérieure à celle des 18,000 Romains qui se trouvaient séparés de lui. De ces 60,000 hommes, le roi en aurait pris 30,000 pour les garnisons et pour les guerres insurrectionnelles du Tyrol et de la Lombardie. Il aurait joint les 30,000 autres, choisis par lui, à ses 50,000 hommes, et il aurait ainsi réuni sous ses ordres 80,000 hommes, ayant pour base d'opération Padoue et Venise. Les provinces romaines situées sur l'Adriatique auraient abondamment pourvu aux besoins de l'armée sarde. L'escadre sardo-vénitienne aurait pu embarquer 20,000 hommes, au moins, ainsi que cela résulte d'un travail que fit avec moi le vice-amiral Graziani. Par ce moyen, Charles-Albert, débarquant de Venise à Trieste, et dans toutes les villes maritimes autrichiennes baignées par l'Adriatique, y aurait recueilli les mêmes tributs que l'Autriche imposait à l'Italie, et après avoir détruit toute la marine autrichienne, il aurait pu débarquer 20,000 hommes sur la gauche de l'Isonzo, en dirigeant sur ce point, d'après les circonstances, un autre corps d'armée venant de Padoue. Il n'est point de manœuvre, point de mouvement militaire que le roi n'eût pu exécuter de Venise par mer, et de Padoue par terre, dans le but principal de s'opposer à l'arrivée des secours attendus par l'ennemi.

Examinons maintenant ce qu'aurait pu faire le maréchal Radetzky. Il lui restait le choix de trois opérations : envahir la Lombardie et le Piémont, rester sur la défensive entre le Mincio et l'Adige ; enfin, marcher contre l'armée sarde.

Dans le premier cas, les 40,000 hommes, ou si l'on veut même, les 30,000 hommes laissés par le roi en Piémont, unis aux gardes nationales mobilisées, auraient pu toujours se reti-

rer dans les positions presque inexpugnables qu'offrent les contreforts des Alpes, ou dans les environs de Gênes, pour combattre ensuite l'ennemi en temps opportun. En tout état de causes, ils auraient exécuté l'ordre de leur roi, à qui serait resté le choix de cette alternative, ou de se mettre à la poursuite de Radetzky, et de le combattre sur ses derrières ; ou de l'attendre, bien retranché, devant Vérône et Mantoue. Je ne parle point de ce qu'aurait fait l'insurrection lombarde. Je ferai remarquer seulement que les Autrichiens auraient ainsi perdu l'avantage, si fort apprécié par eux, de la possession des places fortes qu'ils occupaient en Lombardie.

Si le maréchal autrichien avait préféré se renfermer dans ses places de guerre, tout le monde voit qu'un tel système aurait été suivi de sa ruine complète.

Quant à la troisième supposition que j'ai faite, elle changeait complétement les rôles des parties. Ce n'était plus le roi, mais Radetzky qui se serait présenté devant l'ennemi resserré entre Padoue et Venise ; mais les conjonctures, dans ces deux cas, étaient bien différentes. Les Autrichiens n'auraient pu ni assiéger ni bloquer Venise ; ils n'auraient pu empêcher Charles-Albert de faire sortir de la lagune vingt mille hommes à la fois, pour les débarquer sur tel point qu'il aurait voulu, et les réembarquer à son gré. Qui ne voit la supériorité de la position de Charles-Albert, placé entre Padoue et Venise, et maître de l'Adriatique, sur celle du maréchal Radetzky, protégé par Mantoue et Vérone ? Mais le mauvais destin de l'Italie ne permit pas que son chef sût profiter de ces avantages décisifs.

Sur la fin d'avril, il se mit en marche vers le Mincio, qu'il traversa avec son armée. Il avait sous ses ordres 60,000 Piémontais, 5,000 Toscans, 3,000 Parmésans et Modenais, 17,000 hommes des provinces romaines, 5,000 volontaires lombards. En tout 90,000 hommes ; sans y comprendre un grand nombre de bataillons lombards qui se formaient en toute hâte. Le roi avait commis deux grandes fautes : la première, de ne pas

poursuivre vigoureusement l'ennemi ; la seconde, de ne pas provoquer une insurrection générale, qui, se propageant énergiquement de la Lombardie dans le Tyrol, aurait appelé aux armes tous les jeunes montagnards des anciennes provinces vénitiennes. Une troisième erreur du même prince fut d'adopter dans sa lutte contre l'Autriche, un système qui devait lui être fatal ainsi qu'à l'Italie.

Son plan de campagne fut de concentrer ses forces sur une ligne tirée de Mantoue à Peschiera, et de commencer l'assaut de cette dernière place. La prise de Peschiera aurait été certainement un avantage notable, si elle n'avait entraîné, d'un autre côté, les plus déplorables conséquences. La première de toutes fut d'immobiliser, l'arme au bras, ses troupes brûlant d'enthousiasme et impatientes de se mesurer avec l'ennemi, dans un de ces combats à la baïonnette, où le soldat italien deviendrait très-redoutable, si on savait l'engager deux ou trois fois opportunément. Mais cette immobilité qui nuisait tant à nos soldats, vifs de leur nature, bouillant d'ailleurs de patriotisme et d'ardeur, faisait parfaitement l'affaire des Autrichiens, épuisés par des marches continuelles, et découragés tant par les pertes considérables qu'ils avaient subies, que par les révolutions inattendues qui avaient éclaté non-seulement en Italie, mais en France, en Allemagne [illegible], et dans les [illegible]ières capitales de ce pays, Vienne et [illegible]. D'un autre [illegible] cette lenteur, ou, pour dire mieux, le temps précieux perdu dans l'inaction, permettait à l'ennemi de recevoir des secours et de renforcer considérablement son armée, ainsi que l'événement ne le prouva que trop. Or, il n'aurait pu recevoir un renfort d'un seul homme, si le roi, traversant l'Adige, comme il le pouvait facilement, eût établi ses quartiers dans les provinces vénitiennes. L'histoire n'est utile pour servir de guide aux actions humaines qu'autant que les événements qui font l'objet du récit, présentent une analogie complète avec les événements présents. Ainsi, dans la situation de Charles-Al-

bert, il ne s'agissait pas d'invoquer le souvenir de Bonaparte, qui suspendit les mouvements de son armée pour prendre Mantoue. Le grand capitaine ne possédait point Venise, il n'était point maître de l'Adriatique, il n'avait pour lui ni l'insurrection lombarde ni les sympathies de toute l'Italie. Ainsi que je l'ai écrit dans mon huitième chapitre, à peine fut-je arrivé à Bologne avec les premiers corps de l'armée napolitaine, que je fus informé de la résolution du roi de rester immobile, puisque l'ennemi se renfermait dans ses places de guerre. C'est ce qui fit que je lui écrivis que j'aurais bientôt passé le Pô, et que je le priai de me promettre qu'il s'avancerait dans les provinces vénitiennes.

Mais la résolution du prince était si fermement arrêtée dans son esprit, que les avantages mêmes qu'il remporta sur l'ennemi, ne parvinrent pas à la modifier. En effet, après avoir battu les Autrichiens à Pastrengo, et un mois après à Goïto, malgré la valeur déployée dans ces combats par les Piémontais, et les pertes graves éprouvées par l'ennemi, il ne s'éloigna pas de la position qu'il occupait, et les Autrichiens, renforcés par l'arrivée des 20,000 hommes de Nugent, se trouvèrent compensés avec usure de la perte momentanée de Peschiera. L'inaction de Charles-Albert donna également le loisir à Radetzky de réunir quinze autres mille hommes que lui conduisait le général Welden, et, en même temps, de marcher [illegible] Vicence, de battre Durando, et d'obliger la garnison r[illegible] de cette ville à promettre qu'elle n'entrerait plus en campagne durant l'espace de trois mois. Ces deux renforts de 35,000 hommes et la chute de Vicence suffisaient pour changer la fâcheuse situation à laquelle étaient réduits les Autrichiens.

Afin qu'on ne lise pas sans précaution les ouvrages si nombreux qui ont été publiés sur les dernières catastrophes de l'Italie, je dirai que deux de ces ouvrages prétendent que, tandis qu'on se battait à Vicence, le général Pepe avait passé le Pô avec huit mille hommes, et que son avant-garde était

déjà arrivée à Monselice. On y lit que de Monselice il se jeta dans Padoue, que le reste de ses huit mille hommes pouvait en faire autant, mais que Pepe, ou mal informé des événements, ou comptant peu sur ses troupes, ne voulut pas défenfendre Padoue, et donna l'ordre à son avant-garde de se retirer sur Venise, où il entra lui-même par le littoral. Il n'y a rien de vrai dans cette assertion, puisqu'il résulte de ce que j'ai raconté, sur mon passage du Pô, que je ne fus malheureusement suivi que de deux mille hommes seulement, parmi lesquels deux faibles bataillons de volontaires qui, malgré leur inexpérience des armes, déployèrent une grande bravoure dans la défense de l'Estuario.

Le roi avait cru qu'il serait bon d'occuper Rivoli, et le 10 juin, suivi de deux divisions, il exécuta ce projet qui tendait à prolonger toujours davantage sa ligne. Pendant son retour à Garde, le prince fut informé du mouvement de Radetzky sur Vicence, et, comptant sur la faiblesse de la garnison de Vérone, il rassembla ses troupes, le soir du 12, dans les environs de Villa-Franca, pour donner l'assaut le lendemain. Cet assaut n'eut pas lieu, le maréchal autrichien étant déjà rentré de Vicence à Vérone.

On célébrait, dans toute l'Italie, la prise de Peschiera, et des positions de Rivoli, on exaltait les avan[illegible] obtenus par [illegible]ens dans quelques rencontres, mais on négligeait de [illegible]er que Radetzky avait reçu des secours très-impor[illegible], qu'il était redevenu maître de toutes les provinces vénitiennes, et que, communiquant sans obstacles avec les Etats autrichiens, il pouvait en attendre tous les renforts dont il aurait besoin.

Pour que les Italiens ne retombent plus à l'avenir dans ces déplorables fautes, je dirai qu'à Venise, et plus encore à Milan, et surtout à Rome, les directions de la guerre étaient comme assiégées par des hommes de rien, par de véritables Cagliostro, qui demandaient à entrer dans l'armée avec des grades

supérieurs, ou qui, déjà au service, ne se préoccupaient d'autre chose que de leur avancement, qu'ils faisaient appuyer par les sociétés patriotiques. Dans la Vénétie, je portai, en grande partie, remède à ce désordre ; on n'y parvint guère à Milan ; il était porté à un tel excès à Rome qu'il suffisait à détruire toute discipline, à entraver toute organisation.

Dans les premiers jours de juillet, le roi, grâce aux secours qu'il avait reçus de Lombardie, de Toscane, de Parme et de Modène, réunissait 80,000 hommes, sans compter 22,000 mille hommes environ qui se trouvaient dans la Vénétie, et qui, au milieu des désastres causés par la fièvre, n'en acquéraient pas moins, chaque jour, l'habitude des armes et des sentiments italiens.

On se refuse à croire que Charles-Albert, au lieu de reconnaître l'erreur d'un système qui le retenait inactif en présence des places fortes ennemies, se soit décidé à assiéger Mantoue, c'est-à-dire à étendre sa ligne sur la droite, renonçant ainsi à toute idée d'attaquer les Autrichiens, de passer l'Adige et de profiter des avantages que lui offraient la Vénitie et l'escadre sardo-vénitienne.

Vers la fin de juillet, le roi commandait 80,000 hommes, en y comprenant les hôpitaux; Radetzky en avait à peu près autant, mais son armée n'était point dispersée, comme l'armée sarde, sur la ligne de Mantoue à Rivoli : néanmoins les Autrichiens furent repoussés lorsqu'ils voulurent é[illegible] cette position : et ce fait d'armes fut très-glorieux pour les Piémontais. Le roi comprit la nécessité d'abandonner Rivoli, et se trouva ainsi en force pour soutenir le combat de Somma-Campagna. A ce combat succéda la bataille de Cussoza que les Piémontais perdirent, non par défaut de valeur, car ils en montrèrent beaucoup, mais par défaut de commandement. La perte de cette bataille décida de la triste issue de la campagne; moins à cause des pertes que supportèrent les vaincus, que du découragement moral qui s'empara d'eux, lorsqu'ils ne purent

plus mettre en doute qu'il existait dans l'armée sarde des éléments de désorganisation, lorsqu'ils virent enfin que tant de valeur, tant de sang répandu n'aboutissaient à rien. Déjà les vivres et les munitions de guerre manquaient. Le roi ordonna la retraite, et pour repasser le Mincio, il crut indispensable de reprendre la position de Volta. Le combat qui s'y engagea fut encore funeste aux armes piémontaises, et il en résulta parmi les soldats, les officiers, les commissaires de guerre et leurs commis un découragement tel, que le roi cédant aux conseils de ses généraux, demanda un armistice dont les conditions ne furent pas acceptées.

Il restait au roi plus de 50,000 hommes, mais la méfiance qu'il remarquait dans tous ceux qui l'entouraient, lui fit perdre tout espoir de rétablir ses affaires. Le soir du 27 juillet, Charles Albert avait résolu de se retirer par la voie de Crémone, mais il se décida ensuite à couvrir une partie de la Lombardie, et en même temps la ville de Milan, où il arriva le 3 août. Je m'abstiendrai de parler de la triste et déplorable fin de la campagne, fin indigne de la valeur et du patriotisme d'une armée, qui en avait cependant donné des preuves incontestables. Je me borne à faire remarquer que Charles Albert, avec 25,000 hommes seulement, aurait pu défendre contre 35,000 Autrichiens la ville de Milan, dont les habitants, non oublieux de leur héroïsme de cinq jours, auraient concouru avec les Piémontais, non seulement à protéger Milan, mais à chasser l'ennemi, sans compter qu'un grand nombre de populations lombardes, devançant l'exemple de l'héroïque Brescia, se seraient soulevées pour leur venir en aide.

CHAPITRE XIII.

JOURNÉE DE MESTRE.

La France se décide à envoyer 4,000 hommes à Venise. — Marine vénitienne. — Progrès des fortifications dans l'Estuario. — Maladies. — Départ de l'escadre et des trois bataillons de Charles-Albert. — J'organise en légions les milices vénitiennes. — On menace de rappeler les quatre légions romaines. — Le gouvernement craint, d'après des rapports reçus, que la garde nationale de Chioggia ne médite un attentat contre moi. — Ordre du jour pour relever l'esprit des soldats. — Mon adresse aux cercles italiens pour les prier de venir en aide à la malheureuse Venise. — Je donne l'exemple en renonçant à mon traitement. — Sortie de Cavallino. — Journée de Mestre.

La république française, ainsi que cela résulte de la lettre du duc d'Harcourt que je reproduis ici, avait résolu de diriger sur Venise une expédition de 4,000 hommes.

« Rome, le 9 septembre 1848.

« Mon général, je vous ai écrit, il y a deux jours, aujourd'hui je veux vous dire qu'on est très-mécontent de la mauvaise foi qu'apportent les Autrichiens dans la conduite des négociations, et qu'il y a lieu de croire qu'elles sont rompues.

« On envoie plusieurs bâtiments de guerre, et 4,000 hommes de troupes de débarquement à Venise.

« Tenez bon jusqu'à leur arrivée, et c'est peut-être par vous, au moins je l'espère, que viendra le salut de l'Italie. »

« Votre tout dévoué.

« HARCOURT. »

L'arrivée de ces troupes à Venise aurait changé la situation de l'Italie, et par suite celle de l'Allemagne. Mais la fortune n'était pas pour nous.

Comme il était facile de prévoir le rappel de l'escadre sarde, il importait, après avoir pourvu à tous les besoins de l'armée de terre, de donner des soins actifs à la marine. Le personnel de la marine vénitienne était, sans contredit, bien supérieur à celui de la marine autrichienne. Il est vrai que le nombre de nos bâtiments de guerre était inférieur, mais si l'on en avait eu la ferme volonté, on aurait pu acheter deux frégates à vapeur; on aurait pu, en même temps, introduire parmi les marins vénitiens une discipline meilleure que celle qui existait : de la sorte, l'Adriatique serait restée toujours ouverte à la Vénétie.

Dans tout l'Estuario, les travaux de fortifications marchaient rapidement, et j'avais soin, soit dans mes rapports au gouvernement, soit dans mes ordres du jour à l'armée et à la population, de signaler le nom des officiers dont le concours avait été le plus zélé ou le plus utile pour l'amélioration des moyens de défense. Malghera, Triporti, Lido, Brondolo, étaient de plus du double plus forts que je ne les avais trouvés en juin.

Les maladies qui sévissent presque toujours sur la fin de l'été et pendant l'automne dans toutes les îles de la lagune et sur la rive gauche de la Brenta, me déchiraient le cœur. Il y eut un moment où le bataillon lombard fort de huit cents hommes environ, pouvait fournir à peine cent hommes pour le service, et j'eus à craindre quelquefois de manquer de soldats capables de monter la garde. Les Napolitains avaient beaucoup souffert en-

tre Chioggia et la Brenta : et tous ne guérissaient point de ces fièvres. Plusieurs, restés sans forces, étaient obligés de prendre leur congé. Plusieurs, ce qui est pis, finissaient par succomber. Il n'est point de fléau qui ne nous ait accablés durant ce long siége.

Ce fut au milieu du ravage de ces fièvres, qui me privaient de tant de bras, que nous fûmes abandonnés par l'escadre sarde, et bientôt après, par les trois bataillons que nous avait envoyé Charles-Albert. Quelques militaires piémontais qui se trouvaient à Venise, voulant faire la cour à leur souverain, répandirent le bruit, que j'avais essayé de retenir ce trois bataillons sardes dans la lagune. C'était une misérable invention ; non pas qu'une pareille tentative m'eût paru engager mon honneur, mais parce que j'étais certain de ne pas réussir. Le bien de l'Italie et son indépendance ont été toujours pour moi la première règle de conduite. Au point de vue militaire et moral, le rappel de ces bataillons servait plus la cause des Autrichiens que celle de Charles-Albert, lequel avait une complète liberté d'action, lorsqu'il nous envoya cette poignée de troupes. Lorsqu'il les rappela de la Vénétie, il y fut contraint par ses désastres, qui l'obligeaient à subir les conditions de l'étranger. Récemment, en février 1850, le général Ulloa a écrit au général Alb. La Marmora, lequel prit un instant du service en Vénétie, une longue lettre, qui a été publiée dans plusieurs journaux italiens. On y lit entre autres choses : « Et moi qui, à cette époque, étais à Venise, chef de l'état-major du général Pepe, je suis obligé, tant en mon nom qu'au nom des autres officiers qui suivirent le général Pepe, de vous sommer de déclarer calomnieuses et infâmes ces paroles prêtées au général, et de faire connaître le nom de celui qui a osé les lui attribuer, afin que sur lui retombe l'ignominie de ce mensonge. »

Au surplus, comme si ce n'était pas assez des fièvres, du départ de l'escadre et des trois bataillons sardes, je reçus la nouvelle que Pie IX rappelait aussi ses quatre légions. Je me ren-

dis alors au gouvernement, et donnant la main au président Manin, je lui dis : « Abandonnés de Dieu et des hommes, nous mourrons sans porter envie aux vivants ; nous défendrons jusqu'à la mort cette classique lagune. »

Un jour, je donnai l'ordre qu'on tînt prêt, à onze heures du matin, le bateau à vapeur pour me transporter à Chioggia. Le gouvernement appela le colonel Ulloa, chef de mon état-major, et le chargea de m'engager à ne point me rendre à Chioggia, ville de trente mille âmes, attendu que la garde nationale, sachant que j'étais autorisé à la prendre sous mon commandement, et ne voulant point se soumettre aux ordres par lesquels j'exigeais qu'elle revêtît l'uniforme et fournît un service régulier, avait résolu de faire feu sur moi. Je fis répondre au gouvernement, que je n'étais pas habitué à reculer devant les menaces. En m'embarquant, je vis sur le pont du bateau à vapeur la comtesse Soranzo, qui m'avait reçu chez elle, et la comtesse Papadopoli Aldobrandini avec son mari, et je me rappelai qu'elles avaient le projet de se rendre à Chioggia pour une partie de plaisir. Pour ne point les alarmer, je ne leur parlai pas des craintes du gouvernement. On croyait à Venise que la population de Chioggia était portée à l'opposition et au désordre. Je trouvai la garde nationale rangée en bataille : très-peu de gardes nationaux portaient l'uniforme. En parcourant le front de leur ligne, je parlai à chacun d'eux, et aux objections qu'ils m'adressaient, je répondis de telle sorte, que tous me promirent de s'habiller, et qu'ils restèrent enchantés de moi. Il m'arriva de dire à deux ou trois d'entre eux, qui pourtant n'étaient pas vêtus avec luxe : « Je vois, à votre physionomie, que vous êtes riche, et que la dépense d'un uniforme sera pour vous une bagatelle. » Ces paroles excitèrent chez les voisins qui purent les entendre un sourire de stupéfaction, en ce que sur les deux ou trois fois j'avais deviné juste. Les gardes nationales, pour me témoigner leur satisfaction, acclamèrent mon nom pendant le défilé qui eut lieu, musique en tête, et quelques instants

après, ils envoyaient cette même musique me donner une sérénade à mon hôtel. Pour conduire les hommes, il faut étudier le cœur humain.

Je reproduis ici une lettre que m'écrivait de Rome mon compagnon d'exil Mammiani. Cette lettre, dans laquelle éclata son amour pour l'indépendance italienne, jette en même temps du jour sur la situation du gouvernement vraiment clérical qui conduisait alors les affaires de Rome.

« Rome, le 31 septembre 1848.

« Mon bon général,

« J'espère que mes ministres n'en viendront pas jusqu'à rappeler les troupes ; et, ainsi que tu le verras, nous avons même obtenu pour elles quelques secours en vêtements ; nous faisons tous nos efforts pour obtenir aussi, ce qui est beaucoup plus important, quelques secours en argent. Mais ils veulent tout faire comme en se cachant. Ils ont peur de l'Autriche et ne veulent point prendre part ouvertement à la défense de la cause italienne. Je regrette que l'instrument de cette pitoyable politique soit le comte Fabbri, bon vieillard affaibli par les années, et qui n'a point la pratique des affaires. J'ai rempli mes devoirs d'ami envers lui, en le priant et le conjurant de sortir du ministère. Ton courage persévérant et indomptable ne surprend personne ; tu devrais finir comme tu as commencé, et la fortune qui peut te réserver encore des douleurs et des adversités, ne peut empêcher qu'elles ne soient glorieuses et utiles à l'Italie. Je ne crois pas que l'Italie succombe sous le dernier coup qui l'a frappée, car il lui reste la conscience de pouvoir vaincre, et elle en a la volonté ! La terreur qu'inspiraient les armes autrichiennes est dissipée pour toujours, et la conspiration des rois est finie. — Ma mission auprès du parlement napolitain restera sans effet, puisque Bozzelli a empêché, jusqu'à avant-hier, mon entrée dans le royaume. En ce qui touche

Venise, je regarde comme un devoir d'employer tous mes efforts pour décider le gouvernement d'ici à lui venir en aide, et tu peux compter sur mon zèle, sinon sur le succès de mes démarches. Tout me pousse à cela : le salut de l'Italie, mon amour pour cette malheureuse capitale, mon affection pour toi, ma gratitude de la confiance que veut bien mettre en moi le gouvernement provisoire, qui m'a fait un insigne honneur en m'écrivant d'office et en me comblant d'éloges que, certes, je ne mérite pas. Mais outre que mon crédit est insuffisant, je suis, depuis quelques jours, en butte à la calomnie et très-mal vu du pape, qui subit l'influence des rétrogrades, des égoïstes et des poltrons, acharnés, sans mesure, à ma perte. Adieu de cœur.

« Ton ami, MAMMIANI. »

Cependant, loin de me décourager, j'organisais en légions presque toutes les milices, et, bien que les difficultés fussent immenses, j'en venais néanmoins à bout.

Voici l'ordre du jour que je publiai à propos de cette organisation :

Ordre du jour.

« Le commandant en chef des troupes dans les États vénitiens ordonne la division en légions de tous les corps tant réguliers qu'irréguliers, composés des soldats des provinces vénitiennes. Ces légions seront formées ainsi qu'il suit :

« La 1re légion, composée du 1er, du 2e et du 3e bataillons de la première légion actuelle de garde mobile, sera commandée provisoirement par le colonel Giuseppe Jéhan.

« La 2e légion, composée du 4e bataillon actuel de la 1re légion et des 1er et 2e bataillons de la 2e légion actuelle de garde mobile, sera commandée par le lieutenant-colonel Eugenio Vandoni.

« La 3e légion, composée du 3e bataillon de la 2e légion actuelle de garde mobile, du bataillon de Vicence (Zanellato), de la garde mobile de Padoue (Stucchi), et des compagnies Spangaro, Zerman et Grondoni, sera commandée par le lieutenant-colonel Zanellato.

« La 4e légion, composée du bataillon trévisan (Galateo) et des croisés de Padoue (Cavallesto), sera commandée par le lieutenant-colonel San-Martino.

« La 5e légion, composée de la légion du Sile et des fractions du 1er bataillon Prato, sera commandée par le colonel Amigo.

« Le major Ciro Foglia commandera le 1er bataillon de la 1re légion, le major Antonio Sorriani, commandera le second.

« Rodolfo Devi commandera le 1er bataillon de la 2e légion, le major Giuseppe Zamboni, et provisoirement le capitaine Pietro Spangaro, commanderont le 2e bataillon.

« Le major Antonio Sartori commandera le 1er bataillon de la 3e légion, le major Napoléon Stucchi commandera le 2e bataillon, le major Alessandro Jéhan le 3e.

« Le major Giuseppe Galateo commandera le premier bataillon de la 4e légion, le major Cavallesto commandera le 2e bataillon.

« Le major Nicoli Radonich commandera le 1er bataillon de la 5e légion, le major Giuseppe Francesconi commandera le second.

« Les commandants de légion et les commandants de bataillon demeureront responsables de la bonne et minutieuse exécution du service.

« La subordination, ce nerf des armées, devra être maintenue par tous les moyens les plus rigoureux, et par l'application inexorable des articles du code militaire envers quiconque les enfreindrait. Les commandants ci-dessus désignés demeureront également responsables de l'instruction de leurs subordonnés de tous grades.

« Le commandant en chef compte sur le zèle et le patrio-

tisme des milices qui concourront, par leur mépris des fatigues et des sacrifices, à faciliter la pénible mission de leurs chefs. »

« Venise, le 17 août 1848.

« Guillaume PEPE. »

Comme la situation générale devenait très-grave, je publiai, peu de jours avant l'embarquement des trois bataillons sardes, l'ordre du jour suivant :

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES DANS LES ÉTATS VÉNITIENS.

Ordre du jour.

« Volontaires, soldats, officiers,

« J'accomplissais à peine mon troisième lustre, lorsque, jeté dans l'exil, je combattais dans les rangs de l'immortelle légion italienne. Après avoir traversé le grand Saint-Bernard, elle vainquit seule les Autrichiens près de Varallo, et sa victoire fut l'heureux prélude de cette autre victoire de Marengo, qui éleva si haut le renom du général italien.

« Cette légion était composée de Napolitains, de Romains, de Toscans, de Lombards, de Vénitiens, de Piémontais, tous jeunes et inexpérimentés dans les armes, mais qu'exaltait l'amour de l'Italie. C'était comme une image anticipée de ce corps d'armée que j'ai l'honneur de commander, et qui semble avoir reçu de Dieu la glorieuse mission de défendre l'antique, le classique asile de la liberté italienne. Si cette légion défiait les neiges, les longues marches et tant d'autres souffrances, vous, avec un patriotisme au moins égal, vous supportez les maladies et des privations de toutes sortes; si elle combattait, victorieuse, les anciens ennemis de l'Italie, vous les combattrez aussi, vous, avec un courage digne de la même fortune. Les voici qui re-

viennent de nouveau partagés entre la honte d'avoir été battus par les populations sans armes de Venise, de Milan et de Bologne, et l'orgueil de la récente victoire qu'ils ont remportée sur les rives du Mincio.

« Officiers, soldats, volontaires, l'Italie et l'Europe entière ont les yeux sur vous. Sans doute qu'il nous est réservé de prendre une grande part à l'indépendance de l'Italie, de ces mêmes rochers, patrie des héros jadis souverains des mers, qui en firent, à la civilisation de l'Occident menacé, un bouclier contre les barbares.

« L'ennemi, en combattant sous les murs de nos forteresses, perdra contre nous l'avantage que lui donnerait en rase campagne sa longue et machinale discipline.

« Nous défendrons ainsi la Vénétie, ce boulevart de l'Italie, qui résista pendant tant de siècles, bien qu'attaqué souvent par des ennemis supérieurs à ceux contre lesquels nous luttons. Nous la défendrons jusqu'à ce que nous arrivent les secours que nous attendons. Plutôt que d'abandonner dans l'esclavage nos frères de Venise, nous marcherons au-devant de la mort, ne regrettant pas de mourir ainsi. Grâce aux ressources que nous offre l'Estuario, nous ne tomberions pas sans vengeance, et les vrais enfants de l'Italie envieraient le sort des défenseurs de la Vénétie.

« Venise, le 23 août 1848.

« Guglielmo PEPE. »

Mais la Vénétie n'était pas seulement abandonnée par terre et par mer. Elle n'avait pas seulement à craindre le rappel des troupes romaines, elle était encore menacée d'un mal plus terrible: la misère. La population de la lagune montait tout au plus à deux cent mille habitants, qui devaient entretenir des forces nombreuses de terre et de mer, et, ce qui est pis, pourvoir aux frais de leur premier uniforme, et se fournir d'effets de

casernement. Pour parer à tant de maux, il fallait faire un appel au patriotisme italien, dont l'héroïsme éclata souvent dans des circonstances difficiles; mais cette fois il se montra tiède. Je publiai la circulaire qui suit pour stimuler la générosité des Italiens en faveur de Venise, ou pour mieux dire, en faveur de l'indépendance de l'Italie.

COMMANDEMENT EN CHEF DU CORPS D'ARMÉE DANS LA VÉNÉTIE :

Aux comités de guerre et au cercles nationaux de toutes les provinces d'Italie.

« De ce dernier rempart de l'indépendance italienne, de cette Venise que les arts ont rendue si belle, que son histoire a rendue si grande, et dont la résistance, au milieu du déclin si rapide et si imprévu de la fortune de l'Italie, est un gage certain de sa résurrection, s'élève un cri qui retentira dans la péninsule entière. Ici, des Lombards, des Subalpins, des Romains, des Napolitains, sont réunis pour prêter aide aux valeureux habitants dans la défense des classiques lagunes. Ici, dans ce dernier effort en faveur de la patrie commune contre l'oppresseur commun, presque toutes les provinces de l'Italie sont représentées. La garnison, bien qu'affaiblie par les maladies, suffit encore à la défense, grâce aux sentiments généreux qui l'animent, à son brûlant patriotisme, à son mépris des dangers, à son énergie contre les souffrances, grâce aussi au concours de la garde nationale. Nous avons des cœurs et des bras, et l'espérance invincible que notre sang ne sera pas inutilement versé pour l'Italie; mais de longues dépenses ont épuisé notre trésor, et l'occupation de la Vénétie, du côté de la terre ferme, ne nous permet plus de faire face à nos besoins, lesquels ont absorbé déjà les plusieurs millions de livres donnés récemment par les habitants de la ville. L'Italie, qui semblait s'être levée comme un seul homme pour chasser les Allemands détestés, laissera-

t-elle succomber, faute d'argent, ses derniers défenseurs? Si les gouvernements, au lieu de rester unis se sont séparés, si au lieu de persévérer énergiqnement dans une noble entreprise, ils se sont laissé abattre sous les coups des premiers désastres, si la nation, dès lors, n'a plus rien à attendre d'eux, c'est à elle, c'est au peuple italien à montrer qu'il est digne d'un meilleur sort. Aucun gouvernement ne peut s'opposer à ce qu'on vienne en aide aux nécessités urgentes de Venise. Que des souscriptions s'ouvrent partout, que des collectes soient faites ; que chaque Italien donne la sainte obole à la cité devenue le dernier rempart de l'indépendance italienne. Cette cité miraculeusement sortie des mains de l'Autriche, et que le ciel lui-même a rendue à l'Italie. L'Italie ne peut, sans infamie et sans impiété, risquer de la perdre encore par un honteux et sordide abandon : or, tant que Venise sera libre, les destins de l'Italie ne sont pas perdus, et une nation puissante et voisine pourra nous secourir à temps, en dépit des intrigues ténébreuses de la diplomatie.

« Comités de guerre de toutes les provinces d'Italie, que vous reste-t-il autre chose à faire qu'à secourir, pécuniairement au moins, Venise où l'on combat encore? Cercles nationaux, que vous reste-t-il autre chose à faire qu'à soutenir en nous les derniers représentants armés de la nation? Que vos secours soient généreux, prompts, efficaces, et vous serez pour nous des frères, comme si vous combattiez à nos côtés. »

« Venise, le 28 août 1848.

« Guglielmo Pepe. »

Comme l'exemple est le plus grand des stimulants, après avoir déjà renoncé à la moitié de mon traitement, qui montait à soixante mille francs par an, je renonçai alors à mon traitement entier. La lettre suivante du président Manin fut, pour moi, une bien ample compensation de ce sacrifice.

A S. E. le général Pepe.

Général,

« Le gouvernement est pénétré d'une profonde reconnaissance pour l'entier abandon que vous faites du traitement qui vous est dû, et il vous en remercie avec une véritable effusion de cœur, comme il vous remercie de l'estime dans laquelle vous tenez le peuple de Venise.

« Général, ce peuple le mérite. Sa grandeur d'âme a su faire taire jusqu'ici le cri des plus pressants besoins. L'Italie lui viendra en aide, en répondant aux nobles prières que vous, ancien combattant de son indépendance, vous ne cessez de lui adresser.

« Agréez, général, l'expression de ma haute considération.

Du gouvernement provisoire de Venise.

« Le 19 octobre 1848.

« MANIN. »

Un de mes compatriotes de Naples, Ruiz, qui, en qualité de capitaine d'artillerie, avait valeureusement combattu sous mes ordres à la bataille de Rieti contre les Autrichiens, jeté en exil, s'était rendu en Espagne pour défendre la liberté menacée en 1823. Fait prisonnier à la journée de Llado, il fut conduit en France, où il s'établit, et obtint des lettres de naturalisation. Devenu préfet de la Nièvre, il publia une adresse aux Français pour les engager à secourir Venise. Cette adresse disait, entre autres choses : « Les destins de la civilisation moderne vont se décider dans les eaux de Venise et dans les plaines de la Lombardie. » En même temps, Ruiz, contribuait, pour mille francs, aux offrandes qu'il provoquait.

Mais pour maintenir et agrandir, s'il était possible, les titres de Venise à l'estime de ses admirateurs, je résolus d'agir plus

vigoureusement que je ne l'avais fait encore, en me bornant, toutefois, à des sorties peu compromettantes, attendu que le gouvernement vénitien faisait valoir mille raisons, toutes politiques, pour m'engager à différer, jusqu'à des temps meilleurs, les mouvements de quelque importance.

Le 22 octobre, je me contentai de faire partir de Treporti, une colonne composée de chasseurs du Sile que commandait le lieutenant-colonel d'Amigo, avec ordre de chasser les Autrichiens de la position du Cavallino, qu'ils occupaient avec de l'artillerie. Mes soldats étaient protégés par un bâtiment appelé *Bragozzo* et par trois pirogues armées en guerre, qui descendirent en suivant le canal Pordilio. Toute l'expédition était dirigée par le lieutenant-colonel Girolamo Ulloa, chef de mon état-major. Celui-ci se plaça à la tête de l'avant-garde, et à peine fut-il arrivé à une portée de mousquet, qu'il fit battre la charge, et se jeta sur les Autrichiens, la baïonnette en avant, avec une vigueur telle qu'il les força non-seulement à une retraite précipitée, mais encore à abandonner deux pièces d'artillerie qui étaient protégées par des travaux de campagne. Ce fait d'armes excita l'enthousiasme des Vénitiens, exaltés par la vue des deux canons que je fis transporter sur la place Saint-Marc, et aussi par la certitude qu'ils acquirent que les forces ennemies étaient supérieures aux nôtres.

Les triumvirs espéraient que, grâce à l'intervention anglaise et française, ils obtiendraient, par la modération, des conditions avantageuses, et c'est pourquoi ils me recommandaient de m'abstenir de toute opération qui pût faire éclat ; mais quand ils reconnurent qu'ils n'avaient que peu ou rien à espérer, quand ils virent qu'on les soupçonnait de ne pas vouloir lier leur cause à celle de toute l'Italie, désireux de prouver, par les faits, les sentiments vraiment italiens qu'inspiraient Venise, ils me prévinrent que j'étais libre d'agir comme je l'entendrais. Je décidai alors de lancer mes volontaires sur l'ennemi, afin d'exciter, par leur exemple, les habitants de la péninsule à

courir aux armes. Ce fut, le 26 octobre, que je reçus l'avis précité du gouvernement. La journée de Mestre, qui date du 27, se trouve racontée avec de suffisants détails, dans l'ordre du jour qui suit. Mais avant de lire cet ordre du jour, il importe de savoir que mille difficultés s'opposaient à ce que les défenseurs de la lagune pussent exécuter des reconnaissances et des sorties, et surtout à ce qu'ils pussent surprendre une nombreuse colonne ennemie. Les corps autrichiens, en effet, étaient loin de la Vénétie, que serraient seulement de près des détachements qui, en cas d'attaques, se repliaient dans les digues et les marais. La seule position voisine de la lagune qui contient des forces assez imposantes, était la ville de Mestre, située à une demi-heure de Malghera. Mais cette ville était bien fortifiée, elle était défendue par des terrains marécageux, et je ne pouvais l'attaquer avec des troupes considérables, de peur de compromettre, en cas de revers, le salut de Venise. Je n'en fus pas moins contraint, pour réveiller le patriotisme italien, à engager une partie très-dangereuse, en attaquant l'ennemi dans sa forte place de Mestre.

COMMANDEMENT EN CHEF.

Ordre du jour.

« Venise, le 29 octobre 1848.

« Le matin du 27 octobre, avant le lever du soleil, le général en chef, entouré de son état-major, observait de la lunette n° 12, du fort de Malghera, les mouvements de ses trois colonnes, fortes, en tout, de deux mille baïonnettes. Celle de gauche, commandée par son colonel d'Amigo, et embarquée sur plusieurs bateaux, était précédée de cinq pirogues et de deux chasse-marées sous les ordres du capitaine de frégate Basilisco. Ces bâtiments, munis d'artillerie, devaient faciliter le débarquement de nos soldats à Fusine.

« Le colonel avait ordre d'occuper cette position, puis ensuite de se joindre comme réserve, du côté de la Boaria, près de la ville de Mestre, à la colonne du centre. Celle-ci, forte de neuf cents hommes, que commandait le colonel Morandi, et composée de volontaires lombards et bolonais, devait déloger l'ennemi retranché sur la voie de fer, et occuper ensuite Mestre de vive force. La colonne de droite, forte de six cent cinquante hommes, et formée du bataillon l'*Italie libre*, et des chasseurs du *Haut-Rhin*, que commandait le colonel Zambeccari, devait emporter sur la digue étroite du canal de Mestre, une barricade défendue par deux bouches à feu, et par un grand nombre de fantassins établis dans les maisons voisines, lesquelles étaient percées de meurtrières.

« Le jour commençait à poindre : les pirogues, empêchées par une neige extraordinairement épaisse d'aborder au poste qui leur avait été assigné à Fusine, n'avaient point commencé le feu. Les quatre pièces de campagne destinées aux colonnes de droite et du centre n'étaient point arrivées de l'île du Lido; mais comme tout retard prolongé aurait été funeste, il importait d'exécuter le mouvement ordonné, et de commencer l'attaque à la baïonnette.

« L'ennemi qui ne comptait pas moins de trois mille hommes sur toute la ligne, en avait, en outre, deux mille retranchés dans la ville de Mestre, que défendaient plusieurs pièces de campagne, et des chasseurs prêts à faire feu des fenêtres des maisons.

« La colonne du centre fut arrêtée par un feu nourri d'artillerie et par la fusillade des Autrichiens. Le général en chef lui envoya le colonel Ulloa, qui se fit suivre de cent gendarmes de réserve, avec lesquels il rétablit le combat, et entraîna après lui la colonne qui pénétra dans la ville au pas de charge. Arrêtée une seconde fois, elle continua sa marche malgré la plus vive résistance, et les pertes considérables qu'elle avait faites. L'ennemi, après avoir perdu une partie de son artillerie, se défendait

retranché dans les maisons. Le capitaine Sirtori, le major Rosaroll, et le capitaine Castabene poussant l'audace jusqu'à la témérité, entreprirent, avec une poignée d'intrépides Lombards, de chasser les Autrichiens maison par maison, et ils ouvrirent ainsi le chemin à nos soldats, qui occupèrent la ville militairement.

« Ce fut au milieu de cette lutte, que le baron Alessandro Poërio, volontaire dans l'état-major général, reçut une balle à la jambe : comme il continuait de marcher en avant, il en reçut une seconde au genou droit qui l'étendit par terre. Là, des soldats ennemis le blessèrent à la tête avec sa propre épée. Lorsqu'on lui fit l'amputation de la cuisse droite, le valeureux Poërio discourait encore avec calme de sa chère Italie, et il en discourait en des termes, qu'on eût pu placer dans la bouche des héros de Plutarque, parlant d'Athènes ou de Sparte.

« Dans le même temps où l'on se battait dans la ville, la colonne Zambeccari, engagée sur la digue qui côtoyait le canal, rencontrait une forte barricade, défendue par deux pièces de six, dont il se rendait maître à la baïonnette. Mais l'ennemi profitant des accidents d'un terrain marécageux, et de l'abri que lui offraient quelques chaumières éparses, causait de grands ravages sur la queue et sur l'arrière-garde de la colonne, au point qu'un grand nombre de volontaires s'arrêtèrent hésitants. Ils furent ramenés, sous les yeux du général en chef, par le colonel Paulucci et le major Apanti qui, durant la mêlée, combattirent presque constamment à ses côtés.

« Aussitôt que les pirogues furent en mesure de faire feu, le colonel Amigo débarqua à Fusine, et s'empara de deux pièces de douze, abandonnées par les Autrichiens, auxquels il fit également quelques prisonniers, mais il n'arriva pas à temps pour seconder l'attaque de Mestre, et ne put servir en rien l'exécution des projets du général en chef, qui voulait prendre l'ennemi par derrière.

« Néanmoins, les résultats dus à la valeur extraordinaire dé-

ployée par les colonnes du centre et de droite, ont été de six cents prisonniers, de six canons de bronze, de plusieurs chevaux pris sur l'ennemi, et d'une certaine quantité de munitions.

« Mais ce qui vaut mieux, c'est l'exemple donné par les volontaires italiens, qui, malgré leur inexpérience des armes, et bien que commandés par des officiers presque tous nouveaux dans le métier, ont, après une lutte acharnée, battu les Autrichiens, supérieurs en nombre, protégés par des fortifications, préparés, depuis le commencement de la nuit, à nous recevoir, et qui se servaient des maisons percées de meurtrières, comme d'une seconde ligne de bataille.

« Le général aurait voulu que ceux qui lui reprochent sa confiance exagérée dans les volontaires italiens, eussent vu combattre les Lombards et les Bolonais : ils auraient constaté, non sans surprise, qu'entraînés par leur ardeur, ils préféraient à tous les autres, le combat à la baïonnette et au sabre, et qu'ils méprisaient tous les obstacles, comme des hommes décidés à donner leur vie pour la gloire de la patrie. Ils auraient admiré en eux ce calme et cette discipline qui feraient honneur à des vétérans, et ils auraient entendu aussi ceux qui étaient le plus dangereusement blessés, saluer la liberté naissante de l'Italie, dont ils allaient être bientôt séparés par la mort.

« Quand une nation compte de tels enfants, quand, parmi ses peuples, il en est qui courent aux armes comme ceux de Milan et de Bologne, il n'est point d'étrangers, si forts qu'ils soient, dont elle ne triomphe tôt ou tard.

« G. Pepe. »

Cet ordre du jour était suivi de plusieurs notices où étaient consignés les noms de ceux qui s'étaient particulièrement signalés, et le nombre de nos blessés et de nos morts, montant à plus de quatre cents. L'ennemi eut plus de six cents blessés

ou morts. Dans une seule maison où il opposa une résistance acharnée, on trouva quatre-vingt-dix cadavres.

La journée de Mestre a produit pour l'Italie des fruits qui dureront. Lorsque j'écrivais, il y a quelques années, mon *Italie Militaire*, puis ensuite mes Mémoires, je m'épuisais à démontrer que l'antique valeur vivait encore dans les cœurs italiens : mais peu crurent à ce qu'écrivait ma plume. Le 27 octobre 1848, j'eus le bonheur de prouver jusqu'à l'évidence, et cette fois par le témoignage de l'épée, que la jeunesse italienne, après avoir passé quelques mois dans les camps, peut battre un ennemi aguerri, non-seulement en rase campagne, mais même en l'attaquant au milieu des défenses, derrière lesquelles il s'abritait.

CHAPITRE XIV.

VENISE.

Je me décide à faire une sortie sur Caorle. — Raisons qui s'y opposent. — La jeunesse napolitaine m'envoie une épée d'honneur. — Léonard de Vinci. — J'organise plusieurs corps en brigades. — Je suis nommé député à Naples. — Départ des légions romaines et de Ferrari. — Embûches de l'ennemi. — Théâtres de Venise.

J'avais assez d'expérience des hommes, et assez appris dans les livres, pour ne pas prévoir les doléances de presque tous les officiers supérieurs qui m'avaient suivi à Mestre. Chacun d'eux pensait avoir contribué plus que ses camarades au succès de la journée, et prétendait ainsi, pour soi, à la plus grande part de louanges. Après Marathon, il est vrai que les chefs reconnaissaient tous la supériorité de Miltiade, mais après lui chacun se croyait le premier.

Cependant, en souvenir du proverbe, qu'il faut battre le fer lorsqu'il est chaud, je résolus de pousser avec vigueur une expédition sur Caorle, que défendait une nombreuse garnison autrichienne. J'avais tout combiné avec le vice-amiral Graziani, qui me promettait de légers bateaux armés, au moyen desquels mes soldats auraient pu débarquer près du petit isthme qui unit Caorle à la terre ferme. Le colonel Ulloa au-

rait enlevé l'isthme à la baïonnette, et je me serais embarqué sur un bateau à vapeur, afin de commander l'expédition en personne. Nous devions partir un soir, lorsque nous en fûmes empêchés par une tempête qui grossit beaucoup la mer. Deux jours après, la tempête était calmée, mais les triumvirs me firent savoir alors que les circonstances politiques exigeaient que, jusqu'à nouvel ordre, je me bornasse à la défense. Ils écoutaient, eux aussi, la diplomatie européenne, qui, bien que résolue à ne pas leur venir en aide, leur conseillait cependant d'agir avec la plus grande prudence, afin de ne pas entraver la conclusion des traités qui s'élaboraient. Je fus, dès lors, forcé de me restreindre à de petites reconnaissances.

A cette époque, la jeunesse napolitaine, défiant les prisons et toutes les rigueurs de ce misérable gouvernement, se réunit et souscrivit une somme pour m'offrir une belle épée d'honneur, dont le porteur était un excellent jeune homme, officier de la garde nationale, qui, arrivé à Venise, fut fait lieutenant de la république, et se conduisit valeureusement en toutes les occasions : son nom est Montuoro. J'acceptai cette épée avec une joie extrême, et je la portai constamment pendant le reste du siège. Elle était accompagnée de l'inscription suivante, qui témoigne du patriotisme de la jeunesse napolitaine.

« Au citoyen Guillaume Pepe, — commandant en chef les armées italiennes dans la Vénétie, — pour avoir bien mérité de la patrie. — En donnant du cœur aux valeureux qui le suivirent, — au milieu de tant de conjonctures douloureuses, — il a noblement sauvé l'honneur napolitain. Les Napolitains reconnaissants, — lui ont offert — ce tribut d'hommages et de reconnaissance, — le 24 octobre 1848. »

Voici quelle fut ma réponse :

« Jeunes Napolitains, je commandais en 1820 l'armée napolitaine qui comptait un grand nombre de soldats aguerris dans les campagnes de Russie, d'Italie et d'Espagne, et qui

m'aida noblement à renverser le joug de l'esclavage, sous lequel notre patrie gémissait depuis quelque temps. Le régent, qui fut depuis François 1er, m'offrit, à cette époque, le grade de capitaine général, ainsi que le prouve la lettre que j'ai publiée dans mes Mémoires. Je refusai d'accepter cet honneur, que je regardais comme une embûche, et qui était, tout au moins, inutile. Il n'avait pas, à mes yeux, le mérite de cette épée que je dois à votre affection, à votre courtoisie, à votre courage civil, et que vous m'envoyez en bravant les rigueurs d'un gouvernement stupide :

« Jeunes gens, chers à mon cœur, je vous en remercie du fond de mon âme, et je vois, dans cet acte de patriotisme, comme un heureux présage des destins futurs de nos provinces, dont dépendent en grande partie les destins de la péninsule entière. L'amour de l'indépendance est tel en Italie, et telle la ferme volonté de l'obtenir à tout prix, que nous l'aurions conquise depuis quelque temps déjà, si nos princes avaient eu le cœur italien, ou bien encore si nous n'avions pas eu de princes.

« G. PEPE. »

J'avais été forcé de reconnaître, avec une profonde douleur, que la générosité de l'Italie avait fait défaut à Venise, dont l'existence importait tant au salut de la péninsule. Ainsi que je l'ai exposé dans le chapitre précédent, j'avais abandonné au trésor public le traitement qui m'était dû. Je pouvais offrir encore à Venise un autre témoignage de mon affection, et je m'empressai de le faire en envoyant au gouvernement le portrait de César Borgia, duc de Valentino, peint par Léonard de Vinci, afin qu'il le mît en vente. Je me faisais toujours suivre de ce tableau, parce que je l'avais reçu en don de mon excellent frère Florestan. Au moyen d'une loterie, on aurait pu en retirer cent mille francs; mais le gouvernement préféra le con-

server comme un souvenir. Voici la lettre trop flatteuse que m'écrivit, à cette occasion, le président Manin.

A Son Excellence le général Pepe.

« Général,

« Aucune belle action ne nous étonne de votre part. Par nature autant que par une longue habitude, les nobles sacrifices vous sont faciles et chers. Et c'est un très-noble sacrifice que celui que vous faites aujourd'hui, en consacrant aux besoins de la patrie un insigne chef-d'œuvre, témoignage précieux de l'affection fraternelle, et fidèle compagnon de vos honorables exils. Type du soldat citoyen, modèle de l'excellent Italien, votre nom est et restera glorieux et béni.

« Du gouvernement provisoire de Venise.

« Le 12 novembre 1848.

« MANIN. »

Le don que je faisais était bien faible, si on le compare à ceux qu'offraient chaque jour les magnanimes habitants de cette Venise si glorieuse, si puissante pendant treize siècles. Les malheurs présents n'avaient affaibli ni leur patriotisme, ni leur haine pour l'étranger. « Qu'importe, disaient-ils, si nous sommes malheureux depuis cinquante ans? C'est là un épisode lamentable au milieu des souvenirs de notre puissance, et des biens de la liberté, dont nous avons joui pendant si longtemps, admirés du monde entier. Puisqu'à mesure que les temps changent, nous devons changer d'ambition, celle que nous ressentons aujourd'hui est plus pure, plus élevée, elle honore le cœur humain plus que la première. Nous ne gouvernerons plus de nombreuses provinces; mais nous serons le rempart de l'Italie entière, dont les fils accourront du nord et du midi, verser leur sang pour le salut commun. » Et c'est en

parlant ainsi, que ces hommes libres et vraiment Italiens, envoyaient au trésor public tout ce dont ils pouvaient disposer. Les femmes se distinguaient par leur générosité, et l'on remarqua que celles dont le luxe avait été la passion dominante, le faisaient taire devant la passion plus noble de l'indépendance italienne.

L'organisation des milices dans l'Estuario, devait différer de celle des autres corps d'armée qui ne se trouvaient pas nécessairement dispersés dans un grand nombre d'îles ou de forts petits et grands. Au lieu d'en former des divisions et des brigades, il valait donc mieux les conserver en légions, d'autant que les brigadiers capables manquaient, et que, dans le cas même où ils n'eussent pas manqué, entourés comme nous l'étions de toute part, par l'ennemi, les ordres du général en chef auraient souffert des retards pour être transmis aux brigadiers, de ceux-ci aux colonels, et des colonels aux commandants des bataillons, tous disséminés dans la lagune, ou sur ses rivages. Néanmoins, pour satisfaire l'amour-propre de quelques brigadiers, j'organisai quatre brigades. Il est vrai que les désastres de Charles-Albert ne m'avaient pas fait perdre l'espoir d'entrer en campagne; mais, dans ce cas, j'aurais modifié l'organisation de mes brigades.

Sur la fin de novembre, m'arriva la nouvelle de ma nomination de député au parlement national du royaume de Naples. J'en fus informé d'office, en date du 25 novembre, par M. Campitelli, président de la commission centrale électorale du district de Naples. On m'écrivit que les ministres avaient fait les plus grands efforts pour empêcher ma nomination, mais que tous ces efforts avaient échoué. Cette élection fut considérée par le gouvernement comme un nouveau scandale venant s'ajouter à celui de l'épée, qui avait été rendu public. Dans la réponse que je fis au président Campitelli, pour accepter l'honneur de la mission qui m'était confiée, je me servais d'expressions qui ne durent plaire que médiocrement à ces déplorables

ministres, et je terminais ma lettre en disant que j'espérais voir finir bientôt heureusement la guerre de Venise, et qu'aussitôt après je me rendrais à mon poste de député. Les dernières paroles de ma lettre, effrayèrent le gouvernement, à ce point qu'il s'empressa de décréter que si le député Guillaume Pepe, déjà général, rentrait dans le royaume, il serait arrêté et soumis à un jugement. — J'étais donc proscrit pour la troisième fois.

L'armistice du roi sarde, les injustes soupçons qui atteignaient sa bonne foi, les menaces de l'Autriche et les mouvements de ses troupes, pouvaient faire craindre aux populations des États romains une prochaine invasion de l'ennemi; le gouvernement et moi nous fûmes d'avis de renvoyer, dans leurs provinces, les quatre légions qui appartenaient aux Etats romains. Ces légions étaient réunies en un seul bataillon romain de 1,000 hommes, que je me proposais, après le premier fait d'armes où il se serait signalé, de saluer du nom des *mille Romains*, afin de les exciter à bien faire.

Dans le même temps, il arrivait tous les jours, dans la lagune, un grand nombre de jeunes gens des anciennes provinces vénitiennes, qui voulaient se soustraire, à tout prix, à la conscription autrichienne, et beaucoup d'autres qui désertaient les drapeaux autrichiens pour s'engager sous les drapeaux italiens, parmi les défenseurs de Venise. Le colonel Cavedalis, l'un des triumvirs, était chargé d'accueillir ces jeunes gens venus des provinces environnantes de Padoue, de Trévise, d'Udine et de Bellune, et qui formèrent bientôt de beaux et braves bataillons que j'organisai en légions.

Voici l'ordre du jour par lequel j'adressai mes adieux aux quatre légions des Etats romains, qui avaient valeureusement combattu pour la cause italienne, et supporté courageusement les privations, les souffrances et les maladies.

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES DANS L'ÉTAT VÉNITIEN.

Ordre du jour.

« Venise, le 3 décembre 1848.

« Le gouvernement, par son décret, en date d'hier, a ordonné que la division romaine qui combat pour la défense de l'Estuario, retournerait dans ses provinces. La situation de ces provinces a été la cause principale qui a provoqué cette détermination du gouvernement vénitien; mais elle a été motivée aussi par les ravages des fièvres qui, en sévissant cette année, avec une violence inaccoutumée, ont affaibli la santé d'un grand nombre de volontaires, pour lesquels l'air natal est devenu un remède nécessaire.

« Le général en chef n'oubliera jamais une seule des vertus militaires et civiles par lesquelles se distinguent les volontaires romains qu'il a eu l'honneur de commander pendant l'espace de six mois. S'ils ont su défendre la Vénétie avec tant d'ardeur, ils sauront bien maintenant défendre la liberté de leurs propres frères, tant contre les ennemis intérieurs, s'ils osaient lever la tête, que contre les attaques de l'étranger.

« Le général en chef regrette de se séparer de tant de jeunes gens, qui ont participé à la défense de cette terre classique. Mais il se console en pensant, qu'eux et les autres volontaires italiens qui restent dans l'Estuario, portent désormais et à toujours dans leur cœur la cause de l'indépendance italienne, et qu'ils se retrouveront tous bientôt dans les champs vénitiens pour briser le joug humiliant de l'Autriche. Qu'ils combattent avec la valeur qui a marqué la journée de Mestre, et leurs baïonnettes rejetteront, qu'ils en soient sûrs, l'ennemi au delà de monts.

« Le général en chef,

« G. PEPE. »

Si, dans cet ordre du jour, je ne fis aucune mention du général Ferrari, qui reconduisit les légions dont je lui avais confié le commandement, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même. Huit mois auparavant, son gouvernement, peu satisfait de sa conduite, l'avait rappelé par l'intermédiaire du commissaire, le comte Charles Pepoli. Lors de l'affaire de la Cavanella sur l'Adige, je fis preuve, envers lui, non de rigueur, mais d'un excès d'indulgence. Les triumvirs, par une lettre du 18 septembre 1848, me pressaient de le renvoyer à Rome, et pourtant je le retins à Venise. Le 29 octobre, le gouvernement vénitien écrivit de nouveau au gouvernement romain une longue lettre, dans laquelle la conduite de Ferrari était hautement blâmée. Et cependant le gouvernement l'élevait bientôt après au grade de lieutenant général qui, à Rome ainsi qu'à Naples, correspond à ce que les Piémontais appellent un général d'armée : et, en effet, le ministre de la guerre à Rome m'avait fait savoir qu'il avait divisé les généraux en généraux de brigade, de division et en lieutenants généraux. M. Ferrari était arrivé de France, en 1848, avec le grade de lieutenant colonel en retraite. Je me suis étendu quelque peu sur ce point, parce que ce fut la manie déplorable de tous les nouveaux gouvernements italiens, à commencer par la Sicile pour finir par le Piémont, de donner des avancements hors de toute mesure, sans se soucier que rien n'est plus funeste à la discipline et à l'organisation de toute armée. J'aurai l'occasion de revenir sur cette faute si grave, afin qu'elle ne se répète point lors de la nouvelle lutte que l'Italie engagera pour son indépendance. Si, au temps de la première république française, les avancements furent rapides, ils ne se donnaient néanmoins qu'aux officiers qui s'étaient distingués. Les brillantes carrières de Masséna et de Murat ne démentent point mon assertion. Les grades qu'ils obtinrent furent gagnés, un à un, sur les champs de bataille. Le général Haxo, qui joignait un grand bon sens à une grande expérience, me disait que Napoléon, empereur, laissait voir

quelquefois qu'il n'avait pas été colonel d'un régiment.

L'ennemi avait recours à des manœuvres de toutes sortes pour décourager le persévérant amour de la liberté qui régnait dans toute la Vénétie, tant au sein des populations que parmi les braves et patriotiques garnisons. Entre autres choses, il cherchait à répandre la défiance sur plusieurs officiers supérieurs et employés civils, et notamment sur certains commandants des forts, en commençant par celui de Malghera. Pour détruire tous ces bruits dangereux et calomnieux, je publiai l'ordre du jour suivant :

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES DANS L'ÉTAT VÉNITIEN.

Ordre du jour.

« Venise, le 16 décembre 1848.

« Des bruits vagues de prochaines attaques et d'embûches dressées par l'ennemi ont jeté l'inquiétude dans les garnisons de l'Estuario. Qu'il faille l'attribuer à des manœuvres de l'ennemi ou à une malveillance coupable, ou plutôt encore à la peine et au défaut de réflexion, toujours est-il que des personnes très-honorables ont été signalées à d'aveugles et perfides soupçons. Le général en chef saisit cette occasion pour faire savoir aux habitants et aux troupes, que si, d'accord avec le gouvernement, il veille attentivement au service des garnisons, sa surveillance s'étend aussi sur les commandants, dont le dévoûment et le zèle ne peuvent être mis en doute. Le général qui a souvent rendu aux soldats la justice qu'ils méritaient, se félicite maintenant de l'avoir aussi rendue à tous les commandants sans exception : tous, par leur capacité, par leur honneur sans tache, par leur amour dévoué à la patrie, sont dignes de la garnison qu'ils commandent et de la ville confiée à leur défense. Le général est heureux notamment de donner

au colonel Mastei un témoignage de sa satisfaction pour son activité incessante, son patriotisme à toute épreuve, pour l'intelligence et le zèle qu'il a déployés dans la défense de Malghera. Les officiers de ce fort et le conseil de défense ont donné par écrit un témoignage non moins honorable des bons services de ce colonel.

« Le lieutenant général commandant en chef,

« G. PEPE. »

Calomniez un honnête homme, et faites-lui connaître les calomnies que l'on répand contre lui, vous verrez que souvent il aura l'apparence d'un coupable. En ce qui me touche, j'avoue que j'avais vu si souvent, dans les journaux et dans les livres, mettre en doute la valeur italienne, que, malgré le courage déployé par mes compatriotes de toutes les provinces dans les guerres de l'empire français, je m'abstenais d'aller au théâtre italien, à Paris, parce que derrière tous les applaudissements prodigués par le public aux chanteurs, il me semblait qu'il y avait cette restriction : « Vous chantez toujours, et vous ne vous battez jamais. » Mais, après la journée de Mestre, il m'arriva d'aller au plus beau théâtre de Venise. Si je ne me trompe, on donnait un opéra au bénéfice du trésor, et dans l'une des scènes, un chœur était chanté par trente jeunes femmes environ. Je me disais à part moi : « On ne conteste pas à l'Italie sa supériorité dans les arts, mais après Mestre, on ne nous contestera pas, du moins à nous, d'avoir aussi surpassé nos ennemis en courage. » Cette idée et ce raisonnement firent que, pour la première fois, depuis tant d'années, j'éprouvai du plaisir dans un théâtre italien, en entendant chanter et en voyant danser mes compatriotes.

CHAPITRE XV.

SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE DE L'ITALIE AU COMMENCEMENT DE 1849.

Ce que m'écrivait de Turin le comte Gherardo Freschi.—Le général Olivero et le député Correnti arrivent à Venise, envoyés vers moi par le roi de Sardaigne. — Ils repartent avec mes deux projets sur la prochaine campagne, et avec une lettre de moi pour le roi. — Réponse que j'en reçois. — Mes instructions au colonel d'état-major Fabrizzi que j'envoie à Rome. — Je demande que l'on me laisse le bataillon romain de l'Union. — Lettre de Manin sur les avancements. — Charles-Albert se décide à reprendre les hostilités. — Mon départ pour Chioggia. — Reconnaissance exécutée par les Lombards. — Lettre du gouvernement. — Retour à Venise.

Au commencement de 1849, l'Italie se trouvait, politiquement et moralement, dans une situation détestable. La Sicile, bien qu'elle eût voulu défendre la liberté qu'elle avait conquise, manquait d'une marine capable de lutter avec celle de l'ennemi ; elle n'avait, d'ailleurs, ni armée, ni général qui sût l'organiser et qui fût capable d'en prendre le commandement.

Le royaume de Naples gémissait sous le despotisme d'un prince qui, pour consolider son pouvoir, ébranlé par les commotions récentes, et pour dompter la résistance que lui opposait toujours la Sicile, demandait à la corruption des armes

contre son peuple et contre son armée, et appelait à son aide, les jésuites, cette peste sociale.

Les États romains succombaient sous les intrigues de toutes les cours de l'Europe, qui luttaient de manœuvres honteuses avec Pie IX, retiré à Gaëte, pour replacer des populations énergiques sous le joug détesté du pouvoir temporel, du pape, c'est-à-dire, des prêtres. Le pape, en ne rougissant point d'appeler à son aide les baïonnettes étrangères, effaçait de l'histoire les premiers actes vraiment chrétiens de son pontificat, qui remplirent de son nom les deux hémisphères. Quant au grand duc de Toscane, il ne lui manquait que le froc, pour en faire un parfait jésuite. Et c'est ainsi que, de la droite du Pô jusqu'à Trapani, pas un soldat ne restait à la cause de l'indépendance italienne. Il est vrai qu'entre la gauche du Pô et les Alpes, l'Italie disposait encore de forces suffisantes pour rejeter au delà des monts, et la baïonnette dans les reins, les bandes autrichiennes, si l'habileté et l'énergie de Charles-Albert avaient égalé son courage et son dévoûment chevaleresque à la cause de l'Italie. J'examinerai, dans le cours de ce chapitre, qu'elles étaient les difficultés qui entouraient ce prince, et je dirai ce qui lui manqua pour en triompher.

Un grand nombre de lettres que j'avais reçues de Turin, et notamment celles du comte Gherardo Freschi, envoyé du gouvernement vénitien près du gouvernement sarde, m'avaient pénétré d'une profonde tristesse.

Le comte Freschi, dans sa lettre du 2 novembre 1848, me disait, entre autres choses, que la consulte lombarde exprimait la ferme résolution de se dissoudre, si l'on ne venait point en aide à l'insurrection; que, dans le même temps, le roi, ses fils et ses ministres déclareraient à Durini, au prince de Canino, à Mammiani, que les hostilités seraient bientôt reprises, que les dépenses énormes qui avaient été faites, le rappel de la réserve et les nominations d'un grand nombre d'officiers semblaient donner de la consistance à cette promesse, qui était encore confirmée

à faire tourner tous les efforts au profit de son incurable égoïsme. Je ne puis m'expliquer le fâcheux pressentiment, avec lequel je vois ces gens qui étaient si naguère ouvertement opposés à la guerre, y pousser, au contraire, maintenant, comme à une nécessité impérieuse. J'en éprouve une profonde impression de tristesse. Je serais presque tenté de croire que ces gens nous réservent de nouveaux malheurs. Remarquez d'ailleurs que l'armée, dont l'apparence est excellente, est loin d'avoir réparé les désastres dont elle a souffert, et dont je vous parlais dès l'automne dernier. Quant au roi, croyez-le sincère dans la poursuite du but qu'il veut atteindre; soit que l'amour de la gloire, soit que le désir de s'agrandir inspire d'ailleurs sa conduite. Quelques-uns croient que le roi est traître, mais c'est là une accusation qui a pris naissance au sein de l'aristocratie, et qu'elle entretient avec soin, parce qu'elle ne peut pardonner à Charles-Albert les torts très-graves qu'elle a soufferts par suite du statut et de la fusion. Le roi n'a su ni dompter le parti qui lui tend des piéges, ni le réconcilier avec l'autre parti. C'est une grande faute, et Dieu veuille qu'elle ne soit point funeste à lui-même et à l'Italie.

« Gherardo FRESCHI. »

Charles-Albert me fit l'honneur de m'envoyer à Venise son général d'artillerie Olivero, accompagné du député César Correnti. Le premier était un homme d'une vive intelligence, et, ce qui valait mieux, il discourait avec un grand bon sens de tout ce qui touchait à l'art militaire; le second, à une science peu commune, joignait un patriotisme à toute épreuve. Je les conduisis tous les deux dans les diverses îles de la lagune; je leur en fis examiner les fortifications, je passai en revue, devant eux, toutes les milices des garnisons, et je recueillis d'eux avec satisfaction ce témoignage, qu'ils n'auraient jamais cru trouver Venise sur un pied de guerre aussi respectable que celui que je leur présentais.

Comme le roi de Sardaigne désirait connaître mes plans sur la prochaine campagne, je lui en envoyai deux projets avec une lettre que je remis à son général du génie. Comme il s'agissait ici du salut ou de la ruine de l'Italie, je crois devoir reproduire ici les projets et la lettre; je donnerai seulement une idée succincte de mon premier projet; j'exposerai le second avec tous ses développements.

Aperçu du premier projet :

Je proposais de diviser en deux corps distincts toutes les forces de l'armée sarde, le premier composé de soixante mille hommes environ des meilleures troupes, le second, formé de toutes les troupes qui resteraient disponibles, et augmenté des gardes nationales mobilisées. Ce dernier corps aurait occupé Alexandrie, Gênes, et les positions contiguës aux Alpes, d'où Moreau, en 1799, parvint à arrêter la nombreuse armée austro-russe. Le premier corps se serait avancé dans les provinces vénitiennes, et aurait pris pour base de ses opérations Padoue, dont il se serait servi comme d'un camp retranché. J'expliquais comment il aurait pu pénétrer dans les provinces vénitiennes et fomenter l'insurrection du Tyrol, qui se serait propagée dans la Lombardie. J'insistais sur l'importance d'interrompre les communications entre l'Autriche et Radetzky; et je trouvais que si ce dernier s'avançait jusqu'au cœur du Piémont, il s'exposerait à une complète déroute. Je démontrais les avantages que le premier corps, appuyé sur Padoue, aurait retirés de la flotte sardo-vénitienne, maîtresse de l'Adriatique. Je terminais enfin par ces mots : « Sire, Votre Majesté n'exécutera point ce plan de campagne, parce qu'il paraît entouré de difficultés, lesquelles sont peu sérieuses en réalité, et parce que la nature humaine incline plutôt aux demi-mesures qu'aux mesures extrêmes. Dans cette prévision, je crois devoir vous exposer mon second projet. »

Second projet pour la pochaine campagne.

1° Si l'on ne veut point appuyer sur Padoue la droite de l'armée sarde, et la gauche sur le Tyrol qu'on ferait occuper par la division lombarde, ainsi que nous l'avons exposé dans notre premier projet, nous demandons qu'on envoie dans les provinces vénitiennes une division forte au moins de douze mille hommes. On réunirait à cette division une division vénitienne de neuf mille hommes, et une troisième division aussi de neuf mille hommes, composée de Romains et de Toscans. En tout trente mille hommes, sans compter les garnisons indispensables pour la défense de la lagune.

2° Le corps ne devrait pas être moins fort que je ne l'ai indiqué, afin de pouvoir agir par lui-même, et protéger l'insurrection des montagnards des provinces vénitiennes, tout en demeurant indépendant de l'armée sarde, dont il serait séparé par plus d'un fleuve et par l'armée ennemie elle-même, qui se trouvera sous la protection de quatre places fortes. Néanmoins, si les événements de la guerre l'exigeaient, ce corps s'unirait au gros des troupes sardes, soit par la voie du Tyrol, soit par celle de Ferrare, ou même encore par la voie de Vérone, si les Autrichiens entraient dans le Piémont.

3° Voici ce que se proposerait de faire le général Pepe à la tête de ce corps d'armée. Après quelques semblants d'attaque contre l'ennemi dans les provinces vénitiennes, moins pour le combattre que pour dissimuler un mouvement plus utile, il s'embarquerait rapidement, avec douze mille hommes de choix, pour occuper Trieste, Pola, Fiume, et d'autres places; dans chacune desquelles il resterait seulement le temps nécessaire pour envoyer à Venise les prisonniers qu'il aurait faits, et le matériel de guerre, tant de mer que de terre, dont il se serait emparé. Si, dans ces provinces, les populations se montraient disposées à se soustraire au joug de l'Autriche, ou bien encore, si, à Fiume, on pouvait ouvrir des correspondances avec la

Hongrie, cette expédition de douze mille hommes acquerrait une importance considérable; et dans le cas où il serait permis d'entrevoir la possibilité de quelque grande opération favorable à l'Italie, rien n'empêcherait qu'on ne doublât le nombre des troupes, sans compromettre la défense de la Vénétie.

4° Dans les provinces vénitiennes, le même corps d'armée pourrait exécuter plus d'une opération très-utile. Supposons que l'ennemi, sorti de Vérone avec des forces considérables, voire même 40,000 hommes, pour combattre ce corps dans la Vénétie, celui-ci en se retirant dans Padoue, que défendent ses murailles, deux fleuves et un canal, ferait tête avec avantage aux Autrichiens. On pourrait aussi débarquer de gros détachements à l'embouchure des fleuves de la Piave et du Tagliamento, qui prendraient l'ennemi par derrière, et lui couperaient les communications avec les provinces autrichiennes. Si l'armée sarde avait besoin de secours, ou du côté du Mantouan, ou du côté de Vérone, ou du côté du Tyrol, le corps établi dans la Vénétie s'empresserait de lui en porter. Enfin, si le roi se décidait à pénétrer jusqu'aux frontières de l'Autriche, le même corps lui viendrait en aide.

5° Quant à la direction à imprimer au gros de l'armée sarde en Lombardie, elle dépendrait de la différence qui existerait entre ses forces numériques et celles de l'ennemi, des avantages qu'auraient obtenus les troupes italiennes dans la Vénétie, et des insurrections qui auraient pu éclater parmi les montagnards vénitiens, tyroliens et des environs de Brescia.

6° Dans tous les cas, l'armée sarde, n'ayant aucune place de guerre à opposer à l'ennemi, devrait puiser sa force dans sa masse, et ne plus occuper une longue ligne, comme par le passé. Si elle pouvait mettre la main, dans le Tyrol, sur une ville fortifiée, dont elle se servirait comme d'un camp retranché, elle se mettrait en communication avec le corps des provinces vénitiennes, et alors elle menacerait sérieusement l'ennemi, qui perdrait toutes ses communications avec le centre de l'empire,

grâce au concours que nous prêteraient, tant par terre que par mer, les troupes de Venise. D'un autre côté, si les Autrichiens, pour s'ouvrir une communication, s'éloignaient de Vérone, tout le monde voit qu'ils s'exposeraient à n'y plus rentrer. Ces avantages ne sont pas les seuls que procurerait le corps italien qui s'appuierait sur la lagune.

7° On pourrait combattre ce projet, en faisant observer que l'armée sarde, les Lombards dans le Tyrol, et le corps d'armée qui opérerait dans la Vénétie, resteraient séparés les uns des autres, et qu'ainsi chacun de ces corps demeurerait exposé aux attaques de toutes les forces autrichiennes réunies. Mais cette observation tombe, si l'on remarque que l'armée sarde, en se retirant vers Gênes ou les Alpes, permettrait au corps vénitien ou aux Lombards, de combattre l'ennemi par derrière. Les Lombards, dans ce cas, seraient protégés, d'ailleurs, par les fortes positions qu'ils occupent, par l'armée sarde et par le corps italien de la Vénétie ; ce dernier, à son tour, aurait sa retraite assurée dans Padoue et sur la lagune. Il est prouvé, en outre, qu'il serait facile de réunir les trois camps en un seul.

Ces deux projets étaient accompagnés d'une lettre pour le roi Charles-Albert, que je remis ouverte au général Olivero et au député Correnti, afin qu'elle pût être communiquée à des personnes considérables et influentes. Il était bien entendu, d'ailleurs, qu'elle serait remise cachetée à Sa Majesté. Voici la lettre dont le général et le député ont pu prendre copie.

« Venise, le 15 février 1849.

A Sa Majesté sarde.

« Sire,

« Ma conduite envers les cinq derniers rois de Naples, à commencer par Joseph, et bien qu'ils m'aient témoigné tous de la bienveillance, suffit à prouver que mes actes politiques n'ont jamais eu d'autre guide que l'indépendance et la gloire de

l'Italie. C'est ce constant et invincible amour de l'Italie qui me détermine à écrire aujourd'hui à Votre Majesté.

« Je n'ai jamais jugé les actions humaines d'après les résultats obtenus, et, dès lors, je ne vois dans le roi Charles-Albert que le prince vraiment italien qui a tiré l'épée contre l'Autriche pour défendre les vaillants Lombards. C'est seulement aux yeux des gens sans expérience ou sans loyauté, que le malheur devient une faute.

« Votre Majesté, dans ce moment suprême, a le choix entre une gloire immense et le blâme éternel de l'histoire ; entre la couronne italienne et l'abaissement de sa propre dynastie.

« Que Votre Majesté reprenne les armes sans plus hésiter un instant, et à peine la guerre de l'indépendance sera-t-elle proclamée de nouveau, qu'on verra cesser toutes les divergences et renaître l'harmonie qu'on tâche en vain de rompre par de creuses vanteries, inspirées par un enthousiasme dépourvu d'expérience, ou par la sotte manie d'étaler des sentiments exaltés de patriotisme. Les habitants de la lagune, bien que plus que jamais dévoués à la liberté, acclameront avec bonheur le royaume italien, le jour où ils vous verront remonter à cheval et tirer du fourreau l'épée de vos ancêtres.

« L'ennemi que nous combattons maintenant dans la lagune a été repoussé, dans toutes les reconnaissances et dans toutes les attaques que nous avons tentées, par les baïonnettes de nos jeunes volontaires. Comment résisterait-il à l'armée sarde, si cette armée était conduite par des chefs qu'exalterait l'amour de la patrie ? Les deux projets que j'ai soumis à Votre Majesté sont le produit non de l'enthousiasme, mais de l'expérience, qui vaut mieux que toute autre chose dans les affaires de guerre. Je ne rappellerai point l'exemple de la légion italienne qui, peu de jours avant la bataille de Marengo, combattit seule près de Varallo une division autrichienne et la mit en déroute. Je n'avais guère alors que quinze ans, et je combattais comme simple volontaire. Mais, dans la campagne de 1815, en Italie,

je commandais, comme général, l'avant-garde de Murat, et j'ai souvent observé de près les troupes autrichiennes, que j'ai encore combattues plus tard dans les champs de Riéti, n'ayant avec moi que peu de troupes régulières et des gardes nationales récemment enrôlées, ayant contre moi la trahison évidente du roi et de ses satellites. J'ai donc l'avantage, avantage rudement acquis, de bien connaître nos adversaires.

« Que Votre Majesté ait confiance dans les peuples et dans les destins de l'Italie ; et, dans le même temps que vous sauverez la péninsule, vous sauverez votre dynastie, la seule dynastie italienne. Quant à moi, Sire, bien qu'hostile par instinct aux princes, je serai le premier à saluer du fond du cœur Charles-Albert, roi d'Italie, le jour où il aura franchi l'Isonzo.

« De Votre Majesté le très-dévoué, etc.

« G. PEPE. »

Comme le roi m'avait envoyé spontanément son général du génie Olivero et le député Correnti, je me flattai que leurs rapports, mes projets et ma lettre seraient suivis de l'envoi de secours qui m'auraient permis de faire valoir pour la cause de l'Italie la magnifique position militaire et politique de la Vénétie. Mais j'eus bientôt à revenir de mon illusion, puisque la seule chose que j'obtins de Charles-Albert fut la réponse suivante :

« Turin, le 5 mars 1849.

« Illustrissime général,

« S. M. le roi, mon auguste souverain, a reçu la lettre que vous lui avez écrite le 15 février dernier, et m'a chargé de vous répondre en son nom. J'exécute avec d'autant plus d'empressement l'ordre de mon souverain, que j'ai mission de vous assurer que S. M. a beaucoup apprécié les pensées et les observations développées dans votre lettre, pensées dignes d'un illus-

tre et brave général, dont elle connaît le dévoûment à la cause italienne et le sincère amour pour la commune patrie. Votre lettre en contient, d'ailleurs, une preuve nouvelle et incontestable.

« Tout en obéissant aux ordres du roi, je suis heureux de saisir cette occasion de me rappeler au souvenir de votre seigneurie illustrissime, et de lui offrir l'assurance des sentiments de ma haute considération avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

« De votre seigneurie illustrissime,

« Le très-dévoué serviteur,

« COLLI. »

Il est impossible de dire l'impression que produisit sur moi cette lettre, qui signifiait, en définitive, que je ne devais plus attendre aucun secours, et que Charles-Albert, au mépris de toutes les promesses qui m'avaient été faites, et sans tenir aucun compte de l'opinion que j'avais souvent émise sur l'importance de la Vénétie, s'était décidé, pour le malheur de l'Italie, à n'en tirer aucun avantage. L'on verra aussi plus tard que, malgré les éloges qu'il me prodiguait dans sa dernière lettre, il me laissa dans une complète ignorance de son plan pour la prochaine campagne ; et pourtant il savait bien que j'avais sous mes ordres, dans la lagune, environ vingt mille hommes, sans compter la garde nationale qui, dans un moment suprême, aurait pu remplacer les garnisons de la plupart des forts : il n'ignorait pas qu'aucun des officiers qui l'entouraient n'avait commandé ni un corps d'armée, ni une division, ni même une brigade, par suite d'un avancement régulier, mais que tous devaient leur position à des passe-droits, qui déconsidèrent la carrière militaire au lieu de lui donner de la force.

Néanmoins, inébranlable dans ma volonté de ne pas commettre de péchés d'omission envers l'Italie, je préparais, d'un

côté, toutes les forces dont je disposais; de l'autre, je jetais les yeux sur la Toscane et sur Rome. Je correspondais à Florence avec le ministre des affaires étrangères, Mandrini, qui avait été capitaine dans mon état-major, et à Rome, avec le triumvir Saliceti que j'avais proposé à Naples pour entrer dans mon ministère. Beaucoup de choses qui auraient pu se faire ne se firent point. La fortune était contraire à l'Italie ; elle était contraire, et non pour la première fois, au plus dévoué, au plus entreprenant de ses enfants. J'envoyai le colonel de mon état-major, Fabrizzi, de Modène à Rome, avec les instructions que je transcris ici. J'adressai, en même temps, à Florence des lettres qui contenaient des instructions semblables.

Au colonel Fabrizzi.

« Colonel,

« La situation politique et militaire de l'Italie est telle, dans ce moment, qu'elle fait un devoir à tout citoyen qui porte dans son cœur la cause italienne, de se dévouer à son salut par tous les moyens dont il dispose. Investi du commandement de la Vénétie, qui se trouve située entre le Piémont et Rome, je dois faire tous mes efforts auprès des deux gouvernements, non-seulement pour qu'ils augmentent leurs forces, mais pour qu'ils leur donnent une meilleure organisation et une meilleure direction.

« Vous connaissez tout ce que j'ai écrit au roi de Sardaigne, tous les avis que j'ai donnés à son gouvernement par l'intermédiaire du général Olivero et de Correnti. J'attends toujours une réponse de Turin.

« Aujourd'hui je vous charge d'être mon interprète auprès du ministre de la guerre et du triumvir Saliceti, à Rome. Je ne pouvais pas choisir un officier supérieur plus capable d'exposer mes vues et de me transmettre les leurs. Voici ce que vous devrez leur exposer.

« Je crois que le gouvernement romain devrait réunir toutes ses forces entre Sinigaglia, Ancône, Jesi, Osimo et Macerata, et là leur faire donner sans retard l'organisation et l'instruction dont elles manquent.

« Ce corps d'armée pourrait servir tout à la fois à la défense et à l'attaque, tant contre les troupes de Naples que contre les troupes autrichiennes. Les guerres de défense n'ont presque jamais lieu sur les frontières d'un Etat, mais bien en deçà ou au delà de ces frontières. Je pourrais citer plusieurs exemples à l'appui de cette opinion. Entre beaucoup d'autres, je citerai celui de Cromwell, qui soumit l'Ecosse avec dix mille hommes, parce que les Ecossais, qui avaient quarante mille hommes à lui opposer, et qui se reposaient sur leur nombre, voulurent combattre sur la frontière, au lieu d'attirer l'ennemi dans le cœur de leur pays.

« Soit que les troupes romaines soient attaquées, soit qu'elles pénètrent dans le royaume de Naples, je m'offre pour protéger la défense ou pour commander sa marche en avant. Dans ce dernier cas, nous pourrions sauver l'Italie, car un grand nombre de mes compatriotes viendraient se ranger sous nos drapeaux, ainsi que Saliceti ne peut l'ignorer.

« Dans tous les cas, que le gouvernement s'occupe de l'organisation des troupes, qu'il achète des armes, qu'il se procure, avec le concours des patriotes, des nouvelles exactes de la situation des forces ennemies et de l'esprit des populations.

« Si les Autrichiens passent le Pô, il est important de concentrer à Bologne toutes les forces des Etats romains et de la Toscane. Je combattis avec avantage en 1815, aux environs de Bologne, dix-huit mille Autrichiens avec sept mille Napolitains. Aujourd'hui, avec vingt mille Romains et Toscans, et avec la garde nationale qui fournirait au moins dix mille hommes, je prendrais l'engagement de défendre Bologne, cette clef des États romains, contre trente mille ennemis, et plus. Bologne est une ville parfaitement disposée pour une

défense, ainsi que je l'ai démontré dans mon *Italie militaire*, publiée depuis plusieurs années ; et bien que cette ville soit située sur la frontière et non dans l'intérieur des Etats romains, grâce aux circonstances locales et à l'énergie de ses populations, elle fait exception à la règle générale. Le Rein, les montagnes, les champs cultivés et plantés d'arbres qui l'entourent, facilitent beaucoup sa défense. Je m'estimerais heureux d'avoir à défendre Bologne.

« Faites comprendre, colonel, qu'il importe d'augmenter les fortifications d'Ancône; insistez pour qu'on assiége la citadelle de Ferrare. Aussitôt que Charles-Albert aura repris les hostilités, le siége sera de peu de durée. Je vous enverrai le colonel Ulloa, et d'autres officiers d'artillerie napolitaine, tous distingués dans leur arme.

« Dans l'intérêt de la cause italienne, j'ai cru devoir faire connaître mes vues au gouvernement romain, et lui offrir mon concours. Dans le cas où les Piémontais, comme je l'espère, agiraient de concert avec les troupes vénitiennes, je suis certain que les Romains et les Toscans ne nous abandonneront pas.

« Ecrivez-moi souvent. Dès que j'aurai reçu la réponse de Charles-Albert, je vous ferai connaître ses intentions, pour que vous puissiez les communiquer au gouvernement romain.

« Je vous préviens que j'ai informé de votre départ le président Manin.

« Recevez, etc.

« G. PEPE. »

Pendant que je me préoccupais de ce qu'on aurait pu faire en dehors de la lagune, je n'oubliais pas les affaires de Venise. Le gouvernement romain voulait rappeler son bataillon de *l'Union*, fort de mille hommes environ, dont l'instruction m'avait donné beaucoup de mal. Je m'opposai à son départ, et j'en écrivis au président Manin, qui me répondit le 10

mars : « Général, j'apprécie tout à fait les sages réflexions « contenues dans votre lettre d'hier, et je pense, comme vous, « qu'il faut garder à Venise le bataillon de *l'Union*, dont le « renvoi dans les Etats romains a été demandé par le ministre « Campello, etc., etc. »

Voici l'une des considérations que je faisais valoir dans ma lettre du 8 mars adressée au président Manin, pour établir la nécessité de retenir ce bataillon. « Dans ce moment, disais-je, « il semble que l'ennemi s'apprête à assiéger nos forts de terre « ferme. Le meilleur moyen pour défendre ces forts est de « diriger contre les assaillants de fréquentes sorties qui exigent « des troupes nombreuses et sont suivies de pertes considéra- « bles. C'est par leurs sorties plutôt que par leur artillerie, « que Masséna et Rapp sont parvenus à défendre Gênes et « Dantzick. C'est faute de sorties que sont tombés Anvers, « Sarragosse, Gaëte, Tarragone, Mortiedo. Dans les temps « anciens, Alessia succombait, parce que ses nombreux défen- « seurs n'osaient pas affronter les légions de César. Vous « verrez que si l'ennemi commence par assiéger Malghera, « Brondolo et Triporti, ces forts seront défendus tant que « nous aurons des hommes à perdre, tant que nous pourrons « recourir à la baïonnette, comme à Mestre. »

Dans toute l'Italie, sauf dans le royaume de Naples, il existait un vice très-grave dans l'organisation de l'armée, sans en excepter l'armée sarde : ce vice consistait dans le mode de promotion des officiers de tous grades, depuis les sous-lieutenants jusqu'aux généraux. J'admets qu'on peut franchir, en très-peu de temps, deux, trois et même quatre grades dans l'armée, mais ce n'est qu'à la condition de combattre, en remportant des avantages sur l'ennemi, en faisant preuve de courage et d'intelligence ; mais les promotions qui ne sont pas ainsi justifiées sont funestes à la discipline et déconsidèrent bientôt la meilleure armée. Entre autres inconvénients, la supériorité des grades devient un objet de dérision et perd tout prestige.

Or, comme la direction de la guerre proposait et obtenait du gouvernement des promotions non justifiées, j'écrivis à ce sujet au président Manin, qui me fit la réponse suivante :

A S. E. le lieutenant général Pepe, commandant en chef.

« Du gouvernement provisoire de Venise,
le 14 mars 1849.

« Général,

« Je m'empresse de vous transmettre la circulaire du 30 janvier dernier, d'après laquelle vous verrez que nous avons prévenu votre réclamation si légitime, en décidant qu'aucun avancement n'aurait lieu à l'avenir sans votre avis préalable.

« Agréez, général, l'assurance de ma profonde estime.

« Le président,

« MANIN. »

Dans le même temps arriva la nouvelle que Charles-Albert avait décidé la reprise des hostilités pour le 20 mars courant. Manin, président du gouvernement, fit annoncer aux populations de la lagune que les hostilités allaient recommencer, et il ajourna à quinze jours, comme c'était son droit, la prochaine réunion de l'assemblée nationale. Ce fut un beau jour pour les habitants de la Vénétie et pour les troupes des garnisons, qui croyaient que sur tous les points de l'Italie il régnait le même ordre, la même volonté, la même unité de direction qui existaient parmi nous.

Je calculai quelles devaient être les forces indispensables pour la défense, et je comptai beaucoup sur la bonne volonté des gardes nationales. Je divisai ensuite en quatre brigades toutes les troupes dont je disposais. Il en restait une toute prête à s'élancer de Malghera sur la terre ferme, pour seconder mes

opérations; les trois autres devaient me suivre à Chioggia avec une batterie de campagne, commandée par le brave major Boldoni, et avec cent vingt chevaux environ, commandés par le capitaine Dioz, napolitain comme Boldoni. Ces trois brigades étaient commandées par le général Rizzardi, par le colonel Belluzzi, et par le colonel Novara qui avait conduit à Venise le bataillon lombard.

Lorsque je m'embarquai avec mon état-major pour Chioggia, la population prévenue, je ne sais comment, de mon mouvement, me suivit jusqu'au rivage en me couvrant d'applaudissements, qui n'auraient pas été plus enthousiastes si j'étais rentré à la suite d'une grande victoire.

J'avais la promesse d'être secouru par une division romaine, aussitôt que les hostilités seraient commencées, mais je comptais très-peu, pour ne pas dire du tout, sur ce secours, attendu que la division ne s'était pas mise encore en marche et qu'elle n'était même pas réunie. Du côté du roi sarde, toujours un profond silence. Pas une offre ou une demande de secours sur la rive gauche du Pô.

L'Estuario était bloqué par dix-huit ou vingt mille Autrichiens. Mon but ne pouvait être autre que de contraindre l'ennemi à augmenter ses forces, loin de les diminuer, autour de la lagune, et, dans le même temps, de tenter contre lui quelque coup de main, en profitant de la supériorité morale que mes troupes avaient acquise sur les troupes autrichiennes. Bien que mes reconnaissances et mes attaques eussent été couronnées de succès depuis plus de dix-huit mois, il ne faut pas croire que je n'avais point rencontré, dans mes mouvements, de difficultés très-sérieuses. Il importe de se souvenir que les Français, assiégés dans la Vénétie en 1815, ne tentèrent qu'une sortie sur la Cavanella de l'Adige, et que, non-seulement ils ne s'en emparèrent pas, non plus que les miens, par la faute du général Ferrari, mais qu'ils furent encore rejetés un instant sur la gauche du fleuve. Les campagnes qui entourent la la-

gune sont toutes baignées d'eaux stagnantes, de canaux et de fleuves, ici sans profondeur, et là navigables. Il se rencontre souvent des digues tellement étroites que peu d'hommes suffisent pour empêcher l'ennemi d'avancer, ou pour lui fermer la retraite au moyen de barricades qui se construisent en un instant. Ces incidents de terrain montrent assez les difficultés qui s'opposent, dans ces parages, à tout mouvement militaire.

Mon frère Florestàn, qui avait, de Naples, les yeux fixés sur mes opérations, m'écrivait que je ne pouvais prendre trop de précautions pour assurer ma retraite. J'aurais voulu m'avancer jusqu'à Rovigo, et j'aurais peut-être pu exécuter ce mouvement avec succès; mais il est certain que si l'ennemi en avait été prévenu par ses espions, et s'il avait résolu de m'attaquer vigoureusement pour me couper la retraite, il aurait atteint son but, ma colonne n'étant pas assez forte pour me permettre de l'échelonner d'après les exigences du terrain. D'un autre côté, je ne pouvais rien livrer au hasard sans compromettre l'importante défense de Venise.

Néanmoins, pour ne pas rester inactif, et dans l'espérance qu'un premier mouvement qui réussirait me permettrait d'en tenter d'autres, je fis avancer sur Conche le bataillon lombard. Ce bataillon dépassa le point que je lui avais assigné; il construisit une barricade dans la position qu'il avait occupée, et s'y établit régulièrement. L'ennemi, prévenu, l'attaqua avec des forces quadruples et deux pièces de campagne. Les nôtres, qui manquaient d'artillerie, furent obligés de sonner la retraite, après avoir opposé une vive résistance, soutenue seulement par un feu de mousqueterie. Moi, qui comptais beaucoup sur le moral de mes troupes, je leur dis alors que les Lombards avaient toujours fait preuve de courage, mais que néanmoins cette retraite jetait quelque ombre sur leur bonne renommée, et qu'il importait, dès lors, de reprendre, avec les Lombards en tête, la position perdue. Comme j'ignorais quelles étaient les forces dont les Autrichiens disposaient au delà de Conche,

je fis échelonner sept bataillons, à peu de distance l'un de l'autre, pour appuyer les Lombards. Ce fut une douce émotion pour moi, lorsque je passai devant les rangs, d'observer l'excellent esprit dont tous les soldats étaient animés. Tous mêlaient, au bruit de la musique militaire, le cri de : *Vive l'Italie! Vive notre général!* L'un des bataillons joignit à ces cris le cri au moins singulier de : « *Vive aussi la mort!* » et je répondis à haute voix : « Oui, mes chers et valeureux enfants, vive aussi la mort, puisque c'est elle qui vaudra la liberté et la gloire à notre Italie ! »

Quoi qu'il en soit, le bataillon lombard, retrouvant sa valeur habituelle et précédé de deux bouches à feu, attaqua et reprit la position qu'il avait perdue deux jours auparavant. Cette colonne était conduite par le major Sirtori et par le capitaine d'artillerie Virgilio, tous deux de mon état-major, tous deux officiers de grand courage. Non-seulement ils reprirent Conche à la baïonnette, mais ils poursuivirent l'ennemi jusqu'aux hauteurs de Sainte-Marguerite. Les Lombards étaient appuyés d'un détachement des soldats de l'*Union*, et d'un autre détachement des Euganei. Je fis suivre ce fait d'armes de l'ordre du jour suivant :

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES DANS L'ÉTAT VÉNITIEN.

Ordre du jour.

« Grande était l'impatience des Lombards de reprendre la position de Conche, d'où ils avaient été repoussés par un ennemi six fois supérieur en nombre et pourvu d'artillerie.

« Le général en chef, pour satisfaire à cette généreuse impatience, fit partir hier matin pour Conche le major Sirtori et le capitaine Virgilio, de son état-major, avec cent-soixante Lombards, et cent soldats romains de l'*Union*, suivis d'une réserve de deux cents Euganei. Le major Sirtori emporta Conche à la

baïonnette, et poursuivant l'ennemi qui se réformait derrière des barricades, il le chassa aussi de cette position, le repoussant jusqu'aux hauteurs de Sainte-Marguerite.

« Dans cette vigoureuse attaque, les nôtres n'ont eu qu'un seul blessé, la furie de leurs coups ayant jeté l'épouvante parmi les Autrichiens, la réserve commandée par le major Stucchi a fait une excellente contenance. Les pirogues expédiées par la marine ont soutenu un feu très-vif contre l'ennemi.

« Hier aussi, le général en chef a donné l'ordre aux capitaines Cosenza et Carrano, de son état-major, d'exécuter une reconnaissance avec cent cinquante soldats. Cette reconnaissance a eu lieu à onze milles au delà de Brondolo, en passant sur l'Adige par la Cavanella. La troupe a conservé un ordre admirable dans sa marche et dans sa retraite.

« Chioggia, le 23 mars 1849.

« Le lieutenant général commandant en chef,

« G. PEPE. »

Tandis que le succès de ces petits faits d'armes me donnait l'espoir d'atteindre à de plus grands résultats, je reçus une lettre du gouvernement qui me prescrivait, par des motifs qui devaient m'être exposés verbalement, de suspendre toutes nos opérations offensives, grandes ou petites. Je n'eus pas de peine à comprendre que je devais attribuer à quelque désastre de l'armée piémontaise cette triste lettre du 27 mars 1849, que je reproduis ici.

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE VENISE.

Le 27 mars 1849.

« Général,

« Le gouvernement ayant à vous faire une communication importante, et désirant conférer, à ce sujet, verbalement avec

vous, vous prie de vous transporter le plus tôt possible à Venise et de suspendre, en attendant, toute opération militaire offensive.

« Agréez, général, l'expression de ma profonde estime.

« Le président,

« MANIN. »

La défaite de l'armée sarde fut connue avant que le gouvernement de Venise m'en eût donné la nouvelle. Dès lors, ayant donné l'ordre de rejoindre leurs postes aux troupes que j'avais appelées à Chioggia pour former le corps d'opération qui devait guerroyer en dehors de la lagune, je rentrai à Venise suivi de mon état-major.

CHAPITRE XVI.

SECONDE CAMPAGNE DE CHARLES-ALBERT CONTRE L'AUTRICHE, EN MARS 1849.

Administration de l'armée sarde. — Son organisation. — Le général Pelet à Turin. — Examen du plan de la dernière campagne. — Ce qu'il aurait fallu faire.

Dans le court aperçu que j'ai donné de la première campagne de Charles-Albert, si j'ai rendu justice à ce prince, à son cœur chevaleresque et italien, je n'ai cependant pas dissimulé une partie des fautes qu'il avait commises. Ces fautes furent plus nombreuses et plus grandes encore dans la seconde campagne, dont je m'occupe en ce moment, que dans la première. Au lieu d'agir de concert, le gouvernement, le peuple, les classes élevées et les patriotes les plus ardents, tous travaillèrent comme à l'envi, et sans s'en douter, à la perte de l'indépendance italienne. Dans l'opinion des hommes impartiaux et doués de quelque expérience, les troupes seules ne méritèrent aucun reproche : on calomnie, d'ailleurs, les soldats, lorsqu'on leur fait porter à eux-mêmes et non à leurs chefs, la responsabilité des fautes qu'ils peuvent commettre.

C'est une chose étrange que l'Italie, qui a fourni aux nations étrangères des généraux tels que Pescaire, Farnèse, Montecucolli, Eugène de Savoie, Masséna, Bonaparte, n'ait pas vu

surgir un général de quelque mérite dans ces deux dernières campagnes, où l'on combattait pour l'indépendance nationale. Il est vrai que les généraux se forment dans les camps, et que toute l'Europe était en paix depuis longtemps. Si l'on m'objecte que les mêmes circonstances existaient pour l'ennemi, je répondrai, que lui aussi manquait de généraux, ainsi que le prouvèrent ses défaites à Milan, devant Bologne, à Brescia et dans la Vénétie. S'il obtint des avantages décisifs dans les deux campagnes de Lombardie, il faut en faire honneur à la discipline, plus ferme parmi les vieilles troupes que parmi les nouvelles, et moins relâchée dans les armées qui sont en pays étranger et non pas chez elles. Au delà de l'Isonzo, l'armée de Charles-Albert n'aurait pas été poussée à l'indiscipline par une aristocratie besogneuse, par des démagogues, par des jésuites, ainsi que cela n'arriva que trop sur la droite du Tésin.

Je ferai connaître d'abord les vices qui existaient dans l'administration et dans l'organisation de l'armée sarde, je dirai quelques mots de ses qualités morales, et j'exposerai ensuite par où péchait le plan de campagne de Charles-Albert. On verra que les soldats piémontais ne démentirent pas le vieux renom de cette valeur, qui honora le drapeau des princes de Savoie et celui de Napoléon. J'ajouterai que, dans ma ferme conviction, la trahison fut tout à fait étrangère à la fatale issue de la guerre, et que toute l'Italie devrait se montrer reconnaissante à l'armée piémontaise, et plus encore à Charles-Albert, et aux deux princes, ses fils, qui montèrent à cheval, sans hésiter, et jouèrent leur vie et leur haute fortune pour la cause italienne, sans que les désastres d'une première campagne eussent rebuté leur courage et épuisé leur patriotisme.

Italiens, il n'est pas un citoyen dans la péninsule qui ait eu, autant que moi, l'occasion de prouver qu'il était plus dévoué à sa patrie qu'aux rois, aux rois dont je ne désire rien, et dont je ne pourrais accepter jamais aucun bienfait personnel, sans me déshonorer. Eh! bien! je n'en répète pas moins que nous

devons avoir toujours chère la mémoire de Charles-Albert, et que nous devons reconnaissance éternelle à ses deux fils qui, en le suivant valeureusement sur les champs de bataille, ne pourraient plus aujourd'hui se montrer hostiles à la politique italienne embrassée par leur père, sans encourir la flétrissure de l'histoire, et sans s'exposer, en même temps, à perdre leur trône.

En ce qui touche l'administration de l'armée sarde, la base de cette administration est l'argent; or, quels qu'en soient les motifs, tout le monde sait que l'argent manquait. Je n'ai pas qualité pour discuter les ressources financières du Piémont, je dirai seulement qu'au lieu d'appeler 120 mille hommes sous les armes, il eût mieux valu se borner à en appeler 80 mille, en les choisissant parmi ceux qui, sous tous les rapports, étaient le plus aptes à la guerre. La force d'une armée réside dans la qualité des soldats bien plus que dans leur nombre. Il fallait bien organiser la garde nationale dans le royaume sarde, organisation qui n'existe pas encore : on aurait pu prélever alors dans ses rangs 20,000 hommes pour le service de l'intérieur et des garnisons. Ces 20,000 citoyens mobilisés n'auraient reçu de paye que les jours où ils auraient été retenus loin de leur domicile. Qu'il me soit permis de rappeler qu'en 1821, au moyen d'ordres transmis par le télégraphe, je fis marcher à la frontière 80 bataillons de gardes nationales mobilisées dont 30 bataillons combattirent sous mes yeux à la bataille de Rieti, depuis le matin jusqu'au coucher du soleil. Ils étaient tous vêtus à leurs frais et armés de même, la plupart de fusils de chasse. L'armée sarde, ainsi réduite de 120 mille hommes à 80 mille, se serait trouvée dans des conditions beaucoup meilleures de personnel et d'administration. Il est vrai qu'il eût fallu s'abstenir de détacher de ces 80 mille hommes des corps nombreux et inutiles, ainsi que je le montrerai dans son lieu.

Ce manque d'argent fut cause que tous les services accessoires étaient dépourvus de cette régularité qui en assure les bons

effets. Une confusion extrême régnait dans l'administration des corps, et l'intendance militaire ne put réussir, en sept mois de temps, à mettre ordre à cet état de choses, bien que tout officier expérimenté sache que la mauvaise administration engendre l'indiscipline. A l'âge de vingt-sept ans je commandais une brigade napolitaine dans l'armée d'Aragon, qui avait pour général en chef le maréchal Suchet. Ses troupes étaient un modèle de discipline, parce qu'elles étaient les mieux administrées de tout l'empire.

Dans l'armée sarde, le service des subsistances militaires fut, en dernier lieu, confié à des hommes qui n'avaient d'autres titres à cette faveur que la protection, et qui manquaient complétement d'expérience. C'est ce qui fut cause que, dans cette seconde campagne, les subsistances manquèrent comme dans la première, et que, dès l'ouverture de la campagne, les troupes furent réduites à manger les biscuits, auxquels on ne devait recourir qu'à la dernière extrémité.

L'intendance militaire avait apporté de telles lenteurs dans la réorganisation du service sanitaire des troupes actives, que beaucoup d'ambulances ne rejoignirent les divisions dont elles dépendaient, qu'au moment même du désastre de Novare. D'un autre côté, le service des transports n'était nullement en proportion des besoins de l'armée, en telle sorte que si l'on avait voulu s'avancer jusqu'en Lombardie, il en serait résulté une grande confusion. Quant à l'armement, je dirai seulement que les gibernes se portaient à la ceinture : ces gibernes ne contenaient que peu de cartouches, que rien ne protégeait contre l'humidité.

Examinons maintenant l'organisation de l'armée. Il manquait dans les cadres de l'infanterie, qui sont le nerf de toute armée, deux classes de soldats présents sous les drapeaux lors de la première campagne, et que l'on avait remplacés par deux classes de la réserve. On avait, dans le même temps, accordé beaucoup de congés partiels à d'anciens militaires, et les ré-

giments se voyaient ainsi privés de leurs vieux soldats qui, bien que pères de famille pour la plupart, s'étaient montrés intrépides au feu, et étaient redoutés des Autrichiens. Remplacer ces hommes, à la veille d'une bataille, par de jeunes conscrits qui arrivaient sous les drapeaux avec le sentiment d'une récente défaite, c'était compromettre gravement l'issue de la prochaine campagne. En même temps, d'ailleurs, qu'on notifiait la reprise des hostilités, on ordonnait la formation d'un quatrième bataillon par régiment. L'exécution de cet ordre amena la dislocation de tous les cadres d'officiers et de sous-officiers. Les officiers et les vieux soldats, séparés ainsi les uns des autres, perdaient la force que donne cette confiance réciproque qui naît des habitudes de chaque jour, et qui ne s'acquiert qu'avec le temps et dans la vie des camps. Cette disposition, qui fut exécutée du 11 au 14 mars, produisit des résultats si fâcheux, que le 15, et au moment de reprendre les hostilités, on décida de rétablir l'ancienne organisation des cadres. Cette opération, exécutée à la hâte, fut une nouvelle cause de désordre et de confusion. Les corps qui, faute de temps, ne purent reconstituer leurs cadres, éprouvèrent que c'est un grave danger de conduire au feu de jeunes conscrits, n'ayant pas plus de deux mois de service. Et c'est ainsi qu'on ruinait le moral, la discipline et l'administration de l'infanterie.

En mars 1848, les cadres de l'armée piémontaise entrée en Lombardie, contenaient un effectif de soixante mille hommes. En 1849, toutes les troupes du royaume, en y comprenant les troupes lombardes et plusieurs bataillons de réserve, s'élevaient à cent vingt mille hommes, en telle sorte que les cadres étaient doublés; mais les nombreuses promotions qui eurent lieu dans les rangs des officiers et sous-officiers nuisirent grandement à la discipline, les grades se conférant d'ordinaire, sans autre titre que la faveur, à des jeunes gens de toutes les provinces italiennes, complétement nouveaux dans le métier des armes.

Les fâcheux résultats de cette situation se faisaient sentir depuis les grades inférieurs jusqu'aux plus élevés. Presque tous les officiers généraux et supérieurs voyaient leurs brigades, leurs régiments, leurs bataillons pour la première fois. Le général Perron, qui mourut au champ d'honneur, ne prit le commandement de sa division que trois jours avant la bataille de Novare, et il ne connaissait pas un seul de ses régiments. Les nouvelles lois relatives aux avancements ne firent pas surgir un seul chef capable; elles ne firent qu'exciter les ambitions.

Si, des vices qui existaient dans l'organisation de l'armée, je passe aux causes de démoralisation qui agissaient sur l'esprit des soldats, je dirai que les circonstances politiques du mois de mars 1848 n'étaient pas absolument les mêmes au mois de mars 1849; l'enthousiasme pour la guerre sainte s'était affaibli; les tristes souvenirs de la retraite du Mincio et des événements déplorables dont la ville de Milan avait été le théâtre, avaient produit une impression profonde sur l'esprit des soldats et des officiers, et relâché les liens de la fraternité entre les Piémontais et les Lombards, bien que les deux peuples confinassent l'un avec l'autre, et qu'ils eussent une patrie commune. Les habitants des campagnes, qui avaient acclamé la conduite politique de Pie IX pendant les premiers mois de son pontificat, demandaient pourquoi cette politique était changée. On répétait, en outre, de tous les côtés, et en exagérant ce bruit, que les chambres n'étaient point favorables à la guerre. Il existe des démagogues dans tous les partis, et les plus vils sont ceux qui flattent le pouvoir. Mais à l'ouverture de la campagne, on taxait de démagogie le plus sincère patriotisme. Ceux qui, à tort ou à raison, exaltaient leur patriotisme, commirent la faute de ne pas prendre un fusil et de ne pas dire : « Si nous avons été les plus ardents en paroles, nous serons aussi les plus ardents en action. » Qui aurait osé, en Grèce ou à Rome, exciter le peuple aux armes, sans se croire ensuite obligé de donner l'exemple?

Avant la reprise des hostilités, le gouvernement français envoya le général Pelet à Turin, auprès du roi sarde, mais il le rappela malheureusement au bout de quelques jours, sans doute pour ne pas déplaire à l'Autriche. Pelet avait fait la guerre comme général sous l'empire, et il avait pris part, en cette qualité, à plusieurs batailles. S'il était resté près de Charles-Albert, il aurait pu lui donner de sages et salutaires conseils, soit que ce prince eût attendu l'ennemi dans ses provinces, soit qu'il eût été le chercher en Lombardie.

Examinons maintenant le plan de cette seconde campagne, si, toutefois, on peut l'appeler ainsi. J'ai montré, dans le chapitre douzième, combien la position de l'armée de Charles-Albert eût été meilleure que celle de Radetzky, si ce prince avait choisi pour camp retranché la ville de Padoue, avec tous les avantages qu'il aurait pu retirer de la Vénétie. En parlant des sorties faciles à exécuter par la lagune, et de l'escadre sardo-vénitienne appuyée sur vingt mille hommes, j'ai indiqué comment les Italiens auraient envahi Trieste, Fiume, et tous les ports autrichiens de l'Adriatique, en détruisant leur marine; et comment les vingt mille hommes qui gardaient la Vénétie, en combinant leurs mouvements avec ceux de l'armée sarde, auraient coupé toutes les communications entre nos ennemis et l'empire. Plusieurs jours avant l'ouverture de la seconde campagne, le roi avait reçu communication de mes plans et de tous les détails qu'il m'avait demandés par l'intermédiaire de son général du génie, Olivero, et du député Correnti, qu'il m'avait envoyés à Venise. Mais il a agi comme si la Vénétie n'avait pas été une province dévouée à la cause italienne, et prête à tous les sacrifices pour l'Italie.

En laissant de côté les opérations qui auraient pu se tenter sur la gauche de l'Adige, si l'armée piémontaise avait porté la guerre dans ces provinces, elle n'aurait été entravée ni par les jésuites, ni par les rétrogrades qui travaillaient à la détacher de la cause de l'indépendance, et qui, pour hâter sa ruine,

fomentaient la désertion dans ses rangs. Cette seule considération eût dû suffire pour décider le roi à transporter la guerre loin de ses États.

Mais puisqu'un mauvais destin voulut qu'on renonçât à combattre l'ennemi dans sa partie la plus faible, c'est-à-dire dans ses communications avec l'empire ou dans les villes mêmes de l'empire que baigne l'Adriatique, pourquoi au moins ne se décida-t-on pas sur la question de savoir si la guerre serait offensive ou défensive? Les deux systèmes présentaient de grands avantages; mais le premier, c'est-à-dire l'offensive, convenait mieux au caractère italien; il eût resserré les liens qui tendaient à s'affaiblir entre les Piémontais et les Lombards; et ces derniers auraient retrouvé la valeur héroïque, dont Milan leur avait donné l'exemple, s'ils s'étaient sentis appuyés par soixante mille soldats de l'armée piémontaise. Mais rien n'était préparé pour la guerre en Lombardie; le Piémont n'avait ni armes ni munitions à distribuer aux Lombards, qui en manquaient, depuis que le maréchal Radetzky avait frappé sans pitié ceux qui osaient en détenir; encore moins était-il capable d'organiser les nombreuses bandes, qu'il était facile de former, et que la rapidité des mouvements et l'ardeur italienne rendent si redoutables, ainsi que les luttes du moyen âge l'ont prouvé souvent. Dans mon *Italie militaire*, publiée il y a treize ans, j'ai consacré un chapitre à la guerre par bandes, et j'ai combattu énergiquement la fausse idée que se font beaucoup de gens, qui pensent que les plaines de la Lombardie ne sont pas propres à la guerre de détails. Ces plaines, où la culture est magnifique, où la terre est grasse et souvent détrempée par les neiges, par les pluies et les inondations, où les canaux, enfin, sont nombreux, présentent un obstacle à l'action de la cavalerie et de l'artillerie, et entravent même les mouvements de l'infanterie. C'est pour cela que les bandes pourraient y faire avec avantage la guerre de détails, en évitant, toutefois, les plaines de quelque étendue, qui s'y rencontrent de temps à autre.

Supposons que l'on se fût décidé pour la guerre défensive: le pied des Alpes, Gênes, Alexandrie, auraient fait à la défense des conditions magnifiques, qui eussent permis de fréquentes attaques, à l'instar de ce que fit Wellington en Portugal, et bien qu'il eût devant lui un général qui s'appelait Masséna. C'eût été, il est vrai, dans ce cas, un sacrifice nécessaire que d'abandonner Turin à l'ennemi; mais ce sacrifice n'était pas considérable, puisqu'il eût été facile de le racheter par des mouvements sages, prompts et vigoureux. Il est impossible de dire quels auraient dû être ces mouvements, puisqu'ils auraient dû naturellement se régler d'après les forces et les dispositions de l'ennemi.

Outre l'alternative d'attaquer Radetzky dans la Lombardie, et celle de l'attirer vers Gênes ou vers les Alpes, il y en avait une troisième qui consistait à former un camp de soixante mille hommes à Novare, et d'attendre, pour régler ses mouvements d'après ceux de l'ennemi, c'est-à-dire pour marcher sur Milan ou pour se transporter par Verceil sur Alexandrie. Mais, pour se mettre en mesure de choisir entre les deux opérations, il était indispensable de réunir toutes les troupes sardes derrière Novare, dans la prévision du cas où elles seraient contraintes d'en venir aux mains; il importait que ces troupes fussent abondamment pourvues de munitions de bouche et de guerre, il importait que des fortifications de campagne eussent été construites aux deux côtés opposés de la ville; il était, enfin, de nécessité urgente que l'on eût, ce qui manqua toujours, même dans la première campagne, des espions très-habiles et capables de rivaliser avec ceux de l'ennemi. Etablir ainsi les troupes sardes derrière Novare, et il est plus que probable qu'elles auraient détruit l'armée autrichienne.

On aurait eu le choix, non-seulement de pénétrer dans Milan, ou de se retirer dans l'une des positions très-fortes qui abondent dans le Piémont, en commençant par Alexandrie et Gênes; mais on aurait pu encore attendre à Novare Radetzky

avec toutes ses forces. C'est un immense avantage, pour une armée, d'avoir son front protégé par une ville et ses flancs gardés par des fortifications de campagne. Grâce aux tours et aux clochers, vous pouvez étudier avec précision les forces et les mouvements de l'ennemi, tandis qu'il ne voit rien de ce qui se fait chez vous. Sur les champs de bataille, on sait que l'on regarde comme une bonne fortune de rencontrer un village ou même quelques chaumières abandonnées. Les Anglais, à Waterloo, avaient devant leur front de bataille quelques petites maisons, qui ne furent emportées qu'après des pertes immenses du côté des Français. S'il est permis, auprès de ces grands faits d'armes, d'en citer de petits, je dirai qu'en 1815, dans la campagne du roi Joachim Murat contre l'Autriche, il m'arriva d'avoir à défendre la gauche du Rein, près de Bologne, avec sept mille hommes contre dix-huit mille Autrichiens. Entre autres circonstances, qui me permirent pendant toute la journée de repousser des forces si supérieures, je dois compter la présence de quelques maisons, qui garantissaient mes soldats des attaques de l'ennemi et qui dissimulaient aux Autrichiens les mouvements de quelques-unes de mes troupes, tandis que du toit de ces maisons je suivais tous leurs mouvements. A Novare, soixante mille Piémontais, et peut-être moins, auraient battu l'ennemi.

Mais passer et repasser le Tessin avec deux divisions; mais courir à perte d'haleine jusqu'à Mortara, puis revenir à Novare avec des troupes démoralisées et affaiblies par l'occupation d'une longue ligne d'Arone à Sarzane; mais retenir, enfin, loin du corps d'opération les divisions La Marmora et Ramorino, ce sont là des dispositions sans précédent dans les annales de la guerre. Le maréchal Radetzky, bien qu'il occupât un pays ennemi, et ennemi de cœur, ne laissa dans toute la Lombardie que dix mille hommes, lorsqu'il marcha contre les Piémontais, et conduisit sous ses ordres le reste de son armée. Il n'est permis de laisser en réserve de gros détache-

ments que lorsque l'on dispose de forces très-supérieures à celles de l'ennemi.

Il ne me reste qu'à répéter, en finissant ce douloureux chapitre, que l'armée sarde ne manqua ni de courage ni de dévouement à l'Italie. Oui, elle fut italienne et elle le sera tant que les peuples du nord de l'Italie auront encore une armée.

CHAPITRE XVII.

INSURRECTION DE BRESCIA EN 1849 (1).

Coup d'œil rétrospectif.— Soulèvement du peuple, le 20 mars 1849.— Bombardement.—Première rencontre; les Brescians repoussent les Croates.— Traits héroïques.—Le général Nugent est frappé à mort.—Continuation du combat. — Les Brescians refusent de se rendre. — Siége de Brescia par le général Haynau ; incendie de la ville.— Dernière victoire des Brescians. — Horribles cruautés des impériaux.—Pillage, massacres, incendies.

Parmi les divers mouvements populaires qui ont éclaté en Italie pendant le cours de ces deux dernières années, l'insurrection de Brescia est celui, peut-être, qui montre avec le plus d'évidence que la nation italienne touche au jour de son affranchissement définitif. Je n'en veux d'autre preuve que l'héroïque sacrifice que fit cette ville de ses meilleurs citoyens, en osant, avec une population de trente-cinq mille habitants seulement, engager la lutte contre une armée ennemie de vingt mille Autrichiens, qui l'entourait pour la combattre. Ce fait établit, de reste, qu'avec de la valeur et de la résolution, un peuple peut tout tenter avec des chances de victoire.

Si nous jetons un coup d'œil rapide sur toutes les tentatives

(1) Ce chapitre est dû à la plume de mon ami, le docteur Fossati, ardent patriote, qui a toujours été et mourra dévoué à la cause italienne.

faites par les Italiens depuis 1796 jusqu'à nos jours, pour conquérir leur indépendance, nous verrons que ces tentatives n'eurent jamais un caractère unanime et vraiment populaire, comme celles de ces derniers temps. En 1796, ce furent les armées françaises, conduites par le général Bonaparte, qui chassèrent les Allemands de la Lombardie; et si les populations accoururent spontanément pour prêter aide aux Français, elles n'en restèrent pas moins sous la domination de l'étranger. Nous fûmes, à cette époque, dépouillés par les Français d'un grand nombre d'objets d'art; ils nous prirent en même temps notre argent et des milliers de soldats, qui moururent en combattant, non pour la patrie, mais pour une nation étrangère. Le résultat final de tant de sacrifices fut la perte totale des libertés et de l'indépendance italiennes. Bien plus : les deux seules républiques qui existassent en Italie avant la venue des Français, celle de Gênes et celle de Venise, disparurent dans la catastrophe générale, et ces valeureux peuples furent placés, comme des troupeaux de moutons, sous le joug de gouvernements despotiques.

Sur la fin de 1814, lorsque l'armée italienne, qui avait fait ses preuves de valeur en Espagne, en Allemagne et en Russie, se trouvait encore réunie dans la Lombardie et dans la Vénétie, quelques chefs et un petit nombre de vaillants citoyens osèrent projeter la délivrance de l'Italie; mais avant que ce projet eût reçu aucune exécution, leur généreuse audace fut punie de plusieurs années de prison dans les cachots de Mantoue et de Milan.

Le mouvement de Naples, en 1820, fut militaire et populaire; mais, circonscrit dans ce royaume, il ne put résister aux armes de l'Autriche, ou plutôt de l'Europe entière, liguée contre la liberté italienne. On connaît, du reste, les causes de ce désastre.

Le mouvement du Piémont, en 1821, fut beaucoup plus militaire que populaire et national. Peu de citoyens y prirent

part, et l'invasion des Autrichiens ne rencontra aucun obstacle.

L'insurrection de Modène et de Bologne, en 1831, présenta déjà un caractère plus populaire : mais les Italiens, qui s'étaient fiés trop légèrement à la parole solennelle de la France, perdirent courage quand ils virent cette parole impudemment violée : ils furent abandonnés et vaincus avant d'avoir eu le temps de se préparer à combattre. Tout récemment encore, la parole donnée par la France n'a pas été tenue, et peut-être est-ce le cas de rappeler à la mémoire des Italiens cette sentence célèbre et trop justifiée de Salviati, qui, en parlant des Français, a écrit : *Frangunt ridendo fidem.*

La véritable insurrection nationale italienne ne commence donc qu'en 1848, et l'audacieuse entreprise de Brescia prouve non-seulement que les Italiens n'ont rien perdu de leur ancienne valeur, mais encore qu'ils sont résolus à secouer le joug de l'étranger, et à effacer de leur sang les siècles d'iniquité et de servitude qui ont pesé sur leur patrie.

Nous voudrions pouvoir raconter en quelques pages tous les traits héroïques qui signalèrent les dix jours de l'insurrection de Brescia ; mais nous resterons certainement au-dessous de cette tâche. Les habitants de Brescia jouissent, en Italie, d'une vieille renommée de courage, de résolution et d'indépendance, et l'histoire a conservé le souvenir de plusieurs faits qui la justifient. Mais les faits accomplis par les fils, dans ces derniers temps, laissent bien loin derrière eux ceux qui ont illustré leurs aïeux.

Après la retraite précipitée et inexplicable de l'armée piémontaise du Mincio jusqu'au delà du Tésin, les Brescians ne perdirent pas l'espoir de l'affranchissement de l'Italie, et au milieu des persécutions les plus cruelles, menacés de la prison et de l'échafaud, ils ne cessèrent de se préparer au combat, à la vengeance, à la liberté. Le 14 mars, arriva à Brescia la nouvelle que l'armistice entre l'Autriche et le Piémont était rom-

pu, que les hostilités commenceraient le 20, et que cent mille soldats italiens étaient rangés sur le Tésin. Dès le 19, des bandes de montagnards conduites par le brave curé de Serle s'étaient portés sur les collines qui entourent Brescia, et de là ils s'étaient emparés de plusieurs voitures du train et de plusieurs estafettes de l'armée autrichienne. Le 20, le peuple se soulevait en masse, demandant qu'on acclamât pour chef de la municipalité l'avocat Salari, excellent citoyen, qui fut nommé, en effet, à la place de Zambelli, qui était dévoué à l'Autriche. Le même jour, enfin, arrivait dans la cité frémissante, un messager envoyé par la commission insurrectionnelle de Turin, lequel était porteur des instructions du généralissime Chrzanowski, avec le plan de l'insurrection lombarde, et l'ordre de commencer le mouvement le 21 mars. La ville de Brescia était le point le mieux disposé pour devenir le centre de l'insurrection lombarde, et les habitants se tenaient préparés.

Le matin du 23, le commandant militaire autrichien, sur l'invitation de la municipalité, qui cherchait à conserver l'ordre dans la cité, promit de distribuer deux cents sabres aux habitants, et il autorisa la formation d'une sorte de garde civique composée de 400 hommes, qui devaient se repasser ces armes tour à tour et veiller à la garde de la ville ; mais l'Autrichien demandait, en même temps, qu'on lui comptât immédiatement 130 mille livres, à compte sur une amende inique par laquelle Haynau entendait faire payer à Brescia une de ses impostures. Le peuple, réuni sur la place, ayant eu vent du bruit qui courait, que le commandant autrichien exigeait de l'argent et qu'on lui en avait promis, commença à crier que ce n'était pas de l'or mais du plomb qu'il fallait envoyer à ses oppresseurs. C'est ainsi que commença le mouvement populaire. Quelques chariots de vivres et de bois, qui se dirigeaient vers le château, furent pris; les soldats et les gendarmes contraints de fuir; les drapeaux autrichiens partout mis en pièces, et l'on n'entendit plus que le cri de : *Vive l'Italie! Mort aux barbares!* Au mi-

lieu de l'effervescence de ce premier mouvement, le commandant de place et le commissaire des vivres se rendirent à la municipalité pour toucher la somme qu'ils avaient demandée : mais le peuple qui les avait suivis, ayant envahi les salles de la maison commune, les fit prisonniers, et l'on eut beaucoup de peine à les soustraire à sa juste colère.

Le commandant de place, tombé entre les mains du peuple, dut écrire à ses soldats l'ordre de remettre leurs fusils à la garde nationale. Une partie des soldats obéit, l'autre refusa. Mais, à ce moment, on reçut l'avis que beaucoup d'armes et de munitions arrivaient par la route d'Iseo, et que des colonnes d'émigrés se dirigeaient sur Bergame; on ajoutait, enfin, que la guerre était commencée et que les divisions piémontaises étaient entrées en Lombardie par la route de Magenta. Le peuple, exalté d'une noble espérance, criait, tout d'une voix, qu'il fallait en venir aux armes.

Le château de Brescia, récemment restauré et mis en état de défense par Radetzky, était armé de 14 grosses pièces de canon, et renfermait neuf cents hommes environ, sous le commandement du capitaine Leshke. Celui-ci exigeait une prompte soumission ; mais le peuple avait brisé son frein.

A minuit, Leshke commença à bombarder la ville. Les habitants, au milieu de cette tempête de feu qui éclatait sur leurs têtes, coururent résolûment aux armes ; et tandis que quelques-uns se précipitaient pour éteindre les incendies, les femmes et les enfants montaient dans les clochers pour sonner le tocsin ; d'autres élevaient des barricades, et bientôt l'on vit arriver des bandes de déserteurs qui parcouraient les rues, minaient les ponts, et s'apprêtaient à défendre les barricades. Cette bataille nocturne avait presque l'aspect d'une fête longtemps attendue et longtemps promise, tant était surexcitée la fureur enthousiaste du peuple, et tant était grande sa foi dans l'affranchissement de la patrie.

Le jour suivant, 24, Leshke trouva moyen de faire sortir

du château quelques gendarmes, dont deux coururent à Mantoue pour demander des secours. Cependant les Brescians, voulant donner une nouvelle force et une nouvelle autorité à l'insurrection, élurent pour duumvirs les citoyens Contratti et Cassola, connus pour leur dévoûment sans bornes à la cause italienne. Ceux-ci prirent les plus sages dispositions pour la défense et pour l'attaque. Les 130 mille livres, que la ville avait recueillies pour satisfaire à la honteuse cupidité de Haynau, furent affectées au comité de défense.

Ce jour se passa entre la crainte et l'espérance, dans l'attente des nouvelles du Tésin. Les impériaux attendaient aussi, avec anxiété, des nouvelles du camp. Elles arrivèrent, le jour même, dans la ville, apportant l'avis de la première fuite des Piémontais à Mortara.

La journée du 25 se passa assez tranquillement : on se tenait prêt sur tous les points à combattre. Personne ne pouvait croire aux nouvelles qui arrivaient du Tésin.

Pendant ce temps, les impériaux conduits par Nugent accouraient, à marches précipitées, de Mantoue sur Brescia. Le matin du 26 mars, une colonne de mille hommes avec deux canons déboucha à Montechiaro et se porta de là sur Rezzato pour attendre les renforts de Vérone. De notre côté, les plus ardents parmi les habitants et les déserteurs avaient pris position à Sainte-Euphémie, gros bourg à deux milles de Brescia. Des tirailleurs tenaient la campagne, les uns du côté de la plaine, les autres du côté des montagnes de Cajonvico ; un petit corps de réserve était établi à Saint-François de Pôle, à mi-chemin de Brescia et de Sainte-Euphémie.

Un peu avant midi, les Autrichiens ouvrirent le feu et s'avancèrent en nombre contre l'aile gauche des Brescians. Mais dans cette première rencontre, les nôtres firent des prodiges de courage. Bien qu'en très-petit nombre, et quoiqu'ils combattissent pour la première fois, ils repoussèrent les Croates, et ils les auraient poursuivis à la baïonnette, s'ils n'en avaient

été empêchés par Spéri, jeune homme plein de courage et d'intelligence, qui commandait cette poignée de braves. Les Italiens couraient joyeusement au feu et mouraient joyeusement. Un citoyen, Raboldi, frappé, dès le début de l'affaire, d'une balle autrichienne dans la poitrine, expirait en disant : « Que je suis heureux! j'ai l'honneur de mourir le premier sur le champ de bataille! » et il recommandait à son capitaine de ne pas manquer d'inscrire son nom le premier. « Et vous inscrirez le mien le second! » criait un autre, dont le ventre était déchiré par la mitraille. Un autre refusait les secours de ses camarades, en disant : « C'est bien assez que je manque à mon poste, je ne souffrirai jamais qu'à cause de moi, quatre hommes valides quittent leurs rangs. » Les tirailleurs brescians dédaignaient de combattre, cachés derrière des arbres ou des haies, et ils se présentaient à l'ennemi en rase campagne : c'étaient là, disaient-ils, combattre *à la bresciane*. La valeur que ces braves déployèrent fut au-dessus de tout ce qu'on peut imaginer, puisque n'étant qu'une centaine environ, ils tinrent ferme pendant trois heures contre les bataillons de Nugent ; mais le comité de défense leur fit transmettre l'avis d'avoir à rentrer en bon ordre, tout en contenant l'ennemi.

Le comité de défense agissait ainsi, parce qu'il avait envoyé des parlementaires au maréchal Nugent, afin de savoir dans quelle intention il marchait sur la ville. Le maréchal ayant répondu qu'il voulait entrer, de gré ou de force, dans Brescia, le peuple, réuni sur la grande place, et consulté à cet égard, décida à l'unanimité que Brescia devait se défendre jusqu'à la dernière extrémité. C'était un spectacle admirable à voir, que celui de l'enthousiasme viril que déployaient les femmes elles-mêmes, encourageant leurs maris et leurs fils à ne pas se laisser ébranler par les paroles de Nugent, et les engageant à répondre fièrement à ses paroles orgueilleuses. Tout concourait, du reste, à enflammer la multitude, et le cri de guerre retentit partout. Cette réponse fut transmise à Nugent,

et l'on prit immédiatement les mesures les plus urgentes pour la défense. Pendant ce temps, arrivaient dans la ville quelques bandes de paysans, avec des armes et des munitions expédiées du Piémont. A deux heures après midi, la lutte recommença; les habitants coururent aux barricades et aux murailles en poussant le cri de : *Vive la guerre et vive l'Italie!* et grâce à leur valeur héroïque, ces soldats improvisés surent résister à un ennemi aguerri et pourvu d'artillerie.

La journée du 27 se leva pleine d'espérances. L'heure de midi était passée, et Nugent ne s'était pas encore mis en mouvement; mais, ayant reçu les renforts qu'il attendait, il commença l'attaque. Pendant que Leshke foudroyait la ville avec les bombes et les grenades lancées du château, et qu'il mettait le feu partout, Nugent l'attaquait de tous les côtés avec ses canons et ses troupes. Les nôtres se battaient gaîment, au cri de : *Vive l'Italie!* Les blessés dédaignaient de troubler cette fête guerrière par leurs plaintes; tous, par mille traits d'héroïsme, se montraient heureux de mourir pour la liberté de la patrie. Le peuple, voyant que l'artillerie faisait plus de bruit que de mal, demanda à sortir et à courir sur l'ennemi, et bientôt les portes de la ville furent encombrées de ceux qui voulaient être les premiers à combattre en rase campagne. Au nombre de deux cents environ, ils se jetèrent audacieusement sur la ligne des impériaux, qui furent repoussés et contraints à se retirer. Dans le même temps, les déserteurs descendaient des Ronchi, et venaient en aide à la cause commune. Aux approches de la nuit, les chefs jugèrent que le parti le plus sage était de faire rentrer les habitants, afin qu'ils pussent prendre quelque repos sous la protection des murailles : les bandes du curé Boifava eurent ordre de regagner les hauteurs des Ronchi.

Les habitants assurés, dès lors, qu'ils pouraient résister aux Allemands, puisèrent dans cette conviction un nouveau courage et une nouvelle confiance dans l'avenir. L'administra-

tion municipale s'engageait de réparer les dommages causés par le bombardement, et le matin du 28, le comité de défense plaçait les plus habiles tirailleurs sur les coteaux des Ronchi et dans la tour du Peuple, pour qu'ils pussent viser de là les sentinelles et les artilleurs sur les glacis du château. Comme l'ennemi n'agissait que très-mollement du côté de Sainte-Euphémie, les nôtres crurent que les Autrichiens voulaient battre en retraite ; mais Spéri, qui avait le coup d'œil très-sûr, était d'avis que ce n'était là qu'une ruse de guerre de l'ennemi, et il voulait, en conséquence, qu'on continuât de se défendre aux barricades. Un grand nombre de nos combattants, impatients de sortir, se jetèrent néanmoins en tumulte sur les avant-postes autrichiens et les repoussèrent jusqu'à Saint-François. Nugent les laissa faire ; mais lorsque nos premières colonnes, bien qu'ayant agi contre les ordres qu'elles avaient reçus, eurent donné dans le piége, les autres ne crurent pas devoir les abandonner. Elles se divisèrent, en conséquence, en deux corps : l'un, conduit par Spéri, gravit rapidement les Ronchi ; l'autre fut chargé d'empêcher les Autrichiens d'envahir les Brescians du côté de la plaine. Le feu ayant alors commencé sur toute la ligne, les nôtres se jetèrent avec une telle impétuosité sur les Autrichiens, que bientôt la retraite de ces derniers ne fut plus simulée, mais réelle. Lorsque Nugent, qui, deux jours auparavant, avait si durement accueilli les envoyés de la municipalité, et leur avait fixé un terme de quatre heures pour que la ville fît sa soumission et demandât grâce ; lorsque Nugent, disons-nous, se vit près d'être repoussé, il se porta en avant pour encourager ses soldats. Il donnait l'ordre qu'on avançât un canon et qu'on le pointât contre ces *enragés* de Brescians, lorsqu'il tomba frappé d'un coup, dont il mourut peu de jours après.

Les nôtres s'étaient portés avec une extrême témérité sur Sainte-Euphémie ; mais l'ennemi, qui entourait cette bourgade, parvint à empêcher le succès de cette audacieuse atta-

que. Accablés d'ailleurs par le nombre, les Brescians cherchèrent à gagner la route de Brescia. Assaillis par les Autrichiens, ils se battirent valeureusement; mais la compagnie de Spéri, qui était poursuivie par toutes les forces de Nugent, fut forcée de se jeter dans les montagnes, où elle rencontra le demi-bataillon que Nugent y avait aposté comme réserve, et qui blessa ou tua les deux tiers de nos soldats. Les autres, poursuivis jusqu'au pied de la montagne, n'y arrivèrent qu'au nombre de dix : la poursuite des ennemis devint plus vive; cinq d'entre eux furent pris vifs et fusillés peu d'instants après; les autres moururent en combattant. Des cinquante hommes que conduisait Spéri, il fut presque le seul qui parvint à se sauver, après avoir combattu tour à tour comme soldat et comme capitaine. Le 28 mars fut un jour glorieux mais funeste pour Brescia. On a peine à croire à l'indomptable fierté des blessés et des prisonniers, dont aucun ne voulut descendre à demander la vie, ainsi que c'est l'usage de tous les soldats en pareil cas. Les Brescians perdirent, dans cette journée, cent hommes environ; tandis que la perte des ennemis fut du double. Brescia, avec une poignée de combattants, résistait à des forces incomparablement supérieures, et elle avait foi dans les destins de l'Italie.

La nouvelle de l'armistice de Novare parvint à Brescia le 29 au matin, et parut si inouïe et si invraisemblable, que personne ne voulut y croire. Divers courriers, arrivés dans la journée, confirmèrent le fait de l'abdication de Charles-Albert, mais quelques-uns annonçaient aussi que Chrzanowski avait combattu et vaincu Radetzky.

Au milieu de ces nouvelles contradictoires, les Brescians restaient armés sur les murailles et aux barricades. Les impériaux ayant reçu des secours de Peschiera et de Vérone, le feu avait recommencé à midi. Ainsi, pendant que l'on combattait hors des murs avec des avantages à peu près égaux, Leshke bombardait la ville avec fureur. Plusieurs bombes étaient tom-

bées sur l'hôpital civil; le comité fit signifier au médecin militaire, que, si l'ennemi ne respectait point le drapeau sanitaire, on userait de représailles envers l'hôpital qui contenait les blessés autrichiens.

Cette négociation fit naître chez le peuple le soupçon que la municipalité traitait de la reddition de la ville, et si Spéri et quelques autres ne lui avaient juré qu'il ne s'agissait que de traiter au sujet des hôpitaux, qui, de tous temps, ont été sous la protection des lois de la guerre, il ne se serait point calmé. Mais les Allemands profitèrent de ce moment de trève pour franchir traîtreusement la porte de la ville, et mettre le feu à plusieurs maisons. A cette vue, la fureur des Brescians ne connut plus de bornes; le drapeau de paix fut traîné dans la boue, et tous se mirent à crier qu'ils préféraient s'ensevelir avec leurs femmes et leurs enfants sous les ruines de la ville, que de supporter un pareil outrage. Précisément à ce moment, et tandis que la multitude en délire délibérait confusément sur les moyens de tirer vengeance de cette insulte, une grosse bombe éclata au milieu de la place. Un citoyen s'étant emparé du plus grand fragment de cette bombe, tous se rangèrent à l'entour, et étendant à l'envi la main, comme sur le livre de l'Évangile, tous jurèrent, avec un enthousiasme guerrier, de mourir plutôt que de céder. Telle fut la noble et universelle ivresse avec laquelle cet acte s'accomplit, que beaucoup s'agenouillèrent comme à une cérémonie religieuse, et que beaucoup d'autres pleuraient d'émotion. Au milieu de l'ardeur qui embrasait tous les cœurs, le cri fut poussé de : « Aux portes! à la sortie! » et force fut de laisser faire. L'ennemi, qui avait éprouvé déjà ce que valait la furie des Brescians, se retira du côté de Saint-François.

Le 30, de grand matin, la fusillade recommença. Les Brescians continuèrent de combattre avec le même courage, et s'ils avaient eu un seul canon, ils auraient empêché les secours de pénétrer dans le château; or, l'ennemi n'aurait jamais pris la ville avec les troupes qu'il avait.

Le même jour, arrivèrent de Crême et de Lodi des lettres annonçant que les Autrichiens avaient été complétement battus par le général Chrzanowski; on reçut également les articles d'un nouvel armistice portant que les Autrichiens devaient se retirer au delà de l'Adige, et que, dans leur retraite, ils devaient respecter la vie et les propriétés des habitants.

Les Brescians, induits ainsi en erreur par leurs propres amis, se nourrissaient de ces fausses espérances. L'ennemi, en attendant, renforçait la garnison du château, et le maréchal Haynau arrivait avec de nouvelles troupes. Il prit aussitôt le commandement du siége, et s'occupa d'aviser aux moyens de consommer la ruine de cette ville, que, quelques mois auparavant, il avait si lâchement insultée.

La journée du 31 se leva triste et voilée de nuages. A neuf heures, quand on vit descendre du château quelques soldats précédés du drapeau blanc et portant une dépêche de Haynau, on commença à soupçonner que tout l'effort de la guerre italienne était désormais concentré autour des murs de Brescia. Le maréchal déclarait qu'il exigeait la reddition de la ville sans aucun retard, sans aucune condition, et que si, à midi, le passage n'avait pas été livré à ses troupes, les Brescians devaient s'attendre à l'assaut, au sac, au pillage et à la ruine complète de leur ville. Ce cartel provocateur était en même temps insultant; il finissait par ces paroles ironiques : « Habitants de Brescia, vous me connaissez; je suis fidèle à ma parole! »

La municipalité et le comité, étouffant leur colère, délibérèrent s'ils enverraient des commissaires au château. Cinq citoyens bravèrent le danger, sachant bien quel tigre c'était que Haynau. Introduits près de lui, ils lui firent le récit des faits, et lui exposèrent les autres motifs qui justifiaient, selon eux, la conduite des habitants. Quand ils lui firent voir une copie des articles de l'armistice qu'ils croyaient authentiques, et d'après lesquels les Autrichiens devaient évacuer la Lombardie, Haynau leur répondit avec un sourire perfide : « Je sais tout,

je suis informé de tout ; mais je ne veux point m'entretenir de cela ; nous devons parler seulement de la reddition de la ville que j'ai exigée pour midi. » Ainsi, ni lui, ni aucun de ses officiers, ne dissuada les Brescians de l'erreur dans laquelle ils étaient au sujet de ce prétendu armistice, et il n'est pas douteux qu'ils trompaient ainsi ces braves habitants par la crainte qu'ils avaient que la ville ne se rendît, et qu'elle ne les privât ainsi de la joie féroce de se venger dans sa ruine et dans son sang.

La réponse du maréchal connue, il ne restait aux Brescians d'autre ressource honorable et raisonnable que de repousser la force par la force. Sangervasio, au nom de la municipalité, fit connaître au peuple frémissant les détails de l'entrevue des parlementaires avec Haynau. Quand il dut reproduire les hautaines paroles de Haynau, et déclarer que deux heures seulement étaient données à la ville pour s'avouer vaincue par la peur, de toutes parts un seul cri formidable se leva : « Guerre ! nous voulons la guerre ! » et le bruit en retentit jusqu'au camp ennemi. Un grand silence succéda, et chaque habitant courut aux armes et aux barricades, après avoir mis ses malades et ses enfants en sûreté dans les cantines, après un dernier conseil et un dernier baiser donné à une mère, à une sœur, à une femme. Celles-ci approuvaient le parti qu'on avait pris de se défendre, et quelle que fût la gravité du danger, elles préparaient avec ardeur les armes de leurs fils, de leurs frères, de leurs maris, et les leurs propres ; à savoir, des cartouches, des pierres, des tuiles, de l'eau bouillante..... Les habitants, s'encourageant, s'exaltant les uns les autres, passèrent deux heures sublimes, respirant une atmosphère de sacrifice et d'amour, et comme s'ils se préparaient à une sainte mort. A deux heures, les Brescians répondirent au féroce Haynau par le son du tocsin.

Aussitôt après commença une vive fusillade contre les avant-postes autrichiens. Ceux-ci pointèrent une batterie de gros

mortiers contre la porte de Torrelunga, pendant que d'autres troupes se dirigeaient vers les autres portes de la ville pour les enfoncer toutes en même temps, sur un signal qui devait être donné par l'artillerie du château.

Le feu commença, en effet, vers les trois heures de l'après-midi, et la ville fut attaquée de tous les côtés à la fois. L'artillerie brisa les barres de fer qui protégeaient les barrières et les barricades extérieures, et les nôtres se retirèrent en dedans des portes, mais en combattant toujours et en repoussant les assaillants. Malgré les attaques répétées de l'infanterie, malgré la nuée de bombes, de grenades et de fusées qui éclatait sur la ville, chacun tint ferme à son poste; la brigade de Spéri, notamment, conserva, grâce à son intrépidité, une position que n'aurait osé défendre aucun soldat de profession. En vain Haynau faisait-il descendre ses meilleurs soldats vers la rue qui conduisait au centre de la place, ils furent toujours repoussés par la fusillade que dirigeait contre eux, avec une grande justesse de tir, ceux qui défendaient cette position.

Les chefs des assiégés décidèrent que, pour combattre l'ennemi, on concentrerait les forces dans un même quartier de la ville. L'ordre fut, en conséquence, donné de se retirer peu à peu vers ce quartier; puis, après un semblant de défense, on abandonna les barricades de Saint-Urbano et des Consolations. Les Autrichiens, qui trouvaient cette retraite toute naturelle, se précipitèrent dans les rues, et débouchèrent sur la place de l'Albera. C'était là que les attendaient les Brescians, placés dans les maisons qui entouraient la place, ou derrière des barricades très-solidement construites. La première poignée de fantassins ennemis qui se présenta, fut complétement détruite; quant à ceux qui étaient accourus au bruit de la bataille, ne pouvant ni reculer ni avancer, ils attaquèrent résolûment les barricades à la baïonnette. Mais il en fut fait un tel massacre, que pas un soldat ennemi ne voulut recommencer l'épreuve. On dit que Haynau, témoin de tant de courage, s'écria dans ce

moment : « Si j'avais trente mille de ces indomptables Bresciens, je voudrais bien voir Paris avant un mois. »

Les Autrichiens tentèrent alors un nouvel assaut, dans lequel le lieutenant-colonel Milez tomba frappé d'une balle de carabine. Les Brescians poussant, à cette vue, un cri de victoire, sortirent de leurs barricades, frappant tous les ennemis qu'ils rencontraient. L'épée du colonel mort fut donnée à celui qui l'avait blessé. C'était un jeune homme du peuple, d'une bravoure téméraire, qui, armé d'un *stutzen*, avait atteint déjà plusieurs officiers ennemis. Il resta sur les barricades jusqu'au moment où une balle vint le frapper lui-même. Cependant Haynau envoyait d'autres troupes vers les bastions de l'est et vers le point où une mêlée acharnée était engagée depuis deux heures entre les compagnies de Spéri et la brigade Nugent, conduite ce jour-là à l'assaut par le colonel Favancourt, qui fut tué dans l'action. Ni les ordres, ni les prières de leurs chefs ne purent décider les Brescians à se retirer. Un grand nombre d'entre eux périrent ainsi à leur poste, victimes de la furie guerrière qui les dominait.

La brigade de Nugent était parvenue toutefois à pénétrer dans la ville, où elle s'était avancée jusqu'aux Bruttanome, à travers les barricades intérieures. Mais là accoururent de toutes les rues des citoyens et des habitants de la campagne, qui, engageant une lutte corps à corps, à la baïonnette, à coups de pistolet et de poignard, repoussèrent les impériaux jusqu'à la porte. Les Brescians eurent à déplorer, dans cette rencontre, la grave blessure que reçut l'une de leurs plus intrépides héroïnes, jeune femme d'un génie et d'une beauté extraordinaires, qui, dédaignant la mort et les calomnies, accourait là surtout où les dangers et la mort moissonnaient la jeunesse de Brescia; et tout le monde sait combien de fois les yeux des combattants et des mourants cherchèrent son angélique regard.

Vers le soir, les Allemands se fortifièrent dans les positions qu'ils avaient occupées; mais la ville était encore presque in-

tacte. Le féroce Haynau frémissait d'impatience, et, bien qu'il attendît le troisième corps de l'armée avec une forte artillerie, il résolut de prendre la ville d'assaut avant que ce corps arrivât. Il fit mettre, en conséquence, le feu aux maisons des banlieues, en telle sorte que la cité se vit enfermée comme dans un cercle d'incendies; puis, lorsque la nuit fut venue, les soldats eurent ordre de percer les murs, de pénétrer à tout prix dans les maisons et de mettre le feu partout sans miséricorde, en recourant aux moyens les plus diaboliques et les plus infâmes. La lueur des flammes qui consumèrent Brescia fut vue de presque toute la Lombardie. Quant à décrire les actes de férocité des Croates dans cette dernière nuit de la liberté lombarde, c'est chose impossible. Un tel récit laisserait loin derrière lui tout ce qu'on raconte des atrocités des peuples les plus barbares.

Les Brescians délibérèrent alors sur le parti qu'ils avaient à prendre; et comme il leur restait encore des hommes et des munitions pour combattre tout un jour, ils résolurent de se défendre jusqu'à la dernière cartouche et jusqu'à la dernière espérance.

Au lever du jour du 1er avril, la ville retentit d'un immense cri de guerre, et les Brescians, étant sortis de leurs barricades, délogèrent l'ennemi des postes qu'il avait occupés la nuit à la faveur des incendies; du côté de Bruttanome notamment, ils se jetèrent avec une telle impétuosité sur l'ennemi, qu'ils renversèrent ses premières lignes et furent sur le point de lui prendre deux canons..... Ce fut la dernière victoire des Brescians. Haynau, à qui il venait d'arriver de l'artillerie nouvelle et de nouveaux bataillons, les fit entrer aussitôt en bataille, et, grâce à cette immense supériorité de forces et aux moyens de dévastation dont il disposait, il parvint à pénétrer dans les maisons, qu'il fit détruire sous ses yeux par le fer et par le feu.

Nous croyons devoir conserver à l'histoire le passage suivant, que nous copions textuellement dans une brochure très-

véridique, et nous en recommandons la fréquente lecture aux Italiens, pour qu'ils n'oublient pas ce qu'ils doivent aux Autrichiens :

« Ce qui achevait de bouleverser les esprits et de glacer le sang dans les veines, c'était le spectacle des monstruosités horribles commises par les impériaux, soit qu'ils fussent ivres ou qu'ils eussent reçu des ordres en conséquence, ou qu'ils obéissent à leur instinct stupidement féroce. Ce que j'en pourrais dire dépasserait les limites, non pas du croyable, mais de l'imaginable. Non-seulement leur rage prit pour victimes des gens sans défense, des femmes, des enfants, des malades, mais leur fureur s'exalta à ce point de justifier ce dire : que les bêtes humaines dépassent en cruauté tous les autres animaux. Ils jetaient par les fenêtres et contre les barricades les membres déchirés de leurs victimes, comme on jette aux chiens un os à dévorer. Des têtes d'enfants coupées, des bras de femmes, des morceaux de chair humaine rôtis au feu pleuvaient au milieu des défenseurs de Brescia, à qui les bombes parurent dès lors miséricordieuses. Ces cannibales se complaisaient surtout dans le spectacle des horribles tortures de ceux qui mouraient brûlés. Pour cela, ils enduisaient leurs corps de résine, et les brûlaient sous les yeux de leurs femmes, qu'ils forçaient à assister à cette abominable fête ; ou bien encore, pour insulter au noble sang des Brescians, qui bouillonnaient d'impuissantes colères, ils liaient étroitement les hommes, et, sous leurs yeux, ils outrageaient et égorgeaient leurs femmes et leurs enfants. On en vit même (que Dieu nous pardonne si nous perpétuons le souvenir de ces horreurs), on en vit qui forcèrent des malheureux à moitié morts à avaler les entrailles déchirées des êtres qu'ils aimaient sur cette terre. Plusieurs en moururent ; d'autres, en plus grand nombre, devinrent fous. »

Les hommes du peuple, que le besoin de la vengeance exaltait jusqu'au paroxysme de la fureur et du délire, étaient réso-

lus à se faire tous tuer sur les cadavres de leurs ennemis, quand quelqu'un leur rappela que les prisons renfermaient plusieurs espions qui n'avaient point reçu le châtiment qui leur était dû. Les plus furieux se portèrent alors aux prisons, en arrachèrent quelques espions et les massacrèrent. Il faut dire, toutefois, que la commission des juges les avait déjà condamnés à mort comme traîtres et agents de l'étranger.

La municipalité, craignant que le peuple, dans l'aveuglement de sa colère et dans l'emportement de sa juste douleur, ne se portât à d'autres excès, consentit à ce que le père Maurice intervînt entre la ville et Haynau. Celui-ci, accompagné d'un frère de son ordre, partit précédé de Marchesini, homme du peuple, à qui l'amour de la patrie inspira, dans ce jour suprême, l'éloquence d'un tribun et le courage d'un martyr. Le père Maurice, introduit devant Haynau, fit tout ce qu'il put pour en obtenir une réponse favorable; mais Haynau, dur et silencieux, ne voulut même pas qu'on déposât les armes durant l'entrevue. Cette espèce de trêve, du côté des Brescians seulement, leur fut plus funeste que plusieurs jours de bataille, puisque les troupes ennemies en profitèrent pour faire un affreux carnage. Finalement, après deux heures d'attente, le maréchal renvoya le père Maurice avec un écrit qui, bien que conçu en termes blessants et ne témoignant d'aucun égard pour une si grande infortune et un si grand courage, promettait cependant qu'aucun mal ne serait fait aux citoyens pacifiques. Les Brescians se résignèrent à leur destin, pensant qu'ils avaient encore été traités comme des ennemis et comme des vaincus, et non comme des esclaves pardonnés qu'on remet sous le joug.

Néanmoins, malgré cette soumission presque générale, quelques citoyens, en petit nombre, étaient absolument décidés à se faire tuer en combattant. C'est d'eux que le maréchal disait qu'il se chargeait de leur casser la tête. Mais la soldatesque impériale avait soif de pillage et de massacres, et déjà les

maisons voisines des murs avaient été saccagées par eux. Plus de vingt bataillons, avec de la cavalerie et de l'artillerie, avaient établi leurs bivouacs sur la place et dans les divers quarti[illegible]a ville. Il importait de procurer des vivres à cette multi[illegible]is la municipalité pourvut miraculeusement à tous le[illegible]s, en faisant distribuer par les rues quinze mille rations de pain, de vin, de viandes salées et des fourrages.

Dans la nuit, un rayon d'espérance vint briller encore au milieu de la désolation générale. C'était l'intrépide et valeureux Camozzi, qui accourait de Bergame avec huit cents hommes environ, pour venir en aide aux habitants de Brescia. Il livra un combat désespéré; mais, prévenu qu'il était entouré par une armée entière et instruit du déplorable armistice de Novare, il prit le parti de dissoudre ses bandes, qui se dispersèrent en pleurant.

Que maintenant le lecteur se figure, s'il le peut, les massacres, les incendies, les pillages, les violences commises par cette soldatesque effrénée. Ni les généraux ni les officiers ne prirent quelque souci des devoirs que leur imposaient l'honneur et l'humanité. Il faut en excepter toutefois le colonel Jellachich, frère du célèbre ban, qui, voyant menacée l'église de Sainte-Affra, dans laquelle s'étaient réfugiées un grand nombre de femmes, accourut pour en garder la porte et ne se retira que lorsque les siens furent partis. Quelques officiers, en petit nombre, qui avaient été logés à Brescia, voulurent bien aussi préserver du pillage les maisons de leurs hôtes; mais le féroce Haynau prouva bien qu'il était dominé par l'esprit de vengeance bien plus que par le désir de gouverner avec justice un peuple vaillant et malheureux. Pourra-t-on croire que plus de cent citoyens, parmi les plus honorés et les plus braves, furent, dans l'espace de quelques heures, traînés au château ou dans les casernes, et que là ils furent bâtonnés, torturés, et enfin fusillés. Le maréchal frappa, en outre, la province d'une amende de six millions, et la ville spécialement d'une

surcharge de trois cent mille livres, pour être distribuées en prime à ses officiers.

Le commandement de la ville passa entre les mains du lieutenant maréchal Appel, qui exigea aussitôt, a[illegible]naces, qu'on lui remît pour ôtages les chefs du peu[illegible]ésor-donnée qu'elle avait été jusque-là, la boucheri[illegible] régulière. Déjà des femmes, des enfants, des vieillards, des malades avaient été odieusement massacrés. Nous ajouterons seulement quelques faits particuliers, qui prouveront de plus en plus la scélératesse des vainqueurs. Le prêtre Gabatti, maître d'école, se fiant à la capitulation, était sorti des murs pour voir une petite maison à lui appartenant, qui avait été incendiée la nuit précédente, et dans laquelle demeurait sa mère. Mais à peine fut-il hors de la ville, qu'il fut poursuivi, arrêté et conduit à Haynau dans le château, où il mourait fusillé le lendemain comme prêtre patriote.

Un plus honorable martyre mit fin à la vie de Pierre Venturini, homme de loi, très-populaire à Brescia. Poussé brutalement jusqu'au château, malgré l'âge et la goutte qui l'empêchaient de marcher, et sommé, avec menaces, de prêter serment sur le drapeau impérial, il refusa fièrement, malgré les baïonnettes dont il sentait la pointe sur sa poitrine. Il répondit par une imprécation aux ennemis de l'Italie, par un salut d'amour à sa patrie et à la liberté, et reçut aussitôt la mort qu'il implorait.

Quelques misérables Croates, s'étant emparés d'un pauvre ouvrier, résolurent de le brûler pour se divertir, pensant que, comme il était fluet et maigre, il opposerait une moindre résistance au feu, et que peut-être il mourrait dans des contorsions plus risibles. Carlo Zima est le nom de ce brave citoyen qui, déjà entouré et embrasé par les flammes, parvint à se saisir d'un de ses bourreaux, et le tint si fortement pressé contre lui, qu'ils brûlèrent et moururent ensemble.

Ainsi tomba Brescia, glorieuse et vengée. Dix jours durant,

elle résista, sans autres armes que deux à trois mille fusils, sans artillerie, sans troupes régulières, sans un officier de quelque expérience qui pût diriger sa défense. Bien plus, ceux de ses habitants les plus recommandés par leur patriotisme, et la [illegible]lus brave de sa jeunesse étaient alors loin de ses murs. [illegible]stance de Brescia n'en coûta pas moins quinze cents hommes à l'ennemi, parmi lesquels trente-six officiers, trois capitaines, un lieutenant-colonel, deux colonels et le général Nugent, lequel, avant de rendre son âme à Dieu, et comme tribut de son admiration pour la valeur des Brescians, instituait, par testament, la ville de Brescia pour sa légataire.

Trois cents maisons furent brûlées ou à moitié détruites par le feu, et le dommage fut de plus de douze millions. Les vainqueurs, non contents des amendes, du pillage, des ravages causés par les incendies et des taxes de guerre, qui s'élevaient à six millions et demi, envoyèrent outrageusement à la municipalité la note des projectiles et de la poudre qu'ils avaient consommés, en demandant que la ville en payât les frais. Bien plus, ils exigèrent une autre somme pour élever sur la grande place un monument triomphal aux soldats tombés sous les murs de Brescia. C'est assez..... Un jour viendra où l'Italie, à son tour, élevera à ses martyrs des monuments funèbres dignes de leur mémoire.

Ceux des habitants de Brescia qui survécurent, ne perdirent pas courage; ni les discordes intérieures ni la calomnie ne trouvèrent aucun accès auprès d'eux. Ils pensaient que leur honneur était sauf, et qu'ils n'étaient tombés qu'accablés par la supériorité des forces matérielles, après avoir donné des preuves héroïques de courage et de valeur.

Le peuple, loin de reprocher à ses chefs l'issue fatale de l'insurrection, et bien qu'il eût à déplorer ses maisons en ruine et la mort de tant de braves compagnons, risquait encore sa vie pour faire sortir de la ville ou pour cacher dans l'intérieur les habitants notables qui avaient pris la plus grande

frégates, pour l'achat de vivres et de poudres, et enfin pour faire face à la solde journalière des troupes de terre et de mer? telle est la question. Il est constant qu'un certain nombre d'économies étaient faciles dans la direction de la guerre et dans les autres; mais ces économies auraient été, selon moi, de peu d'importance, en raison de l'immensité des besoins. Je ne présidais pas toujours le conseil de défense, parce que le temps me manquait souvent. Mais, dans ce cas, mon chef d'état major, Ulloa, me rendait compte de tout. Un jour que je présidais le conseil (c'était après les derniers désastres du Piémont), on agita la question des provisions à faire pour la subsistance des troupes et de la population. Il fut décidé, sur ma proposition, qu'outre les provisions qui existaient déjà, on s'en procurerait encore pour trois mois. Non pas que je n'eusse préféré un approvisionnement suffisant pour une année entière, mais, par mille raisons dont je ne pouvais vérifier la valeur, on me persuadait qu'il serait difficile d'approvisionner, même pour trois mois seulement, tout l'Estuario. Si des sommes immenses furent inutilement dépensées pour le service de la marine, ce fut, sans doute, la faute du gouvernement. Quant à l'administration, je laisse à d'autres plus compétents que moi le soin d'en dire leur avis. J'ajouterai que plusieurs membres de la commission soutenaient que l'on était assuré de trouver chez les particuliers des vivres pour un an. Le temps, au surplus, découvrira les choses qui auraient pu rester cachées pendant les quinze mois que dura le siége de la Vénétie.

Le Piémont étant réduit à l'impuissance de combattre pour la cause italienne, il ne restait plus à cette cause d'autres soutiens que les gouvernements de la Vénétie, de la Toscane et de Rome. Faibles soutiens, en vérité! La Vénétie, assiégée par terre et par mer, devait défendre non-seulement ses forts de terre ferme, mais encore ses îles, et notamment celles du Lido et de Malamocco, exposées aux débarquements de l'ennemi.

Celui-ci, débarrassé de l'armée piémontaise, avait la faculté d'augmenter indéfiniment les forces qui assiégeaient la lagune. Tout ce que pouvait faire la garnison de la Vénétie, c'était de suffire à sa défense. Quant aux gouvernements de Rome et de Toscane, alors même qu'ils auraient mis quelque ardeur à lever des troupes, ils n'auraient jamais réuni une armée capable de combattre l'armée autrichienne. Néanmoins il restait un mouvement hardi à tenter pour sauver l'Italie : c'était celui que j'avais proposé à Rome par l'intermédiaire du colonel Fabrizzi, et que j'ai exposé dans un autre chapitre. Dans mon projet d'alors, je parlais seulement de marcher sur Naples, comme aussi dans le projet qui suit, Naples paraît ne jouer qu'un rôle secondaire dans mon plan. Mais aussi bien dans mon premier projet, qui date du 2 mars, que dans le second, qui date du 8 avril, Naples était pour moi l'objet principal, unique, et je le dissimulais en partie, en mettant en avant d'autres suppositions et d'autres mouvements. A peine le gouvernement de Naples fut-il tombé, que le nouveau gouvernement, formé sous d'autres auspices, et vraiment italien cette fois, aurait uni sa division navale à la division navale sarde, et une armée de quatre-vingt mille Napolitains à une armée piémontaise d'égale force. Les deux armées, en rivalisant d'ardeur, auraient dicté la paix à l'Autriche. Quant aux difficultés de l'entreprise, il n'est pas un des Napolitains, avec lesquels je me suis entretenu de ce plan depuis mon départ de Venise, qui ait mis en doute le succès dont il eût été couronné. A peine aurais-je passé le Tronto, que les populations seraient accourues sous mon drapeau, ou, pour mieux dire, sous le drapeau italien, comme elles l'avaient déjà fait en 1820. L'armée ne se serait pas prononcée tout entière et spontanément comme en 1820 ; mais le nombre des officiers et des soldats qui se seraient joints aux troupes que j'aurais amenées, aurait été suffisant pour me permettre d'abattre un gouvernement indigne de l'Italie et de l'humanité.

Voici dans quels termes j'écrivais aux gouvernements de Rome et de Toscane, par la voie des officiers de mon état-major.

« Venise, le 8 avril 1849.

COMMANDEMENT EN CHEF.

Je vous adresse quelques courts aperçus, qui demandent à être développés plus longuement sur le nouveau projet que j'ai conçu pour une guerre italienne.

Je pense que si les Romains et les Toscans réunissaient à Bologne une trentaine de mille hommes environ, ce corps d'armée bien conduit, et malgré l'inexpérience de la plupart de ses soldats, pourrait sauver l'Italie.

1° La formation de ce corps d'armée serait probablement un stimulant, qui pousserait les Piémontais à tout tenter pour faire oublier leurs derniers désastres, et qui leur permettrait d'organiser une nouvelle armée dont les quartiers seraient près de Gênes, ou dans les magnifiques positions des Alpes, d'où Massena, avec une poignée de soldats, soutint, en 1799, tout l'effort des troupes autrichiennes.

2° Bologne, entourée comme elle l'est, de collines et de terres bien cultivées, se défendrait facilement avec trente mille conscrits contre trente mille Autrichiens : ceux-ci ne pouvant faire usage de leur cavalerie et de leur artillerie que sur les grandes routes, et ne pouvant non plus ranger leur infanterie en bataille et en colonnes, seraient réduits à combattre en tirailleurs : or, dans une pareille guerre, l'avantage resterait du côté où seraient l'ardeur et l'enthousiasme.

3° Si les Autrichiens se présentaient devant Bologne avec plus de trente mille hommes, et s'ils réussissaient à y établir de fortes batteries, le corps italien entrerait dans les Apennins, où l'artillerie et la cavalerie ne seraient pour l'ennemi que

des obstacles, et où l'infanterie ne pourrait combattre en bataille.

4° Le corps de l'Italie centrale et celui des Piémontais et des Lombards, s'il s'en organisait un, pourraient, selon les circonstances, se réunir aux pieds des Alpes, ou bien sur la chaîne des Apennins, et de là, en dissimulant leur mouvement, ils pourraient pénétrer dans le royaume de Naples. Dans ce cas, la chûte de ce gouvernement deviendrait inévitable, et le salut de l'Italie serait assuré.

5° Si les troupes du roi Ferdinand, déjà absorbées par les affaires de Sicile, et les troupes autrichiennes cherchaient à envelopper le corps d'armée italien, celui-ci, profitant des positions favorables qu'offre le territoire de la péninsule, tomberait sur l'une des colonnes ennemies, avec l'ardeur qu'il puiserait dans cet enthousiasme patriotique qui a fait des prodiges à Milan, à Bologne, à Brescia, et qui en fait tous les jours à Venise.

6° On ferait la guerre à la Spartacus, à la Sertorius. Le premier mit en péril la gloire de Crassus, bien que celui-ci eût renfermé son adversaire dans l'extrême Calabre, au moyen du fameux fossé qu'il avait fait creuser de la mer Ionienne à la mer Tyrrhénienne.

7° Si l'armée piémontaise, dans sa dernière lutte, se fût retirée dans les gorges des Alpes, attirant ainsi à Turin l'orgueilleux Radetzky, la déroute de ce général était certaine. De même, si Murat, alors que, jeune général encore, je commandais son avant-garde en 1815, avait eu le courage moral d'abandonner son royaume aux armées autrichiennes, et si, parvenu jusqu'aux Alpes, il avait rebroussé chemin pour prendre l'ennemi par derrière, il n'est pas douteux qu'il n'eût consommé sa ruine.

8° L'armée italienne, sauf l'éventualité d'une victoire, ne devrait jamais s'éloigner des lieux qui ne sont praticables ni pour l'artillerie ni pour la cavalerie. Il suffirait que cette armée

occupât un point quelconque du territoire italien, pour exciter dans le pays un soulèvement général.

9° Au moyen d'ordres du jour dictés par des sentiments patriotiques, et d'un commandement sévère, mais paternel, on maintiendrait facilement la discipline parmi les nôtres. Tous rivaliseraient de courage avec ces jeunes soldats qui, à Mestre, ont culbuté, l'épée dans les reins, des vétérans que protégeaient leur nombre, de l'artillerie et des barricades.

Il y aurait à ajouter, et l'on ajoutera beaucoup d'autres choses à ces observations, s'il est donné suite à ce projet qui a plus d'importance que les discours oiseux dans lesquels l'Italie dépense tant d'ardeur inutile. »

On a peine à croire que je ne reçus aucune réponse ni à ce projet, ni à celui du 2 mars. J'ignore les motifs de ce silence, qui était un crime vis à vis de l'Italie. Toujours est-il qu'au lieu de s'expliquer sur des propositions d'une si grande importance, et qui touchaient de si près aux intérêts de notre péninsule, le ministre des affaires extérieures écrivait de Rome la lettre suivante, en date du 12 mai, au citoyen Salvator Anau, envoyé de la république romaine à Venise.

« Citoyen envoyé,

« J'ai reçu vos lettres des 5 et 6 courants, et j'ai été profondément touché d'apprendre les nouveaux prodiges accomplis par cette héroïque Venise, soutenue par le courage de son président Manin, et défendue par la valeur des braves Italiens, qui forment aujourd'hui sa garnison. Dites à tous que Rome admire l'exemple que lui donne sa sœur des lagunes; dites au généreux vétéran de l'Italie, au vaillant général Pepe, que Rome n'est pas la dernière des villes de l'Italie à l'admirer et à le bénir, et qu'elle lui prépare une couronne tressée de feuilles cueillies sur l'arbre qui reverdit maintenant sur la place du Capitole. Dites-lui que la fête célébrée à Malghera, au milieu des bombes ennemies, en souvenir du 30 avril, est digne de son nom

et de la valeur italienne. Dites-lui, enfin, ainsi qu'à Manin, aux soldats et à Venise entière, que nos triumvirs, notre assemblée et notre peuple, comptent les prouesses de Malghera au nombre des glorieux faits de l'Italie. »

Voilà comment, au lieu de prendre un parti qui pouvait sauver l'Italie, on m'adressait des éloges inspirés, je le sais bien, par une affection patriotique, mais qui, en définitive, n'aboutissaient à rien.

De tout ce que j'ai exposé jusqu'ici, il résulte que, depuis mon retour en Italie, j'aurais pu trois fois soustraire ma patrie au joug autrichien. Je l'aurais délivrée, si le roi Ferdinand, irrité par la journée du 15 mai, n'eût point rappelé l'armée que je commandais. Je l'aurais délivrée, si Charles-Albert, avant la perte de la bataille de Novare, adoptant mon second projet et le plan contenu dans ma lettre, m'eût envoyé douze mille Piémontais. Enfin, les Italiens seraient parvenus à chasser les Autrichiens au delà des Alpes, si le gouvernement romain seul, ou de concert avec le gouvernement toscan, m'avait fourni les moyens d'entrer dans le royaume de Naples.

Au milieu de toutes ces vicissitudes, le gouvernement vénitien poursuivait avec ardeur ses négociations avec la France et l'Angleterre. Il demandait à ces deux puissances d'employer leurs bons offices en faveur de la Vénétie, et les suppliait de lui donner quelques preuves de la sympathie dont ils s'étaient dits si souvent animés pour Venise, et des bons effets de la médiation qu'ils lui avaient fait souvent espérer.

Plusieurs tempêtes, qui éclatèrent à cette époque, rendirent l'accès des lagunes aussi difficile aux petits bateaux qu'à l'escadre ennemie elle-même, en telle sorte que nous restâmes sans nouvelles de la terre ferme. Le général Haynau, espérant que notre population et notre garnison perdraient courage en apprenant le désastre des Piémontais, qui était un désastre

pour l'Italie entière, et ne sachant pas que nous en étions informés, voulait que la nouvelle nous en parvînt le plus rapidement possible. Il nous envoya, en conséquence, de Padoue, le bulletin officiel du maréchal Radetzky, et il y ajoutait quelques paroles qui équivalaient à une sommation d'avoir à nous rendre : mais il put bientôt se convaincre que si la fortune trahit les Italiens, il ne leur manque, du moins, que son concours pour prouver qu'ils sont beaucoup plus dignes de l'indépendance, que beaucoup d'autres peuples qui en jouissent : parce que, d'une part, ils n'ont jamais eu de pape ; parce que, de l'autre, ils n'ont jamais possédé ni l'énergie ni l'intelligence de nos républiques du moyen âge. Ces républiques puisèrent, dans leur force même, des motifs de discordes et de rivalités fatales, qui rappellent les rivalités et les discordes de la Grèce propre et de la grande Grèce. On sait que celles-ci se terminèrent également par l'intervention des armes étrangères : et cependant la Grèce n'avait point de pape, et nous en avions un !

Les Vénitiens prouvèrent alors de quels sentiments héroïques ils étaient animés pour la défense de leur nationalité. Quand ils ne purent plus douter ni du désastre de Charles-Albert, ni de l'imminence du danger qui les menaçait eux-mêmes, l'assemblée se réunit, et, par une acclamation unanime, elle décida que l'on devait résister, et résister à outrance. Et ceux qui prenaient cette détermination n'étaient point des gens n'ayant rien à prévoir ou à perdre ; ils appartenaient tous, par leur intelligence ou leur fortune, aux classes les plus élevées : ils avaient, dès lors, beaucoup à perdre, et connaissaient bien tous les risques auxquels ils s'exposaient. Moi-même, malgré l'habitude que j'ai puisée dans mon patriotisme, de mépriser la vie et les grandeurs humaines, j'admirai, plus que je ne saurais dire, l'inébranlable courage de ces citoyens députés. Le même jour, 2 avril, afin de donner plus de force et plus de nerf au gouvernement, l'assemblée

concentra dans les mains de Manin, avec le titre de président, l'autorité qui avait été exercée jusque-là par un triumvirat. Ce qui me réjouit surtout le cœur, ce fut de voir l'accueil enthousiaste fait par la population à ses représentants, après cette détermination.

Plus d'une fois, avant et après le 2 avril, j'eus des motifs de n'être pas satisfait de la conduite du gouvernement envers le commandant en chef. Non pas qu'il cessa jamais de me donner des témoignages non équivoques de son estime, mais parce qu'il m'empêchait, certainement par ignorance, de faire tout le bien que j'avais en vue, et que j'avais fait, naguère, avec une armée plus nombreuse, et dans des circonstances non moins difficiles. Aussi pensé-je souvent à quitter l'Estuario pour quelque autre point de l'Italie; mais les officiers d'un grade élevé, et les plus estimés, parmi lesquels le colonel Ulloa, qui fut depuis général, et les citoyens les plus haut placés, me disaient : « Si vous partez, l'armée se dissoudra deux ou trois jours après, et la population se divisera en plusieurs partis. » Je crois que de tous les sacrifices que j'ai faits à l'Italie, le plus grand a été de m'être ployé au joug du gouvernement de Venise, avec une patience, que je n'eus jamais avec les souverains du royaume de Naples, qui me confièrent trois fois le commandement en chef d'une armée. Mais, au souvenir de cette grande journée du 2 avril, je me suis dit souvent : « Non-seulement je devais à l'Italie une preuve de cette déférence tant célébrée chez Thémistocle, je le devais aussi à cette magnanime assemblée du 2 avril, ainsi qu'à cette population de Venise, qui m'est si chère, et qui, je l'espère, ne m'oubliera pas, tant que je vivrai. »

Cependant, je ne pouvais plus me flatter ni de prendre part à une guerre active hors des lagunes, ni d'exécuter de fortes sorties. Je me bornais à de petites reconnaissances qui, sans compter les morts, suffisaient à remplir les hôpitaux de blessés. Je visitais toutes les îles pour passer en revue les garnisons et

riences faites dans les camps autrichiens qui avoisinaient l'Adriatique au delà de l'Isonzo, l'ennemi en vint à l'action. On vit s'élever ces ballons, lancés du pont des bâtiments à vapeur qui stationnaient dans l'Adriatique, en face de l'île du Lido. Ils traversaient cette île, et l'ennemi se flattait qu'ils viendraient éclater au-dessus de Venise, où pas un seul n'arriva. Sous ces ballons était suspendue une grosse grenade pleine de matières inflammables, que recouvrait une certaine composition qui se consumait au bout d'un temps déterminé, éclatait et faisait tomber la grenade. Celle-ci crevait, dans sa chûte, au premier obstacle qu'elle rencontrait. De tous ces ballons, un seul parvint à laisser sa grenade dans le fort de Saint-André du Lido, sans y faire aucun mal. Tous les autres allaient s'engloutir dans les eaux de la lagune. Ils s'approchaient quelquefois assez près de la capitale pour servir de divertissement à la population, qui préférait ce spectacle à tout autre spectacle populaire.

CHAPITRE XIX.

RÉVOLUTION DE LA SICILE (¹).

La Sicile de 1815 à 1848. — Règne de Ferdinand II. — Insurrection de janvier 1848. — Comité révolutionnaire. — Bombardement de Palerme. — Retraite des troupes napolitaines. — Parlement sicilien. — Siége de la citadelle de Messine. — Déchéance de Ferdinand II. — Élection du duc de Gênes. — Bombardement et prise de Messine. — Vaines tentatives pour former une armée sicilienne. — Négociations. — L'acte de Gaëte. — Rupture de l'armistice le 29 mars 1849. — Le général Mieroslawski. — Fin de la guerre.

I.

Notre but est de raconter sommairement les événements qui ont marqué la révolution de Sicile. Le caractère spécial de cette révolution, ainsi que la situation du pays dans lequel elle s'est produite, méritent le plus sérieux examen. Dans l'état présent de l'Europe et, en particulier, de l'Italie, où tout est prêt pour une nouvelle lutte, c'est un devoir pour les patriotes de consta-

(¹) Ce récit est dû à la plume d'un Sicilien qui a vu de près les événements qu'il raconte. Bien que nous ne partagions pas en tout ses opinions, et que quelques-uns de ses jugements nous paraissent dictés par un excès de patriotisme, nous les reproduisons cependant sans aucune modification, persuadé que nous sommes de la parfaite exactitude des faits que l'auteur raconte, et de son entière sincérité.

ter les fautes commises dans le soulèvement qui vient d'avoir lieu, afin que l'on évite, à l'avenir, les écueils contre lesquels est venue se briser la révolution de 1848.

C'est à tort qu'on a accusé la Sicile d'un excès d'esprit municipal, et c'est contre cette accusation que nous entendons la défendre. Il serait vraiment déplorable qu'une pareille erreur acquît quelque consistance en Italie, puisque les mouvements de la Sicile furent des mouvements italiens, et qu'ils ne cesseront jamais d'avoir ce caractère. Et qu'on ne prenne point ceci pour une récrimination, qui est bien loin de notre pensée. Nous voulons seulement repousser un reproche peu mérité, qu'explique la difficulté, pour l'histoire, d'asseoir un jugement impartial dans les temps où les événements se précipitent, si grands, je dirais presque, si incroyables.

Aujourd'hui, qu'à l'ivresse d'une première victoire, et au cri des combattants en armes pour leur patrie et la civilisation, a succédé la stupeur d'une défaite inattendue, maintenant que le silence qui plane sur l'Europe n'est plus troublé que par le bruit des coups de fusils tirés par une soldatesque féroce, et marquant la dernière heure des défenseurs de la liberté, maintenant, disons nous, le moment est venu d'entreprendre le récit d'un si grand désastre, afin qu'il serve de stimulant aux hommes de bonne volonté, et qu'il allume dans leur cœur le désir d'une trop légitime vengeance.

Pendant les trente-trois ans qui se sont écoulés de 1815 à 1848, le gouvernement des Bourbons a pesé sur la Sicile comme une main de fer. Dépouillée par une perfide interprétation du perfide traité de Vienne, de sa vieille constitution que l'Angleterre avait garantie en 1812, et que Ferdinand I[er] avait sanctionnée, l'île fut soumise à une tyrannie telle qu'on ne peut se la rappeler sans stupeur. Commerce, agriculture, liberté individuelle, tout avait disparu sous l'oppression d'un régime stupide et cruel. Les fonctions publiques n'étaient occupées que par des Napolitains, et les impôts, démesurément

accrus, augmentaient chaque jour le mécontentement du pays. L'année 1820, qui semblait devoir être ce que fut plus tard la terrible année 1848, trouva la Sicile prête à secouer le joug. De grands efforts furent tentés, mais les idées n'étaient pas encore assez répandues dans le peuple; et le peu de sympathie que les chefs de la révolution de Naples témoignèrent pour l'indépendance de notre île, fut cause que le soulèvement avorta. Les troupes napolitaines n'en rencontrèrent pas moins une vigoureuse résistance sous Palerme. Après un assaut inutile et des pertes considérables, elles n'entrèrent dans la ville qu'à la suite d'une capitulation.

Les Bourbons, désormais assurés du triomphe des trônes sur les peuples, n'épargnèrent aucune persécution à leurs deux royaumes, égaux tous deux dans leur servitude; toutefois, la domination basse et cruelle de Ferdinand II a laissé loin derrière elle celle de ses prédécesseurs, et mérite une place spéciale dans l'histoire. De 1830 à 1848, l'île fut la proie d'une poignée d'hommes prêts à toutes les infamies, ne reculant devant aucune considération de justice et d'humanité.

Les tribunaux, l'instruction publique, la religion, le commerce, l'imprimerie, tout était soumis au pouvoir supérieur de l'Etat; quant à la police, ses excès effaçaient ceux du règne de Caroline et de la terreur de 1799. Ni la demeure des paisibles citoyens, ni l'autel lui-même n'échappaient à son action. Les évêques et les jésuites faisaient métier de délateurs et maintenaient l'ignorance et la misère dans le pays: le vol seul et l'assassinat rencontraient quelque protection. Telle était la base d'un gouvernement qui, en excitant tout à la fois la terreur des riches et l'avidité des pauvres, croyait rendre une révolution impossible, et qui, en entretenant avec un soin perfide les haines municipales, bannissait de cette malheureuse province tous les instincts généreux. Les commissions militaires et les tribunaux exceptionnels aidaient merveilleusement au triomphe de ce système qui, pareil au vent destructeur d'Afrique, dessé-

chait toutes les sources de la vie du peuple : le commerce et l'agriculture étaient toujours frappés d'impôts extraordinaires et soumis à des exactions iniques et vexatoires.

Le monopole des soufres, accordé à une compagnie française, par suite d'une convention que l'Angleterre fit rompre plus tard, et l'accroissement démesuré des impôts portaient, chaque jour, un nouveau coup à la prospérité nationale. Il était impossible que tant de misère fût patiemment supportée par un peuple que régissaient, depuis longtemps, des lois et un système représentatif qui avait son origine dans le pays lui-même et dans les mœurs des habitants. Plusieurs tentatives insurrectionnelles se succédèrent, et l'une d'elles aurait réussi, en 1835, si le choléra n'avait exercé d'affreux ravages dans l'île, et enlevé, en peu de temps, neuf mille habitants dans la capitale. Les troupes napolitaines étouffèrent les soulèvements partiels de Syracuse et de Catane, et cette année, à jamais néfaste, finit par des exils et des assassinats que légalisaient des juntes militaires.

Les libéraux n'en persistaient pas moins dans leur œuvre. Aidés par les presses clandestines et par les héroïques efforts des patriotes, ils parcouraient l'île, prêchant l'union au nom de la liberté et de l'indépendance nationale. Voici un fait qu'on se refuserait à croire s'il n'était attesté par une foule de témoins et de documents. La Sicile, de 1837 à 1848, fut un vaste foyer de conspirations qui avaient des ramifications dans tous les sens, et sur tous les points les plus éloignés de l'île et de l'Italie. Les conspirateurs avaient leurs archives et leur diplomatie, sans que jamais le gouvernement en ait eu le moindre indice. Ceci prouve que les hommes peuvent bien ne pas réussir à briser leurs chaînes, mais jamais oublier la liberté. L'année 1848 se leva enfin sous les auspices de Pie IX, qui ne fut autre chose qu'un symbole involontaire, et un mot d'ordre pour la révolution déjà moralement accomplie. Les démonstrations bienveillantes et les perfides tendresses des souverains de l'I-

talie parurent satisfaire d'abord les peuples de la péninsule. Toutefois l'agitation sourde qui régnait en Sicile devait avertir ses gouvernants qu'elle voulait, elle aussi, sa part de liberté. Ceux-ci, soit ignorance, soit fausse appréciation du danger, n'en tenaient aucun compte et fermaient l'oreille aux nécessités du temps, lorsque la conspiration sicilienne, dont les fils se rattachaient à celle de Calabre, éclata prématurément et par des soulèvements partiels, il est vrai, mais qui n'en prouvaient pas moins qu'elle était pleine de vie et d'éléments inflammables. Le 1er septembre 1847, une poignée de braves attaquait la garnison de Messine, qui, après une inutile sortie de la citadelle et une perte de soixante hommes, était contrainte à battre en retraite.

Cette tentative, mal secondée par le peuple qui n'était pas prêt encore à prendre les armes et qui comptait sur un arrangement amiable, fut étouffée dans le sang de quelques chefs fusillés, et suivie de l'exil de dix autres. Les choses restèrent en cet état jusqu'en novembre. Les libéraux s'agitaient d'un côté, et, comme de l'autre, les excès de la police ne connaissaient plus de bornes, tout semblait présager une prochaine collision. Les démonstrations pacifiques recommencèrent, accompagnées du cri de : *Vive le roi !* et de suppliques pour obtenir quelques institutions représentatives, et la garde nationale.

Voilà tout ce qu'exigeait alors la Sicile. A ces vœux, le Bourbon répondit en ordonnant de nouvelles arrestations qui remplirent les prisons en peu de temps. La place et la garnison de Palerme étaient alors commandées par Vial, misérable et obscur aventurier, qui, des rangs les plus infimes de l'armée, s'était élevé dans la faveur royale, et dirigeait les affaires de Sicile. Celui-ci, rendu insolent par ses succès inespérés dans les ténébreuses manœuvres de la police, répétait avec arrogance qu'il suffirait d'une charge de cavalerie pour mettre en déroute les factieux. Quoi qu'il en soit, aux approches de jan-

vier, on put lire affiché aux angles des principales rues de la ville, un écrit qui, sous forme de défi, intimait au gouvernement d'avoir à concéder à la Sicile les institutions auxquelles elle avait droit, et le menaçait d'un recours aux armes si, avant le 12 janvier, il n'avait point satisfait à ce vœu si raisonnable.

Le dédain et l'arrestation de plusieurs notables habitants furent la seule réponse du gouvernement. Tant d'aveuglement souleva l'indignation dans les cœurs, et, dans la matinée du 12 janvier, une poignée de citoyens attaqua, sur divers points, les troupes royales. Celles-ci, repoussées avec des pertes nombreuses, se retirèrent les unes dans leurs quartiers, les autres dans les forteresses ou dans le palais royal.

Un comité révolutionnaire se forme alors, et, par d'héroïques efforts, il est pourvu à la défense. Quatre jours ainsi passés en escarmouches, donnent un temps précieux à l'insurrection qui, grossie des secours de toutes les contrées environnantes, acquiert des proportions formidables. Le 16, dix vapeurs de guerre débarquent en rade sept mille hommes commandés par le général Desauget, et commencent à bombarder la ville.

Les habitants, loin de se décourager, redoublent d'énergie, et attaquent l'ennemi, sur plusieurs points, avec un enthousiasme qui entraîne le succès.

Les troupes royales comptaient treize mille hommes, pourvus de cavalerie et d'une excellente artillerie. Elles avaient pour elles le nombre, les ressources militaires, les forteresses. Le peuple avait pour lui sa force irrésistible, et la justice de sa cause. Il ne paraît pas croyable qu'une poignée d'hommes ait pu mettre en déroute un corps d'armée relativement si formidable, et pourtant c'est ce qui arriva. Il est vrai que ce corps était commandé par des chefs ignorants dans l'art militaire et d'un courage problématique, qui, en perdant leur temps dans de vaines tentatives, n'arrivaient qu'à démoraliser leurs soldats. Si les troupes avaient été conduites par un général plus auda-

cieux et plus capable, il est probable que, ce jour-là, la révolution eût été étouffée, ou du moins retardée. Les chefs du mouvement, profitant des fautes de l'ennemi, redoublaient leurs attaques; et l'impossibilité de se rendre maîtres de la ville apparaissant chaque jour plus évidente aux Napolitains, ils abandonnèrent en hâte le palais royal dans la nuit du 26 janvier, et formés en colonnes, ils commencèrent leur mouvement de retraite dans un tel désordre, que cette retraite ressemblait fort à une fuite. Le général pouvait prendre deux chemins pour embarquer ses troupes. S'il avait osé attaquer une petite batterie qui commandait une partie de la rade, et s'il s'en était emparé, il aurait effectué son embarquement sous la protection des forts et en toute sécurité; mais en prenant la route difficile tracée au pied des montagnes qui couronnent Palerme, il perdit deux jours dans des chemins tortueux, et conduisit ses troupes jusqu'à Solente, où il s'embarqua,

Les Napolitains, constamment inquiétés, dans cette marche, sur leurs flancs et sur leurs derrières, laissèrent aux mains de l'ennemi leur artillerie avec ses chevaux, leurs bagages et dix-huit cents prisonniers environ. La capitale étant débarrassée du corps d'expédition, il fut facile au peuple de multiplier ses attaques contre le château et le palais des finances, dont le premier capitula, tandis que l'autre fut emporté d'assaut. Dans le même temps, les Napolitains, après une lutte très-vive, étaient contraints de mettre bas les armes à Catane et à Trapani; de sorte que, dans les derniers jours de février, la seule forteresse de Messine et les forts de Syracuse restaient au pouvoir des troupes royales.

II.

Les limites et le caractère de ce travail nous forcent à nous borner dans le récit des faits militaires; mais nous devons dire quelque chose des négociations politiques poursuivies à cette

époque de la révolution, et les présenter sous leur véritable point de vue. On prétend que l'escadre anglaise, en fournissant des armes et des munitions à la Sicile, avait facilité le mouvement de la révolution. Nous pouvons affirmer que la médiation exercée, dans le principe, par le commandant de la station navale d'Angleterre, ne se départit jamais d'une rigoureuse impartialité entre les deux parties. Quant aux consuls des puissances qui résidaient à Palerme, ils se bornèrent à protester en corps contre le bombardement qui, depuis plusieurs jours, causait des ravages dans la ville.

L'intervention anglaise dans les affaires de Sicile ne fut sollicitée que par le roi de Naples seul, et ce fut sur ses instances que lord Minto, alors à Rome, se rendit à Naples et de là à Palerme pour aviser aux moyens d'un accommodement impossible. Nous ne disons pas, pour cela, que le diplomate anglais fût tout à fait indifférent aux affaires de Sicile, puisque la nature de sa mission n'est plus un mystère pour personne. L'Angleterre prévoyait bien les événements qui allaient agiter la péninsule, et il n'était pas d'un médiocre intérêt pour elle de s'y trouver mêlée.

D'un autre côté, les Siciliens ne voulaient pas élever leurs prétentions au delà de la constitution de 1812, parce que cette constitution était le fondement même de leurs droits, et que pour la reconquérir ils avaient bravé les désastres et les immenses sacrifices qu'entraîne toujours une révolution.

Aux diverses propositions d'accommodement qui lui avaient été faites, le comité de Palerme avait toujours répondu que la Sicile ne déposerait les armes que lorsque le parlement général réuni aurait modifié la constitution de 1812 pour l'adapter aux nécessités des temps.

Les décrets du 6 mars, rendus pour servir de base à un arrangement, furent mal accueillis par la Sicile, non-seulement parce qu'ils ne tenaient à peu près aucun compte de la constitution de 1812, mais encore parce qu'ils contenaient un article

perfide qui confisquait les concessions antérieures. Par cet article, le roi se réservait de former un ministère des affaires étrangères et de la guerre pour chaque royaume ; mais était-ce là cette séparation administrative tant promise et jamais réalisée ? Qui aurait été d'ailleurs garant de ce traité ? On ne le disait pas. Les Siciliens ne crurent donc pas devoir s'exposer au reproche d'imprudence, et refusèrent nettement les propositions du roi. Ils n'ignoraient pas qu'un traité sans garantie et qui ne reposait que sur la seule bonne foi du Bourbon, n'était qu'une ruse diplomatique, et nous croyons qu'en refusant de le signer, les Siciliens obéissaient à une influence italienne qui, représentée alors par Charles-Albert, devait aboutir à des résultats tout autres que ceux qui furent obtenus.

Du reste, si lord Minto fut de bonne foi dans cette négociation, nous ne comprenons pas comment il se laissa prendre dans les filets du roi de Naples. Dépouillé du prestige qu'il tenait de son nom et de la puissance du pays qu'il représentait, le lord anglais ne fut plus qu'un simple porteur de dépêches aux ordres de la chancellerie napolitaine.

Le Bourbon était impatient de trahir la révolution de Naples et de tomber avec toutes ses forces sur la Sicile. Le comité ne l'ignorait point. En conséquence, non content de repousser les propositions du 6 mars, il convoqua, pour le 25 du même mois, le parlement général, dont la réunion avait été déjà décrétée en février.

Les tentatives d'arrangement ayant échoué, et le roi ne voulant reconnaître aucun des actes de la nouvelle assemblée, force fut de constituer un pouvoir exécutif composé d'un président et de ministres responsables. Le parlement fut inauguré aux immenses acclamations d'un peuple qui, depuis trente-trois ans, n'avait pu en prononcer le nom sans s'exposer à la prison et à l'exil. Les chambres jetèrent tout d'abord les bases d'une loi très-large sur les municipalités, dont l'importance était neutralisée par le système de la centralisation française, adopté

par le gouvernement royal. On pourvut sagement aux nécessités de la police, de la guerre et des finances ; et si le but qu'on poursuivait ne fut pas toujours atteint, ce fut la faute de la situation déplorable dans laquelle le gouvernement de Naples avait laissé ces branches de l'administration. Comme tout le produit des impôts allait s'engloutir dans le trésor de Naples, les caisses publiques étaient vides; comme, d'un autre côté, la Sicile ne possédait ni institutions ni traditions militaires, et qu'elle n'avait que trop gardé le souvenir des infamies de la police bourbonnienne, ce n'était pas une petite difficulté que d'organiser le gouvernement. On réussit néanmoins à pourvoir aux nécessités du trésor au moyen de contributions volontaires, et la garde nationale se chargea de la police, qu'il était impossible de réorganiser.

Ce fut cette nécessité qui força le gouvernement à confier une si grande part d'autorité à ce corps, qui devait plus tard prêter son appui à la réaction. Mais ce qui pressait le plus, c'était la formation d'une armée, et malheureusement la situation du pays ne permettait pas d'y songer. La Sicile, qui n'est point soumise à la conscription, se rachetait du service militaire au moyen d'un impôt. Le contingent de l'île était, en conséquence, fourni par les provinces napolitaines, et le pays gardé par des troupes étrangères : ce qui dégoûtait les indigènes du métier des armes. Il n'existait d'ailleurs en Sicile, aucune fabrique d'armes, aucune ressource militaire, et il importait de suppléer à tout cela.

Il est vrai que l'enthousiasme d'un peuple est capable de bien des choses ; mais improviser une armée avec des éléments si négatifs, était au-dessus des forces humaines. Messine qui, depuis plusieurs mois, assiégeait sa citadelle, était obligée de puiser, dans son enthousiasme et dans le courage de ses habitants, toutes les ressources qui lui manquaient pour un siége régulier. Mais que peut le courage contre la science et l'organisation militaire, ayant à leur service le temps et l'argent! Les

faits militaires de Messine, tout honorables qu'ils sont pour elle, sont la meilleure démonstration de ce que nous disons ici.

Le gouvernement ne se faisait pas d'illusions sur les difficultés de la situation politique de la Sicile; les puissances ne l'avaient pas encore reconnu, et il avait toujours à redouter un ennemi qui se préparait à l'attaquer de nouveau. Quoiqu'il en soit, le parlement, dans sa séance du 13 avril, prononça la déchéance de Ferdinand et de sa famille du trône de Sicile. Acte hardi et sage tout à la fois, s'il avait été immédiatement suivi de l'élection d'un roi.

Mais ce décret blessait l'opinion de plusieurs représentants hostiles au régime constitutionnel, qui, pour laisser une chance ouverte au triomphe de la république, demandèrent instamment l'adoption d'un second paragraphe à ajouter à l'acte de déchéance. Ce paragraphe, qui statuait que le choix d'un nouveau souverain n'aurait lieu qu'après le vote du statut, fut adopté par la chambre, à l'unanimité, et fut la principale des causes qui perdirent la révolution. Nous n'inculpons pas, pour cela, le parti républicain auquel nous appartenons nous-même, nous déplorons seulement les fautes, en quelque sorte fatales, auxquelles sont entraînées les assemblées délibérantes, en temps de révolution. Elles entravent la force du gouvernement en l'obligeant à lutter, avec des moyens ordinaires, contre des circonstances extraordinaires.

Le parlement de Sicile, oubliant que l'ennemi était aux portes, ne prit pas garde que le pays était menacé d'une crise, que son premier devoir était de conjurer, soit par les armes, soit par la diplomatie. Au lieu de cela, on vit se former, dans le sein de l'assemblée, une opposition, des divisions de droite et de gauche; toutes choses qui, dans un état normal, n'ont même pas l'utilité qu'on veut bien leur donner, mais qui eurent un résultat déplorable pour notre île.

Le gouvernement, absorbé par les luttes parlementaires, ne

pouvait imprimer ni unité ni force à ses délibérations. Du 13 avril jusqu'à la fin de juin, l'île fut ainsi gouvernée, sans que la formation de son armée fît des progrès rapides, sans qu'elle pût se soustraire aux tiraillements des partis, qui sont la conséquence inévitable d'une révolution abandonnée à elle-même. Les commissaires envoyés à l'étranger pour obtenir la reconnaissance de la Sicile comme puissance indépendante, ne réussirent pas dans leur mission. Ils n'obtinrent qu'une promesse de reconnaissance après l'élection du roi. La Grande-Bretagne, d'un autre côté, se souvenant des obligations qu'elle avait contractées, en 1812, envers le peuple sicilien, engageait le gouvernement à choisir, sans délai, un prince italien. Ce fut ainsi qu'en juillet, le parlement, après une très-longue séance, choisit pour roi de Sicile le duc de Gênes, fils de Charles-Albert. Aussitôt les vaisseaux de guerre anglais et français saluèrent le drapeau sicilien, et une députation partit pour Turin, afin d'offrir la couronne au nouveau souverain. Tout paraissait marcher vers une heureuse solution, et la reconnaissance du nouveau royaume était à peu près certaine. Mais déjà le roi de Sardaigne, ce chef malheureux d'une armée plus malheureuse encore, avait été forcé de capituler sous Milan, entraînant dans sa ruine la ruine de la cause italienne. Ce fait exerça une influence déplorable sur les destinées de l'Italie. Le cabinet de Saint-James recula, sous divers prétextes, la reconnaissance qu'on lui demandait, et la France, qui sortait à peine des sanglantes journées de juin, crut devoir se retrancher dans une prudente réserve. Dans cet état de choses, le cabinet piémontais succombant aux embarras qui l'accablaient à l'intérieur, et menacé d'une invasion allemande, remit à de meilleurs temps l'acceptation de la couronne offerte au duc de Gênes.

Ferdinand ne laissa point échapper cette occasion favorable. Déjà vainqueur dans les massacres du 15 mai à Naples, il tenait prêtes des forces considérables pour envahir la Sicile. Au mois de septembre, quinze vaisseaux de guerre et un grand nombre

de bâtiments de transport débarquaient, devant la citadelle de Messine, quinze mille hommes et un formidable train d'artillerie. Les troupes royales, maîtresses de la citadelle, et renforcées d'un vaste camp établi sur les côtes voisines de la Calabre, puisaient encore une supériorité incontestable dans leur nombre et dans leur discipline. De tous les forts qu'elles occupaient, elles commencèrent contre Messine une chaude canonnade à laquelle il fut répondu vigoureusement par les batteries citoyennes. Pendant trois jours, une pluie de bombes et de fusées porta la dévastation dans les maisons de la ville, et moissonna par milliers ses héroïques défenseurs.

Les Siciliens, qui manquaient d'organisation militaire, comptaient à peine, pour les opposer à ces forces considérables, mille conscrits et quelques bandes de paysans. C'est dans des conditions si disproportionnées que les habitants luttèrent intrépidement contre un ennemi barbare et féroce, qui marquait partout son passage, par le sac, l'incendie et de sauvages exécutions. Enfin, après quatre jours d'une résistance désespérée, Messine, abandonnée par ceux de ses intrépides défenseurs qui avaient survécu, tomba au pouvoir de l'ennemi. Mais les croates napolitains, non satisfaits de leur victoire, n'en continuèrent pas moins, pendant vingt-quatre heures, à bombarder la ville déserte, qui n'était plus qu'un monceau de ruines et de cadavres. Lamentable spectacle que celui d'une civilisation qui fait effort pour naître, et qui périt étouffée dans une mer de sang et de douleurs !

La postérité suivra d'un œil curieux les prodiges de cette année 1848, et elle honorera de son admiration les malheureux peuples qui tombèrent écrasés sous le joug d'odieux despotes. La flotte anglo-française qui était restée spectatrice de cette abominable lutte, intervint, par ses deux amiraux, pour mettre fin au carnage ; mais ce fut seulement lorsque la généreuse et florissante cité de Messine eut été détruite par une horde de barbares qui, à notre honte, portaient le nom d'Ita-

liens. L'armistice provisoire imposé aux deux parties par les amiraux Parker et Baudin, fut sanctionné par les deux gouvernements de Londres et de Paris, et une zone neutre fut établie entre les avant-postes napolitains qui occupaient Messine, Milazzo et Barcellona, et les lignes de la malheureuse armée sicilienne. On ne peut attribuer le désastre de Messine qu'au manque de ressources militaires et d'officiers expérimentés. Le peuple de Sicile voulait la liberté; et il savait trop bien que l'étranger n'apporte que la servitude au peuple qui croit à ses promesses. Il comprenait bien que pour sauver la révolution et la conduire au but, une armée valait mieux qu'un rassemblement d'hommes sans habitude de la discipline. Il savait bien que la discipline seule avait donné l'avantage aux troupes napolitaines sur les troupes siciliennes, qui leur étaient bien supérieures, quant au courage et à l'ardeur qui font le vrai soldat. Il se rappelait aussi qu'au mois de septembre, les Suisses avaient battu, dans Messine, et contraint à la retraite les onzième et douzième bataillons, dont l'un composé de jeunes recrues, sans chaussures, ne portait le fusil que depuis deux mois. Le bon peuple de Messine se rappelait tout cela, et aussi demandait-il, avec instance, la création d'une armée.

Le gouvernement instruit, par expérience, de ce que valaient les promesses des puissances, et résolu de ne plus compter que sur lui-même, donnait tous ses soins à l'organisation d'une armée qui pût défendre la Sicile contre le Bourbon. Mais les armées ne s'improvisent pas, et les efforts du gouvernement révolutionnaire avortaient précisément devant les difficultés du système par lequel il existait. La Sicile n'avait point d'officiers supérieurs, et les sous-officiers étaient en trop petit nombre pour servir de noyau à la nouvelle armée. L'artillerie manquait complétement, et les fusils étaient rares. Le ministère pourvut toutefois, en partie, à cette pénurie des armes, en obtenant de l'étranger un grand nombre de fusils, et en re-

mettant en activité les fonderies nationales qui fournirent quelques canons. Plusieurs officiers étrangers furent engagés au service de Sicile, et un bataillon fut formé de Français qui avaient servi en Afrique. Six mois après la prise de Messine, au mois de mars 1849, les Siciliens parvinrent à mettre en ligne dix mille hommes environ, suffisamment armés et instruits; mais le moral de ces jeunes troupes était singulièrement altéré par la méfiance que leur inspiraient leurs chefs, étrangers, pour la plupart, de langue et d'habitudes.

Les négociations se poursuivaient cependant, bien que, dès l'origine, il eût été facile de reconnaître la mauvaise foi du négociateur français, et l'intérêt très-tiède que le représentant de la Grande-Bretagne prenait au succès de ces négociations. La France regardait comme un acte impolitique de consentir à l'indépendance de l'île : ce fait, pouvant selon elle, tourner au profit de l'Angleterre. Cette misérable rivalité fut la vraie cause qui détermina M. de Rayneval, ministre de France, à épouser, dès le principe, les intérêts du roi. Le ministre anglais, de son côté, qui avait besoin de l'alliance française pour la solution des affaires de la Haute-Italie, cédait sans autre but que de se faire un mérite de ses concessions auprès de son allié.

Le but de ces manœuvres n'échappa ni aux puissances, ni au ministère sicilien : aussi, en acceptant la médiation anglo-française, celui-ci n'eut-il d'autre vue que de gagner le temps nécessaire pour organiser la défense du pays. L'acte de Gaëte, par lequel le roi de Naples concédait dédaigneusement à la Sicile les institutions politiques les plus infimes, fut repoussé. Mais, déjà la fortune avait décidé, sur les champs de Novare, des destins de l'Italie, et, par conséquent, de ceux de la Sicile. L'Autriche, maîtresse de la moitié de la péninsule, dictait au Piémont les plus dures conditions, et la lutte héroïque de l'indépendance italienne finissait avec l'abdication de Charles-Albert. Dans la soirée du 29 au 30 mars, toute relation diplomatique fut suspendue avec le gouvernement de la Sicile, et

l'armistice entre les deux parties belligérantes fut déclaré rompu.

Les forces siciliennes autour de Catane, devenue le centre des opérations militaires, s'élevaient à sept mille six cents hommes d'infanterie, deux cents chevaux et six pièces de montagne. Filangeri, général en chef des troupes napolitaines, avait sous ses ordres seize mille hommes, avec quarante-huit pièces d'artillerie. La base de ses opérations était la redoutable forteresse de Messine. Quant à ses hôpitaux et à ses magasins, ils étaient établis à une demi-heure de traversée, de l'autre côté du détroit. Le général napolitain disposait, en outre, de quatre mille hommes qu'il pouvait faire mouvoir, à volonté, de Messine sur Catane. Tout cet appareil militaire s'appuyait sur dix-huit corvettes ou frégates à vapeur, trois frégates à voile, et un grand nombre de barques canonnières. Le général Mieroslawski, qui commandait le petit corps d'armée sicilien, n'ignorait pas l'immense disproportion de ses forces et de celles de l'ennemi. Dans cette situation, ses deux seules chances de victoire étaient, ou d'engager l'action sur un point donné avec toutes ses forces réunies, ou d'éviter d'exposer sa ligne de bataille le long de la côte où les Napolitains, protégés par le feu de leur flotte, étaient assurés d'un succès. L'indécision malheureuse que le général polonais apporta dans son commandement, donna la victoire à nos ennemis, et causa la perte de la Sicile. Tout semblait indiquer que Filangeri attaquerait le long de la côte de Messine à Catane, et qu'il opérerait un débarquement au Riposto. Si le général Mieroslawski avait entrepris, avec ses 7,000 hommes, d'empêcher le débarquement des Napolitains au Riposto, et si, après avoir concentré ses troupes, il eût essayé de couvrir Catane, ce n'est pas pour nous que la campagne eût été désastreuse. Malheureusement, il n'en fut pas ainsi ; nos forces n'opérèrent jamais de concert, et notre ligne de bataille se trouva précisément sur la côte. Tout cela fut le résultat de l'imprudent

plan de campagne imaginé par Mieroslawski. Ce plan consistait à prendre l'offensive sur Messine, et à attaquer la citadelle. Il y eut un moment où, renonçant à ce projet, comme trop dangereux, le général entrevit la probabilité d'un débarquement de l'ennemi au Riposto, et les immenses avantages qu'il pouvait en retirer. Mais, revenant bientôt à sa première idée, qui enlevait tout ensemble à ses mouvements, il éparpilla ses troupes sur une ligne de quarante milles, en telle sorte qu'elles eurent à combattre, par poignées de deux à trois cents hommes, les colonnes ennemies qui se présentaient fortes, presque toujours, de six à sept mille hommes. Taormine brûlée et détruite, et les terrains cultivés qui dominent Catane tombés aux mains de l'ennemi, telles furent les suites de cette déplorable faute.

Les Napolitains, une fois maîtres du Casino de Giveni, qui surplombe la ville, commencèrent à la canonner, et forcèrent les débris de l'armée sicilienne à l'évacuer, après une courte résistance. Telle fut la fin de cette guerre. Après la chûte de la seconde ville de la Sicile, Syracuse ouvrait ses portes, à la suite d'une capitulation signée par le général polonais. L'ennemi se trouvait ainsi maître, en peu de temps, des trois quarts de l'île.

Restait Palerme, toujours le centre principal de la résistance. Malgré le découragement inévitable qui suit une défaite, les habitants étaient décidés à se défendre à outrance, si l'amiral Baudin ne fût pas intervenu pour offrir ses bons offices auprès du Bourbon, qui était à Gaëte. Cette offre, qui n'avait d'autre but que de diviser les esprits, et d'ouvrir à Filangeri la route de la capitale, eut les plus déplorables résultats. Le parlement ayant accepté la médiation de l'amiral Baudin, malgré les observations du ministère, les membres du gouvernement, qui étaient partisans de la résistance, furent contraints de se retirer.

La révolution tombée, on vit ses ennemis accourir de toutes

parts, pour s'en disputer les lambeaux. La garde nationale, où s'étaient réfugiés tous ceux qui étaient hostiles à l'affranchissement de la patrie, commença, elle aussi, à exercer une très-fâcheuse influence. Nous ne pouvons comprendre comment les faiseurs de constitutions ont pu confier la garde d'un Etat à un corps armé et essentiellement délibérant. Si les faits sont la meilleure démonstration de la vérité, qui ne sait que les deux pays les plus libres du monde, l'Angleterre et l'Amérique, n'ont point de garde nationale? Ce sont aussi les deux seuls pays où la liberté puise sa force et la vertu de se développer toujours, dans le juste équilibre des pouvoirs. Quant à la garde nationale de Palerme, qui devait étouffer les dernières étincelles de la liberté, elle tirait sa force, non-seulement, comme nous l'avons déjà dit, de la haine que le peuple éprouvait pour toutes les institutions qui pouvaient lui rappeler la police bourbonnienne, mais encore des services qu'elle rendait, en combattant l'horrible plaie que les généraux napolitains avaient laissée après eux en Sicile. En effet, le jour où Desauget avait été forcé de quitter l'île, toutes les prisons avaient été ouvertes, et treize mille malfaiteurs environ avaient été mis en liberté.

Voilà où la Sicile en était arrivée, grâce à la misère et au régime inique des rois de Naples. Ces malfaiteurs avaient reçu la mission de jeter la perturbation dans la nouvelle société révolutionnaire, et ils n'y réussirent que trop. La garde nationale, qui était parvenue à réprimer en partie leurs excès, s'en fit un titre pour faire peser avec hauteur son influence sur les délibérations de l'Etat. Cette influence se traduisait, comme cela doit arriver toujours, en une action contre-révolutionnaire, parce que les chefs de cette masse de citoyens armés, dépourvus tous d'antécédents politiques, appliquaient exclusivement leurs soins à endormir les sentiments généreux. Alors que, dans les derniers soupirs de la révolution mourante, il eût fallu des efforts surhumains pour la rappeler à la vie, les réac-

tionnaires ligués avec les rares partisans de l'ancien système, et avec un grand nombre de misérables enrôlés dans la garde nationale, ne songeaient qu'à la couvrir de honte et d'opprobres.

Après la chûte du ministère et la fermeture du parlement, la direction des affaires demeura confiée au commandant de la garde nationale, Oriso, au chef de la municipalité, le marquis de Spaccaforno, et aux barons Grasso et Canalotti, qui prirent le titre de ministres. Ces hommes semblèrent avoir reçu mission de déverser l'infamie sur les derniers souffles de la liberté italienne, et si nous rappelons ici leurs noms, c'est pour les vouer au mépris et à l'indignation de tous les patriotes. Les proscriptions, dignes de Sylla, qui devaient plonger tant de familles dans le deuil et dans le désespoir, après le triomphe de Filangeri, ne furent que la suite de celles qui avaient été déjà commencées sous la courte et affreuse domination de ces vils bourreaux de la Sicile. Les débris de l'armée se retiraient sur Castrogiovanni, lorsqu'ils furent dispersés et licenciés par leur ordre : dans le même temps, ils désarmaient les forteresses, et jetaient en exil tous les hommes qui avaient marqué dans la révolution.

Pendant que le peuple, découragé par tant et de si rapides désastres, se laissait prendre aux plus perfides assurances de concessions et de pardon, le général napolitain, sûr du concours de la trahison, marchait en toute hâte sur Palerme. L'incendie du petit village de Mezzagen, qui domine les montagnes voisines de la ville, prouva trop tard au peuple le danger d'avoir foi dans la promesse du Bourbon. Il voulut réparer sa faute, et plein d'enthousiasme, il sortit pour combattre l'ennemi. Mais que pouvaient quelques hommes sans chefs, contre tant de forces et tant de tromperies ? Les consuls de France et d'Angleterre intervinrent après quelques escarmourches, et le 18 mai fut signée une capitulation par laquelle les troupes royales rentrèrent dans la capitale, dix-huit mois après en avoir été chassées.

Tout d'abord, les promesses et les caresses furent employées pour rassurer ceux qui avaient peur, mais lorsque le désarmement fut effectué, d'une part, et que les approvisionnements militaires furent arrivés, de l'autre, le pays se vit livré aux plus barbares persécutions. Aux exils et aux exécutions qui se succédaient chaque jour, vinrent se joindre des impôts énormes qui achevèrent de le ruiner. Les Siciliens furent condamnés à une contribution de guerre de 54 millions de francs, destinés, par une cruelle ironie, à payer les Croates et les bombes qui avaient réduit en cendres les plus florissantes cités de la Méditerranée, et tué des milliers d'intrépides citoyens. La peur, cette source inépuisable de toutes les tyrannies, est la base du gouvernement actuel du Bourbon ; les espions, les prisons, l'échafaud, tels sont, selon lui, les moyens à l'aide desquels il proteste hypocritement qu'il veut faire le bonheur de ses peuples. Vaines espérances ! Les débris fumants de nos villes brûlées, et les os dispersés de tant de nos braves, sont là pour crier : Vengeance ! Terrible vengeance ! La Sicile frémissante, morne aujourd'hui, mais toujours croyante dans l'avenir, unira ses destins à ceux des peuples de l'Italie, ses frères ; elle sera prête, le jour de la résurrection. Le cœur saigne, néanmoins, à la pensée de toutes les difficultés qu'ont à vaincre, de toutes les larmes qu'ont à verser les malheureuses nations courbées sous un joug de fer.

Quoi qu'il en soit, sourions sans trop d'amertume à ce titre pompeux de civilisé dont quelques-uns veulent bien gratifier le XIX[e] siècle.

La religion, la civilisation furent choses inconnues aux barbares qui ravagèrent autrefois l'Europe. Ces noms sacrés servent aujourd'hui de manteau à des crimes tels, que le souvenir de notre temps sera un sujet de larmes pour la postérité.

CHAPITRE XX.

SIÉGE DE VENISE.

Situation de l'ennemi autour de la lagune. — Nécessité, pour les assiégés, d'une dictature militaire. — Propositions pour une décoration et pour une médaille. — Le commandement de Malghera est confié au colonel Ulloa. — Difficultés d'obtenir des nouvelles de terre ferme. — Lettre du général Haynau au commandant de Malghera. — Réponse de celui-ci. — Sortie de Malghera, le 9 mai. — Ordre du jour. — Fâcheuse réunion du 10 mai, au département de la guerre. — Plaintes du colonel Ulloa. — Conseil de défense du 13 mai.

Le siége de Venise était poursuivi désormais par une armée formidable : l'ennemi ayant concentré autour de la lagune toutes ses forces de terre et de mer, et l'immense artillerie dont la fin de la guerre piémontaise lui laissait la disposition. La lagune qui, dans une circonférence de quatre-vingt-dix milles, renferme soixante forts, grands ou petits, et deux cent mille habitants, n'était défendue que par une garnison inférieure en nombre à celles de Dantzick et de Gênes, alors que ces deux villes soutinrent leurs mémorables siéges. La Vénétie payait et entretenait une marine assez nombreuse en marins, soldats et officiers; mais, sans prétendre en faire peser la faute sur personne, toujours est-il que cette marine ne rendit aucun

service à la défense, si ce n'est, peut-être, en fournissant quelques petites barques lors des attaques de l'ennemi contre la capitale, et en prêtant un faible appui aux sorties du côté de Chioggia. Depuis plusieurs mois, c'était pitié que de voir les milices. Au moment même de leur plus grand bien-être, elles avaient eu à subir, en objets de vêtement et de casernement, des privations inconnues à toutes les troupes d'Europe; mais, si l'on ajoute à ces circonstances les ravages exercés par les maladies épidémiques, les contemporains et la postérité reconnaîtront que les volontaires de la Vénétie et ceux de toutes les provinces italiennes accourus pour la défendre, ont droit à l'admiration du monde. C'est en obéissant à un patriotisme dépouillé de tout intérêt personnel, qu'ils ont défié, sans se laisser troubler, toutes les souffrances de cette vie; c'est ainsi que ces jeunes soldats italiens témoignèrent de toutes les vertus, et de celle qui les prime toutes, de celle que Milton lui-même n'ose attribuer à Lucifer, alors qu'il le représente excitant le courage et enflammant l'ardeur des anges rebelles. Je parle des derniers mois du siége, alors que tout le monde connaissait, à Venise, l'abandon dans lequel nous délaissait l'Europe; le manque de pain et de poudre, et l'impossibilité pour nous d'en recevoir, soit par terre, soit par mer. Tous, en outre, avaient cette conviction que, s'ils survivaient au siége, blessés, mutilés ou non, le prix de leurs longues et dures souffrances ne serait ni l'indépendance de l'Italie, ni un avantage personnel quelconque; ils savaient que l'Italie resterait esclave, et qu'eux, personnellement, n'avaient plus à attendre que la persécution, la misère et l'exil. C'était là surtout le sort réservé aux combattants des provinces de Naples; et néanmoins, jusqu'à la dernière heure, tous se disputèrent l'honneur de repousser, au premier rang et au péril de leur vie, les attaques chaque jour plus redoutables de l'ennemi.

Jeunes gens des provinces italiennes, et vous tous qui accourûtes défendre la Vénétie, poussés par votre seul patriotisme,

vous avez, en rivalisant, pendant quinze mois, de courage et de sentiments fraternels, confondu pour toujours ces calomniateurs étrangers qui mettaient en doute et votre valeur, et cette aspiration, aujourd'hui universelle, des Italiens vers une patrie commune.

Un Etat, quelle que soit sa population, s'il soutient une guerre où il y va de sa vie, doit inévitablement recourir à la ressource extrême de la dictature à temps, décrétée par le congrès national. C'est ainsi que faisaient les Romains, même dans les guerres où l'existence de la patrie n'était pas compromise; il suffisait, pour qu'ils proclamassent la dictature, d'une guerre quelque peu difficile. Qui ne sait que si, après la bataille de Waterloo, Paris, au lieu de subir l'autorité des deux chambres en permanence, avait obéi à un dictateur, celui-ci, en prenant le commandement de toutes les forces réunies autour de la capitale, aurait pu prendre sur l'ennemi la revanche de la bataille perdue? A Venise, sous les feux de l'ennemi, le pouvoir était partagé entre une assemblée, un gouvernement avec son président, et un général en chef. Pendant plusieurs mois, le gouvernement fut aux mains de triumvirs, étrangers, tous les trois, aux affaires de guerre. Pendant quelques mois qui suivirent, un président seul remplaça les triumvirs. Enfin, dans les derniers mois, il y eut une assemblée, un président, un général en chef, et une commission militaire investie de hauts pouvoirs. Il est vrai que le général en chef présidait cette commission; mais ce n'était là qu'un moyen de diminuer non de détruire les inconvénients résultant de cet état de choses.

Quant à moi, je n'aurais désiré ni accepté une dictature complète, absolue, s'étendant au gouvernement tout entier. Si je l'avais ambitionnée, je l'aurais acceptée des mains du peuple, qui me l'offrit sur la place Saint-Marc, et auquel je conseillai de prendre un tout autre parti, ainsi que je l'ai dit dans le chapitre onzième. Mais si l'assemblée m'avait investi seulement d'une véritable dictature militaire, je tiens pour

certain, que non-seulement j'aurais amélioré la situation des milices, de la garde nationale et de la marine, mais que, peut-être encore, au moment où j'écris, je serais à Venise, défendant la ville et la lagune entière. Le général Bonaparte écrivait au directoire qu'un seul général médiocre vaut mieux que deux généraux excellents. Or, à Venise, faute d'une dictature militaire, le nombre était grand de ceux qui se mêlaient des affaires de guerre.

Par exemple, dans les revues que je passais des garnisons de nos nombreuses forteresses, et même en dehors des revues, je recevais des rapports sur des actions d'éclat par lesquelles s'étaient signalés des militaires de tous grades. Il m'était bien rarement permis de les récompenser par un avancement. Il est, d'ailleurs, des actions d'éclat qui peuvent mériter une récompense autre qu'un avancement. Je proposai, en conséquence, au gouvernement de créer, avec l'assentiment de l'assemblée, un ordre militaire. On me promit qu'il serait fait droit à ma demande; mais j'attends encore le résultat de cette promesse. Un jour, à mon retour de Malghera, où plusieurs soldats s'étaient distingués, je demandai au gouvernement de vouloir bien faire frapper au moins deux cents médailles d'or, avec une légende quelconque, afin d'exciter l'enthousiasme de l'armée. Il me fut répondu que la république ne possédait pas assez d'or pour frapper ces médailles. « S'il en est ainsi, répliquai-je, je puis disposer de deux cents napoléons; envoyez-les prendre, et consacrez-les à une destination que j'ai tant à cœur. » Le gouvernement m'assura qu'il allait s'occuper de se procurer de l'or; mais rien ne se fit en définitive. On ne me disait jamais non en paroles, mais les faits me le disaient trop souvent.

Cependant, les travaux de l'ennemi progressaient à vue d'œil. Le commandant de Malghera était détesté de la population de Venise et des milices, et c'est en vain que j'avais essayé de le réhabiliter par quelques paroles flatteuses dans un de mes or-

dres du jour. La question n'était pas de le conserver à Malghera, mais de le protéger contre les insultes du peuple; aussi s'empressa-t-il, aussitôt qu'il se fut démis de son commandement, de s'embarquer à bord d'un bâtiment à vapeur français.

Les places et les forteresses de la lagune étaient placées sous les ordres immédiats du général en chef. Depuis quelque temps j'avais résolu de confier le commandement de Malghera au chef de mon état-major, le colonel Girolamo Ulloa; mais comme il était Napolitain, un sentiment de délicatesse me faisait différer l'exécution de ce projet. Toutefois, les nouvelles qui m'arrivaient des préparatifs de l'ennemi furent bientôt de telle nature, que le gouvernement lui-même crut mettre en avant le nom du colonel. Je m'empressai alors de lui confier le commandement si important de Malghera.

Les troupes autrichiennes, réunies autour de la lagune, étaient commandées par le général Haynau. Le 3 mai, le colonel Ulloa m'écrivit la lettre qui suit :

« Général,

« J'ai à peine le temps de vous écrire à la hâte ces quelques lignes. Le rapport que vous avez reçu ce matin vous aura mis au courant des travaux de la journée, tant en ce qui touche notre défense que les préparatifs d'attaque de la part de l'ennemi.

« La garnison est animée d'un excellent esprit; les artilleurs sont vifs et intelligents. Résisteront-ils à une forte canonnade et à un bombardement? Je l'espère, et je ferai de mon mieux pour que la garnison se montre ferme et résolue. Il y a encore beaucoup à faire, et je le répète à toutes les heures du jour, pour assurer les bons résultats de notre défense.

« J'ai écrit à Milani pour lui demander ce dont j'ai le plus besoin, et demain, si l'ennemi ne démasque pas ses batteries, j'enverrai Mezzacapo à Graziani pour lui demander d'autres objets de l'arsenal. Que tous, le ministre de la guerre, Gra-

ziani, et la direction du génie, se hâtent de nous fournir ce qui nous manque. Voici sommairement ce que j'ai demandé :

« Les deux obus de campagne de la batterie Boldoni;

« Du bois pour des fascines;

« Des sacs de terre;

« De la toile pour construire des tentes, semblable à celle dont Graziani m'a déjà envoyé une certaine quantité.

« Huit affûts de réserve.

« J'aurais besoin, en outre, de beaucoup, et encore de beaucoup de munitions, parce qu'il s'en fait une grande consommation.

« Agréez mes excuses et l'assurance de ma haute estime et de mon respect.

« G. Ulloa. »

Le lendemain, 4 mai, je me rendis à Malghera par la route du Pont. J'étais à peu de distance de cette place, lorsque j'entendis et vis le feu terrible de l'artillerie ennemie. Au moment où j'arrivais sur la digue, qui conduit du pont à la forteresse, deux bombes vinrent éclater, l'une à ma droite, l'autre à ma gauche; et, témoins de ce spectacle, les troupes de la garnison, malgré une pluie de bombes, de grenades et de balles, poussèrent le cri de *Vive notre général!* Je parcourus leur front de bataille, et après les avoir félicitées de leur attitude intrépide, j'ordonnai à Ulloa de faire rentrer dans les casemates tous les soldats qui n'étaient pas de service. Les troupes m'attendaient en bataille, avant que les Autrichiens n'eussent ouvert leur feu; et quand le feu fut ouvert, un sentiment de vanité militaire les empêcha de rompre leurs rangs, afin de ne pas avoir l'air de se retirer devant les attaques de l'ennemi. Les feux ouverts étaient ceux des nombreuses batteries de la première parallèle qui avait été démasquée. Je me bornerai, pour donner une idée des opérations de cette journée, tant de notre côté que du côté des Autrichiens, à reproduire ici le rapport que m'en fit, le soir même, le colonel Ulloa.

RAPPORT DU 4 MAI 1849,

Adressé par le commandant de la première circonscription de défense au commandant en chef des troupes dans la Vénétie.

« Aujourd'hui, à midi et demi, l'ennemi a démasqué ses batteries, qui ont lancé sur toute la ligne une grêle de bombes, de boulets et de fusées.

« Nos milices se mirent promptement en bataille, comme auraient fait de vieux soldats, et aux cris répétés de *Vive l'Italie!* Elles se disposèrent à une vigoureuse défense. En un instant notre artillerie fut en mesure de répondre à l'artillerie ennemie. La ligne s'empressait d'accourir sur tous les points les plus menacés. Le génie, les sapeurs, toutes les armes spéciales étaient à leur poste. Et ici je me fais un devoir de rappeler qu'au moment où la pluie des balles ennemies tombait la plus épaisse sur nos têtes, une compagnie de la légion de Sile, conduite par son vaillant capitaine, Cattabene, s'est rendue, au milieu des *vivat* et des acclamations de la garnison, à la demeure encore éloignée de son commandant, d'où elle a rapporté son drapeau en triomphe en traversant une grande partie du fort.

« Presque au même moment arrivait à Malghera le général en chef, accueilli par un cri de joie unanime, qui a dû lui prouver combien tous s'estimaient heureux d'avoir à faire les preuves de leur courage et de leur patriotisme sous les yeux d'un capitaine, objet, pour l'Italie, de tant d'amour et d'admiration.

« Le feu, commencé avec furie, semblait nourri par cinq batteries principales, qui entouraient notre bastion n° 6, entre les lunettes 12 et 13, et que soutenaient d'innombrables ma-

chines à lancer des fusées, si bien qu'on eût dit que toute la tranchée ennemie n'était qu'une ligne de feu.

« L'ardeur de nos troupes n'en fut pas un instant ébranlée; et ce ne fut qu'après sept heures de combat, et seulement à la nuit, que le feu se ralentit, après de graves dommages causés à l'ennemi par notre artillerie, aussi bien servie qu'habilement pointée. Dans ce moment, à huit heures du soir, le canon se tait à peu près, et quelques fusées seulement prouvent encore, de la part de notre ennemi fatigué, l'intention de nous attaquer. Il me serait impossible de dire qui s'est le plus particulièrement distingué dans cette affaire où, d'après l'avis du général en chef, la conduite de tous a été héroïque.

« Les noms du chef et des officiers de mon état-major, celui du commandant du fort et de la place, ceux des officiers et des soldats de la légion du Sile, du 4e de ligne, du corps du génie, des sapeurs, du détachement de la garde nationale, de l'artillerie de terre et de mer, de l'infanterie de marine, du train, de la cavalerie, de l'ambulance, des employés de l'administration, du détachement des pompiers, ont tous droit d'être rappelés, comme ayant bien mérité de la patrie. La légion des volontaires Bandiera et Moro s'est montrée, elle aussi, digne du nom qui rappelle les premiers martyrs de la liberté italienne.

« Je ne dois point oublier les tirailleurs lombards, parmi ceux dont l'activité et le courage méritent une mention particulière.

« Je publierai demain les noms des morts et des blessés, pour qu'ils soient conservés dans les fastes de cette sainte guerre.

« Parmi les blessés, je ne puis cependant ne pas citer tout de suite le capitaine Cosenz, de l'état-major du général en chef, qui, bien qu'atteint de la fièvre, a dirigé l'artillerie du front d'attaque avec une incomparable valeur, et qui, bien que malade et blessé, n'a jamais voulu se retirer.

« Nous profitons de la nuit pour réparer les légers dommages que nous avons soufferts et nous apprêter à la lutte de demain.

« Le commandant : Le colonel Girolamo ULLOA. »

Depuis le 4 mai jusqu'à la reddition de Venise, l'ennemi eut sans cesse recours à son artillerie, qui, tant par le nombre des canons, que par la variété de leurs calibres, suffisait pour faire le siége de deux ou trois places de guerre de premier ordre. Nos artilleurs, presque tous jeunes gens distingués et intelligents, avaient appris en très-peu de temps à servir leurs pièces, beaucoup plus habilement que les artilleurs ennemis, et, ce qui vaut mieux, ils les servaient avec amour. Voici un trait qui prouve que l'atmosphère de la Vénétie était pleine de vie italienne. Une des batteries de Malghera, dont je ne me rappelle plus le nom, était servie par les immortelles compagnies *Bandiera*. Pendant qu'un de ces vaillants volontaires était attentif à pointer sa pièce, un boulet ennemi l'étend mort sur le sol ; un second volontaire prend la place du premier, et un second boulet vient le frapper à son tour ; un troisième se présente et trouve la même mort : cela n'empêche point un quatrième d'accourir et de braver intrépidement le tir si bien dirigé du canon ennemi. Le brave major Cosenz cherche en vain à l'arrêter, en lui disant qu'il faut s'abstenir, pendant quelques moments, de se servir de cette pièce, que l'ennemi est parvenu à viser avec tant de précision ; mais ce quatrième artilleur s'obstine, et plusieurs coups parfaitement ajustés couronnent son audace.

Nous souffrions cruellement de la privation où nous étions de nouvelles positives, auxquelles ne suppléaient que faiblement celles que nous apportaient les quelques barques qui réussissaient, non sans danger, à entrer dans la lagune, et les espions, dont quelques-uns payèrent de leur vie leur dangereux métier. Les consuls, malgré les règles sévères des blo-

cus, obtenaient souvent de l'escadre autrichienne, et par la voie de Trieste, des nouvelles des événements qui agitaient l'Europe. Nous étions impatients de connaître les incidents de la guerre hongroise et le résultat de la guerre inouïe des Français contre Rome.

Le 5 mai, le général Haynau, qui fut, peu après, remplacé dans le commandement de l'armée ennemie autour de la lagune par le comte Thurn, écrivit au commandant de Malghera. Celui-ci lui répondit. Voici les deux lettres :

« Quartier général de Papadopoli, le 5 mai 1849.

« *Le commandant du deuxième corps de l'armée I. et R. au commandant du fort de Malghera.*

« Afin que le commandant du fort de Malghera sache pourquoi les hostilités ont été suspendues du côté des assiégeants, on joint ici la copie de la sommation faite par le maréchal comte Radetzky aux habitants de Venise.

« Le commandant du deuxième corps d'armée :

« Lieutenant maréchal : F. HAYNAU. »

Réponse d'Ulloa.

« Malghera, le 5 mai 1849, 9 heures du matin.

« *Le colonel commandant la forteresse de Malghera à monsieur le général Haynau, commandant le corps d'armée autrichien à Mestre* ([1]).

« La lettre de M. le maréchal Radetzky, que vous nous avez envoyée ce matin, a été dirigée au président du gouvernement de Venise.

([1]) Cette lettre est écrite en français. On la reproduit textuellement.

« Sauf l'ordre exprès dudit gouvernement, je ne me crois pas autorisé à suspendre les hostilités. Je continuerai donc mon feu, d'autant plus que vous montrez assez ouvertement de vouloir abuser de la trève que vous nous proposez, pour continuer vos travaux, tout contrairement aux usages de guerre.

« C'est encore contraire à ces usages, d'envoyer des lettres ouvertes au commandant d'une forteresse assiégée, comme vous venez de faire dernièrement. J'ai donc l'honneur de vous prévenir, que mes avant-postes ont reçu la consigne formelle de considérer tout porteur de lettres ouvertes, comme espion, et de le traiter en conséquence.

« Girolamo ULLOA. »

Si j'avais eu des forces suffisantes dans la lagune, j'aurais eu plus souvent recours aux baïonnettes qu'aux canons; mais les maladies, qui rendaient plus sensible encore l'infériorité numérique de nos troupes, comparées à celles de l'ennemi, me forçaient à me borner à la défense. Le 8 mai, je me rendis, néanmoins, à Malghera, et ayant pris l'avis d'Ulloa qui, mieux que personne, connaissait les dispositions des assiégeants, je décidai qu'une reconnaissance serait exécutée sous sa direction. Les circonstances en sont exactement relatées dans l'ordre du jour suivant :

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES DE L'ÉTAT VÉNITIEN.

Ordre du jour.

« Venise, le 9 mai 1849.

« Ce matin, le colonel Ulloa, commandant supérieur de la circonscription et de la place de Malghera, a choisi le moment le plus opportun pour exécuter une reconnaissance, qu'il a con-

duite avec son habileté ordinaire. Le général en chef transcrit ici le rapport circonstancié du colonel.

« Par ces diverses épreuves, la population de la glorieuse lagune pourra juger de la confiance qu'elle doit mettre dans ses défenseurs. Les vieux et les nouveaux soldats rivalisent de courage ; le patriotisme est égal chez tous, ainsi que le désir de vaincre. »

INSPECTION DE LA PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION DE DÉFENSE.

Au commandant en chef des troupes.

« Malghera, le 9 mai 1849.

« Les travaux de l'ennemi, poursuivis avec ardeur depuis la journée du 4, s'étaient arrêtés subitement à la nouvelle parallèle, qui, hier matin, nous apparut complétement terminée. Afin de reconnaître si l'ennemi s'était effectivement retiré derrière la première tranchée, ou si, ayant suffisamment consolidé ses nouveaux parapets, il avait l'intention d'y installer d'autres batteries, le colonel inspecteur décida qu'une vigoureuse sortie serait exécutée ce matin. Deux colonnes, de la force collective de cinq cents hommes environ, sortaient, à trois heures et demie du matin, par les lunettes 12 et 13, et se dirigeaient vers la ligne ennemie. La première, qui suivait la voie ferrée, était conduite par les majors Cosenz et Sirtori ; la seconde, qui suivait les deux rives du canal de Mestre, était conduite par le major Rosaroll. Ces deux colonnes se sont avancées hardiment au pas de charge ; elles ont, à diverses reprises, repoussé l'ennemi jusque derrière la ligne principale de la tranchée ; et, bien que cette tranchée fût gardée par de nombreuses troupes de réserve soutenues par de l'artillerie, elles ont enlevé pied à pied le terrain qui leur était disputé. Lorsque le but principal eut été atteint, c'est-à-dire lorsqu'on eut

constaté l'état des forces ennemies et la situation des travaux, la retraite fut ordonnée après une heure de feu. Elle s'exécuta, dans le plus grand ordre, sous la protection de l'artillerie du fort. La conduite des officiers et des troupes de toutes armes pendant l'action a été au-dessus de tout éloge. Je me réserve, après un plus mûr examen, de vous signaler les noms de ceux qui se sont plus particulièrement distingués. Entraînés par leur bouillante ardeur, nos soldats, brûlant de se mesurer corps à corps avec l'ennemi, n'ont consenti qu'avec peine à rentrer dans le fort, et de là quelques dommages que nous avons éprouvés pendant la retraite. Notre perte est de quatre morts et de trente blessés, parmi lesquels cinq officiers légèrement atteints. Nous avons toute raison de croire que les pertes de l'ennemi ont été beaucoup plus considérables, grâce au tir de notre artillerie, dont les coups, d'après les spectateurs du combat, portaient rarement à vide.

« La troupe était rentrée à cinq heures et demie, et le feu de l'artillerie a continué sur les points principaux des travaux ennemis.

« Les observations du télégraphe n'indiquent aucun progrès pendant la nuit. La suspension des travaux de l'ennemi dans la nouvelle tranchée, doit être attribuée à l'eau qui, à la suite des dernières grandes pluies, a comblé une partie des fossés des tranchées, et rend impossible tout travail.

« Signé, le commandant, Girolamo ULLOA.

« Le lieutenant général commandant en chef,

« Guglielmo PEPE. »

Les bouches à feu et les travailleurs qui entouraient Malghera, en nombre plus que suffisant pour attaquer une place de premier ordre, ne permettaient pas de douter que la place serait obligée de se rendre au bout de quinze jours environ. Le pont qui, traversant la lagune, partait de Venise et se prolon-

geait jusqu'à la terre ferme, avait coûté des sommes énormes aux Vénitiens, et ils y avaient établi le chemin de fer qui lie Venise à Vérone. Je m'étonnais sans cesse que les Autrichiens, maîtres de Venise, eussent permis la construction de ce pont sans y pratiquer des ponts levis de distance en distance. Le respecter, c'était compromettre la défense de la capitale; mais c'était une grave résolution que de renverser quelques-unes de ses arches. A mon insu, et contrairement à toutes les règles militaires, le gouvernement tint, au département de la guerre, un conseil où furent appelés plusieurs officiers supérieurs, parmi lesquels le colonel Milani, très-capable et très-actif, et qui servit vaillamment jusqu'à la dernière heure de la défense. Il fut décidé, dans ce conseil, que les arches étant minées, il serait toujours temps de les faire sauter. M'étant plaint de ce que cette réunion eût eu lieu à mon insu, on m'en envoya le procès verbal que je conserve, et l'on essaya de me démontrer que quelques heures suffiraient à faire sauter les arches, si cette ressource extrême devenait indispensable à la défense. Mais, comme je le dirai plus loin, l'expérience prouva que les arches, mal minées, ne sautèrent point aussi promptement qu'on l'avait pensé. Les débris de ces arches ne trouvant pas, d'ailleurs, de profondeur suffisante dans les eaux de la lagune qui coulent sous le pont, purent servir d'une sorte d'échelle à l'ennemi pour l'escalader.

Pendant que le colonel Ulloa défendait Malghera avec courage et habileté, je reçus de lui une lettre où il se plaignait amèrement du département de la guerre, et d'autres employés du gouvernement. Il me disait, entre autres choses, que le comité de surveillance de Venise, avait institué à Malghera, sans l'en prévenir, une commission chargée de veiller à l'ordre intérieur du fort. Il ajoutait que les rédacteurs de la gazette officielle racontaient à leur manière les opérations qui s'exécutaient dans la place ou dans les sorties, en prodiguant l'éloge à leurs protégés de préférence à ceux qui s'étaient véritablement

signalés. Ces plaintes étaient bien fondées, et ce n'étaient pas les seules. Je pris les mesures nécessaires pour mettre un terme à ces causes de graves désordres. J'autorisai d'abord le colonel à renvoyer immédiatement la commission, dont la présence dans le fort était un scandale intolérable. Je me plaignis en même temps au gouvernement de la conduite des rédacteurs de la gazette officielle. Pour consoler le commandant de Malghera, je lui citai d'ailleurs mon exemple. Il n'ignorait pas, en effet, que mon amour de l'Italie m'avait fait supporter patiemment à Venise bien des épreuves, que je n'avais jamais supportées avec cinq rois de Naples.

Afin de donner aux amateurs des choses de guerre, une idée de la manière dont procédaient les conseils de défense, dans l'armée vénitienne, je reproduis ici le procès verbal d'un de ces conseils.

« Venise, dans les appartements du lieutenant général baron Guillaume Pepe, commandant en chef les troupes italiennes, dans l'État vénitien.

« Dimanche, 13 mai 1849.

PROTOCOLE DU CONSEIL.

Conformément à l'invitation qui leur en a été adressée hier, par ordre du général en chef, se sont réunis aujourd'hui en conseil de guerre :

1° Le général en chef, baron Guillaume Pepe, président;

2° Le chef du département de la marine près du gouvernement provisoire, contre-amiral Graziani;

3° Le chef du département de la guerre, général Cavedalis;

4° Le commandant général de la garde civique, contre-amiral Marsich;

5° Le commandant général de la marine, contre-amiral Milanopulo;

6° Le général de division Solera, commandant la garnison;

7° Le général de division Armandi, directeur de l'artillerie et du génie;

8° Le général Osua, contre-amiral, membre du conseil de défense;

9° Le général Paulucci, commandant de l'artillerie de terre;

10° Le colonel du génie Milani, membre du conseil de défense;

11° Le colonel Fontana, directeur de l'infanterie et de la cavalerie;

12° L'intendant en chef de l'armée de terre, colonel Marcello;

13° Le capitaine de vaisseau Raffaelli, inspecteur de la 5e circonscription de défense;

14° Le capitaine de vaisseau Tiozzo, commandant de la division maritime;

15° Le lieutenant colonel Ronzelli, commandant le corps des sapeurs du génie;

16° Le lieutenant-colonel Marchesi, commandant l'artillerie de marine;

17° Le lieutenant de vaisseau Mainardi, membre du conseil de défense.

Le général en chef a ouvert la séance, en faisant connaître les progrès des opérations d'attaque de la part de l'ennemi autour de Malghera, et l'énergie des efforts faits depuis plusieurs jours par les nôtres pour prolonger la défense. Il a déclaré que la reddition du fort, si on était réduit à cette extrémité, n'aurait lieu qu'après la résistance la plus longue, la plus vigoureuse et la plus honorable possible; que néanmoins, devant prévoir une cruelle nécessité, il désirait que l'ont prît à temps les dispositions nécessaires pour l'évacuation du fort, s'il devenait indispensable de l'abandonner. Il a ajouté qu'il

demandait à savoir quelles mesures avaient été ou seraient prises pour cette éventualité.

Le général Cavedalis, chef du département de la guerre, a exprimé l'avis, qu'avant tout il convenait d'examiner et de décider jusqu'à quel point la défense de Malghera devait être continuée, et dans quelles circonstances le fort devrait être cédé ou abandonné, et les troupes se retirer dans leurs positions successives; il a émis l'opinion que ce point, vû l'impression morale que produirait là reddition du fort, et sous d'autres rapports politiques, devraît être discuté et résolu avec l'assentiment du gouvernement, et pas seulement sous le point de vue de l'opportunité comme opération militaire.

Après quelques observations, il a été décidé que la question serait vidée dans un autre moment, avec le concours du gouvernement.

Mais le général Armandi, se fondant sur ce qui vient d'être dit au sujet de l'armement actuel du fort, a fait observer qu'il serait bon d'effectuer, dès à présent, quelques transports d'artillerie, et d'échanger quelques pièces de gros calibre contre des pièces d'un calibre moindre; que ces mesures auraient pour résultat de débarrasser le fort de tout ce qui ne lui était pas utile, et de faciliter sa complète évacuation, dans le cas où il ne serait plus possible de le conserver en notre pouvoir.

Sur cette observation du général Armandi, il a été décidé qu'une nouvelle conférence aurait lieu entre ce général, le colonel Milani, et le lieutenant colonel Avuzelli, sous la présidence du général en chef.

Le général en chef, revenant ensuite à la question, et supposant le cas où il faudrait abandonner le fort de Malghera, a demandé au contre-amiral Graziani, chef du département de la guerre, si la marine pouvait offrir quelques moyens de défense, tout l'effort de la guerre, après la perte de Malghera, devant se porter sur la lagune et dans les îles fortifiées.

Le contre-amiral Graziani a répondu à cette interpellation

en faisant connaître les forces maritimes prêtes à défendre la portion de la lagune située entre le chemin de fer, Malghera et le littoral contigu, du côté de Campalto.

Diverses interpellations ont été successivement faites, afin d'obtenir des renseignements sur les moyens dont la marine disposait pour empêcher un débarquement de l'escadre ennemie, et pour la repousser si elle s'approchait de la plage du Lido, de Malamocco, de Pellestrina, ou d'autres points de l'Estuario. Il a été répondu, que la marine ne pourrait rien empêcher du côté de la mer, mais qu'elle pourrait concourir à la défense, du côté de la lagune.

Les investigations s'étant ensuite portées sur les moyens de défense que pourrait fournir la marine, pour venir en aide au fort de Brondolo, le contre-amiral Graziani a émis l'avis que la marine ne pourrait prêter d'autres secours que celui des barques que tout le monde connaît, et qui sont placées dans la partie de la lagune située entre Chioggia et Brondolo ; que d'ailleurs, la marine ne possède aucune autre ressource sur ce point, ni ailleurs.

Le général en chef ayant ensuite insisté sur l'importance qu'il y aurait à ce que la marine pût attaquer les bâtiments ennemis, il a été répondu, que tout ce qu'on pouvait espérer de la marine vénitienne, c'était qu'elle protégeât le commerce de cabotage.

Et, après cette discussion, la séance a été close.

CHAPITRE XXI.

LE MOUVEMENT NATIONAL EN TOSCANE [1].

Agitation libérale. — Création de la garde civique. — Fêtes fédérales. — Constitution du 15 février 1848. — Combats en Lombardie. — Insurrection de Livourne le 5 septembre. — Ministère Montanelli. — Fuite du grand duc. — Triumvirat de Guerrazzi, Montanelli et Mazzoni. — Assemblée constituante. — Restauration du gouvernement du grand duc. — Envahissement des Autrichiens.

Le mouvement commença en Toscane dès les premiers jours de 1846.

Les premiers actes par lesquels se manifesta la résistance libérale furent des protestations signées et des brochures imprimées clandestinement.

Pise protesta, par une pétition adressée au gouverneur Serristori, le 28 février 1846, contre l'établissement d'un institut des sœurs du Sacré-Cœur, qui avaient déjà obtenu l'autorisation du gouvernement; les professeurs qui l'avaient signée furent admonestés, et répondirent par une nouvelle protestation à cette admonestation. Le gouvernement dut retirer l'autorisa-

[1] Ce chapitre est dû à la plume de l'illustre Montanelli.

tion. Dans les sœurs du Sacré-Cœur, on combattait le jésuitisme, dont la Toscane ne voulait à aucun prix.

Les brochures clandestines étaient écrites avec une grande modération, et se bornaient à demander quelques réformes civiles et administratives.

A l'avènement de Pie IX, et après la publication de l'amnistie, une souscription fut ouverte à Pise et dans les autres parties de la Toscane en faveur des amnistiés pauvres, mais le but véritable était de faire un acte de solidarité nationale. Le gouvernement ayant défendu l'impression de la liste des souscripteurs, cette liste circula manuscrite.

Dans l'hiver de 1847, l'agitation libérale, abritée sous l'autorité du nom de Pie IX, redoubla d'activité et réussit à enlever la loi du 6 mai sur la presse, laquelle autorisait la critique respectueuse des actes du gouvernement.

C'est alors que commencèrent les démonstrations populaires :

Des journaux politiques furent fondés. A Florence, les principaux étaient l'*Alba* et la *Patrie*. Pise eut l'*Italie*, Sienne le *Peuple*, Livourne le *Courrier livournais*.

Bien que la censure préventive existât dans la loi, cette loi n'était pas appliquée, et l'on écrivait en Toscane aussi librement que dans les pays les plus libres.

Bientôt les journaux, les municipalités, le peuple sur les places publiques, demandèrent la création des gardes civiques. Le gouvernement ne voulait pas obtempérer à cette demande. Pour empêcher les démonstrations populaires, on eut recours aux menaces et à un grand déploiement de force publique; mais les soldats fraternisèrent avec le peuple.

Au cri de vive Pie IX se mêlèrent bientôt, dans les démonstrations populaires de Pise, les cris de : « *Vive l'Italie! vivent les princes réformateurs! vive l'Union! vive Gioberti!* »

La création de la garde civique fut enfin consentie par le *motu proprio* du 4 septembre. Cette institution fut consacrée

par des fêtes fédérales. La première fête fut célébrée à Pise le 6 septembre avec un grand concours de Lucquois et de Livournais. La seconde fut célébrée à Livourne le 8. La troisième à Florence le 12. On remarquait, dans la fête de Florence, des représentants de toutes les communes de la Toscane. Le prétexte de la réunion était de remercier le grand duc. On voulait, en réalité, protester contre l'oppression étrangère qui pesait sur la Lombardie, et exprimer un vœu en faveur de la ligue italienne. C'est dans ces fêtes fédérales que fut déployé le drapeau tricolore.

Vers la fin de septembre, le marquis Ridolfi et le comte Serristori entrèrent au ministère. Le premier acte du nouveau cabinet fut la suppression de la présidence du *Buon Governo*.

L'abdication du duc de Lucques, qui eut lieu en octobre 1847, hâta la réunion de Lucques à la Toscane, stipulée dans les traités de 1815; Fivizzano et Pontremoli passèrent, par la même occasion, à Modène et à Parme.

Autant l'union de Lucques à la Toscane avait été bien accueillie par les Lucquois eux-mêmes, malgré la perte de leur nationalité propre, autant la cession de la Lunigiane mécontenta-t-elle et irrita-t-elle les populations.

A Livourne, on voyait poindre déjà un parti exalté. Ce parti, s'autorisant de l'occupation de la Lunigiane, fit une démonstration menaçante dans la soirée du 6 janvier. Une députation populaire, à la tête de laquelle était l'avocat François Guerrazzi, fut nommée sur la place publique. Le ministère Ridolfi ne voulut point reconnaître les pouvoirs de cette députation, et fit arrêter Guerrazzi et quelques autres chefs du parti exalté de Livourne.

Le 15 février 1848, une constitution fut octroyée sur le modèle de celles de Naples et du Piémont.

Le 22 mars, aux premières nouvelles de l'insurrection de Milan, la jeunesse se leva de tous les points de la Toscane pour accourir en Lombardie. En un instant, des compagnies de vo-

lontaires s'organisent. Le gouvernement, entraîné par le mouvement populaire, envoya en Lombardie cinq mille hommes de troupes et de volontaires.

Le commandement du corps toscan, confié d'abord au général Ferrari, fut donné ensuite au général Laugier.

Les Toscans établirent leurs camps sous Mantoue, à Curtalone, à Montanara, et à Grazie, et se distinguèrent par plusieurs faits d'armes. Ils furent attaqués le 5, le 13 et le 29 mai. Le 29 mai, quatre mille d'entre eux environ, distribués entre Curtalone et Montanara, tinrent tête, pendant huit heures, à l'ennemi, qui comptait trente mille hommes et soixante pièces d'artillerie. Le bataillon universitaire prit part à ce combat. Les pertes des troupes toscanes furent considérables, mais elles valurent aux armes piémontaises le glorieux passage de Goïto.

Les troupes toscanes, unies aux troupes piémontaises, prirent aussi part, en juillet, aux malheureux combats de Custoza et de Villafranca.

La conduite tenue par le ministère Ridolfi pendant la guerre de l'indépendance lui avait suscité une vive opposition, qui le força bientôt à se retirer. L'avocat Salvagnoli, rédacteur de la *Patrie*, et Guerrazzi, sorti de prison, rédacteur du *Courrier livournais*, tous les deux députés, étaient les chefs de cette opposition. Au ministère Ridolfi succéda le ministère Capponi.

Livourne s'insurgeait le 5 septembre, et le peuple se rendait maître de la ville et des forts. Le ministère transigea avec les insurgés, et envoya, en qualité de gouverneur à Livourne, le professeur Montanelli, qui, dans son programme du 8 octobre, proposa une constituante italienne. Le ministère Capponi donna alors sa démission, et Montanelli fut appelé à former le nouveau ministère; ce qu'il fit, en s'adjoignant Guerrazzi parmi les ministres, et en proclamant la constituante dans son programme ministériel. Le ministre de la guerre, d'Ajola, entreprit de réformer l'organisation des troupes; les chambres

furent dissoutes. Le grand duc ouvrit l'assemblée le 9 juin 1849, et, dans le discours de la couronne, il annonça la convocation prochaine d'une constituante.

Une des premières lois proposées par le ministère avait trait à l'élection des trente-sept députés qui devaient siéger à la constituante italienne, et cette loi, tant dans le conseil que dans le sénat, fut votée à l'unanimité. Pendant la discussion sur la constituante, le grand duc partit pour Sienne, où se trouvait déjà sa famille, qui y avait passé l'hiver. Puis il s'échappait le 7 février, en adressant au président du ministère une lettre dans laquelle il essayait de justifier sa fuite par les prétextes les plus frivoles.

Alors fut proclamé à Florence, par le peuple et par l'assemblée, le triumvirat de Guerrazzi, Montanelli et Mazzoni. Ce triumvirat, après avoir dissous les chambres, convoqua une assemblée constituante.

Mais le signal de la réaction fut bientôt donné par le général Laugier à la tête de la garnison de Massa. Guerrazzi partit alors de Florence avec le général d'Apice. Les troupes du général Laugier fraternisèrent avec celles du gouvernement provisoire. En même temps, dans la nuit du 21 février, la réaction éclatait dans les environs de Florence et de Prato, mais sans succès.

L'assemblée constituante se réunit le 25 mars, et le triumvirat déposa ses pouvoirs dans les mains des représentants du peuple.

A la nouvelle de la défaite de Novare, Guerrazzi fut nommé représentant du pouvoir exécutif avec une autorité dictatoriale.

Le 11 avril, Florence fut ensanglantée par une lutte entre le peuple de la ville et quelques volontaires livournais. Les partisans du grand duc profitèrent de cette querelle, et, le 12 avril, la restauration du gouvernement constitutionnel était de nouveau proclamée.

Puis la Toscane fut envahie par les Autrichiens, et la charte ne fut plus qu'un chiffon de papier.

CHAPITRE XXII.

MALGHERA.

Détails sur les opérations du corps facultatif ennemi autour de Malghera. — Résultats des attaques contre cette place. — Décret du 22 mai sur l'évacuation de Malghera. — Promotions d'Ulloa et de Cosenz. — Mon état-major. — Sortie de Chioggia. — Réponse des gouvernements de France et d'Angleterre à celui de Venise. — Ordre du jour pour l'évacuation de Malghera.

Les forces considérables en hommes et en artillerie que l'ennemi avait concentrées autour de Malghera, et la défense obstinée de cette place, méritent que je fasse connaître quelques-unes des particularités du siége. Le 4 mai, l'ennemi avait achevé la construction des batteries de la première parallèle, et ce n'est que dans la nuit du 23 seulement, qu'il mettait la dernière main aux travaux de la seconde parallèle, c'est-à-dire que, malgré les moyens formidables d'attaque dont il disposait, son feu durait déjà depuis dix-neuf jours, tant était grande l'énergie de la défense! Le 25, tous les parapets de la place étaient en ruines, et les sacs de terre destinés à les remplacer étaient vides. Les terre-pleins menaçaient également de s'écrouler, ainsi que les poudrières dont les toits étaient criblés de boulets. Les palissades des chemins couverts étaient complé-

tement détruites; plusieurs pièces étaient démontées, et les casemates n'offraient même plus un abri, puisque, dans la matinée du 25, des grenades ennemies pénétrèrent dans la casemate n° 1, où se tenait le quartier général, tuant deux hommes et en blessant onze.

Le fort n'étant plus en état d'être défendu, l'ennemi aurait pu l'emporter par un assaut de vive force, sous la protection du terre-plein de la voie ferrée, qui touche presque la forteresse, et, de fait, nos espions assuraient que l'assaut aurait lieu dans la matinée du 27. Il est à remarquer que Malghera n'est point défendue par des revêtements en maçonnerie, et que l'eau des fossés est souvent très-basse, ainsi qu'on le voit dans le rapport du général Thurm à Radetzky. La troisième parallèle fut commencée par l'ennemi, et les travaux continuèrent jusqu'à la nuit du 26, qui marqua le terme de la défense.

Bien que ma confiance fût entière dans le zèle et la capacité du colonel Ulloa, je me rendais souvent, néanmoins, à Malghera, pour encourager la garnison de mes paroles bienveillantes, et pour la remercier, au nom de toute l'Italie, de son intrépidité et de sa résignation à toute épreuve. Les troupes voyaient peint sur mon visage un sentiment profond d'affection qu'elles partageaient, de leur côté, pour moi. Ainsi, par exemple, si le vin distribué avait été mauvais, elles hésitaient à répondre aux questions que je leur adressais à ce propos, de peur de m'affliger. A chaque visite que je faisais à la place, on remarquait que le feu suspendu de l'ennemi recommençait immédiatement, et on l'attribuait aux plumes blanches qui ornaient mon chapeau, et qu'on pouvait apercevoir, à l'œil nu, du haut des clochers de Mestre.

J'avais un domestique du nom de Théodore, qui n'avait jamais quitté Paris, ni jamais vu la mer; il fit preuve, dans tous les événements du siége, d'un extrême sang-froid. Après s'être plaint de ce que je ne me faisais pas suivre par lui, chaque fois que je m'approchais du feu de l'ennemi, il me pria avec in-

stance de lui permettre de m'accompagner toujours et partout. Grande fut ma surprise de le voir au milieu des boulets, des bombes et des grenades, intrépide comme aurait pu l'être un grenadier de la vieille garde impériale. Il aimait à recueillir quelques-uns de ces projectiles, et se faisait aider ensuite pour les porter dans ma gondole. J'entrai un jour dans les chambres du colonel Ulloa, situées dans une des casemates, et comme je sortais pour retourner à Venise, dans un moment où la grêle des projectiles était plus épaisse qu'à l'ordinaire, j'insistai pour qu'il ne me suivît pas, en lui disant : « Vous prenez plus que votre part des dangers que vous impose votre devoir ; il n'est pas juste que, sans nécessité, vous en recherchiez d'autres; je ne saurais par qui vous remplacer, sans que le service en souffrît. »

Dernièrement, parmi les articles publiés par un écrivain très-distingué, M. Varè, articles empreints d'un profond sentiment italien, je lisais qu'en revenant un soir de l'inspection des forts, je lui disais : « Si le Tasse venait à Malghera, il y trouverait bien facilement les modèles de ses héros. » J'avais, en effet, donné au lieutenant colonel Rosaroll le surnom d'*Argant de la lagune*.

Je déteste l'exagération, et je reste dans la stricte vérité, lorsque j'affirme que les blessés de Malghera, pendant qu'on leur amputait les bras ou les jambes, criaient : *Vive l'Italie!* Un soldat du génie lombard, blessé au pied par un éclat de bombe, trouvait encore la force de remonter le moral de ceux de ses compatriotes qui l'assistaient pendant l'amputation. Dans la lunette nº 13, la bannière italienne fut renversée par les boulets ennemis : le lieutenant-colonel Rosaroll va pour le redresser ; mais un canonnier lui envie cet honneur : il court au faîte de la lunette, y plante le drapeau, et descend sain et sauf. Un certain Patrizio Correr, vieux soldat de Napoléon, se rend à Malghera pour voir son fils qui servait dans l'une des vaillantes compagnies Bandiera et Moro ; une bombe l'abat

mort ; le fils se jette sur le corps de son père pour lui porter secours, lorsque la bombe, en éclatant, l'atteint lui-même et laisse les deux cadavres embrassés. J'avais chargé quelques officiers de recueillir tous les faits remarquables qui ont signalé la défense de Malghera et celle de Venise, afin que ce recueil restât comme un témoignage de patriotisme, qui fît battre le cœur de la jeunesse italienne; mais j'ignore si mes ordres, à cet égard, ont été exécutés. Je me souviens aussi que je contractai une dette envers les héroïques compagnies Bandiera et Moro; dette que je n'ai point acquittée, et que je ne pourrai plus acquitter. Dans une des nombreuses revues que je passais, je fus tellement satisfait de la tenue de ces compagnies, que je promis de faire imprimer un état constatant les noms de tous les soldats qui servaient dans leurs rangs, le nom de la commune où chacun d'eux était né, les journées dans lesquelles le corps entier avait combattu, et les actions d'éclat accomplies par ceux qui étaient parvenus là se signaler. Mais nous eûmes tant à faire, pour repousser les nombreuses attaques de l'ennemi, qu'il me fut impossible d'exécuter ce travail.

Cependant, le gouvernement et moi, réunis en conseil, nous crûmes devoir prendre la décision suivante :

« Le gouvernement provisoire de Venise,

« Considérant que Malghera est une forteresse artificielle qui ne pourrait résister à un nouvel assaut, tenté par un ennemi acharné qui dispose de nombreux soldats, et d'un matériel de guerre formidable ;

« Considérant que les exigences de l'honneur militaire sont amplement satisfaites par les preuves signalées d'habileté, de courage et de persévérance, données par la garnison de Malghera et par son vaillant commandant, en repoussant les assauts les plus rudes sans cesse répétés, et en portant dans les rangs ennemis les plus graves dommages ;

« Considérant que des motifs de stratégie, et notamment le besoin de ménager nos ressources militaires et financières pour prolonger la résistance, exigent que la défense de Venise soit restreinte dans ses limites naturelles, où Venise est vraiment inexpugnable ;

« Après avoir entendu le général en chef, et les préposés aux départements de la marine et de la guerre,

« Décrète :

« 1° Le fort de Malghera sera évacué ;

« 2° Le colonel Girolamo Ulloa, commandant du fort, est chargé de l'exécution du présent décret.

« Venise, le 26 mai 1849.

« Le président, MANIN. »

En général, la garnison d'une place qui a passé par d'aussi cruelles épreuves que celle de Malghera, accueille avec joie la nouvelle d'une reddition ou d'une évacuation ; mais la garnison de Malghera ne savait qu'exprimer sa douleur, en embrassant, les larmes aux yeux, les canons qu'elle abandonnait.

La retraite sur Venise fut exécutée avec un tel ordre et de telles précautions, que les assaillants ne s'en aperçurent pas. A onze heures et demie du soir, la garnison était entrée à Venise, transportant avec elle ses blessés, ses morts, et jusqu'aux couvertures de laine. L'ennemi était si habitué à se voir attaqué ou repoussé avec vigueur, que, malgré le silence inaccoutumé des batteries du fort, il n'osa même pas se risquer à une reconnaissance, et qu'il continua son feu jusqu'à cinq heures et demie de la matinée du 27. Ce ne fut qu'avec d'extrêmes précautions qu'il sortit alors de ses tranchées, et qu'il occupa le fort.

Les pertes éprouvées par la garnison de Malghera, furent d'environ cinq cents blessés ou morts. Plus l'ennemi s'appro-

chait, plus il multipliait ses batteries, et plus était grand le nombre des blessés et des morts qui figuraient sur les rapports quotidiens. Mais après l'achèvement de la troisième parallèle, les pertes journalières devinrent énormes. Si Malghera avait été une place indépendante comme Anvers, elle eût pu, pour sauver l'honneur de ses armes, braver les assauts de l'ennemi. Mais, outre qu'à Malghera l'honneur des armes était plus que sauf, le concours de sa garnison devenait indispensable pour la défense de toute la lagune. Il est à remarquer, en effet, qu'en même temps que la mort, les blessures, et les maladies nous enlevaient un grand nombre de combattants, les forces de l'ennemi, victorieux des Piémontais, grandissaient chaque jour. Tels sont les motifs d'après lesquels il eût été avantageux à la défense de Venise, d'abandonner celle de Malghera plus tôt qu'on ne le fit.

Ce fut après l'évacuation de Malghera que parut mieux la faute que l'on avait commise, en ne faisant pas sauter, en temps opportun, un certain nombre des arches du grand pont. Les mines pratiquées dans ces arches furent mal chargées, parce que l'opération se fit à la hâte, et sous le coup des boulets de l'ennemi, qui était déjà maître de Malghera ; ces mines, d'ailleurs, étaient hors de la portée de notre batterie du Piazale. Les débris du pont formaient une espèce de tranchée dans laquelle l'ennemi se logea, et qui le protégeait contre notre tir en ligne droite, tandis que nous avions beaucoup à souffrir de son tir en ligne courbe. Il faut ajouter d'ailleurs que, malgré mes ordres répétés, le commandant du génie et de l'artillerie avait négligé de prendre les mesures indispensables pour la défense de San-Secondo, et de faire exécuter des travaux d'une importance capitale à San-Giuliano.

Ces fautes auraient pu devenir fatales ; et s'il n'en fut pas ainsi, il faut l'attribuer, d'une part, à la lenteur de l'ennemi, et de l'autre, à la grande activité et à l'habileté déployées par Ulloa et par Cosenz. Comme tous deux s'étaient vraiment si-

gnalés dans la défense de Malghera, je proposai de conférer à Ulloa le grade de général de brigade et à Cosenz celui de lieutenant-colonel, et j'obtins pour eux le brevet que je sollicitais. Je confiai à Ulloa le commandement de toute la ligne de défense, et je plaçai sous ses ordres Cosenz, le lieutenant-colonel Sirtori, Mezzacapo et Rosaroll, ainsi que les majors Virgilio et Carrusco, qui tous firent des prodiges de vaillance. Tous aussi faisaient partie de mon état-major, lequel était composé d'officiers des diverses provinces d'Italie. Le major Pagozzi, de Bologne, était au lit avec une balle dans la cuisse. Le major Cattabene était à Rome, où l'avaient appelé ses fonctions de représentant. Fabrizzi avait été chargé par moi d'une mission dans la même ville. Antonio Mordini était ministre des affaires étrangères à Florence. J'avais connu de près les états-majors de Masséna en Calabre et de Suchet en Espagne; j'avais servi, en qualité de chef d'escadron, dans celui de César Berthier et dans celui de Donzolot à Corfou : or, mon état-major ne le cédait à aucun de ceux que je viens de citer, ni par la capacité, ni par le courage, ni par l'activité.

Sans les ressources que j'étais toujours sûr de trouver dans mon état-major, on n'aurait pu réparer ni les fautes, ni les négligences dont j'ai parlé plus haut. Le général Ulloa fit exécuter sur le pont à San-Secondo des travaux, qui permirent à la valeur de nos troupes, de nos artilleurs et des officiers de marine, montés sur des barques légères, de répondre, avec une supériorité constante, jusqu'à la fin du siége, aux feux de l'ennemi. Ces feux, comme nous le verrons plus loin, continuèrent sans interruption, le jour et la nuit, pendant trois mois environ, sans pouvoir nous amener à une capitulation, qui n'eut d'autre cause que la disette de pain, et le manque de salpêtre nécessaire pour fabriquer de la poudre de guerre.

Afin de faire connaître à la Vénétie et à sa garnison la reddition de Malghera, je publiai l'ordre du jour suivant :

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES DANS L'ÉTAT VÉNITIEN.

Ordre du jour.

« Venise, le 27 mai 1849.

« La garnison de Malghera, que commandait le colonel Ulloa, a conquis des titres à l'admiration du gouvernement vénitien et du général en chef, et elle obtiendra les applaudissements de l'Italie entière, lorsqu'on connaîtra l'histoire du siége qu'elle a soutenu contre les forces si disproportionnées de l'ennemi en troupes et en artillerie.

« Si on avait pu, pour prolonger la défense, ne consulter que l'audace, le patriotisme, la valeur indomptable, la résignation à toute épreuve, dont étaient animés les défenseurs de cette place, elle se serait défendue quelques jours encore, et les nôtres auraient repoussé plus d'un assaut. Mais le gouvernement, le général en chef, le conseil de défense ont dû décider qu'elle serait évacuée, par le motif que la perte de Malghera ne compromet point la défense de la lagune ; que les cent cinquante bouches à feu de l'ennemi auraient fini par triompher de sa résistance, et qu'il importait, enfin, de réserver pour la garde de notre cité et de l'Estuario tant d'intrépides combattants. Malghera a donc été évacuée la nuit dernière. La retraite s'est, d'ailleurs, opérée avec un ordre admirable.

« Si nous avons à déplorer des pertes irréparables, l'ennemi n'a pas à se réjouir de celles bien plus considérables qu'il a faites. Sur l'ensemble de notre garnison, composée de deux mille cinq cents hommes de toutes armes, quatre cents ont été mis hors de combat. Le peuple de la Vénétie et tous les Italiens doivent savoir qu'il n'est pas une place en terre ferme qui puisse résister à un siége régulier, et que l'ennemi a eu recours contre Malghera à des moyens supérieurs à ceux

qu'exige la prise d'une place de premier ordre, tandis que Malghera était tout au plus une place de troisième ordre.

« L'ennemi rendra lui-même témoignage de l'état déplorable où était réduit Malghera. Les poudrières, à l'épreuve de la bombe et couvertes de sacs de terre, étaient gravement endommagées et devenues impropres à leur destination; les deux casemates ne présentaient plus un abri assuré; les plates-formes et les parapets étaient détruits; enfin, plusieurs pièces étaient hors de service. Toutefois, l'ordre le plus rigoureux a été maintenu jusqu'au bout, à tel point que l'on peut dire que rien ne manque aux Italiens, pas même la discipline.

« Le lieutenant général, commandant en chef,

« G. PEPE. »

La menaçante activité de l'ennemi et les forces redoutables qu'il avait concentrées autour de la capitale ne m'empêchaient pas de prouver aux Autrichiens que j'étais loin de me laisser abattre par la supériorité de leurs forces en hommes et en artillerie. Je fournis, en conséquence, au général de division Rizzardi, qui commandait le district de Chioggia, les moyens nécessaires pour tenter une sortie, et je l'autorisai à l'exécuter. Mon premier but était d'entretenir dans le cœur des miens la profonde conviction de leur propre valeur; le second, de faciliter, s'il était possible, l'introduction de vivres dans l'Estuario. Le général Rizzardi exécuta la sortie, dont les détails sont consignés dans l'ordre du jour suivant, comprenant le rapport sur l'expédition à moi adressé par le général :

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES DANS L'ÉTAT VÉNITIEN.

Ordre du jour.

« Venise, le 23 mai 1849.

« Afin que les milices vénitiennes qui défendent l'Estuario

depuis un an avec tant de gloire et de persévérance, sachent bien que leurs compagnons d'armes de la troisième division, commandés par le général de division Rizzardi, font preuve, en toute occasion, de zèle et de valeur, le général en chef reproduit ici textuellement le rapport qu'il a reçu du général Rizzardi, dont il se plaît à reconnaître la sollicitude constante pour le bien du service militaire.

« Le lieutenant général commandant en chef,

« G. PEPE. »

Rapport sur l'expédition sortie de Brondolo le 22 mai. A. C.

« Les diverses sorties que j'avais exécutées jusqu'ici, n'avaient eu pour but que de reconnaître les forces et les mouvements de l'ennemi, et nullement de procurer l'introduction d'approvisionnements. J'aurais craint, par une pareille tentative, d'attirer l'attention de l'ennemi de ce côté et de fermer ainsi tout accès aux vivres que nous avons reçus jusqu'aujourd'hui. Occupant, d'ailleurs, la ligne étendue qui va de la Brenta à la mer, je n'avais pas de troupes suffisantes pour forcer les passages bloqués par l'ennemi.

« Ayant appris, toutefois, que les Autrichiens avaient l'intention d'opérer une reconnaissance dans nos alentours, pour rendre plus mauvaise la situation de Venise, je résolus à l'instant de les prévenir, et, avec tout le secret possible, je préparai l'expédition que je vous ai déjà annoncée par ma précédente dépêche, et dont je vous adresse aujourd'hui le rapport détaillé.

« Mon but était d'effectuer d'un seul coup une réquisition générale de bestiaux dans toute la circonférence du territoire dont Brondolo forme le centre, et qui s'étend de Piove à l'Adige et à la mer. Je voulais ainsi ne pas laisser à l'ennemi

le temps de s'opposer plus tard à ma réquisition dans les portions de territoire que je n'aurais pas explorées.

« Je subdivisai, en conséquence, mes forces en trois colonnes, dont la première, et la plus forte, était commandée par le brave colonel Morandi, qui a donné tant de fois des preuves de son courage. Cette colonne, composée de quatre compagnies de la légion Euganea, et de cent hommes du 2e régiment, en tout de cinq cent soixante-dix hommes, avait ordre de s'avancer le long du Bacchiglione, sur la droite de Brondolo, jusque par delà le territoire de la Bianca, vers Civé, Treponti et Corezecola.

« La seconde colonne, commandée par le major Matterazzo, et composée de deux compagnies de la légion Euganea, et de cent soixante hommes de la légion des Alpes, en tout de trois cent soixante hommes, devait explorer tout le territoire du centre, situé à droite et à gauche du canal de Valle, et compris entre l'Adige, Cavanella et le Gorzone.

« La troisième, enfin, commandée par le lieutenant colonel Calvi, et composée de cent quarante hommes de sa légion, avait ordre de battre le terrain sur la gauche, entre Busiola, la mer et l'Adige.

« Ces dispositions prises, je chargeai la marine de guerre et le commandant du génie, major Chiavani, d'opérer le passage au delà de la Brenta de toutes ces troupes, passage très-difficile, vu le manque où nous étions de bacs ou de barques qui pussent servir à cet usage.

« Le 22 au matin, toute la troupe était en mouvement au delà de la Brenta; et de Brondolo je pouvais suivre toutes ses dispositions et transmettre les ordres qu'auraient exigés les circonstances.

« L'expédition a rencontré plusieurs fois l'ennemi, et partout elle l'a repoussé, en lui faisant éprouver des pertes, et en donnant des preuves éclatantes de la valeur de nos troupes et des officiers qui les commandaient.

« La première colonne a été engagée près de Civé. Pendant que le feu vif et nourri de notre avant-garde tenait l'ennemi en respect, le corps principal de la colonne a pu s'avancer jusqu'à Tréponti, et opérer heureusement des réquisitions sur tout le territoire environnant. La colonne s'est ensuite repliée militairement sur Brondolo, soutenant avec un imperturbable sang froid les attaques redoublées de l'ennemi, qui, malgré les renforts qu'il avait reçus, et la batterie dont il disposait, a tenté en vain de lui barrer le passage.

« La seconde colonne a trouvé l'ennemi à Cavanella, sur la droite de l'Adige. C'est lui qui a ouvert le premier le feu, mais sans aucun dommage pour les nôtres, qui étaient protégés par les parapets du fort. Les sentinelles autrichiennes ont été tuées, et nos réquisitions ayant été couronnées de succès, la retraite s'est opérée en bon ordre, sous le feu très-vif de l'ennemi, accouru avec trois cent cinquante hommes, et traînant à sa suite une pièce d'artillerie dont il n'a pas eu le temps de faire usage.

« La colonne du lieutenant colonel Calvi a franchi l'Adige et opéré ses réquisitions; puis, en se repliant sur Porto Caleri, elle a fait prisonnier, malgré sa vive résistance, le petit corps autrichien qui y était stationné. Elle a aussi arrêté un misérable du nom de Vincenzo Belluzzi, homme dangereux et agent autrichien, que je vous ferai conduire très-prochainement.

« Le résultat de l'expédition a été un approvisionnement de trois cents bœufs, de quatre porcs, de douze chevaux de tout âge, et d'une quantité considérable de vin, d'œufs et de volaille, etc., qui pourront, si l'on saisit bien l'occasion, parvenir sûrement à Chioggia. Nous avons fait en outre huit prisonniers, parmi lesquels un caporal, un sous-caporal et deux bateliers. Ces derniers sont de très-habiles rameurs destinés à conduire les patrouilles autrichiennes sur les fleuves et les canaux. L'ennemi doit avoir souffert des pertes assez nombreuses, tant en morts qu'en blessés.

« De notre côté, nous n'avons à déplorer que la perte d'un seul homme du 2e régiment, Pietro Doni, frappé d'une balle à la poitrine dans la rencontre de Civé...

« Je ne puis, en général, que me louer beaucoup de la discipline et du courage de toutes les troupes, mais je dois signaler surtout l'habileté, le zèle, l'intrépidité de l'état-major, et notamment du colonel Morandi, ainsi que du major Matterazzo et du lieutenant colonel Calvi, qui commandaient les colonnes. Ils ont été parfaitement secondés par le major du génie, Chiavacci, qui a improvisé un pont sur le Brentone, et qui, à l'aide des barques armées de la marine, a su garder ce point si important, soit pour prêter aide à l'expédition, soit pour assurer sa retraite; par les majors Gandini, Stucchi, Capitani, Maiset, Mataigne; par le lieutenant Massicolo, qui tous ont énergiquement contribué au bon résultat de l'expédition; enfin par le major Gheltos et le capitaine Sugana, lesquels ont fait preuve de la plus louable sollicitude dans l'expédition des renforts et des réserves. Je dois aussi des éloges au capitaine de frégate Basilisco, au lieutenant de vaisseau Rossi, et en général à toute la marine, pour la promptitude du concours qu'elle nous a prêté afin de faciliter notre opération, non moins que pour l'assistance que nous avons trouvée en elle, lorsqu'il s'est agi de faire passer de ce coté du fleuve les bestiaux provenant des réquisitions.

« Le capitaine Olivieri, de la légion des Alpes, mérite une mention spéciale. C'est lui qui a vigoureusement attaqué et fait prisonnier le poste autrichien de Caleri, et je dois aussi solliciter une récompense pour les sergents Boscarolo et Caudiani; pour le caporal De Gobbi, et pour le soldat Cuman, tous de la légion Euganea. Boscarolo a tué deux ennemis, Candiani a tué un officier, et tous ensemble ont opéré leur réquisition sous le feu de la fusillade autrichienne. Je recommande enfin le marin de 2e classe Illich, qui a traversé plu-

sieurs fois la Brenta à la nage pour faciliter le passage des animaux requis.

« Chioggia, le 22 mai 1849.

« Le général inspecteur,

« RIZZARDI. »

C'est à cette époque qu'arrivèrent au gouvernement les réponses des cabinets de Paris et de Londres aux suppliques qui leur avaient été adressées de Venise au commencement du mois. Voici l'opinon émise à ce propos par Varé, dans son ouvrage sur Venise.

« Ces réponses, dit-il, évidemment concertées, s'accordaient à conseiller un accommodement avec l'Autriche, et les démarches les plus promptes pour obtenir de cette puissance des concessions, n'importe sous quelle forme. Les deux dépêches différaient seulement par la rédaction. Celle de lord Palmerston parlait du traité de Vienne, où la Grande-Bretagne était intervenue comme partie contractante, et qui a fait de Venise une des portions intégrantes de l'empire autrichien ; celle de M. Drouin de Lhuys, qui reposait sur une accusation injuste, déplorait les fautes irréparables commises par les Italiens ; elle plaignait Venise qui, sans avoir rien à se reprocher, devait forcément subir les conséquences de ces fautes ; elle ajoutait enfin qu'une guerre générale, désastreuse pour tous, pourrait seule désormais empêcher le triomphe de l'Autriche. C'est en ces termes, si peu sympathiques pour la cause de la liberté italienne, qu'un ministre français écrivait le 25 avril, c'est-à-dire, trois jours seulement avant le départ de l'armée française, laquelle, dans un but concerté avec l'Autriche, allait combattre cette même liberté sous les murs de Rome, »

Venise n'avait donc plus à attendre aucun secours, ni de l'intervention armée, ni de l'intervention amiable de la France

et de l'Angleterre. On continua, néanmoins, à combattre dans toute la lagune pour l'honneur des armes italiennes. Nous combattions pour prouver au monde que nos malheurs étaient immérités, et que si, dans sa sagesse et dans sa justice, la Providence n'avait pas cru devoir les détourner de nous, elle ne pouvait permettre, au moins, qu'ils pesassent longtemps sur notre patrie.

Après l'évacuation de Malghera, je publiai l'ordre du jour suivant :

« Venise, le 30 mai 1849.

Ordre du jour.

« Soldats de la Vénétie,

« Il y a déjà un an que l'Europe a les yeux sur vous, et qu'elle a proclamé sainte la cause que vous avez entrepris de défendre avec tant de désintéressement, de dévouement et d'héroïsme.

« Elle sait que, pendant l'été qui vient de s'écouler, bravant les maladies et les privations, vous n'avez cessé de poursuivre des reconnaissances autour de la lagune. Elle a battu des mains en apprenant les prouesses de la journée de Mestre. Il en sera de même lorsqu'elle apprendra les circonstances de la défense de Malghera, que vous n'avez évacuée que par des considérations purement stratégiques, et en conservant un ordre digne des plus vieux soldats. Elle n'applaudira pas moins à la défense que vous vous apprêtez à faire de Brondolo, de Tréporti, et de la classique cité de Venise.

« Mais au milieu de tant de preuves de vaillance que vous avez déjà données et que vous donnerez encore, je vous recommande l'observation rigoureuse de la discipline, que j'ai admirée dans vos rangs, lorsque, inaccessibles à la crainte, vous souteniez l'effort des attaques multipliées, dirigées contre Mal-

ghera. Votre retraite de cette place, peut passer pour un beau fait d'armes, puisqu'il n'est point de forteresse en terre ferme qui ne doive céder si elle est vigoureusement assiégée, et que Malghera n'est qu'une forteresse de troisième ordre.

« Continuez à être dignes de vos ancêtres. Souvenez-vous que le premier mérite du soldat est la persévérance. Vous jetteriez une ombre sur vos glorieux précédents, si vous veniez à respecter moins la discipline, par laquelle seule vous atteindrez le but que vous poursuivez avec une résolution admirable : celui de vaincre à tout prix. Plus la lutte est rude, et plus la discipline doit être sévère. Si vous y êtes fidèles, votre valeur et celle de vos chefs vous donneront le droit de dire avec orgueil, tant que vous vivrez : « Je fus un des défenseurs de l'immortelle Venise.

« Le lieutenant général, commandant en chef,

« G. Pepe. »

Je terminerai ce chapitre en empruntant à la *Gazette d'Augsbourg* les détails suivants sur l'évacuation de Malghera. « Le feu du fort cessa à minuit, le 26, mais nos batteries continuèrent à bombarder jusqu'au matin. On vit alors que le fort était abandonné, et il fut occupé par nos troupes. La joie causée par la prise de Malghera fut tout à coup troublée par un accident. Quelques officiers, qui, avec leurs troupes, allaient prendre possession du fort de San-Giuliano, furent lancés en l'air par une mine. Quatre d'entre eux furent tués, un autre blessé. Un très-grand nombre de soldats périrent également. On n'a trouvé jusqu'ici que trente-cinq cadavres et plusieurs blessés. Une autre mine fut encore découverte, mais avant qu'elle n'éclatât, la mèche put être enlevée. J'entrai, à onze heures et demie, dans le fort de Malghera. Sur toute la route, à droite et à gauche, on suivait la trace des affreux ravages causés par le bombardement. A mesure que j'avançais, la scène devenait

plus horrible. On ne peut se faire une idée de l'état de ruine auquel le fort était réduit par le bombardement. On tombe, à tous les trois ou quatre pas, dans un trou creusé par une bombe ; le sol est semé de mitraille. Il n'est pas une construction quelconque qui ne soit aujourd'hui un monceau de ruines. Tous les canons étaient hors de service. Il faut rendre honneur à l'honneur ! La garnison de Malghera s'est conduite vaillamment, et, ici, tous le reconnaissent. Aucune troupe au monde n'aurait pu prolonger la résistance plus qu'elle ne l'a fait. »

CHAPITRE XXIII.

SECONDE PÉRIODE DU SIÉGE DE LA LAGUNE.

Préparatifs d'attaque et de défense pendant la seconde période du siége soutenu par la lagune. — Lettre de Tommaseo sur la compagnie dalmate; réponse. — Rapport adressé de Chioggia par le général de division Rizzardi sur l'escadre ennemie. — Rapport des batteries établies sur le chemin de fer et sur le pont. — Je suis appelé à la présidence de la commission militaire et investi de hauts pouvoirs. — Ordre du jour. — Appel pour un enrôlement au service de la marine. — Correspondance avec la Hongrie. — Négociations avec de Bruck. — Lettre du cardinal Patriarche; réponse. — Mort de Rosaroll. — Ordre du jour. — Réponse de Saliceti d'abord triumvir, puis président de l'assemblée constituante de Rome.

Tant que Malghera et ses environs avaient été exposés aux feux de l'ennemi, tant que les coups de l'artillerie et des fusils avaient, lors des fréquentes sorties de nos troupes, semé les blessures et la mort dans les rangs de tant de nobles volontaires, mon âme était restée en proie à de cruelles angoisses; mais j'étais encore plus tourmenté de la pensée que les populations de Venise et de Chioggia allaient être exposées aux mêmes souffrances et aux mêmes désastres. J'ai dit Chioggia, ville de trente mille âmes, parce que les Autrichiens, n'ayant plus d'autres ennemis que nous à combattre en Italie, pouvaient très-bien en faire le siége.

Parmi les troupes qui faisaient la guerre dans la Vénétie, on comptait d'excellents officiers d'artillerie. Mais l'expérience m'enseignait, encore mieux que ne pouvait le faire leur science, tout ce que la capitale avait à redouter des attaques ennemies, en dépit de tous les efforts de vaillance et de tous les moyens ingénieux imaginés par les officiers d'artillerie napolitains pour neutraliser, en partie, les immenses préparatifs des Autrichiens sur le front d'attaque. En **1810**, je me trouvais auprès du roi Murat, lorsque avec une armée de trente mille Français, il menaçait d'envahir la Sicile. Sa tente était dressée dans la campagne de Piale, et celles de sa maison militaire s'élevaient autour de la sienne. Les Anglais, qui défendaient l'île, en donnant à leurs canons de gros calibre une élévation de quarante-cinq degrés, faisaient arriver non-seulement jusqu'à nos tentes, mais bien au delà, les boulets de leurs batteries construites sur le rivage sicilien. Leur feu continua nuit et jour pendant quatre ou cinq mois, et leurs bombes et leurs grenades, semblables, durant la nuit, à des étoiles filantes décrivant une parabole, offraient un magnifique spectacle.

Dans la seconde période de la défense de l'Estuario, qui commença à l'évacuation de Malghera, les Autrichiens se préparèrent à attaquer Venise et Chioggia. Pour s'emparer de cette dernière ville, ils devaient prendre d'assaut le fort de Brondolo. Ils se mirent, dans ce but, à construire des batteries sur la rive droite de la Brenta, afin de protéger le passage de ce fleuve, et d'attaquer ensuite le camp retranché contigu au fort. On verra plus loin que leurs opérations avortèrent dans cette partie de la lagune, qui est distante de Venise de vingt milles environ par la voie d'eau, et de quarante milles par la voie de terre. Quant à cette capitale, s'ils ne réussirent pas à s'en rendre maîtres par les armes, ils ne réussirent que trop à lui causer les plus grands dommages.

Des batteries furent établies par eux en face de celles que nous avions sur le pont; ils en établirent aussi dans l'île de

San-Giuliano : c'était surtout ces dernières qui nous faisaient le plus de mal. Ils en établirent enfin, en terre ferme, du côté de Campalto et de Fusine. Les batteries ennemies de San-Giuliano étaient distantes de la capitale d'un peu plus de trois mille mètres. Celles que nous leur opposions étaient composées des batteries du pont et de San-Secondo, sans compter les pirogues et les autres barques armées qui combattaient beaucoup trop près des batteries ennemies.

La première batterie du pont, dite du Piazzale, était commandée par le lieutenant colonel Cosenz, depuis colonel; par le lieutenant colonel Rosaroll; par le capitaine Martini et par deux autres capitaines. Tous les cinq se succédèrent tour à tour dans le commandement, où deux d'entre eux furent tués par des boulets et deux autres blessés. Cette batterie fut détruite deux ou trois fois, et chaque fois promptement reconstruite. Les affûts atteints et brisés par les projectiles ennemis furent changés quarante fois au moins. Une grenade fit sauter un jour la poudrière, qui ensevelit, morts ou blessés, sous ses ruines, treize artilleurs, sans que cet incident interrompît un instant les travaux. C'était le lieutenant colonel Rosaroll qui commandait lui-même le feu des pièces.

San-Secondo eut aussi plus d'un commandant, et parmi eux le lieutenant colonel Sirtori et le major Virgilio. Ils déployèrent une activité extraordinaire pour mettre tout en état. Lorsque Sirtori prit le commandement, tout était à faire. Il y avait peu de pièces en batterie, presque point de parapets, pas de casemates, pas de fascines. On fut obligé de pourvoir à tout sous le feu de l'ennemi. Ayant vu que Sirtori n'avait pour tout abri qu'une tente, je m'adressai verbalement et par écrit au contre-amiral Graziani pour qu'on fît construire un abri qui garantît des bombes et des grenades les officiers et la garnison, alors que leur service ne les appelait point aux batteries.

La ligne de défense était commandée par le général Ulloa. Celui-ci étant devenu membre de la commission militaire, le

commandement en fut confié au colonel Cosenz. Je n'avais pas besoin, dans mes inspections, de lui recommander de l'activité et de l'énergie. Mais il n'était pas facile de débarrasser les eaux de la lagune, qui coulent sous le pont, des débris des arches bien ou mal sautées, qui y étaient entassés. Déjà un grand nombre de travailleurs, montés, dans ce but, sur des barques, y avaient trouvé la mort ou avaient été blessés.

Tommaseo, ce cœur si véritablement italien, comme tout le monde le sait, est né en Dalmatie. Le nombre des étrangers venus pour défendre la Vénétie, se réduisait, en tout, à cent cinquante combattants, qui formaient trois compagnies, l'une suisse, l'autre dalmate et la troisième hongroise. La compagnie dalmate fut dissoute à la suite d'une faute commise, et voici ce que m'écrivait Tommaseo à cette occasion :

Les Dalmates à S. Exc. le général Pepe.

« Versé comme vous l'êtes dans les choses de la guerre, et ayant vu se dérouler sous vos yeux tant de pages de l'histoire de l'Europe, dont vous avez été l'un des héros, vous savez mieux que moi, général, le cas que Napoléon faisait des Dalmates. Vous savez que la république vénitienne leur dut ses dernières victoires, et que les qualités qui distinguent le soldat dalmate sont la franchise unie à la fidélité, la constance jointe à l'impétuosité. Si cela avait dépendu de vous, vous n'auriez certainement pas permis qu'une compagnie de quelques soldats, venus de divers pays, eût pris le nom de compagnie dalmate ; parce qu'entre hommes libres, la vérité doit être respectée, même dans les petites choses, et ce n'est pas une petite chose que l'honneur du nom. La compagnie était composée de moins de cinquante hommes, et c'est à peine si l'on y comptait dix Dalmates. Comme on voulait les fondre dans la compagnie des Suisses, ils se plaignirent d'être obligés d'abandonner leur béret dalmate, et d'êtres mêlés à des soldats qui parlaient alle-

mand et qui n'étaient point leurs concitoyens. Je ne juge point la valeur de ces doléances, je les raconte. Quoiqu'il en soit, ils restèrent quelque temps mêlés aux Suisses, et combattirent une nuit à côté de ces derniers. Une autre fois, ils restèrent quarante-huit heures, mais simplement en réserve, préposés à la garde d'une lunette. Le lieutenant Caravà, qui les commandait, et qui, fils d'un illustre soldat, a servi sans tache dans la marine, pendant huit années, voyant que la pluie tombait à flots, ordonna à sa compagnie de se mettre à couvert, afin que, le cas échéant, les armes ne fussent pas mises hors de service, et la compagnie obéit. Caravà manqua certainement à la discipline, en ne prévenant pas son capitaine : faute grave en tout temps, mais surtout dans les circonstances où nous sommes, et surtout encore en Italie, où la discipline militaire est à peu près inconnue, et a besoin d'être sévèrement maintenue. Mais Caravà n'a point reculé devant le danger ; il n'y avait point de lutte engagée, et, au premier mouvement, il pouvait reprendre son poste avec les siens. Lorsque, peu de temps après, on vint pour relever la compagnie, on la trouva toute sous les armes. En somme, c'était là, si l'on veut, le résultat d'une fantaisie, mais on n'y saurait voir l'ombre d'une lâcheté. La faute, en tout cas, n'est imputable qu'au lieutenant qui a donné l'ordre, et nullement à la compagnie qui a obéi, et qui, comme je l'ai déjà dit, n'était point composée de Dalmates. Le lieutenant ayant été arrêté, ses soldats demandèrent qu'on le mît en liberté, mais sans tumulte, et en termes qui n'avaient rien d'insolent. Ses soldats l'aiment, en effet ; c'est un sentiment honorable, mais ce n'était pas là, j'en conviens, la forme sous laquelle il devait se manifester dans une forteresse assiégée par l'ennemi. Quoiqu'il en soit, la compagnie a été désarmée et dissoute, et les autres soldats, entendant dire qu'elle s'était éloignée par peur de son poste, ne lui ont pas épargné les témoignages de son mépris.

« Soldat illustre, qui tenez dans la même estime la disci-

pline et l'honneur, vous ne voudrez certainement pas que l'on puisse croire que ces quelques soldats se sont montrés indignes du drapeau sacré qu'ils avaient mission de défendre ; vous leur fournirez bientôt l'occasion de racheter, par de nobles exemples, une faute d'insubordination. Agréez, je vous prie, les remercîments sincères que je vous adresse, tant en mon nom qu'au nom de ceux, en grand nombre, dont je suis l'interprète, pour tout ce que vous et vos dignes compatriotes, vous faites et souffrez pour la cause de Venise et de l'Italie.

Votre affectionné,

N. TOMMASEO.

Cette lettre prouve combien Tommaseo aime la terre sur laquelle il est né, et cette autre terre, l'Italie, qu'il a adoptée pour patrie. Je lui répondis ainsi qu'il suit :

A Nicolas Tommaseo.

« Je suis profondément touché de l'intérêt que vous témoignez pour les Dalmates, dont j'ai eu, depuis longtemps, occasion d'admirer la valeur. Si, dans les mois qui viennent de s'écouler, le contre-amiral sarde avait voulu protéger, avec son escadre, l'expédition que je proposais d'exécuter en Dalmatie, avec les troupes vénitiennes, je suis certain qu'il en serait résulté des avantages considérables pour l'Italie. Si, au lieu de quelques Dalmates dans la compagnie qui en avait pris le nom, nous en avions eu ici une légion entière, elle eût rendu d'immenses services dans la défense de l'Estuario.

« Grâce à la persévérance de l'immortelle Venise, grâce à la valeur héroïque dont les Italiens ont donné tant de preuves à Milan, à Brescia, à Bologne, à Rome, notre cause n'est pas perdue. Il est encore possible que, dans les vicissitudes à venir de la guerre de notre indépendance, les valeureux Dalmates

acquièrent une nouvelle gloire dans les rangs italiens, et qu'ils ajoutent une nouvelle page à celle qui leur est consacrée dans l'histoire des guerres soutenues par la république de Venise, alors que son nom retentissait jusqu'en Orient.

« Tout à vous,

« G. PEPE. »

Pour donner une idée de la situation de la lagune, je transcris ici deux rapports qui me furent adressés de deux points différents : l'un, de Chioggia, par le général Rizzardi, et l'autre, de la voie Ferrée, par le général Ulloa.

« Chioggia, le 6 juin 1849.

Au commandant en chef des troupes dans la Vénétie.

« Depuis hier jusqu'à ce matin, quatre heures, la flotte ennemie était restée à l'ancre, à quatre milles de nos côtes : la frégate a mis aujourd'hui à la voile, et, remorquée par deux vapeurs, elle s'est dirigée vers le Levant ; tous les autres bâtiments l'ont suivie, à droite et à gauche, tandis que les bateaux à vapeur ont pris le large dans la direction de Caorle.

« Au moment où je vous écris, il ne reste plus, dans ces parages, qu'une corvette et un brick.

« Hier et aujourd'hui, le fort de Brondolo, et ceux qui défendent la ligne de la Brenta, ont lancé quelques boulets contre les travaux ennemis. Le fort de Brondolo, secondé par le fort de San-Michele, a surtout dirigé les siens contre les travaux entrepris près de la Ghiacciaia. L'ennemi a été forcé d'abandonner cette position et de prendre la fuite.

« Cà-Lino et le nouveau fort ont aussi envoyé quelques boulets aux bateaux à vapeur qui tentaient de s'approcher. Ceux-ci ont été contraints de prendre le large, et d'aller mouiller à

Cà-Liri, hors de la portée de nos pièces. Il y a eu, cette nuit, à Cà-Lino une vive fusillade échangée entre nos patrouilles et des piquets ennemis. Nous avons eu trois blessés dans cette rencontre.

« Le général inspecteur,

« RIZZARDI. »

Le général Ulloa m'écrivait ce qui suit de la voie Ferrée à la date du 8 juin :

Au commandant en chef,

« Le service incessant de nos batteries et nos bateaux armés ont notablement retardé jusqu'ici les travaux de l'ennemi. Hier même, vers midi, une bombe, lancée du milieu du pont avec une grande précision de tir, a fait sauter un dépôt de poudre à San-Giuliano. C'est, pour l'ennemi, une perte assez considérable de temps et d'hommes.

« Outre la reconnaissance habituelle faite par les barques de l'aile droite, deux pirogues de l'aile gauche ont exécuté, la nuit dernière, sous les ordres du major Radelli, une expédition hardie contre un ouvrage ennemi qui avait été observé au débouché du canal de Botternighi. Les deux pirogues étant parvenues à s'approcher sans bruit de ce point, occupèrent l'attention de l'ennemi, en dirigeant contre lui un feu continuel de mitraille, pendant que cinquante braves du corps d'infanterie de marine et des équipages de cette division, conduits par le capitaine Luigi Talento, débarquaient sur la rive opposée et contraignaient l'ennemi, après un combat vif et prolongé, à suspendre son feu et à évacuer la position qu'il occupait. Cette affaire ne nous a coûté que quatre blessés.

« On remarque ce matin, sur la plage, de nouvelles pièces établies probablement pour battre en flanc notre division de

gauche. De l'acharnement que met l'ennemi à réunir, pour l'attaquer, tous les moyens dont il dispose, il est facile de juger de l'importance qu'il attache à la position qu'il a perdue, et c'est un motif d'éloges de plus pour ces braves qui, devant un feu devenu chaque jour plus formidable, et qui a causé déjà quelques ravages dans leurs rangs, n'en résistent pas moins, inébranlables au poste d'honneur.

« Le général,

« Girolamo ULLOA. »

Ce qui contribuait surtout à me désoler, ainsi que les officiers d'artillerie, c'était le manque de poudre de guerre. Pour démonter les batteries ennemies, et les forcer, de temps à autre, à interrompre leur feu ou à ralentir leur tir, nous avions besoin de tenir sans cesse en haleine nos pièces, dont les coups étaient parfaitement dirigés par nos jeunes artilleurs; le patriotisme et le vif désir de nuire à l'ennemi suppléant chez eux à l'expérience. Tout un bataillon de volontaires napolitains fut transformé en artilleurs, et après une très-courte instruction, ils arrivèrent à servir leurs pièces avec une habileté, dont je ne les aurais pas crus capables, si je n'en avais pas été moi-même témoin. L'artillerie ennemie avait, plus souvent que la nôtre, besoin de réparer les dommages qu'elle avait soufferts. Mais tous ces avantages sur les Autrichiens étaient neutralisés par la nécessité où nous étions d'économiser notre poudre. Cette circonstance et les fautes qui se commettaient chaque jour dans l'organisation de la division maritime et dans les diverses branches de l'administration, déterminèrent l'assemblée à nommer, pour les choses de terre et de mer, une commission militaire investie de pleins pouvoirs et indépendante de la présidence du gouvernement. Cette commission fut composée du général Ulloa, du lieutenant colonel Sirtori, et de l'officier de marine Baldiserotti. Bien qu'elle ne fût investie que des pou-

voirs militaires qui formaient auparavant l'attribution du gouvernement, et bien que ces pouvoirs fussent distincts de ceux du commandement en chef, cependant, ayant fait connaître que, malgré l'état de siége où nous étions, ce dernier commandement était sans cesse paralysé par ce qu'on appelait ministère ou direction de la guerre ; le gouvernement et la commission militaire me nommèrent président de ladite commission. L'assemblée, de son côté, rendit, dans sa première séance, le décret suivant :

« L'assemblée des représentants de l'État de Venise, au nom de Dieu et du peuple, décrète :

« Est sanctionné le décret du gouvernement et de la commission militaire, qui donne à l'illustre général en chef Guillaume Pepe, la présidence de ladite commission militaire.

« Venise, le 30 juin 1849.

« Le président, Giovanni MINOTTO.

« Les secrétaires, G. PASINI. — G.-B. RUFFINI. —
« A. SOMMA. — P. VALUSSI. »

Voici le premier ordre du jour que je publiai en ma qualité de général en chef et de président de la commission :

« Soldats de terre et de mer de tous grades, défenseurs de l'indépendance italienne dans la Vénétie !

« Appelé à la présidence de la commission militaire, que l'assemblée nationale a investie de hauts pouvoirs, je viens vous rappeler qu'à ce moment suprême où l'ennemi a déjà le pied dans la lagune, c'est pour nous un devoir de montrer un courage invincible et qui se surpasse lui-même, qui surpasse ce qu'il fut aux journées de Mestre et de Malghera.

« La force eut toujours pour base la discipline, et celle-ci, l'aveugle obéissance. Je l'exigerai dans les grades élevés plus en-

core que dans les grades inférieurs, parce que l'exemple, quand il vient de haut, est encore plus utile. Je punirai inexorablement toutes les fautes qui seront commises.

« Quiconque, dans ces circonstances impérieuses, ne justifierait point la confiance que la patrie a mise en lui, et pourrait, sous quelque prétexte que ce soit, abandonner un poste que les conditions de la guerre ont rendu plus périlleux, se rendrait coupable du crime de haute trahison.

« Mais au lieu de châtiment, ce sont des récompenses que vous saurez mériter. Celles que vous recevrez de moi et de vos compatriotes sont les plus glorieuses que vous puissiez recueillir, parce qu'elles iront à la postérité.

« L'Europe et l'Italie ont les yeux sur vous. Les fastes de la Vénétie, si grands pendant quatorze siècles, vont recevoir un nouveau lustre, grâce à votre valeur. Montrons-nous à la hauteur des destins de ce sol classique. Faisons en sorte qu'au delà des monts, tout homme de cœur dise : « Pourquoi n'ai-je pas pu, moi aussi, prendre part aux souffrances et aux dangers sous lesquels gît ensevelie la vaillante et héroïque Venise ! »

« Venise, le 18 juin 1849.

« Le général en chef, président de la commission militaire, avec de hauts pouvoirs,

« G. Pepe. »

Bien que je ne connusse rien aux affaires de la marine, cependant si, depuis mon arrivée à Venise, j'avais été chargé, soit comme dictateur, soit comme président d'une commission, avec de hauts pouvoirs, d'organiser une division maritime susceptible de combattre avec avantage la marine autrichienne, j'y aurais infailliblement réussi. En étudiant attentivement l'opinion publique, je serais parvenu à instituer un conseil capable pour diriger tout ce qui touchait à la marine, et, en me servant de ce conseil avec la ferme volonté d'atteindre

le but que je poursuivais, je l'aurais certainement atteint. Mais le mal était fait ; il était irréparable, ou du moins le remède arrivait très-tardivement. Aucun des trois contre-amiraux ne voulait prendre le commandement de la division, et aucun d'eux n'inspirait confiance à ses subordonnés. Si, depuis un an, il avait été donné des missions périlleuses dans l'Adriatique contre les Autrichiens, à des officiers de choix, l'un d'entre eux, en se signalant, aurait pu se créer des titres au commandement des forces maritimes actives. On aurait pu aussi, d'ailleurs, avec une ferme volonté, acheter deux frégates à vapeur. Les marins, et les officiers de la marine vénitienne, valaient, au dire des Anglais et des Français, beaucoup mieux que les marins autrichiens. Il n'eût donc pas été nécessaire d'avoir une marine supérieure, en bâtiments à voile ou à vapeur, à celle de l'ennemi.

Après ma nomination à la présidence de la commission, et tout espoir me manquant de ce côté, je disais, dans les conseils de défense, que la marine devrait tenter des coups sinon désespérées, au moins audacieux, et je rappelais l'exemple de Napier sur les côtes du Portugal. Mais les coups de main désespérés ne se commandent pas : il faut en trouver l'inspiration dans soi-même. La défense des Thermopyles, les manœuvres hardies de Nelson devant Copenhague, la résolution qui aboutit à faire sauter Vigliena, près de Naples, ce sont là des actes qui s'exécutent, mais qui ne se commandent pas. Quelquefois je songeais à mettre quelques-uns des commandants des bâtiments de guerre dans l'alternative ou de se signaler, ou d'encourir l'éternel déshonneur de la dégradation en place publique, mais les membres de la commission et ceux du gouvernement me disaient : « Il est trop tard, il est trop tard ! » Néanmoins, comme c'est un des instincts de mon esprit, de ne désespérer jamais, je me rendais à bord des bâtiments de guerre, et je tâchais, par des paroles encourageantes, de relever le moral des officiers, des canonniers et des marins. Peu de temps après,

je passai en revue l'entière division navale, et après la revue, je publiai l'ordre du jour suivant :

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES DANS L'ÉTAT VÉNITIEN.

« Venise, le 3 juillet 1849.

Ordre du jour.

« Hier le général en chef, président de la commission militaire, a passé en revue la division navale commandée par le capitaine de corvette Bucchia. Le premier soin du général en chef fut de s'assurer de l'esprit qui anime les équipages des bâtiments de guerre. Il est certainement difficile de lire dans le cœur des individus, mais il l'est moins de lire dans le cœur des multitudes, quand on en a quelque expérience. Les soldats, les artilleurs de la marine et les marins, se sont montrés satisfaits de la sollicitude que leur témoignent leurs jeunes et braves officiers, Mais ils ont laissé voir surtout une impatience extrême de prouver, par des faits, à leurs compatriotes, qu'ils sauront rivaliser de valeur et de patriotisme avec les troupes de terre. Le général leur a dit que, si les milices de l'Estuaria s'étaient rendues redoutables en combattant à la baïonnette, les marins, pour le devenir, eux aussi, devaient se lancer à l'abordage : c'est ainsi que l'amiral Napier, avec une faible frégate, prit au roi dom Miguel, un vaisseau de ligne près de Lisbonne.

« Le général a éprouvé une joie bien vive en voyant que ces équipages n'avaient pas besoin d'être stimulés, et qu'ils semblaient lui dire : « Les lauriers que vos valeureux soldats ont cueillis à Mestre, à Malghera, sur les batteries qui protégent Venise, nous empêchent de dormir. »

« Entre autres preuves non équivoques de l'ardent désir de combattre qui anime la marine, il en est une qui a été donnée

par le lieutenant d'artillerie de marine Galandrea. Il montait le brick le *Saint-Marc*, lorsque promu, de sergent qu'il était, au grade d'officier, il a prié ses supérieurs de lui permettre de continuer à servir comme sergent, à la condition de ne pas quitter le bâtiment qui porte un nom si classique, et qui, avant peu, doit se mesurer avec l'ennemi.

« Le général en chef peut assurer au peuple de Venise que la division navale, bien que faible par le nombre de ses vaisseaux, fera toujours honneur au nom de l'ancienne reine des mers.

« Le lieutenant général commandant en chef.

« G. PEPE. »

Peu de jours avant que je ne passasse en revue la division maritime, et dans l'espoir qu'elle pourrait nous être utile, la commission que je présidais publia le décret suivant :

La commission de guerre et marine, investie de pleins pouvoirs,

« Considérant que la gloire de Venise a toujours eu la mer pour principal théâtre ;

« Considérant que la nature et l'histoire proclament Venise reine de l'Adriatique ;

« Considérant que la grandeur de ses efforts et de ses ressources doit être en proportion de la grandeur de son histoire et de ses destinées ;

Décrète :

« 1° Un appel est fait à toute la jeunesse de l'État de Venise pour un enrôlement volontaire au service militaire de la marine ;

« 2° L'enrôlement sera obligatoire pendant toute la durée de la guerre actuelle de l'indépendance ;

« 3° Pour la ville de Venise et sa circonscription, l'enrôlement aura lieu près de la commission instituée, à cet effet, à San Biaggio ; et pour Chioggia et la 3e circonscription, à l'hôtel des transports militaires, sous la surveillance du commissaire local de guerre, et toujours en présence d'un officier de marine ;

« 4° Les départements de la guerre et de la marine sont chargés de l'exécution du présent décret, chacun en ce qui le concerne.

« Venise, le 20 juin 1849.

« Guglielmo PEPE, président. — Girolamo ULLOA. — Giuseppe SIRTORI. — Francesco BALDISSEROTTO. »

Le manque de poudre étant pour nous une calamité non moins grande que le manque de pain, la commission de guerre décréta qu'une réquisition serait faite de toute la poudre que possédaient les particuliers. On pressa, en même temps, la fabrication de celle que pouvaient fournir les matières premières existant dans l'Estuario, et, d'un autre côté, j'envoyais souvent prévenir le commandant des batteries d'avoir à ralentir son feu, autant que le permettrait celui de l'ennemi. L'amiral Graziani déployait une volonté et une activité au-dessus de tout éloge, dans l'empressement avec lequel il mettait à la disposition des commandants des batteries, toutes les ressources que lui fournissait l'arsenal.

Le gouvernement de Venise reçut, à cette époque, au nom de Louis Kossuth, gouverneur président de la république hongroise, une lettre écrite par son chargé d'affaires diplomatiques, qui exhortait Venise à résister pendant deux mois encore, et demandait qu'il lui fût envoyé quelqu'un avec qui il pût s'entendre. La lettre était datée du 19 mai. On chargea de cette mission le citoyen Ludovico Pasini, vice-président de l'assemblée, qui s'embarqua sur un vapeur français. Pasini conclut avec l'envoyé hongrois une convention d'après laquelle le gou-

vernement de Debreczin s'engageait à mettre à la disposition de Venise une somme d'argent, à lui expédier deux frégates à vapeur, achetées en Angleterre, et à faire, le plus tôt possible, une puissante diversion, en Italie, contre les troupes autrichiennes ; magnifiques promesses, dont l'exécution aurait changé la face des choses, si la généreuse Hongrie avait été en mesure de les remplir. Mais les communications, interceptées par l'Autriche, étaient devenues si difficiles, que l'envoyé hongrois, pour informer son gouvernement des dangers imminents qui menaçaient Venise, ne trouva d'autre voie sûre, pour transmettre ses dépêches d'Ancône à Debreczin, que celle de Constantinople. Les espérances, de ce côté, n'apparaissaient donc que dans un lointain bien obscur, et cependant on s'y rattachait avec ardeur. Peu de jours après, l'envoyé hongrois dut fuir d'Ancône assiégée par les Autrichiens, et Venise n'entendit plus parler de cette négociation.

Pasini n'était pas encore revenu de ses conférences avec l'agent de Kossuth, et nous ignorions encore les termes de la convention intervenue entre eux, lorsque le gouvernement de Venise reçut une dépêche de M. de Brück, ministre du commerce de Vienne, qui se trouvait alors en Italie pour suivre les négociations de la paix avec le Piémont. Se reportant à la réponse que Manin avait faite au maréchal Radetzky, relativement aux négociations directes qui pouvaient être entamées avec le cabinet impérial, de Brück déclarait qu'il était autorisé à écouter les propositions qu'on aurait à lui faire, au quartier général de Mestre. Cette lettre fut portée, le même jour, par Manin à l'Assemblée, qui fut, en même temps, saisie de toutes les autres pièces diplomatiques dont j'ai parlé plus haut.

Ce ne fut pas sans surprise que commença la discussion sur la lettre de M. de Brück. Comment ! c'était l'Autriche qui ouvrait, la première, la voie des négociations, elle qui, quinze jours auparavant, les avait repoussées avec tant de hauteur, et était allée même jusqu'à repousser un sauf-conduit demandé

par l'ambassadeur français. Et cette partie de la lettre de Manin, à laquelle Radetzky n'avait même pas daigné faire allusion dans son insolente réponse, paraissait maintenant assez importante, pour qu'un ministre de l'empire fît un voyage dans le but exprès d'entamer des négociations! Quel que fut le motif de ce changement dans la politique de l'Autriche, à l'égard de Venise, il fut convenu qu'on ne pouvait refuser la conférence proposée, et l'assemblée rendit, en conséquence, un décret qui autorisait le gouvernement à *poursuivre* les négociations commencées par la voie diplomatique, sauf, naturellement, la ratification des représentants du peuple.

Par ce mot, *poursuivre*, l'assemblée entendait indiquer que les bases des négociations avec M. de Brück, devaient être les mêmes que celles qui avaient été stipulées dans les instructions données à Valentino Pasini, lorsque cet envoyé avait tenté, à Paris, d'amener un arrangement amiable. Ces instructions, vu les conditions déplorables qui ne permettaient pas à Venise d'élever plus haut ses prétentions, autorisaient Pasini à mettre en avant la création d'un royaume lombard-vénitien constitutionnel, et séparé de la monarchie autrichienne. Au surplus, par le même décret qui autorisait les négociations avec de Brück, l'assemblée déclarait que les milices de terre et de mer, par leur courage, et le peuple, par ses sacrifices, avaient bien mérité de la patrie : elle ajoutait, en persistant dans sa délibération du 2 avril, qu'elle avait confiance dans la valeur des milices et dans la persévérance du peuple. Cette décision fut prise, à peu près à l'unanimité, et au scrutin secret. Réponse pleine d'à-propos faite par l'assemblée aux journaux vendus de l'Autriche, qui avaient osé taxer de vote surpris l'élan unanime du 2 avril.

Deux hommes capables, Giuseppe Calucci et Giorgio Foscolo, furent choisis par Manin pour conférer avec de Brück; ils s'abouchèrent avec le ministre autrichien, et n'eurent plus ensuite avec lui qu'une correspondance par lettres, dans les-

quelles ils lui demandaient souvent des explications sur des propositions ambiguës, sans que les explications données fussent beaucoup plus claires que les propositions elles-mêmes. Il était évident, en somme, que M. de Brück n'avait d'autre mission que d'amener Venise à accepter un royaume lombard-vénitien, constitutionnel à la façon autrichienne. La discussion roulait sur les rapports spéciaux que ce royaume aurait avec la couronne impériale; mais on voyait nettement que l'Autriche ne voulait point démordre de l'idée que les provinces lombardo-vénitiennes devaient former une partie intégrante de la monarchie, ainsi qu'il était dit dans la fameuse constitution de l'empereur François-Joseph, en date du 4 mars, à laquelle se référaient toutes les lettres de de Brück.

Toute cette correspondance fut portée le 15 juin, par le gouvernement à l'assemblée, qui, suivant l'usage, nomma parmi ses membres une commission pour faire un rapport. Mais, comme il circulait dans le public des bruits fâcheux contre les fonctionnaires chargés de pourvoir aux subsistances et aux munitions de guerre, il fut décidé que la commission embrasserait, dans son examen, la situation générale du pays. C'est de là que sortit la proposition d'après laquelle fut formée la commission militaire dont j'ai parlé plus haut, et dont la création ne fut pas antérieure, mais postérieure aux conférences avec de Brück. Si j'en ai parlé en intervertissant ainsi l'ordre des temps, c'était pour ne pas interrompre le récit des événements militaires.

Afin que l'ordre fût maintenu en toutes choses, dans la Vénétie, je ne négligeais rien, chaque fois que des difficultés s'élevaient entre le clergé et les milices, pour satisfaire aux demandes du cardinal patriarche. Voici la lettre qu'il m'écrivit, lorsqu'il apprit ma nomination à la présidence de la commission militaire, avec de hauts pouvoirs.

« Excellence,

« Le décret du gouvernement provisoire et de la commis-

sion militaire, confirmé hier par l'assemblée des représentants de l'Etat, et qui investit V. E. de la présidence de ladite commission militaire, m'inspire la plus entière confiance que les personnes et les choses appartenant à l'Eglise, trouveront en vous, le cas échéant, un ferme et généreux soutien que j'invoque, dès ce moment, en me déclarant, avec une haute estime et considération, de V. E., le très-dévoué serviteur,

« Venise, le 1er juillet 1849.

« J. card. patriarche. »

Voici ma réponse :

« Venise, le 1er juillet 1849.

« En réponse à la lettre de votre Eminence, je m'empresse de l'assurer que le devoir que j'ai de défendre l'Estuario jusqu'à la dernière extrémité, n'exclut pas cet autre devoir que je me suis imposé, de n'en faire peser que le moins possible, en ce qui dépend de moi, la défense sur les citoyens, et spécialement sur le clergé. Au sentiment du devoir se joint, d'ailleurs, ici, un sentiment de véritable sympathie pour un clergé dont le chef a su m'inspirer, depuis un an, un profond respect et une haute admiration.

« De votre Eminence, etc.,

« G. PEPE. »

Le mois de juin finit bien douloureusement pour moi. L'Argant de la lagune, le magnanime Rosaroll, lui qui, peu de mois auparavant, avait été blessé sous les drapeaux de Charles-Albert, et qui commandait, à Venise, la batterie du pont qu'il appelait sa fille, trouva enfin la mort qu'il avait tant de fois cherchée. Je publiai, à cette occasion, l'ordre du jour suivant :

de mai, une longue lettre à Saliceti, triumvir, et depuis président de l'assemblée constituante romaine. Le sens de ma lettre ressort suffisamment de sa réponse qui prouve, en outre, qu'il ne reçut que tardivement la dépêche que je lui adressais.

« Mon cher général,

« Vous me demandez pourquoi le gouvernement romain n'a pas accueilli votre projet de réunir huit ou dix mille hommes, à la tête desquels vous seriez entré dans le royaume de Naples, pour y rétablir les libertés foulées aux pieds, et assurer ainsi le triomphe de la cause italienne.

« Ce n'est pas que nous n'ayons admiré tous la grandeur de cette conception due au brave vétéran de l'Italie, et que nous n'ayons compris qu'à l'exiguité du nombre des soldats suppléerait le prestige du nom de leur capitaine; mais, attaqués par une armée française, qui s'est présentée en ennemie, nous n'avons pu réunir les forces que vous nous demandiez, parce que ceux-là mêmes qui auraient dû vous suivre sont ceux qui défendent Rome, et que leur petit nombre ne permettait aucune diversion.

« Ainsi que Scipion, vous vouliez porter la guerre à Carthage; mais ici l'on s'est vu forcé de combattre *pour ses autels et pour ses foyers.*

« Adieu, mon cher général. Conservez-moi toujours une place dans votre cœur.

« SALICETI.

« Rome, le 2 juin 1849. »

Ainsi, plus je tentais, et plus la fortune se montrait hostile !

CHAPITRE XXIV.

VENISE. — DERNIER ORDRE DU JOUR.

Nouvelles conférences avec de Brück. — Chûte de Rome. — Surprise de la batterie établie sur le grand pont. — La garnison s'affaiblit. — On décrète la mobilisation de mille citoyens. — Disette de vivres. — Préparatifs des Autrichiens pour assiéger Brondolo; leur retraite sur la rive droite de la Brenta. — Lettre du comte Marcello. — L'ennemi ouvre ses nouveaux feux. — Bruits répandus par les menées autrichiennes. — Mon dernier ordre du jour.

Cependant de nouvelles conférences avaient été entamées avec de Brück, qui, cette fois, fit connaître plus nettement les véritables intentions du cabinet autrichien sur les gouvernements de la Lombardie et de la Vénétie. Les deux commissaires vénitiens, de leur côté, rédigèrent un rapport circonstancié duquel il résultait que ces intentions ne respectaient point la dignité nationale italienne, qu'elles ne répondaient point aux besoins moraux du temps et du pays, et qu'ainsi elles ne pouvaient servir de base à un traité de paix.

Ce rapport fut lu le 30 juin à la séance de l'assemblée, ainsi qu'une lettre de de Brück qui déterminait les conditions spéciales qui seraient accordées à la ville de Venise, si elle consentait à faire sa soumission. Le *papier de la commune* réduit

aux deux tiers de sa valeur; le *papier patriotique* réduit à moitié; permission de partir à tous ceux qui le désireraient; quarante personne exceptées de l'amnistie, etc., etc.; le tout dans le style des barbares, quand ils sont vainqueurs. C'étaient là des conditions qu'on subit quand on ne peut faire autrement, mais qu'un peuple qui se respecte n'accepte jamais volontairement. L'assemblée, d'accord avec le gouvernement, ne voulut même pas passer à la discussion qui suit d'ordinaire une proposition : Elle répondit aux offres insultantes de l'Autriche, en proclamant, à une immense majorité, l'ordre du jour : Cet ordre du jour était conçu dans des termes qui engageaient le gouvernement à publier tous les actes diplomatiques, afin que l'Europe pût juger entre l'Autriche et Venise.

Telle était la situation de la malheureuse, mais toujours énergique Venise, lorsqu'arriva la nouvelle de la chûte de Rome. Cette catastrophe, bien que prévue, fut un sujet de profonde douleur pour le peuple et pour les troupes qui, cependant, ne se découragèrent pas. Non-seulement la lagune restait seule, en Italie, à se défendre contre un puissant empire, mais la vaillante nation sur laquelle on avait compté, sinon pour vaincre, du moins pour tenir en échec les forces impériales, la belliqueuse Hongrie était menacée aussi de succomber sous les efforts des Russes, et sous ses propres désordres. Au milieu de ces adversités qui l'accablaient, il semblait que Venise puisât un nouveau courage, et la ferme volonté d'affronter tous les sacrifices, dans le sentiment de la noble cause qui élève les mortels à l'immortalité. — Le chapitre suivant sera consacré aux événements de Rome.

Les premiers jours de juillet furent témoins d'un fait d'armes qui mérite d'être signalé au milieu de tant d'autres. Je laisse parler le lieutenant-colonel, depuis colonel Cosenz.

Chemin de fer, 7 juillet 1849.

Au commandant en chef.

« La nuit dernière, l'ennemi qui, après trois jours d'un feu plus nourri que de coutume, voyait bien qu'il devait renoncer à lasser la constance des défenseurs de nos batteries, a essayé d'obtenir par surprise ce qu'il ne pouvait obtenir par la force. A une heure après minuit environ, un brûlot ennemi éclatait entre la 3e et la 4e des traverses que nous avons établies sur le pont, sans causer, toutefois, aucun dommage. Une demi-heure plus tard, un ballon s'élevait dans les airs du côté de Campalto, et presque en même temps on découvrait aussi deux barques incendiaires, descendant le canal de gauche. Pendant que nous dirigions sur ces barques notre attention et notre feu, un détachement ennemi parvenait à aborder sans bruit sous notre batterie de Saint-Antoine, et à en escalader le parapet à l'improviste.

« La plus grande partie de la réserve accourut, après quelques instants, sous le commandement du capitaine de place Mastroviele. Cette réserve, composée de gendarmes, de chasseurs du Sile et du 1er de ligne, se jeta, avec un irrésistible élan, sur les assaillants, qu'elle délogea de la batterie, après une résistance courte, mais désespérée.

« Dans le même temps, la pirogue la ***Brillante***, commandée par un homme dévoué, Privato, s'élançait hardiment en avant pour arrêter, dans sa fuite, l'ennemi qu'atteignait, d'un autre côté, le feu du fort San-Secondo. Un bien petit nombre des assaillants parvint à se sauver, en se jetant à l'eau.

« Nous avons pris un des brûlots ennemis. Le courage et la présence d'esprit dont nos officiers et nos soldats ont fait preuve dans cette affaire, sont au-dessus de tout éloge.

« Le lieutenant-colonel, commandant,

« Enrico Cosenz. »

J'ajouterai seulement à ce rapport que le colonel Cosenz, aussi modeste que brave, s'abstient de dire que c'était lui qui conduisait ses soldats, et qu'en combattant corps à corps avec un officier autrichien, il reçut au visage un coup de sabre. C'était sa quatrième blessure dans l'espace de deux mois.

L'armée de la Vénétie s'affaiblissait sensiblement, décimée qu'elle était non-seulement par les balles ennemies, mais encore par les fièvres qui enlevaient un grand nombre de combattants. Mon cœur saignait de la perte de tant de jeunes gens appartenant presque tous à des familles distinguées, et du spectacle qu'offraient les hôpitaux et les casernes encombrés de blessés ou de fiévreux, désespérés surtout de ne pouvoir combattre à côté de leurs camarades.

Je commençais à m'alarmer, en voyant combien était faible le nombre des soldats qui me restaient pour faire le service journalier de toute la lagune et de ses soixante forts environ, et pour fournir les réserves indispensables dans le cas où des assauts seraient tentés contre Venise et Chioggia. L'assemblée, pour renforcer le nombre des combattants, décréta la mobilisation de mille gardes civiques, sur la bravoure desquels je pouvais compter, car avant que Malghera ne se fût rendue, j'en envoyais cent chaque jour pour prendre part à la défense, et ils revenaient le lendemain avec une perte de dix blessés ou morts, sans que jamais une plainte fût sortie de leur bouche.

Les milices et le peuple supportaient aussi, avec une constance admirable, les privations que leur imposaient la rareté et la mauvaise qualité du pain et des autres vivres qui, cependant, se vendaient très-cher. Pour ma part, j'envoyai à la boucherie quatre chevaux de trait que j'avais.

Au milieu de toutes ces vicissitudes, je devais songer au fort de Brondolo, dont la perte aurait entraîné celle de Chioggia. L'ennemi avait établi plusieurs batteries sur la droite de la Brenta, avec la pensée de traverser le fleuve, d'attaquer ensuite le camp retranché, puis de commencer le siége

de Brondolo, dont la résistance n'aurait pu se prolonger longtemps, en présence de l'artillerie formidable dont disposaient les Autrichiens. J'envoyai dans le district de Chioggia le major, depuis lieutenant-colonel d'artillerie, Boldoni, officier napolitain plein d'instruction, brave et d'une activité remarquable. Je le chargeai de réparer les fortifications de Brondolo, et de construire, sur la rive gauche de la Brenta, les ouvrages nécessaires pour en empêcher le passage. Boldoni, en faisant travailler nuit et jour, satisfit, et au delà, à ce que je lui avais prescrit, ainsi que je pus m'en assurer, en inspectant le district tout entier. L'exécution de ces travaux, la vigilance de notre service, et sans doute aussi les maladies décidèrent l'ennemi à abandonner la rive droite de la Brenta; et, dans la rapidité de sa retraite, il nous laissa une certaine quantité de boulets, de bombes et de grenades. Je n'ai jamais pu savoir les motifs de cette retraite précipitée, et semblable à une retraite après une bataille. Elle calma complétement l'inquiétude que j'éprouvais pour Chioggia, dont les habitants m'étaient chers, et dont la perte eût compromis tout l'Estuario.

Je voulais la gloire et la prospérité de la Vénétie, comme celle de toute l'Italie; et l'accueil que j'avais reçu de la noble population des lagunes, m'inspirait des sentiments de reconnaissance. Je tâchais, autant qu'il dépendait de moi, de concilier au gouvernement l'affection et l'estime générale, en disant à ceux qui se plaignaient de ses fautes, qu'il n'est pas de gouvernement qui n'en commette. Le comte Marcello, qui a raison de penser qu'il descend des grands Marcellus de Rome, était intendant général de l'armée; ses excellentes qualités et son patriotisme inspiraient pour lui des sentiments d'estime et d'amitié. Un jour, je reçus de lui la lettre suivante :

« Venise, le 7 juillet 1849.

« Excellence,

« J'adresse à l'homme illustre et à l'excellent patriote copie

de la pièce par laquelle je déclare renoncer à toute participation dans les affaires du gouvernement, tant qu'elles marcheront comme elles marchent, et que je n'aurai pas l'espoir de les voir dirigées pour le bien véritable de l'État, en conformité de mes pauvres idées. En communiquant confidentiellement cette pièce au général Pepe, je désire qu'il y trouve une preuve de la haute estime que je professe, et que tous les patriotes professent pour lui, ainsi que de mon dévouement particulier et de ma reconnaissance pour toutes les bontés dont il m'a comblé ; je le prie en même temps de me considérer toujours comme son très-dévoué et très-obligé serviteur,

« A. MARCELLO. »

Après avoir reçu cette lettre, je priai le comte Marcello de venir me voir, et j'obtins de lui que, par amour pour l'héroïque Venise, il retirât la démission qu'il avait donnée.

Sur la fin de juillet, notre situation avait beaucoup empiré, sans que pour cela le sentiment italien se fût affaibli dans nos cœurs. Les Autrichiens, qui disposaient de toute l'artillerie existant à Vérone, Peschiera, Mantoue, Trieste, et dans les autres places voisines, firent venir un grand nombre de canons de gros calibre. En leur donnant, par la base, une élévation de quarante-cinq degrés, et en les chargeant outre mesure, ils donnaient à leur tir une immense portée, et leurs boulets arrivaient très-près de la place Saint-Marc. La distance, ainsi parcourue par les projectiles ennemis, était égale à celle que parcouraient les projectiles de l'artillerie anglaise, en 1810, alors que, comme je l'ai déjà dit, elle lançait ses boulets de la Sicile jusque dans les Calabres.

Dans la nuit du 28 au 29 juillet, toutes les bouches à feu, dont l'ennemi pouvait disposer (et ce n'est pas peu dire), lancèrent une grêle de boulets, de bombes et de grenades. Si jusque-là ces projectiles, dirigés sur les batteries du pont et de San-Secondo, étaient tombés, le plus souvent, dans la mer,

maintenant qu'ils étaient dirigés sur une vaste capitale, ils portaient tous le ravage avec eux. Les bombes et les grenades atteignaient la moitié de Venise : les boulets allaient jusqu'aux deux tiers de la ville.

Dans ce moment, et alors que l'anxiété générale était encore accrue par la disette et le choléra, l'attitude de toutes les classes de la population fut telle, qu'elle restera comme un éternel honneur, non-seulement pour la lagune, non-seulement pour l'Italie, mais pour l'espèce humaine. Il semble qu'en permettant qu'une race d'hommes aussi noble, aussi énergique fût réduite en servitude, la Providence a voulu mettre à l'épreuve nos faibles intelligences, et les pousser à douter de son existence. La douleur, si naturelle quand il faut dire adieu à ses foyers, la certitude où chacun était d'avoir à souffrir des pertes et des privations de toutes sortes, les larmes de tant d'enfants en bas âge, rien n'altéra la sérénité de la population. Pas une bouche n'exprima le vœu qu'on entrât en négociations. Les femmes du peuple étaient les premières à me bénir, quand elles me voyaient en gondole, visitant nos batteries. Si l'artillerie ennemie, occupée à réparer les dommages que nous lui avions fait éprouver, suspendait son feu, pendant une heure seulement, la population entière s'alarmait : Et de quoi, lecteur, pensez-vous qu'elle s'alarmât ? De la crainte qu'on eût entamé des négociations ou conclu un armistice.

Dès la première nuit où l'ennemi dirigea le feu de ses pièces contre la ville, l'émigration commença dans tous les quartiers atteints par les projectiles. Les habitants des quartiers situés en dehors de la portée des boulets, offraient l'hospitalité de leurs maisons, même à ceux qu'ils ne connaissaient pas. Le gouvernement, la municipalité et les citoyens s'empressaient, de leur côté, de faire préparer des logements dans les établissements publics pour ceux qui en avaient besoin. Dans les premiers jours, néanmoins, les places, les rues, les gondoles des canaux furent encombrées de familles du bas peuple. Plu-

sieurs familles, parmi les plus distinguées de Venise, étaient entassées dans une seule chambre, et cela se conçoit, puisque toute la population était réunie dans le quart à peu près des habitations de la ville. C'est dans la saison la plus chaude de l'année qu'il fallait supporter toutes ces souffrances, sans compter une nourriture détestable et quelquefois insuffisante, sans compter encore un autre fléau, le choléra, dont je parlerai dans un chapitre suivant.

Au milieu de tant de douleurs intérieures, je devais, néanmoins, me préoccuper surtout de la défense. J'adressai, en conséquence, la lettre qui suit au président Manin.

« Venise, le 30 juillet 1849.

« Monsieur le président,

« Le gouvernement a approuvé les dispositions défensives prises, pour le cas d'urgence, par le conseil de défense présidé par le général en chef. Ces dispositions doivent être aujourd'hui notablement modifiées, d'une part, parce que l'ennemi occupant les rives de la lagune, ses attaques contre la ville peuvent commencer d'un instant à l'autre; d'autre part, parce que les Autrichiens semblent disposés, dans ce moment, à faire les plus grands sacrifices pour s'emparer du pont dont la perte entraînerait celle de cette illustre capitale.

« La commission militaire se préoccupe sérieusement de cette défense, et les mesures qu'elle a prises sont de nature à déjouer toute attaque, si les forces de terre et de mer qui forment la garnison de Venise agissent de concert et sous un seul commandement.

« D'après les premières instructions et dispositions, les troupes de toutes armes, ainsi que la garde civique, devaient, à un signal convenu, prendre les ordres du général en chef, qui a seul le commandement; s'il survenait des alarmes de nuit, l'ordre de rappel des troupes devait être transmis par

l'autorité militaire, la seule chargée de veiller à la défense, en cas d'attaques de la part de l'ennemi.

« Je pense aujourd'hui, pour qu'aucun retard ne soit apporté dans la défense, que la garde civique, en cas d'alarmes, doit venir se mettre à la disposition du général en chef, sans attendre aucun ordre.

« Les premières dispositions sont maintenues, en ce qui touche la défense de la ville, dans le cas de désordres intérieures, mais il convient de les modifier comme il suit, dans le cas d'attaques de la part de l'ennemi.

« Les troupes d'ordonnance et l'artillerie de terre disponibles devront être concentrées dans les forts et les batteries de la première circonscription, pour être de là réparties selon les besoins et d'après les mouvements de l'ennemi.

« Dans les quatre bataillons qui composent les deux légions civiques de Cannareggio et de San-Polo, il faut prendre des hommes en nombre suffisant pour former deux bataillons mobiles, qui, sous le commandement d'un des deux chefs de légions, prendront position à la troisième ligne de défense, en se plaçant en ordre de bataille derrière la tranchée qui embrasse les trois forts de *Charles-Albert*, de *Pie IX* et de *Saint-Marc*.

« Les postes de la garnison, y compris ceux qui sont gardés par la troupe de ligne, seront doublés par la garde civique. Un demi-bataillon prendra position au pont de Rialto, et les forces qui resteront disponibles prendront position par bataillon, en appuyant leur tête de colonne à la Piazzetta.

« La gendarmerie prendra position conformément aux instructions précédentes.

« Les bateliers et les bateaux qui, d'après l'article 24 de ces instructions, devaient rester dans leurs quartiers, sous les ordres du commandant de place, auront maintenant à se rendre à la voie ferrée.

« Les forces militaires de la ville sont ainsi réparties sur deux

points, à savoir : les rives de la lagune qui embrassent la première circonscription et le milieu de la ville. Ces deux points de défense sont reliés par le pont de Rialto, qui les met en communication. Le commandement de la première division devra être confié à un général ; celui de la seconde au commandant de la garde civique, tous deux restant toujours soumis aux ordres du général en chef.

« Si vous approuvez les présentes dispositions, le commandant de la garde civique devra me faire tenir la liste nominale des individus composant les deux bataillons destinés à la première circonscription, ainsi que le nom du colonel qui en prendra le commandement. Je fais appel au patriotisme du commandant de la garde civique pour le choix des officiers, sous-officiers et simples soldats qui composeront les deux bataillons mobiles.

« Sont maintenues toutes les autres dispositions dont il n'est pas parlé dans le présent projet.

« Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute estime.

« Le général en chef,

« Guglielmo Pepe. »

A la gravité de notre situation politique et militaire, il faut ajouter qu'il nous restait à peine du pain pour un mois, et comme nous voulions répondre vigoureusement à l'ennemi pour le forcer à diminuer son feu, c'est à peine s'il nous restait de la poudre pour quinze jours. Mais un grand nombre de citoyens et d'officiers qui connaissaient bien l'état des choses, et qui affectaient un patriotisme exalté, allaient répétant que Venise ne se rendrait jamais, et qu'en renforçant les colonnes de la garde nationale et de la milice de tous les gens de bonne volonté, on pourrait exécuter une vigoureuse sortie qui aurait pour conséquence de nous procurer des vivres et du nitre propre à la fabrication de la poudre. Le comité de sûreté

était convaincu que les menées de l'ennemi n'étaient point étrangères à ces excitations, dont le but était de troubler l'ordre admirable qui régnait dans la population, et la discipline sévère qui s'était maintenue jusque-là dans les divers corps de la garnison. Pour parer aux dangers de la situation, je publiai l'ordre du jour suivant, qui tendait à renforcer encore la discipline, et à détruire des illusions devenues vaines, surtout depuis que la France, aussi bien que l'Autriche, se montrait hostile à l'Italie, et depuis que la liberté hongroise avait succombé.

COMMANDEMENT EN CHEF DES TROUPES DANS L'ÉTAT VÉNITIEN.

Ordre du jour.

« Venise, le 31 juillet 1849.

« Officiers, sous-officiers et soldats,

« Afin que vous donniez un exemple de ce que peut l'Italie dans la carrière des armes, la fortune vous a soumis aux plus rudes épreuves qui puissent être endurées dans notre métier: des privations de toutes sortes, des maladies, un long blocus, un siége dans lequel notre ennemi a disposé et dispose de la meilleure artillerie de notre temps. A ces calamités sont venues s'en joindre d'autres plus dures encore : l'abandon où nous sommes délaissés et la prochaine menace de la disette. En présence de tant de dangers, de souffrances si longues et si cruelles, vous n'avez cessé de montrer un souverain mépris de la vie, une persévérance indomptable, et surtout ce sang froid qui ne se rencontre jamais chez les jeunes guerriers, et que vous avez puisé sans doute dans la sainteté de la cause dont vous êtes les défenseurs. C'est aussi cette même cause sainte qui a inspiré au peuple vénitien cette sublime attitude dont je n'ai pas vu d'autre exemple dans ma longue carrière. Je veux parler de

son calme admirable, de sa froide intrépidité en présence des boulets que l'ennemi fait pleuvoir sur la cité.

« Soldats, vous avez tenté mon orgueil! Oui, je suis fier de commander ces jeunes milices italiennes, chez lesquelles brillent, à un si haut degré, les vertus militaires et les vertus civiques.

« Il me reste à vous dire que la gloire qui vous coûte si cher doit rester pure, depuis le premier jusqu'au dernier instant de votre carrière. Elle doit ressembler à ces journées où, depuis le matin jusqu'au soir, pas un nuage ne trouble l'horizon.

« Votre général en chef vous est garant que la chambre et le gouvernement, secondés par la fermeté et le patriotisme des citoyens les plus honorés, auront à cœur, jusqu'au bout, l'honneur du nom italien et votre bien-être. Continuez de donner l'exemple que vous avez donné jusqu'ici, et soyez certains qu'alors même que vous seriez réservés à des extrémités que je ne veux pas prévoir, le sentiment que vous exciterez, même chez vos ennemis, sera celui de l'envie; celui de la pitié, — jamais.

« Le lieutenant général commandant en chef,

« Guglielmo PEPE. »

Tel fut le dernier des ordres du jour si nombreux que je publiai pendant l'espace de dix-huit mois, pour ranimer dans le cœur de mes soldats le sentiment italien, pour leur inspirer le mépris de la vie et l'amour de la discipline, et aussi pour faire connaître aux peuples de la péninsule la conduite tenue par la petite armée de la lagune, que Dieu et les hommes abandonnaient à la barbare agression d'un grand empire.

CHAPITRE XXV.

ROME [1].

Élévations de Pie IX à la papauté. — Amnistie. — La consulte. — Le statut fondamental pour le gouvernement temporel des États romains. — Le pape réprouvre la guerre à l'Autriche. — Nouveaux ministres : Mamiani. — Réunion des conseils législatifs.— Milices romaines. — Bologne. — Réunion du parlement. — Assasinat de Rossi.— Révolution du 16 novembre. — Junte provisoire. — Assemblée constituante. — Triumvirat. — République romaine. — Expédition française. — 1er assaut de Rome. — M. de Lesseps. — Reprise des hostilités. — Siége de Rome. — Entrée de l'armée française. — Promulgation de la constitution.

Quand les Bourbons furent chassés de France et que la révolution de 1830 sembla annoncer aux nations l'avènement de la liberté universelle, les Romagnes se soulevèrent en février 1831, et déclarèrent le pape déchu de son pouvoir temporel. Mais l'Autriche fit occuper les légations par ses armées et restaura la souveraineté papale. Le nouveau droit des gens, que la France avait proclamé, ne fut point soutenu par elle. L'Autriche intervint dans les Romagnes, en violation de la loi de *non intervention;* et il se trouva dans le parlement français de doctes orateurs pour prouver que la négation du droit d'intervention n'imposait point l'obligation de la combattre. Le parlement approuva cette interprétation si loyale.

Abandonnés aux fureurs des vengeances cléricales, nous sentîmes peser plus cruellement sur nous le joug de la tyran-

(1) Ce chapitre est dû à la plume si patriotique et si italienne de Lizabe Ruffoni, membre de la constituante romaine. Je ne change rien à ses pensées ni à ses paroles.

nie. Le gouvernement organisa la secte des sanfédistes ; les haines se réveillèrent plus sombres et plus féroces; le peuple attendait; et c'est en vain que l'insurrection de **1843** et le drapeau blanc, timidement déployé en **1845**, le convièrent à la liberté. Cependant les prisons se peuplaient de nouvelles victimes, et lorsque Grégoire XVI mourut, le peuple était près de briser ses chaines.

Les cardinaux, réunis en conclave, sentaient trembler le sol sous leurs pieds; et ce n'était pas sans terreur qu'ils entrevoyaient les dangers d'une révolution, les désastres et les frais qu'entraînerait une invasion autrichienne. Ils voulaient donc que le nouveau pape pût calmer les esprits sans cesser de les tenir en bride; qu'il fît quelques concessions, sans attaquer dans le vif les abus du vieux régime.

C'est dans ce but qu'ils élevèrent au pontificat, dans le mois de juin **1846**, Jean-Marie Mastaï Ferretti, qui prit le nom de Pie IX.

Elle restera signée dans l'histoire du nom de ce pontife la révolution italienne de ce siècle, révolution conçue et engendrée dans les entrailles mêmes de notre race, et qui est, en même temps, l'œuvre de l'humanité tout entière. Le peuple oppose aux hommes et au temps les révolutions : le temps n'y fait rien et les hommes ne sont que les instruments vivants de la pensée et du destin d'un siècle.

Pie IX fut l'occasion de la révolution, il n'en fut pas la cause; il précipita et ne créa point les événements. Élevé au siége pontifical, il vit que le régime de l'oppression ne pourrait être maintenu sans l'aide des armes autrichiennes, sans des luttes nouvelles et sanglantes. Il essaya dès lors de conserver un juste milieu, d'apaiser le peuple en lui lâchant le frein, sans cesser toutefois de le tenir en bride.

L'infortuné avait oublié l'histoire. Alors même qu'il eût été un ange de bonté sur la terre, la papauté l'aurait complétement changé. Grégoire VII et Innocent III virent les périls qui, de

leur temps, menaçaient l'Église, et ils ne reculèrent, pour les vaincre, ni devant le glaive ni devant l'extermination. Mais Léon X s'endormit dans la mollesse : il ne reconnut point les signes précurseurs de la réforme allemande. Il succomba dans la lutte, et l'Église perdit une grande portion de l'Europe.

Pie IX recourt donc aux voies de la douceur : il publie une amnistie. Les prisons s'ouvrent aux criminels d'État; les exilés sont rappelés.

Alors commence cet immense mouvement de joie qui va grandissant chaque jour, et qui entraîne à sa suite peuples et rois.

Les villes retentissent de chants, de vivat, d'applaudissements au pontife. Pour la dernière fois le peuple et le pape échangent des bénédictions. Le pape pardonne aux criminels d'État; il se montre bienveillant pour quelques-uns d'entre eux; il en prend quelques autres pour conseillers. Une espérance, — c'est la révolution qui commence ! — une espérance s'empare des esprits : *peut-être que la liberté peut nous venir d'un pape; peut-être l'insurrection n'est-elle point une nécessité!*

L'espérance devient profonde et universelle. Le peuple a soif de liberté; il faut lui en verser quelques gouttes si on ne veut pas qu'il la conquière dans le sang.

Et le pontife verse ces quelques gouttes. Aujourd'hui l'on promulgue une loi sur la presse; demain les franchises municipales sont instituées sur de plus larges bases. Les laïques sont admis par le roi-pape aux magistratures suprêmes; un conseil des ministres est créé, et ce conseil est exclusivement composé de laïques, si l'on en excepte les ministres des relations extérieures et de l'instruction publique. — Une consulte, enfin, est établie.

L'allégresse est alors près de toucher à son comble; il éclate des manifestations populaires telles que les cinq derniers siècles n'en avaient pas vues. « Notre pontife, crie le peuple, veut se

faire le père de la liberté ; il limite encore ses concessions parce qu'il redoute les ennemis de la liberté, qui sont les ennemis du monde. Prouvons lui donc notre puissance. »

Le peuple est exalté jusqu'à l'ivresse, et le siége pontifical voit réunis autour de lui trois millions d'hommes qu'inspire une pensée commune, qui demandent la liberté.

Le pape regarde et pense. Mais le mouvement des provinces romaines s'est déjà communiqué aux extrémités de l'Italie. On voit se précipiter dans toutes les villes, par les chemins et par les champs, un immense concours de peuple, dont les cris ou les prières invoquent la liberté. — Partout les gouvernements cèdent; mais le tyran de Naples essaye de résister par les armes. De leur côté, la Calabre et la magnanime Sicile courent aux armes; Messine et Palerme se couvrent de barricades ; la révolution a jeté ses premières flammes à travers le sang; le lâche Bourbon tremble; il négocie et promulgue une constitution.

A cette nouvelle, l'impatience du peuple de Rome ne connaît plus de frein. Le pape, le divin Pie IX, ne peut refuser ce qu'un Bourbon a acccordé, et la multitude se précipite joyeuse, sur les places, plus ardente et plus exaltée que jamais. L'heure est venue de la suprême résurrection d'un peuple que Dieu évoque de son tombeau. Le cri de liberté retentit avec menaces : — Pie IX sort enfin de ses hésitations. Il brise les sceaux sacerdotaux, et, sur la dernière page de l'histoire de la papauté, il écrit le *statut fondamental pour le gouvernement temporel des Etats de la sainte Eglise.*

Mais les mouvements qui avaient éclaté dans la ville de Rome en 1846, de romains qu'ils étaient, devinrent italiens l'année suivante; et d'italiens qu'ils étaient, ils devinrent européens après la révolution française de 1848. Les Italiens des Deux-Siciles avaient été les premiers à se soulever en Europe; les Italiens de Rome et de Venise furent les derniers à déposer l'épée.

Le peuple de Paris avait abattu la royauté : un cri républicain partait encore de France. A ce cri, Berlin se soulevait et menaçait son roi : Vienne suivait son exemple, et son souverain tremblant pactisait avec le peuple.

La Lombardie n'avait pas attendu les soulèvements de la France et de l'Allemagne pour s'embraser au souffle de la nouvelle vie italienne. Le frémissement de Rome et des Deux-Siciles avait déjà gagné son généreux peuple. Milan, la seconde Rome d'Italie, devait se soulever et protester contre le droit des Césars autrichiens, comme l'autre Rome avait protesté contre la légitimité du pouvoir temporel de la papauté. Milan secoua donc son joug et le brisa. Après cinq jours d'une bataille livrée par les habitants, l'armée autrichienne fut chassée de la ville redevenue la digne héritière des vainqueurs de Barberousse, et lorsqu'on vit flotter le drapeau tricolore sur la coupole de l'antique cathédrale, aux pieds de la statue de la Mère de l'Homme-Dieu, on eût dit que du sommet de son aiguille aérienne cette divine image appelait aux Alpes toutes les populations italiennes, pour que, de leurs armes et de leurs poitrines, elles lui fissent un rempart contre l'étranger, et qu'elles défendissent contre lui les portes mal gardées de l'Italie.

Les peuples seuls créent des choses éternelles. Tandis que les souverains italiens et le pape concédaient timidement ou perfidement des constitutions et des statuts. les Lombards faisaient bien autre chose. Ils chassaient les Croates, et élevaient des barricades ; et, du haut de ces barricades, ils promulguaient le nouveau décret de l'indépendance nationale.

« Qu'on coure en Lombardie, et qu'il ne reste plus, de ce côté des Alpes, trace de la domination étrangère ! » Tel fut le cri de Rome à la nouvelle de la victoire lombarde, et de la victoire de cette Venise qui, pendant tant de siècles, avait rempli le monde de son nom.

Mais il y avait un pape à Rome. Le successeur de Pierre pouvait-il faire la guerre à l'héritier des Césars ? — Un pape pou-

vait-il sanctifier l'insurrection? Ceux qui lisent l'histoire sans la comprendre, allégueront peut-être l'exemple d'Alexandre II. Mais les temps féodaux n'étaient plus. Abattre la souveraineté impériale, renverser la domination des empereurs, c'était créer un droit souverain sur les Etats, au profit des papes. Qui devait régir les choses temporelles? — L'empereur seul, répondaient les Gibelins : Et les Guelfes répliquaient : le pape seul, puisqu'il représente Dieu sur la terre.

Mais aujourd'hui les peuples se proclament souverains, et quand ils se soulèvent et qu'ils abattent des trônes, ils ne demandent point l'investiture aux empereurs ou aux papes. Chaque peuple se fait pape ou César sur le trône des barricades.

Le droit révolutionnaire ne pouvait donc être consacré par un pape, qui, en bénissant l'insurrection lombarde, aurait béni, en même temps, toutes les révolutions de ce monde présentes et futures. Il aurait fallu, pour cela, que le vicaire de Dieu se fit révolutionnaire, qu'il déniât aux souverains absolus ces droits éternels qu'ils prétendent tenir de Dieu même.

Si, donc, Pie IX, dans les premiers moments de l'enthousiasme qui enflamma la population romaine à la nouvelle des événements de Lombardie, n'osa point s'opposer, dans ses Etats, à une levée de boucliers contre l'empereur d'Autriche ; s'il s'organisa, en quelques jours, une armée de vingt mille hommes qui courut au delà du Pô ; toujours est-il, qu'à peine remis de cette première stupeur, Pie IX déclara nettement, en plein consistoire, le 29 avril 1848, que son cœur réprouvait la guerre faite à la maison d'Autriche. C'est ainsi que la papauté scella de nouveau son alliance avec le régime ancien et détesté ; c'est ainsi qu'elle rompit avec les peuples, et qu'en refusant de sanctionner le décret de guerre aux barbares proclamé par les Lombards, elle rendit son dernier souffle de vie.

Le peuple ouvrit alors les yeux et ne voulut plus être dupe.

Son pape ne croyait pas à la sainteté du droit de l'indépen-

dance italienne; donc il n'était pas saint, donc on ne pouvait plus l'aimer. Et c'est ainsi qu'aux premières ivresses de l'amour succéda bientôt la haine la plus sombre et la plus implacable qui soit jamais entrée dans des cœurs mortels.

Le peuple s'agite, et les ministres effrayés abandonnent le gouvernement. Pie IX tremble de nouveau; ses hésitations recommencent, et il écrit une lettre autographe à l'empereur pour l'engager à céder amiablement sa souveraineté sur l'Italie; pour conseiller à la nation allemande de reconnaître pour sœur la nation italienne, chacune d'elles devant, d'ailleurs, rentrer dans ses *confins naturels*, par suite de traités honorables, et avec la bénédiction de Dieu. — Mais si la guerre était juste, pourquoi ne pas la faire? si elle était injuste, pourquoi exhorter l'empereur à des concessions qu'il devait repousser? Et si les nations ont des *confins naturels*, c'est donc aussi un droit naturel de les défendre; et celui qui ne les respecte pas, outrage la nature et Dieu. Dans cette situation, renoncer à la voie des armes pour se borner à conseiller, était sottise ou perfidie. Comme si l'empereur abandonnerait l'Italie devant une prière plutôt que devant une armée.

Mais bien que le pape fût opposé à la guerre, il ne pouvait arrêter le cours des événements. Il appela donc à la tête du gouvernement des hommes tels qu'ils pouvaient être acceptés par tout le monde. On remarquait, parmi les nouveaux ministres, Terenzio Mamiani, versificateur élégant, métaphysicien instruit, esprit subtil, adroit et prudent, qui crut que la suprême sagesse était de louvoyer toujours dans les moyens termes, et de tenir en balance les partis extrêmes, tantôt en cédant, tantôt en temporisant. Le président des ministres était le cardinal Soglia, le même qui, deux mois plus tard, écrivait au nonce du pape, séjournant alors à Inspruck, une lettre en chiffres, qui fut interceptée et publiée à Milan, dans le journal l'*Italie du peuple.* Sous le secret de ces chiffres, cette lettre cachait une trahison que révélait, d'ailleurs, une apos-

tille par laquelle il était recommandé au nonce de faire savoir à l'empereur que les instructions du saint-père n'étaient pas conformes à celles de ses ministres. Qu'on juge, d'après cela, s'il était possible de tenir en balance le parti qui conspirait secrètement avec la maison d'Autriche, et le parti qui voulait la combattre; s'il était possible de faire marcher d'accord les milices nationales et les prélats qui les trahissaient.

Le ministère s'occupa d'organiser une ligue des princes italiens, qui déjà redoutaient la puissance croissante de Charles-Albert; qui redoutaient encore plus la liberté naissante. Il s'occupa, en même temps, de continuer la guerre.

Le 5 juin 1848, furent convoqués à Rome les conseils législatifs qui, en approuvant les actes et les intentions exprimées par les ministres, fortifièrent leur autorité et tinrent en respect les fantaisies papales.

C'était une consolation et une joie pour le peuple que d'apprendre les glorieux faits des milices romaines, qui combattaient dans les provinces vénitiennes. L'histoire conservera le souvenir de l'enthousiasme et de l'ardeur dont ces milices firent preuve dans la défense de Vicence.

Pendant que Charles-Albert campait devant Peschiera, le passage des Alpes restait ouvert aux armées autrichiennes. L'armée de Radetzky s'était renforcée de plus de dix-huit mille hommes, dont une partie, dirigée sur Vicence, essaya d'emporter cette place. Vicence, gardée par deux mille volontaires des Romagnes et par quelques centaines de Lombards, repoussa vaillamment un premier assaut.

Le général Durando accourut, avec cinq mille hommes, pour secourir la ville menacée. Radetzky persistant obstinément dans son but, tenta un nouvel assaut, et ses bataillons furent repoussés encore une fois par la valeur italienne.

Mais les armées autrichiennes ne furent pas aussi facilement battues à Goïto. Le maréchal Radetzky, ayant changé ses plans, passa l'Adige avec trente mille hommes et soixante-dix

canons; il prit la route de Montagnana, et déboucha, le 10 juin, devant Vicence.

La garnison de cette ville se composait alors d'un corps de dix mille hommes commandés par le général Durando. Là étaient réunis le gros des milices romaines, et une foule de volontaires accourus de toutes les parties des Etats romains pour la guerre italienne. Par défaut de munitions et après une lutte acharnée de seize heures, Vicence succombait et capitulait : elle succombait écrasée par des forces supérieures. Les milices romaines sortirent de Vicence avec armes et bagages, drapeaux déployés, et tambours en tête, sous la promesse de ne point prendre part, pendant trois mois, à la guerre contre l'Autriche. Forcées de repasser le Pô, elles furent suivies, peu après, par les troupes qui tenaient garnison à Trévise, et c'est ainsi que quinze mille hommes rentrèrent dans les États romains.

Ces désastres n'étaient que le prélude de nouveaux désastres. Les armées impériales l'emportaient. Charles-Albert, à qui le cœur manqua bien plus que la fortune, vaincu sur l'Adige, et poursuivi par Radetzky, ne défendit point les rives de l'Adda, et vint se réfugier dans Milan. Il promettait de s'ensevelir sous les ruines de la ville héroïque, plutôt que de la céder sans combattre; puis il se laissait gagner par le désespoir, et fuyait en toute hâte, abandonnant la capitale de la Lombardie, comme une proie et comme une victime, aux vengeances autrichiennes. Il est vrai que dans la capitulation secrète qui intervint entre Radetzky et le roi vaincu, le général promit que la ville serait sauve; mais la foi autrichienne pouvait bien entendre par là que la ville, c'est-à-dire les édifices de la ville, seraient saufs, en se réservant toute liberté de frapper ses habitants.

Les États romains, dont les milices étaient accourues combattre les Autrichiens, se virent attaquées à leur tour. Le général Welden, ayant passé le Pô à la tête de huit mille hommes, entra dans Ferrare, et parut bientôt devant Bologne.

Le pro-légat de Bologne était alors César Bianchetti. Il convoqua les commandants des milices civiles et des troupes régulières ; il tint conseil avec le sénateur Zucchini, avec le comte Charles Pepoli, avec les commissaires et les magistrats, non point pour ordonner et organiser la défense acharnée, et à tout sang, comme le voulait le peuple, comme l'exigeaient le devoir envers la patrie, les désastres de la Lombardie, et les nécessités de la guerre ; mais pour savoir desdits sénateurs, commandants et commissaires, s'il était possible de défendre la ville. Un général suisse, Latour, un colonel Zuccheri, et d'autres, déclarèrent en conseil que la plus grande partie des troupes qui se trouvaient à Bologne, étaient sorties de Vicence et de Trévise, sous la promesse de ne pas combattre, pendant trois mois, contre les Autrichiens ; que les forces autres que celles qui avaient capitulé, ne suffisaient point pour résister ; et que, dès lors, il y avait lieu de se retirer à la Cattolica et d'y attendre l'ennemi.

Nous ne comprenons pas comment les troupes qui avaient capitulé à Vicence et à Trévise, auraient pu combattre les Autrichiens à la Cattolica, et n'auraient pas pu les combattre à Bologne. Observer la foi jurée est un devoir pour tous les peuples ; mais c'est aussi un droit d'interpréter les traités et de ne pas permettre qu'on en abuse. L'engagement pris par les troupes capitulées de ne pas faire la guerre aux Autrichiens, leur interdisait certainement toute offensive, mais pouvait-il leur interdire de se défendre sur leur territoire, contre une attaque imprévue qui ressemblait à un coup de main nocturne ? — Au surplus, si le magistrat qui exerçait le pouvoir à Bologne se faisait un cas de conscience de violer cet engagement, cela ne l'empêchait point de se défendre. Les milices une fois sorties, restait Bologne, restaient les barricades, restait à crier, des balcons du palais, au peuple assemblé : « Si les Croates sonnent de leurs trombes, nous, nous sonnerons nos cloches. »

Dans la nuit du 4 août, nos milices sortaient de Bologne,

gardée désormais par quelques carabiniers, quelques gardes des finances, et par un peuple ardent et prêt à se soulever. M. Bianchetti fit choix de quelques habitants qu'il députa au général Welden, pour protester contre cette subite violation du territoire. Le général autrichien écouta la protestation, congédia les députés, et, dans la matinée du 7 août, il entra dans Bologne avec une partie de ses troupes. Après une courte entrevue avec Bianchetti, il fit sortir ses soldats par la porte San-Felice.

Mais, à la première vue des Autrichiens, le peuple s'était levé furieux. Les habitants des campagnes accouraient, raillant et provoquant les Croates; et des paroles irritées, l'on en vint bientôt aux armes et au sang. Plusieurs soldats furent blessés : un officier fut massacré. Le général Welden ordonna alors à ses cinq mille hommes d'attaquer d'assaut la ville.

Loin de se laisser abattre, le peuple, exalté jusqu'à la furie, se mit à crier : *Aux armes!* Aussitôt, chaque tête de rue fut barrée et barricadée : les cloches sonnaient le tocsin, tandis que les habitants armés couraient aux barricades.

La lutte s'engagea dans la matinée du 8 août. Les Autrichiens canonnaient la ville de la porte San-Felice; puis étant montés, par la porte Galiera, sur la montagnola qui domine Bologne, ils purent de là la foudroyer sans obstacle.

Le peuple, ne pouvant plus tenir derrière les barricades, se précipita hors des portes, et attaqua corps à corps les troupes autrichiennes, sans s'effrayer des charges de la cavalerie ennemie, ni du feu continuel de son artillerie. A côté des intrépides habitants de Bologne, combattaient les carabiniers et les gardes des finances, affrontant à l'envi les périls, et parvenant à déloger l'ennemi de la montagnola. Après quatre heures d'une lutte acharnée, le peuple, poussant devant lui les fantassins et les cavaliers qui cherchaient à s'ouvrir un passage à travers les rues barricadées, avait chassé les impériaux de toutes leurs positions, et les avait mis dans une complète déroute. Welden fuyait, laissant entre nos mains plusieurs centaines de prison-

niers. Nos pertes furent considérables, mais moindres toutefois que celles de l'ennemi.

Ce fut là une véritable bataille du peuple. Les politiques sensés, modérés, prudents, avaient désespéré; ils avaient jugé que c'était folie de résister, et le peuple eut foi dans sa folie; l'imprudent qu'il était, n'eut-il pas l'audace de se défendre et de triompher! Le peuple n'a pas les rares qualités des politiques habiles, et pourtant il peut tout ce qu'il veut, et sous sa main, comme sous celle de Dieu, tout ploie ou tout s'élève. Là où pour protester, les savants hommes d'Etat prennent en main la plume, ce faible obstacle contre les armées, le peuple, lui, prend les armes; il défend ce que les hommes d'Etat abandonnent. Il ne compte pas les ennemis; en prodiguant ses coups, son sang et son âme, il fait éclore et scelle, en quelques heures de bataille, le progrès lent et caché des siècles : il se fait l'exécuteur des décrets de la civilisation, l'initiateur du mouvement nouveau qui entraîne la société.

La victoire des habitants de Bologne, la guerre qui se ranimait d'une manière imprévue, la déroute de Charles-Albert, les desseins connus du misérable Bourbon de Naples, les ténèbres qui s'étendaient de nouveau sur l'Europe, toutes ces circonstances, loin d'abattre la population des États romains, ne firent que l'exalter davantage. Cette exaltation s'accroissait et de la haine contre l'Autriche, et de la défiance où l'on était des embûches du pape, et du désir ardent de combattre, et de l'espérance de vaincre. A peine les milices réunies à la Cattolica connurent-elles la victoire de Bologne, qu'elles reprirent le chemin de cette ville : les volontaires accouraient, d'ailleurs, de toutes parts, et la plus vive agitation régnait dans les Etats romains. Le général Welden repassa le Pô, et Pie IX protesta.

Et comment protesta-t-il? l'agitation était à son comble à Rome. La ville éternelle ressentait vivement le coup qui venait d'atteindre Milan, et voulait recommencer la lutte. Les

ministres Mamiani et Campello montèrent à la tribune et proposèrent au parlement romain des mesures de guerre qui furent immédiatement approuvées. Mais Pie IX qui, lui aussi pourtant, avait protesté, ne voulut point ratifier cette décision.

Le comte Terenzio Mamiani, homme prudent et très-modéré, ne put pas vaincre l'obstination du pontife, et impuissant qu'il était à maintenir en équilibre la théocratie et la démocratie, il sortit du ministère.

Le peuple fut alors désabusé. Pie IX n'était ni un Alexandre III ni un Jules II; il ne voulait point chasser les barbares; c'était un Clément VII, un Autrichien; et, loin de ressusciter les morts, le cruel voulait enterrer les vivants.

Rome frémissait, et le pontife faisait choix de nouveaux ministres. Le docteur Pellegrino Rossi, le général Zucchi, le duc de Bignano et le professeur Montanari succédèrent à Mamiani et à ses collègues. C'était non des ministres, mais des fossoyeurs pour creuser la fosse de la défunte papauté!

Le docteur Pellegrino Rossi voulait imprimer à la politique des États romains une nouvelle direction, éloigner les esprits de la guerre italienne, faire alliance avec le Bourbon de Naples, s'adjoindre à la réaction européenne, et en même temps publier des codes, réformer l'organisation civile, et introduire des perfectionnements dans l'administration. Le journal du gouvernement soutenait des opinions hostiles à la maison de Savoie, et l'on y parlait du manque de foi du roi de Piémont.

Le peuple se crut trahi. Pour lui, toutes les réformes consistaient dans l'expulsion des barbares, dans la conquête de la liberté nationale, et avant qu'on ne songeât à créer des codes, il voulait qu'on créât l'indépendance de la nation. Le sang lombard lui criait du Pô : *armes et vengeance!* et tous ceux qui étaient sourds à ce cri, lui devenaient odieux. — Et puis, pourquoi parler du défaut de foi du roi de Piémont? — Pourquoi ne pas oublier des fautes et des malheurs, et ne pas parler

plutôt de la revanche que Rome devait prendre des désastres de la Lombardie.

Le peuple se croyait trahi; sa fureur montait déjà jusqu'à déborder.

Le parlement fut convoqué pour le 15 novembre. Le peuple s'était porté en foule devant la porte du palais où siégaient les députés; le ministre Rossi parut, et traversa la foule agitée avec cette attitude de dédain qui lui était habituelle. A un certain mot qu'on lui jeta, il leva la tête avec un regard de mépris. Un homme se jette alors sur lui, lui traverse la gorge d'un coup de couteau et disparaît.

Ce fut là l'étincelle qui détermina l'incendie. Pendant tout le reste du jour et pendant la nuit, la ville fut livrée à une sourde agitation; mais le lendemain éclata une de ces grandes et formidables tempêtes populaires, qui entraînent et brisent tout dans leur marche impétueuse. Les rues et les places étaient encombrées; soldats et citoyens frémissaient et s'organisaient en bande; partout flottaient les enseignes tricolores, partout retentissaient des chants de liberté. Un rassemblement immense se porta bientôt vers le Quirinal. Arrivé devant le palais du pape, le peuple lui envoya des députés pour le prier de choisir de nouveaux ministres. Le pape refusa d'adhérer à ce vœu, et son refus fut transmis à la multitude du haut d'un balcon par le général Galletti, l'un des députés. Une grande rumeur s'élève dans les rangs de la foule, à laquelle répond du palais une fusillade inattendue. Le peuple se disperse; le silence succède à la tempête. — Mais peu de temps après, la foule envahit de nouveau la place, et cette fois avec des armes, non plus avec des prières. Un canon, monté à bras jusque-là, est pointé contre les portes du Quirinal; tous crient d'une voix terrible et menaçante qu'il faut changer les ministres.

La révolution fut consommée ce jour-là, et c'est du 16 novembre que commencent les nouveaux temps, la nouvelle vie

de la nation romaine. Ce jour-là le peuple brûla, de ses propres mains, ce qu'il avait adoré pendant tant de siècles, et il adora ce qu'il avait brûlé. Il crut qu'un pape partisan de l'Autriche, et ennemi de la liberté italienne, avait perdu tout droit de souveraineté temporelle, et il plaça l'autorité de la nation au-dessus de l'autorité catholique. De troupeau qu'il était, il se fit peuple.

Le pontife atteré ne savait quel parti prendre; tous l'avaient abandonné. Les prélats, les cardinaux, tous ceux qui nous oppriment aujourd'hui, grâce aux armes étrangères, tous ceux-là s'étaient cachés et ne donnaient plus signe de vie. Et cependant il fallait prendre un parti. Pour calmer la ville, et mettre fin au tumulte grandissant, on promit de satisfaire au vœu du peuple.

Il a été assuré à l'auteur de ce récit, que le pape réunit en conseil, dans la nuit qui suivit, quelques-uns des habitants les plus marquants de Rome. Son visage avait la pâleur de la colère comprimée. Il demanda quels étaient les hommes auxquels il devait remettre le gouvernement, et comme un prélat lui citait les noms de deux des prédécesseurs de Rossi, le pape lui coupa immédiatement la parole, en s'écriant : « Je m'étonne qu'on ose me salir les oreilles de pareils noms. » — Il se fit un moment de silence, puis le pape leva la tête, et demanda à un commandant des milices si ses troupes étaient fidèles. L'honnête soldat répondit : « Si Votre Sainteté veut s'en servir contre le peuple, je ne puis répondre d'elles. » Pie IX, à ces paroles, frappa la table de son poing, en s'écriant avec angoisse : « Il ne me reste plus qu'à appeler les foudres de Dieu sur les rebelles. » Puis il sortit, laissant ses conseillers stupéfaits.

Pendant que, rappelé à Rome par le parti qui le voulait pour ministre, Terenzio Mamiani reprenait son portefeuille et recommençait à rêver d'une troisième pondération entre la papauté et la démocratie, Pie IX, dans le moment le plus

obscur de la nuit du 24 novembre, sortait secrètement de Rome. Une voiture, marquée d'armoiries étrangères, emportait à Gaëte le pontife déguisé, suivi de la comtesse Spaur.

Ce fut en vain qu'à deux reprises différentes le parlement députa vers le pontife les membres les plus notables du sénat et de la commune, pour le supplier de rentrer dans Rome. Toutes les prières furent inutiles. Le pape, de son côté, nomma deux fois un conseil pour gouverner l'Etat, et deux fois les élus refusèrent. Il n'y avait donc plus de gouvernement à Rome. Le parlement créa une junte provisoire et crut devoir se dissoudre. Pendant deux mois, cette junte gouverna. Mais l'autorité du pape n'existant plus, l'autorité des pouvoirs constitués par le pape devait aussi cesser d'exister, et du décret de la révolution de Rome on devait en appeler à tout le peuple des États romains.

Par ordre de la junte, le peuple se réunit donc dans ses comices pour élire, en vertu du suffrage direct et universel, une assemblée constituante. Sur une population de deux millions huit cent mille habitants, trois cent quarante-trois mille votants se rendirent aux comices.

Les représentants du peuple se réunirent, à Rome, le 6 février, et le 9, après quinze heures de discussion solennelle, l'assemblée souveraine décréta la papauté déchue de son pouvoir temporel sur les États romains. Elle proclamait la république du haut du Capitole, aux immenses applaudissements du peuple, et en confiait le gouvernement à un comité investi du pouvoir exécutif.

Mais pendant que la liberté naissante s'organisait à Rome, Rome et l'Italie recevaient un coup fatal, par suite de la défaite de l'armée piémontaise à Novare. Charles-Albert abdiquait, et son fils, en lui succédant, se confessait vaincu : un armistice mettait fin à la guerre. La magnanime Brescia, soulevée sur les derrières de Radetzky victorieux, était remise sous le joug après d'horribles massacres; et c'est en vain que Gênes pro-

testait en refusant de se soumettre à l'armistice, et en criant : Guerre à l'Autriche!

Peu de temps après, une multitude de paysans armés, provoqués et payés par les partisans du duc fugitif, faisait irruption dans Florence, et au gouvernement de Guerrazzi succédait un autre gouvernement.

L'assemblée romaine, qui avait déjà élu pour triumvirs et investi de pouvoirs absolus, Joseph Mazzini, Saffi et Armellini, n'était plus désormais entourée que d'ennemis. Abandonnée à elle seule, elle ne désespéra point, et le 14 avril, elle publia la déclaration suivante : à savoir qu'elle résisterait jusqu'à la dernière extrémité et qu'elle ne consentirait à aucune négociation.

Et, en réalité, l'ardeur républicaine, loin de s'affaiblir, s'exaltait chaque jour davantage. Le gouvernement s'occupait de réunir les milices éparses, et appelait au ministère de la guerre le général exilé Avezzana, arrivé de Gênes. Huit mille Lombards étaient attendus, pour lesquels on avisait à se pourvoir d'armes ; une fonderie était établie, pendant que des officiers instruits donnaient leurs soins à l'organisation de l'artillerie, et avant un mois, la république aurait pu mettre en ligne, pour sa défense, quarante mille combattants.

Le but du gouvernement de Rome était de commencer, avec une meilleure fortune, la troisième guerre d'Italie : non plus, cette fois, une guerre royale, mais une guerre de peuple, et de descendre en Lombardie.

De son côté, le général Guillaume Pepe écrivait de Venise pour demander au triumvirat la formation, sur les confins du royaume de Naples, d'un corps de dix mille hommes, dont la plupart avaient combattu sous ses ordres dans la lagune, pour envahir le royaume, et y établir un gouvernement dévoué à la cause italienne.

Mais pendant que la république, à peu près désarmée, apprêtait ses armes pour une si grande guerre, son territoire

était occupé, non par les Autrichiens, non par les royaux de Naples, mais par des républicains de France, qui débarquèrent à Civita-Vecchia le 24 avril : et c'est ainsi que tous les plans du triumvirat furent détruits en naissant. Le général Oudinot, représentant du peuple français, commandait l'expédition. A peine débarqué, il publia la déclaration qu'il n'était envoyé ni pour défendre ni pour détruire notre gouvernement, et qu'il ne se mêlerait point d'affaires politiques. Il venait, disait-il, pour contrebalancer l'influence des armes autrichiennes; il ajoutait que le peuple serait consulté sur la forme du gouvernement à adopter, et que son armée paierait comptant toutes marchandises et tout service. Il fit même planter un arbre de la liberté où le drapeau français flottait à côté du drapeau italien. Certains français, d'ailleurs, se livraient à un grand partage de liberté et de fraternité : c'était, selon eux, une grande faveur du ciel qu'il voulût bien donner à notre état menacé le puissant appui de l'alliance française.

Mais le peuple et le gouvernement n'étaient que médiocrement touchés de ces effrontées balivernes. L'assemblée romaine protesta, *au nom du peuple et au nom de Dieu*, contre cette violation subite du territoire, qui n'avait été précédée d'aucun avertissement, et qui ressemblait à une invasion de barbares et de pirates. Elle sommait le général français d'avoir à respecter et la souveraineté du peuple romain, qui avait librement élu ses premiers magistrats, et le nouvel ordre politique; elle le sommait, en outre, d'avoir à respecter la constitution de sa propre patrie, qui proclame que la nation française *ne fait jamais la guerre contre la liberté d'aucun peuple;* — elle ajoutait que sa ferme résolution était de résister.

L'assemblée et le triumvirat envoyèrent deux députés au général qui, de son côté, envoya des députés au gouvernement. Mais toute négociation était inutile entre gens dont les uns tendaient un piége, dont les autres, trop clairvoyants, ne voulaient pas y tomber. Les triumvirs romains répondirent

aux députés d'Oudinot que l'armée française ne pouvait être qu'amie, ennemie ou neutre; qu'ils ne comprenaient point, si elle prétendait être neutre, comment elle avait pu envahir un territoire qui ne lui appartenait point; que si elle n'était point ennemie, elle était donc amie; qu'elle venait donc pour défendre la république, et que, dans ce cas, elle devait ou se porter aux frontières ou rester à Civita-Vecchia : que, quant à Rome, elle n'avait que faire de ce secours. Les députés d'Oudinot répliquèrent que la volonté de leur gouvernement était que Rome fut occupée; — et cela dit, ils partirent.

Le 26 avril, les triumvirs firent connaître à l'assemblée les intentions manifestées par le général français; et l'assemblée, après en avoir délibéré, rendit ce court et mémorable décret :

« L'assemblée, d'après les communications qui lui ont été faites par le triumvirat, lui confie le soin de sauver la république, et de repousser la force par la force. »

Le peuple des tribunes poussa des cris et des *vivat*. Le représentant Cernuschi, pâle et vivement ému, monte à la tribune, et, s'adressant au peuple, il l'engage à sanctionner, au besoin, de son sang, le décret de l'assemblée. Tirant de dessus sa poitrine son écharpe de représentant, il la déploya et l'agita, en s'écriant : « Tes législateurs, ô peuple, ont rempli leur devoir, et toi, demain, tu rempliras le tien, quand on t'appellera pour la bataille. Quant à nous, ceints de cette écharpe, nous te conduirons au combat : nous mourrons ou nous vaincrons avec toi. » Le peuple sortit en criant : *Aux armes! aux barricades!*

Les milices éparses, qu'on avait pu réunir, montaient à sept mille hommes armés. Ces forces étaient divisées en quatre brigades. La première, commandée par le général Garibaldi, défendait la partie de l'enceinte, qui s'étend depuis la porte Portèse jusqu'au delà de la porte Saint-Pancrace. La villa Corsini, construite sur la colline qui, en face de cette porte, domine les murailles de la ville, était gardée par un premier

détachement, dont les compagnies s'étendaient jusqu'à la villa Pamphili.

La seconde brigade rejoignait la première par son aile gauche et défendait l'enceinte jusqu'à la porte Angelica.

La quatrième se tenait sur la place Cesarini et à Chiesa-Nuova, prête à entrer en ligne. La troisième brigade, formée de la cavalerie, était rangée en bataille sur la place Navone.

C'était le dernier jour d'avril. A neuf heures du matin, les premiers bataillons français parurent dans la direction de Brevetta, en face de la brigade de Garibaldi, dont l'avant-garde s'était arrêtée à Brevetta même. Se repliant alors à gauche, les Français, guidés par la haute coupole de Saint-Pierre, arrivèrent jusqu'aux murs et tentèrent d'emporter, par un vigoureux assaut, la partie de l'enceinte, qui s'étend de la porte Angelica à la porte Cavalleggieri, et que défendait la seconde brigade. Sortant alors par la porte Saint-Pancrace, Garibaldi attaqua les Français en flanc. Ceux-ci, pour le repousser, furent obligés de tourner le dos à la ville et de faire face à la villa Pamphili, tandis que Garibaldi, de son côté, était contraint à se replier, avec les siens, sur la villa Corsini. Dans le même temps, les bastions du Vatican étaient vivement attaqués. Les troupes de réserve se mirent en mouvement, les carabiniers accoururent pour renforcer les bastions, tandis que la quatrième brigade sortait pleine d'ardeur au secours de la première, et rendait ainsi la bataille générale. Les nôtres reprirent tout le terrain qu'ils avaient perdu : ils repoussèrent l'ennemi de la porte Saint-Pancrace, et c'est à grand'peine, malgré tous leurs efforts, que les Français se soutenaient à l'attaque du Vatican. La première et la quatrième brigade réunies s'étant alors élancées pour les prendre en flanc, ils battirent en retraite laissant trois cents soldats prisonniers, six officiers et un chef de bataillon. Les Français se retirèrent à Brevetta, à trois milles de la ville, et après une courte halte, ils se dirigèrent sur Castel di Guido.

Pendant que l'artillerie française tonnait autour de Rome, le peuple armé et les milices citoyennes défendaient les bastions ou montaient la garde aux barricades. Aux barricades comme aux bastions, on voyait des représentants du peuple, ceints de leur écharpe, encourager et exciter les combattants.

On remarquait dans les rangs du peuple le même ordre que dans une armée disciplinée : il obéissait aux paroles, aux signes de ses magistrats, et, là où le péril l'appelait, il accourait spontanément.

Cependant, les événements se précipitaient; l'Europe des rois avait décrété la mort de notre république. Les Français avaient pour auxiliaires les royaux de Naples, les Espagnols et les impériaux. Les armées du Bourbon occupaient Albano et Velletri; les Espagnols campaient devant Fiumicino; les impériaux attaquaient Bologne.

Le général Garibaldi fut envoyé pour chasser les Napolitains. Sorti de Rome, il marcha sur Palestrina, où il s'arrêta. Les Napolitains détachèrent, pour l'attaquer, une colonne, qui fut mise en déroute après une longue mêlée.

Dans le même temps, la généreuse Bologne succombait après douze jours d'assaut. Vaincue, cette fois, par des forces supérieures, après avoir égalé l'héroïsme de Brescia, après avoir plusieurs fois refusé d'entrer en négociations, après avoir fait tout ce qu'il était en son pouvoir de faire, Bologne tomba comme un lion qu'on chasse ; — elle tomba glorieusement.

Les impériaux poussèrent alors jusqu'à Ancône; et, pendant que, de tous les côtés, se resserrait autour de Rome le cercle des armées ennemies, pas un rayon d'espérance ne perçait à travers les ténèbres de la réaction européenne.

L'assaut de la ville de Rome émut l'assemblée française. Elle comprit alors quelle avait été l'intention qui avait présidé à cette expédition. Par une déclaration solennelle, elle invita le gouvernement à ne pas permettre que l'expédition fût plus longtemps détournée de son but, et M. de Lesseps fut envoyé

à Rome. L'envoyé de France conclut un armistice et proposa un traité qui fut repoussé. L'assemblée romaine en proposa un autre, par lequel les deux parties s'accordèrent.

Mais à l'assemblée constituante française avait succédé l'assemblée législative. Le gouvernement français, certain alors de l'assentiment des nouveaux législateurs, donna l'ordre au général Oudinot de recommencer l'attaque, et le général refusa de ratifier le traité que M. de Lesseps avait signé de son nom.

L'armistice fut dénoncé, et le général, en le dénonçant, promit de différer l'assaut jusqu'au 4 juin. Dans la nuit du 2 au 3, les troupes étaient retirées dans leurs casernes, pour ne pas se fatiguer inutilement; les seuls avant-postes veillaient. Les dépendances de la villa Pamphili qui touchent à la ville sont composées du jardin à droite et du bois à gauche. La villa était gardée par quatre cents soldats seulement, lorsqu'elle fut attaquée, le 3 juin, aux premières lueurs du jour, par deux brigades, l'une commandée par le général Molière, l'autre par le général Jean Levaillant. Elles s'avancèrent toutes deux, la première dans la direction du jardin, la seconde dans la direction du bois, appuyées encore par deux autres brigades. Un gros de fantassins ayant pénétré dans la villa par une brèche, les soldats de notre avant-garde qui se trouvaient dans le jardin purent se réfugier au casino Corsini et dans l'église de Saint-Pancrace; mais ceux qui défendaient le bois eurent leur retraite interceptée par les bataillons ennemis, entrés par la porte qui ouvre en face de la villa, et furent faits prisonniers. Les deux cents autres qui, du jardin, s'étaient réfugiés dans l'église de Saint-Pancrace et dans le casino Corsini, dirigeaient une vive fusillade sur l'ennemi et résistaient au choc de huit mille Français. Vaincus par le nombre, ils se retirèrent dans une grande maison appelée le Vascello, et, rassemblés là, ils se portèrent encore sur le casino Corsini, dont ils s'emparèrent.

Mais la ville s'était déjà soulevée au bruit de la bataille, et,

à cinq heures du matin, la division commandée par le général Garibaldi sortait et se jetait tête baissée sur les bataillons ennemis. La lutte dura seize heures. La villa Corsini et la villa Valentini, nécessaires aux Français pour commencer leurs opérations de siége, furent enlevées par eux, reprises par nous, puis, enfin, définitivement perdues. Les Romains étaient novices dans le métier des armes; les commandants ne possédaient pas une grande science militaire, mais l'amour de la patrie suppléait à tout.

Deux fois les troupes françaises battirent en retraite, et deux fois elles rentrèrent en bataille, après avoir renouvelé leurs forces, bien supérieures aux nôtres.

Si la valeur italienne succomba, ce ne fut pas sous la *furie* française, mais sous des forces supérieures et sous le manque de foi. Les Français restèrent maîtres des villas Pamphili, Valentini et Corsini; mais si le général Oudinot avait maintenu ses promesses, s'il n'avait pas commencé l'attaque la veille du jour qu'il avait assigné, nous aurions encore eu l'avantage, et une seconde victoire aurait prouvé au monde que nos bandes, toutes novices qu'elles fussent, n'étaient pas impropres à la guerre.

La nuit suivante, l'armée française entama ses parallèles, et le siége commença. Pendant qu'Ancône succombait sous les coups d'une armée autrichienne, Rome était foudroyée par l'artillerie française; mais Rome résista jusqu'à la dernière extrémité. L'Europe était liguée contre elle, et elle protestait en prodiguant son sang.

Le gouvernement ne capitula point. L'assemblée, après avoir entendu le général Garibaldi et, vu les derniers événements de la guerre, déclara, le 1er juillet, que toute résistance était devenue impossible et n'en resta pas moins à son poste. L'armée française entra dans Rome le lendemain, et le 3 juillet, devant ses bataillons campés sur la place, les législateurs romains promulguèrent la Constitution du haut du Capitole,

au milieu des *vivat* d'une immense multitude. Ils restèrent au Capitole jusqu'au moment où les baïonnettes françaises chassèrent les élus du peuple de ce saint asile.

Mais, comme sur les ruines de la Rome païenne se sont levées les grandeurs de la Rome catholique, de même sur les ruines de la papauté s'éleveront la puissance de la Rome du peuple et le troisième âge de la civilisation italienne.

CHAPITRE XXVI.

VENISE. — CONTINUATION DU SIÉGE.

La marine vénitienne. — Sortie de Brondolo. — Le choléra éclate dans la capitale. — Le patriarche est menacé. — Ma lettre au comité de sûreté. — Tentatives de désordre provoquées par l'ennemi. — Un bataillon de l'île du Lido est sur le point de donner un fâcheux exemple. — Mon acte de rigueur envers un général de l'armée. — Expédient auquel j'eus recours pour guérir les imaginations échauffées de la fausse idée d'une sortie genérale. — Je suis élu représentant à l'assemblée. — Déclarations que je reçois, de la part du général de la garde nationale.

J'ai parlé, dans un autre chapitre, de la marine, dont l'organisation et les services ne satisfaisaient ni le gouvernement, ni la commission présidée par moi, ni la population, ni les cercles patriotiques, ni la presse. Plusieurs officiers, montés sur de petites embarcations, se comportaient vaillamment dans la lagune, soit en attaquant l'ennemi, soit en surveillant tous ses mouvements. Mais, quant à combattre l'escadre autrichienne en dehors de la lagune, il n'en fut fait aucune tentative un peu glorieuse. L'assemblée, au lieu de décréter une loi vigoureuse, qui aurait condamné à l'infamie tout officier suspect de peu d'empressement à affronter les dangers, se décida, dans un espoir très-mal fondé, à ordonner une levée, pour pourvoir aux pertes que la marine avait souffertes dans son per-

sonnel. Plusieurs circonstances ayant empêché cette levée de s'exécuter, il en résulta qu'on ne compta plus sur la division maritime, le seul espoir qui nous restât cependant pour prolonger la défense ; car, ou cette division, par une attaque désespérée, serait parvenue à détruire la flotte ennemie, ou elle l'aurait contrainte à quitter les eaux de l'Adriatique, et, dans ces deux cas, nous aurions retrouvé du pain pour vivre, et du salpêtre pour fabriquer de la poudre et répondre ainsi aux feux de l'ennemi.

Sur la fin de juillet, j'avais enfin obtenu, dans le district de Chioggia, ce que je désirais si vivement, de ne plus voir l'ennemi sur la rive gauche de la Brenta. Loin de tenter le passage du fleuve, il fut forcé de s'éloigner, malgré les nombreux travaux qu'il avait exécutés et les grands préparatifs qu'il avait faits en vue de ce passage. Mais, en guerre, il faut toujours faire le loup et jamais l'agneau. Cela veut dire, qu'il faut encore menacer alors même qu'on est à peine en mesure de se défendre. J'avais, en conséquence, ordonné au colonel Novaro, qui commandait le district de Chioggia, d'exécuter de petites, mais de fréquentes sorties. Je l'autorisai ensuite à porter jusqu'à mille hommes sa colonne de sortie, dans le cas où les rapports des espions lui auraient fourni des renseignements favorables. Le lieutenant-colonel Sirtori, toujours désireux de se signaler, se trouvait alors à Chioggia. Le colonel Novaro lui ayant confié le commandement de mille hommes environ, Sirtori poussa sa reconnaissance jusqu'au delà de Conche, délogea l'ennemi de ses fortes positions, lui prit un drapeau qui appartenait au 18e régiment et ramena deux cents têtes de bétail, du vin et du blé. Je ne crois pas me tromper en disant que ce drapeau autrichien fut le seul qui tomba entre nos mains pendant toute la guerre de l'indépendance.

L'ennemi trouvait toujours le moyen de se procurer d'habiles espions, et de faire répandre des bruits de toutes sortes

pour jeter l'alarme dans la population et dans la garnison. Je crus, en conséquence, qu'il fallait attribuer à des bruits de cette nature, semés dans une coupable intention, les premières nouvelles qui annonçaient la présence du choléra à Chioggia; malheureusement, ces nouvelles n'étaient que trop vraies. Il ne m'était pas difficile de prévoir combien cette maladie serait fatale à Venise, dont la population était entassée dans moins d'un quart de la ville. Les maisons de ce quartier étaient pleines, au point que des familles entières couchaient dans une seule chambre. Joignez à cela que la chaleur était excessive et la nourriture détestable. Par suite de ces circonstances, qui favorisaient le développement de la maladie, le choléra, s'il envahissait Venise, ne pouvait manquer de faire tous les jours de nombreuses victimes, et surtout parmi ceux qui étaient forcés de coucher au milieu des rues ou sur des barques de toutes dimensions. Une semaine après que la maladie se fut déclarée à Venise, il mourait, en effet, jusqu'à cent cinquante personnes par jour, et même plus, au dire de quelques médecins. Le gouvernement ayant institué une commission sanitaire, pourvut avec beaucoup de zèle, et non sans de grandes dépenses, à ce que les malades pauvres reçussent tous les soins possibles et à ce que l'on observât toutes les prescriptions conseillées par l'expérience. Mais toutes ces mesures étaient paralysées par un grand obstacle, à savoir le manque de médicaments nécessaires.

D'un autre côté, les incendies que les bombes allumaient dans les quartiers déjà abandonnés de la ville causaient des alarmes et une certaine confusion, parce que les propriétaires des maisons incendiées voulaient, en dépit du danger, aller reconnaître les dommages qu'ils avaient soufferts.

Tandis que Venise était en proie à ces calamités et que l'on combattait, à son front d'attaque, avec une vigueur toujours nouvelle, les menées de l'ennemi ne réussirent qu'à provoquer un seul désordre, désordre qui fut réprimé, et qui,

demeurant isolé, ne forma point de précédent dangereux. Je veux parler d'une manifestation tumultueuse dirigée contre le patriarche, qui, sympathique, comme tous les prêtres, au pouvoir sur la faveur duquel il croyait le plus pouvoir compter, préférait de beaucoup le gouvernement autrichien au gouvernement républicain de Venise. Les exceptions à ce que je dis ici sont bien rares. Combien rencontre-t-on d'archevêques comme monseigneur Capeccelatro, archevêque de Tarente, dans le royaume de Naples, ou comme monseigneur Sibour, archevêque de Paris? Ces préférences pour l'Autriche poussèrent le patriarche à souscrire une déclaration provoquante et qui pouvait engendrer des discordes. Deux ou trois habitants de très-mauvaise réputation, voulant jouer au patriotisme, profitèrent de la faute commise par le cardinal-patriarche, excitèrent une émeute et se firent suivre à son habitation pour l'arrêter; mais, au lieu d'entrer dans son appartement, ils entrèrent dans un appartement contigu, qui était celui du comte Quirino, et pendant ce temps le patriarche s'enfuyait ailleurs. L'émeute dura peu : elle se dissipa à l'arrivée de quelques officiers et patriotes, parmi lesquels était Tommaseo. Un très-petit nombre de militaires y avaient pris part, soit qu'ils eussent été entraînés par des bourgeois, soit qu'ils ignorassent de quoi il s'agissait. Pour prévenir de nouvelles manifestations semblables, et bien qu'il ne restât plus aucune trace de celle qui venait de troubler la ville, je fis arrêter ces militaires, avec la ferme intention de les soumettre à un jugement. Mais les bourgeois, qui avaient été les premiers fauteurs du désordre, se promenaient impunis sur les places publiques. Comme je voyais avec une profonde douleur que la conduite noble et héroïque de la population de l'Estuario risquait ainsi de recevoir une flétrissure, j'écrivis, à ce propos, la lettre suivante au comité de sûreté :

« Venise, le 4 août 1849.

Au comité de sûreté publique.

« En réponse à votre lettre, je dois vous dire que ce qui s'est passé hier au palais du patriarche m'a très-douloureusement ému, d'abord parce que j'y ai vu que des citoyens honnêtes peuvent être exposés aux violences de quelques misérables; ensuite, parce que je vois marquée d'une tache, aux yeux de toute l'Italie, la conduite magnanime des habitants de l'Estuario pendant l'espace de seize mois, conduite qui leur a coûté tant de sang et d'immenses sacrifices de toutes sortes.

« Déjà quatre militaires, dont deux appartenant au corps de Bandiera et Moro, que j'estime tant, ont été mis en jugement; d'autres le seront encore; d'autres, enfin, moins coupables, seront punis par moi. Quant aux officiers en disponibilité qui, sur la place de Venise, excitaient le peuple au désordre par leurs discours, ils seront envoyés dans une autre résidence.

« Mais comme les véritables fauteurs de l'ignoble scène de pillage, qui a eu lieu hier dans la maison du citoyen comte Quirino Stampalia, ont été des bourgeois, il est indispensable qu'ils soient punis sévèrement et que les moins coupables soient éloignés de Venise.

« Il ne vous est pas difficile de connaître les noms des principaux perturbateurs, puisqu'ils m'ont été indiqués à moi-même. Si l'on ne sévissait pas immédiatement contre eux, il serait impossible de prévoir les nouvelles hontes auxquelles nous serions exposés.

« Bien que ma seule mission soit de défendre Venise et la lagune contre les ennemis extérieurs; cependant j'éprouve, comme Italien, une telle humiliation du désordre d'hier, que l'impunité accordée aux premiers fauteurs de ce désordre

m'obligerait à me démettre sans retard du commandement en chef.

« Le général en chef,
« G. PEPE. »

Lorsque toute trace de l'émeute, dont l'imprudence du cardinal-patriarche fut la cause première, eut disparu, il s'ourdit dans l'armée une de ces machinations qui, si elles ne sont pas réprimées à temps, détruisent complétement la discipline. Quelques officiers supérieurs, qui n'avaient d'autre mérite qu'une excessive présomption et qui se plaignaient de n'avoir pas obtenu des grades qu'ils croyaient sottement avoir mérités, s'efforçaient de persuader à beaucoup de jeunes officiers qu'il eût été facile d'armer des milliers d'hommes du peuple, qui, accompagnés d'une colonne de milices, auraient pu exécuter une vigoureuse sortie et rentrer ensuite avec une grande quantité de vivres, de bestiaux et de salpêtre pour fabriquer de la poudre, ou même rapporter à Venise de la poudre fabriquée en terre ferme. Ces stupides et coupables insinuations poussèrent un grand nombre d'officiers de toutes armes, peu estimés pour la plupart, à se réunir pour délibérer sur les mesures à prendre et sur la rédaction d'un mémoire à m'adresser relativement à cette grande sortie, qui, à les en croire, devait tout sauver. Le soir, je fis donner l'ordre aux chefs de corps et aux membres les plus ardents de la commission de se rendre chez moi, et après leur avoir démontré l'absurdité de leur demande, j'ajoutai que, comme nous nous trouvions en présence de l'ennemi, ces réunions et ces délibérations étaient un crime capital, que je pardonnais pour la première fois, mais qu'à l'avenir je ferais arrêter et décimer ceux qui se seraient réunis pour un objet quelconque. J'ordonnai, en même temps, à tous les officiers supérieurs, et particulièrement à tous les chefs de corps, de se rendre chaque jour chez moi, à huit heures du soir, pour me faire un rapport verbal sur tout ce qui concernait la discipline et le bien-être

de leurs soldats. Ces mesures coupèrent court à tout nouveau désordre dans la ville et dans le district de Venise.

Mais dans l'île voisine du Lido, un bataillon dont, en souvenir des services qu'il rendit, et du courage dont il fit preuve tant de fois, je crois devoir taire le nom, refusa de s'embarquer pour aller tenir garnison dans le fort de Triporto. Sans perdre un moment, je chargeai le général Cavedalis de se rendre au Lido, de former le bataillon en carré, et de dire aux soldats que leur insubordination était une tache qui ferait oublier toutes leurs actions d'éclat et celles de leurs compagnons d'armes : qu'en conséquence, s'ils refusaient d'obéir, je me rendrais moi-même au Lido pour les faire mitrailler par les deux batteries de campagne qui se trouvaient dans l'île. Le bataillon obéit sur-le-champ.

Un général qui commandait dans une île peu distante de la capitale, enfreignant les ordres rigoureux qui prescrivaient aux officiers de tous grades de ne pas s'éloigner de leurs postes, venait chaque jour à Venise. Je lui fis connaître cette infraction à ses devoirs qui, en présence de l'ennemi, était presque un crime; et je le fis en termes énergiques. Le général m'écrivit une lettre qui violait la subordination. Il me menaçait, entre autres choses, d'en appeler au gouvernement pour obtenir justice de ma sévérité envers lui. Je lui fis dire immédiatement par le général Cavedalis, que s'il ne m'écrivait point sur l'heure pour me faire ses excuses de sa première lettre, j'enverrais un détachement de gendarmes pour l'arrêter, et que le lendemain un conseil de guerre déciderait de son sort. La lettre que je demandais ne se fit pas attendre.

Ces mesures promptes et vigoureuses dissipèrent jusqu'aux plus faibles traces d'indiscipline. Il est vrai de dire, d'ailleurs, que les exemples d'indiscipline furent très-rares dans les rangs de l'armée italienne qui défendit la Vénétie, et qui monta à trente mille hommes environ, en y comprenant les trois bataillons de Charles-Albert, les quatre légions romaines, et les ba-

taillons de Morandi et de Zambeccari qui furent en partie rappelés, en partie renvoyés dans leurs provinces respectives.

Je ne me contentai pas de m'opposer, par des mesures de rigueur, à ce que les officiers délibérassent sur la possibilité d'une sortie générale; je voulus encore les convaincre du peu de bonne foi, et de l'ignorance des officiers supérieurs qui avaient donné crédit à cette idée. J'envoyai l'un d'entre eux, qui était plus vantard que tous les autres, et qui avait le grade de colonel, dans une île très-rapprochée de Triporto, et là je lui écrivis officiellement que j'avais l'intention d'exécuter une brillante sortie dont il aurait eu le commandement, si je ne pouvais la commander moi-même, en lui faisant savoir que le but de cette sortie était d'approvisionner la Vénétie. Le colonel se confondit au reçu de ma lettre, et, dans la réponse qu'il m'adressa, il s'efforçait de me démontrer les immenses difficultés qui s'opposaient à l'exécution de cette sortie, et l'impossibilité qu'il y avait de trouver des vivres et du salpêtre dans cette partie de la lagune, qui était cependant celle qui se prêtait le mieux à des tentatives de cette nature. Il circula plusieurs copies de cette lettre qui provoqua d'universelles railleries.

A cette époque, la population de Venise voulut me donner une preuve de son estime, en me nommant député. J'ignorais complétement cette nomination, lorsque je reçus l'avis suivant :

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE VENISE.

« Le bureau du quatorzième arrondissement électoral fait savoir à S. E. le général en chef, Guillaume Pepe, que, d'après le vote émis par ledit arrondissement, il a été élu représentant du peuple près de la nouvelle assemblée, convoquée par décret de l'assemblée actuelle, en date du 17 juillet 1849.

« Venise, le 12 août 1849.

« Le président.

« GASSMY. »

Si Venise se fût maintenue libre, je n'aurais pas accepté l'honneur de siéger comme représentant à l'assemblée. Sauf des circonstances exceptionnelles, je refuserais toujours de servir ma patrie comme député dans une assemblée nationale.

Le choléra et le feu de l'artillerie ennemie, plus vif de jour en jour, contraignaient les habitants à abandonner leurs maisons pour se réfugier dans d'autres parties de la ville, qui étaient hors de la portée des boulets autrichiens, ou bien à se retirer dans d'autres îles de la lagune. Dans le même temps, mes soldats étaient décimés par la mort, par les blessures, et surtout par les maladies, à savoir le choléra et la fièvre qui sévit tous les ans, dans les îles voisines de Venise, et dans les marais qui entourent Brondolo ou qui bordent la Brenta. Il était devenu impossible de relever les gardes toutes les vingt-quatre heures, et je m'adressai, en conséquence, au général de la garde civique, pour qu'il me fournît trois cents hommes environ par jour, à qui j'aurais confié les postes les moins exposés. Mais le général de la garde civique, se fondant sur les motifs que j'ai exposés plus haut, me répondit avec tristesse qu'il ne pouvait me fournir que très-peu d'hommes, dans les circonstances où nous étions; circonstances, en effet, bien douloureuses!

CHAPITRE XXVII.

REDDITION DE VENISE.

Admirable conduite des Vénitiens. — Réunion de l'assemblée et décret qu'elle rend. — Le manque absolu de poudre et de pain oblige le gouvernement à traiter avec l'ennemi. — Ma résolution irrévocable, si l'ennemi n'avait point accordé une capitulation honorable. — On pourvoit aux besoins des milices. — J'abandonne Venise. — Lettre que je reçois de la municipalité. — Ma réponse. — Mon adresse aux troupes napolitaines qui avaient servi dans la lagune. — Conclusion motivée sur les vicissitudes de la péninsule. — Adresse à mes compatriotes italiens. — Ma profession de foi.

Le mois d'août s'avançait, et les Vénitiens donnaient l'exemple d'un patriotisme sans bornes et sans précédents dans l'histoire de l'humanité. Sans aller chercher jusque dans les fastes de l'antiquité, nous admirons l'énergie déployée par les concitoyens de Masaniello ; nous admirons aussi la conduite du peuple de Gênes, puis encore celle des Napolitains, lorsque sortant des murs de leur capitale, ils couraient en rase campagne combattre l'armée française de Championet. Il y a quelques mois à peine, nous assistions, émerveillés, aux prodiges de Milan, de Bologne, de Brescia. Mais la valeur désespérée des populations de Naples, de Gênes, de Milan, de Bologne, de Brescia, se comprend, parce qu'il leur était permis d'opposer l'attaque aux attaques ennemies. Mais la population de Venise, prison-

nière dans la lagune et au milieu de canaux intérieurs, ne pouvait prendre les armes ; elle était forcée d'attendre, impassible, les bombes, les grenades, les boulets froids ou rouges, le choléra et la faim, et elle supportait tous ces fléaux réunis avec un courage calme et une résignation que je n'ai jamais vus, et dont je ne connais pas d'autre exemple. Lorsque je me rendais en gondole pour inspecter les batteries établies en face de l'ennemi, il n'est pas jusqu'aux femmes de tout âge, il n'est pas jusqu'aux enfants qui m'applaudissaient de la voix et des mains, me suppliant de prolonger la défense, c'est-à-dire les souffrances communes. L'une de celles qui pesait le plus cruellement sur les pauvres et sur les riches, sur ceux qui avaient donné asile aux habitants forcés d'abandonner leurs maisons, et sur ceux qui profitaient de cette hospitalité, c'était le défaut d'espace pour se loger au milieu des chaleurs excessives de l'été. Ces souffrances, accrues encore de la disette, n'abattirent pas un instant le courage des Vénitiens, tant vivait invincible dans leurs cœurs l'amour de la liberté.

Le 6 août, l'assemblée se réunit pour délibérer sur la situation de la patrie. Voici ce qu'écrit à ce sujet le député Varé : « On ne voulait rien précipiter : mais on sentait la nécessité, vû le cas extrême où l'on était réduit, d'investir quelqu'un d'une autorité extraordinaire qui lui permît d'agir avec promptitude. Plusieurs voulaient différer encore, parce qu'ils ne connaissaient pas exactement les ressources des magasins en poudres de guerre, et en vivres. Ils ignoraient que pour arriver à vivre encore pendant trois semaines, on avait dû mêler à la farine une grande quantité de seigle ; d'autres encore voulaient différer, parce qu'ils espéraient toujours dans la marine ; d'autres enfin craignaient qu'un changement dans la forme du pouvoir ne fût considéré comme l'indice d'une fin prochaine, et que ce changement ne troublât l'ordre dans l'armée, ou n'excitât des agitations dans la ville. »

Ces objections pourtant ne prévalurent pas, et l'assemblée

concentra tous les pouvoirs dans les mains du président du gouvernement Manin, se réservant à elle-même de ratifier les décisions qui auraient un caractère politique.

On tenta, une dernière fois, d'obtenir de la division navale qu'elle répondît aux espérances que le peuple avait mises en elle; et dans le même temps, on essaya de renouer quelques négociations avec les autorités autrichiennes, mais aucune de ces tentatives n'aboutit. Le manque absolu de pain et de poudre avait décidé du sort de tant de magnanimes efforts. Le président déclara que la nécessité, imposant des actes auxquels ni la représentation du peuple, ni un pouvoir qui dérivait d'elle, ne pouvait prendre part, il s'abstiendrait de la conduite du gouvernement, et laisserait la direction des affaires à la municipalité.

Si la Vénétie n'avait pas eu d'assemblée, et s'il avait dépendu de moi de hâter la reddition ou de prolonger la défense, de deux choses l'une : ou j'aurais eu du pain et de la poudre pour deux et quatre mois, et pour plus longtemps encore ; et, dans ce cas, j'aurais résisté en dépit de tous les sacrifices que j'aurais imposés à la population et à la garnison. Je n'aurais été touché que de cette considération, à savoir que la gloire, qui a rejailli sur le nom italien par suite de notre défense, se serait accrue encore aux yeux de l'Europe, si cette défense s'était prolongée plus longtemps ; ou je n'aurais pu résister ni deux mois, ni même un seul mois, et, dans ce cas, j'aurais rendu l'Estuario huit jours plus tôt qu'il ne le fut, parce que huit jours de résistance de plus n'ajoutaient rien à notre gloire, et que j'aurais ainsi épargné une foule de victimes, et des souffrances sans nombre, produites moins encore par le feu de l'ennemi que par le choléra, la mauvaise qualité de la nourriture et l'entassement de la population dans certains quartiers.

Lorsque je sus, à n'en pouvoir douter, quelle était la faible quantité de vivres et de poudre qui nous restait, et certain

que j'étais, d'ailleurs, que l'ennemi connaissait toutes les misères de notre situation, je n'osai point espérer qu'il nous accorderait une capitulation honorable. Je n'admettais pas pourtant qu'il me fût possible d'aller dire à ces valeureuses milices, parmi lesquelles se trouvaient des officiers du plus grand mérite : « Vous avez honoré le nom italien, vous avez immensément souffert : je me vois forcé, néanmoins, de vous abandonner à la discrétion de l'ennemi, et de m'embarquer sur un bateau à vapeur français pour aller couler d'heureux jours à Paris. » Loin de là, j'aurais infailliblement dit aux miens : « L'ennemi, abusant de notre situation, nous place entre la mort et le déshonneur : votre valeur ne me permet pas de douter du choix que vous faites entre ces deux extrémités : suivez-moi donc en terre ferme, où nous mourrons, mais non sans vengeance. » Il ne fut pas nécessaire heureusement d'en venir à ce duel à mort. Alors même que nous aurions eu des vivres et des munitions de guerre pour un an, la capitulation que nous obtînmes n'aurait pu être plus honorable.

Le gouvernement pourvut les milices de ce qui leur était nécessaire pour leur voyage, et pour subsister pendant quelque temps. Le conseil de la commune prêta aussi son concours à cette juste mesure. La commission de guerre, investie de hauts pouvoirs, dont j'avais été le président, avait, depuis quelques jours, nolisé et approvisionné un certain nombre de bâtiments, qui transportèrent en Grèce, et si je ne me trompe, aussi à Smyrne, plus de mille officiers, sous-officiers et employés militaires, qui préférèrent abandonner la lagune par la voie de mer.

C'est ainsi que tomba Venise, non point vaincue par les forces d'un grand empire, mais par le manque de poudre et de pain ; elle tomba, après avoir supporté des souffrances sans nombre, après des sacrifices inouïs de la part de sa généreuse population.

Je n'intervins en rien dans les traités qui réglèrent les con-

ditions de la capitulation, et dès que je fus assuré que, dans la capitale et dans l'Estuario, les milices observaient rigoureusement la discipline, je m'embarquai, le 25 août, sur un bateau à vapeur de guerre français, avec quatre officiers de mon état-major : le général Ulloa, le colonel Cosenz, le lieutenant-colonel Assanti, et le major Carráno. Au moment de m'embarquer, je reçus des membres de la municipalité de Venise la lettre suivante. Elle prouve que ces nobles cœurs se souciaient peu de faire leur cour à l'ennemi, bien qu'il dût bientôt commander en maître cette illustre province, qui, si digne de la liberté, ne recevait que des chaînes pour prix de ses efforts.

A son Excellence l'illustre général et grand citoyen Guillaume Pepe.

« Excellence,

« Venise, dont vous avez partagé les souffrances et les sacrifices, vous regardera toujours comme un frère et comme un ami. Elle n'a cessé de rendre justice à vos nobles intentions : elle sait que vous aviez mis à son service un dévouement sans bornes.

« Vous l'avez soutenue par la puissance de cet amour que l'on ressent seulement pour une patrie chérie : vous avez été pour elle d'une générosité sans égale. Venise conservera donc éternellement pour vous la plus sincère et la plus profonde reconnaissance.

« Dans ces moments extrêmes, où les douleurs trouvent quelque soulagement à s'épancher, veuillez agréer, Excellence, les témoignages d'affection et les vœux de bonheur que vous adresse la représentation de la ville de Venise, fidèle interprête de toute la cité.

« De la municipalité de Venise, le 23 août 1849.

« Le podestat, Co.-GIOVANNI CORREO.
— L'assesseur, Co.-FRANCESCO DONA.
— Le secrétaire, MUZIO FORZI. »

Voici ma réponse à cette lettre :

« Venise, le 25 août 1849.

« Messieurs et digne chef de la municipalité,

« Admirateur, dès mon plus jeune âge, des fastes de Venise, j'aimais à les comparer à ceux de la Grèce et de Rome. Lorsque, plus tard, les vicissitudes du temps m'appelèrent au commandement d'une armée, et que je vis en péril la ville de mon admiration, je traversai le Pô pour voler à son secours, suivis de ceux-là seulement qui, guidés par l'instinct de la vraie gloire, osèrent braver toutes les douleurs de l'exil.

« Pendant les quinze mois que j'ai eu le bonheur de défendre Venise, j'ai pu juger que le caractère des Vénitiens n'a pas changé au gré de leur fortune.

« Ce n'est point aux forces démesurées de l'ennemi, ni à son artillerie, qui a détruit les deux tiers de la ville, ni aux fureurs du choléra que l'on a cédé, mais bien au manque de poudre et à la disette.

« Et cette résistance héroïque n'est pas due seulement à la valeur désespérée de la garnison de l'Estuario, elle est due aussi aux sacrifices et à la constance de cette admirable population.

« A toutes les autres qualités des Vénitiens, il faut joindre une courtoisie bien rare, et vous m'en donnez, messieurs, une preuve par votre lettre d'aujourd'hui, qui est pour moi un si grand honneur et qui me touche si profondément.

« Oui, puisque vous voulez bien me traiter d'ami et de frère, je serai toujours le frère et l'ami de tout Vénitien, tant que je vivrai.

« Pour des hommes doués des généreux sentiments qui vous animent, nos constants malheurs n'ôteront aucun prix à mon affection.

« GUGLIELMO PEPE. »

Je crus, en même temps, que c'était un devoir pour moi d'adresser mes adieux aux Napolitains qui, après m'avoir suivi et après avoir traversé le Pô, guidés par le seul amour de la patrie, avaient combattu pour la défense de la Vénétie, avec une valeur et une habileté qui honoreront le nom italien, et celui de Naples en particulier.

Voici les adieux que je leur adressai :

« Officiers et soldats napolitains, qui avez traversé le Pô et suivi votre général en chef pour défendre la Vénétie; comme soldats, vous avez donné l'exemple de la discipline, comme citoyens, vous avez prouvé votre haine de l'étranger.

« Pendant plus de quinze mois, vous avez été, dans la Vénétie, le modèle de toutes les vertus. Vous avez bravé des maladies meurtrières, vous avez bravé la misère, les attaques d'un ennemi supérieur, et les blessures plus cruelles que la mort. Dans toutes les reconnaissances, vous avez laissé sur le champ de bataille plus de morts qu'aucun autre corps. Malghera était commandée par un Napolitain, lorsqu'elle résista jusqu'à devenir un monceau de ruines : ses batteries les plus exposées, celles du Pont, celles de San-Secondo, qui défendaient Venise, celles de la Brenta, enfin, étaient commandées par des Napolitains.

« L'Argant de toute la garnison était Rosaroll de Naples, qui mourut comme il vécut, sur le parapet de la batterie de Saint-Antoine qu'il commandait. Dans la sortie de Mestre, digne de vivre dans l'histoire, Alexandre Poërio, aussi Napolitain, trouva la mort qu'affrontait sans cesse sa valeur désespérée.

« Toutes les milices qui ont pris part à la défense de la Vénétie ont fait preuve d'une valeur merveilleuse; mais vous avez toujours gardé la palme du courage. Dans les derniers jours, alors que les deux tiers de la capitale étaient en ruines, alors que le choléra décimait vos rangs bien plus que l'artillerie en-

nemie, vous auriez résisté encore, si le manque de poudre et la disette ne vous avaient réduits à capituler; et, dans cette extrémité, l'on vous a vus, intrépides et soumis, jusqu'au bout, à la discipline, commander l'admiration de Venise, qui ne vous oubliera jamais.

« Ce n'est pas votre général seulement, que l'exil réclame une troisième fois, qui vous remercie de cette magnanimité héroïque, ce sont tous les Italiens, et particulièrement vos compatriotes; et dans le fond de son cœur, le roi de Naples lui-même vous admirera, quelle que doive être sa politique envers vous.

« Je serai toujours fier d'avoir été votre chef dans cette lutte glorieuse, dont le souvenir durera tant que, dans la péninsule, on lira l'histoire des fastes de l'Italie.

« G. PEPE. »

Mon travail touche à son terme. J'ai mis tous mes soins à ce que, dans ces pages, le lecteur ne rencontrât ni exagération ni erreurs. De ce que j'ai exposé, il résulte clairement que nous autres, Italiens, bien que privés de la liberté, nous sommes capables de l'indépendance et de la liberté, bien plus que d'autres peuples qui jouissent de ces biens précieux, que nous aurions pu conquérir sans le secours de l'étranger, si, dans les moments les plus décisifs, la fortune ne nous avait été contraire. Les étrangers n'en persisteront pas moins à dire que les Italiens ne sont pas mûrs pour la liberté; qu'ils ne sont pas encore en mesure d'agir par eux-mêmes. Ces allégations n'ont point leur source dans une conviction sincère; mais dans ce sentiment de jalousie, qui est un des vices de la race humaine. Semblables à cet homme qui votait pour l'ostracisme d'Aristide, les peuples éprouvent une sorte de dépit de la supériorité de la race italienne, attestée par les plus anciens monuments de l'histoire; ils s'irritent de la voir tantôt exaltée, tantôt op-

primée par la fortune, mais toujours favorisée par la nature; jamais domptée et toujours frémissante.

J'avoue que le sentiment du patriotisme domine chez moi celui de la philanthropie. Aussi, si je n'étais pas Italien, partagerai-je cette jalousie qu'inspire la supériorité de l'Italie en toutes choses et dans tous les temps. A la grande époque étrusque succédait celle de la Grande-Grèce et de la Sicile, qui n'eut rien à envier à celle de la Grèce elle-même. Après la chute de Tarente, de Sybaris, de Reggio, de Cotrone, de Métaponto, d'Agrigente, de Syracuse, Rome s'élève et domine le monde de son épée et de son génie. Si Rome elle-même s'affaisse, non sans laisser des traces immortelles, Venise, Florence, Gênes surgissent. Les populations de ces villes réunies égalent à peine la population d'un quartier actuel de Londres, et néanmoins la terre entière et l'histoire des peuples sont remplies du bruit de leur puissance, du renom de leurs gestes et de leur civilisation. Que Rome, la conquérante du monde, eût donné le jour aux plus grands capitaines de l'antiquité, il n'y a là rien que de naturel; mais que la péninsule italienne, dépourvue d'armée de terre et de mer, ait vu naître plus tard un Doria, un Colomb, un Montecuculli, un Eugène de Savoie, un Bonaparte, voilà ce qui tient du prodige. Et puis ne dirait-on pas que c'est un tribut forcé que celui que paie à l'Italie l'étranger, qui vient la visiter pour s'initier à toutes les beautés, à toutes les merveilles des arts? Et n'est-ce pas un sujet d'envie pour les ultramontains de voir les peuples esclaves de l'Italie, ces peuples corrompus sous le joug de leurs propres despotes ou de despotes étrangers, ces peuples enfin qu'a amollis le goût des beaux-arts, n'est-ce pas un sujet d'envie que de les voir de temps à autre courir aux armes, et rivaliser avec les nations les plus aguerries? Les Italiens n'ont pas brûlé Moscou pour chasser l'étranger, mais une rixe à Palerme entraîne l'expulsion des Angevins de la Sicile; un pêcheur chasse de Naples les Espagnols, appuyés sur une flotte et sur

trois châteaux; les Génois en font autant de l'armée autrichienne enfermée dans leurs murs; les Napolitains, il y a cinquante ans, abandonnent leur ville, et combattent l'armée française de Championet en rase campagne, ainsi que cela résulte du rapport au directoire que j'ai publié dans mes mémoires; les Milanais enfin, après cinq longs jours de bataille, parviennent à vaincre et à repousser l'armée autrichienne, protégée par une forte citadelle; et peu de temps après, Brescia égale la valeur de Milan. Mais ni ces faits, ni la perte de plus de vingt mille Autrichiens autour de la lagune, n'empêcheront de dire que les Italiens ne se battent point, et, si l'on ne peut contester le courage avec lequel on s'est battu à Rome, il se trouvera des députés d'un peuple généreux, pour s'écrier : « On se battait, c'est vrai, pour défendre Rome, mais les combattants étaient des étrangers. » Oui des étrangers des provinces romaines, et de Rome elle-même : des étrangers lombards, bolonais, napolitains, siciliens! Et qui ne voit qu'au delà des monts on ne pardonne point à l'Italie sa supériorité constante en toutes choses?

C'est à vous maintenant, Italiens, que j'adresse ces paroles d'un compatriote, d'un frère, d'un vétéran des champs de bataille et de toutes les insurrections intérieures qui ont agité l'Italie depuis cinquante ans; je vous les adresse avec l'espérance que vous y puiserez quelques sages conseils. C'est un acte de foi que je fais ici, et, bien que cette foi perce ou se maintienne invariable dans toutes les actions de ma vie, il n'est pas mauvais d'en résumer rapidement les témoignages.

La république vit dans mon cœur, et elle y est implantée depuis le jour où j'ai lu les premières pages de l'histoire ancienne. Mon troisième lustre était à peine accompli lorsque je versais mon sang pour la république parthénopéenne, et les héros de cette république, qui renonçaient à la fortune et aux honneurs pour se réunir à Naples en un faisceau fra-

ternel, exaltaient mon imagination au point de me faire croire que les chaînes et les souffrances étaient une invention de l'esprit et de me faire envier les martyrs qui avaient payé leurs convictions de leur tête. Exilé plus tard, le passage du Grand-Saint-Bernard, l'aspect des bandes républicaines de Marengo, parmi lesquelles je combattais, me reportaient sans cesse, par la pensée, à Rome, à Sparte et à Athènes. Parvenu plus tard, à travers les champs de bataille, aux grades les plus élevés de l'armée, jamais je ne me laissai séduire par la bassesse des cours. J'étais encore jeune que déjà mes illusions s'étaient dissipées, mais l'amour de la liberté restait vivant dans mon âme.

En 1819, au risque de perdre mon grade et la liberté, je chassai de mon quartier général le lieutenant-colonel Lanzetti, parce qu'il avait été du nombre des juges dont la sentence avait condamné à mort le roi Murat. Mais, pendant le règne de celui-ci, je conspirai trois fois pour le contraindre à donner une constitution à ma patrie esclave. L'homme, faible et vain de sa nature, perd sa grandeur et sa dignité dans l'esclavage; la liberté seule l'élève et dissimule en partie ses défauts. J'avais toujours ces réflexions présentes à l'esprit. Moi qui, dans ma carrière politique, n'eus pas une seule fois le malheur de faire répandre le sang, j'admirais hautement Sylla. Je voyais les courtisans les plus honorés trahir, au moindre revers de fortune, leur roi et leur patrie. Mais Sylla exilé, pour ne point ternir la gloire de Rome, alors gouvernée par son rival Marius, refusa fièrement les secours de Mithridate. Aux approches de 1820, je fus sur le point d'assurer l'indépendance de l'Italie; mais un mauvais destin me fit manquer la capture de l'empereur François, de Ferdinand Ier, de Metternich et de Médicis. J'entrai néanmoins dans Naples, à la tête de quarante mille hommes, et pendant que je demandais au roi une constitution assise sur de larges bases, un cri de *Vive la République!* fut poussé. J'envoyai le républicain au château

Saint-Elme; et si j'agis ainsi, c'est qu'au-dessus de la république je plaçais ma patrie, qui, dans la situation où se trouvait l'Europe, n'aurait pas supporté la forme de gouvernement que j'aurais préférée, tandis qu'elle pouvait en supporter une autre. Lorsque, au mois de mai 1848, je commandais l'armée napolitaine qui devait combattre les Autrichiens, au lieu d'obéir à l'ordre qui m'était donné de reconduire les troupes à Naples ou au moins de les renvoyer, je ne consultai que les intérêts italiens : je traversai le Pô et je courus défendre la république de Venise. Plus tard, néanmoins, je fus partisan de la fusion; et comme on m'objectait que j'étais favorable à la cause d'un roi : — « Oui, certes, répondis-je, puisque ce roi est compromis pour la cause de l'indépendance, puisqu'il dispose de cent mille hommes environ, et que la fusion aurait pour conséquence la formation d'un royaume de onze millions d'Italiens, y compris Gênes et Venise. » Pendant la courte durée de la fusion, un des membres les plus notables de l'ancien gouvernement se présenta chez moi et me dit : « Le bruit court que Charles-Albert envoie, dans des vues coupables, un corps de troupes considérable dans la Vénétie. Que feriez-vous si ce bruit se vérifiait? » — « Je m'opposerais à l'entrée de ces troupes, parce que leur mission ne doit pas être d'encombrer la lagune, mais bien de combattre l'Autriche. » Quelques mois après, et avant le désastre de Novare, j'écrivais au roi de Sardaigne : « Bien que, par instinct, je sois hostile aux rois, je serai le premier à vous proclamer roi d'Italie lorsque vous aurez franchi l'Isonzo. »

C'est ainsi que, par des moyens qui semblaient être en contradiction, je ne poursuivais cependant qu'un seul but : l'indépendance italienne.

Si je reviens encore une fois sur les faits passés, je dirai que je blâme ceux qui, sous les plus futiles prétextes, quittèrent l'Italie pendant la guerre de l'indépendance; je blâme les patriotes qui prirent les armes à Naples le 15 mai. Mais,

dans ce blâme commun, je distingue; et quand il s'adresse à ceux qui agissent dans des intentions généreuses, le blâme est celui d'un frère à l'égard de son frère.

En ce qui touche l'avenir, comme nul ne peut prévoir les événements qu'il nous réserve, j'exhorte mes compatriotes à l'union, et je les engage à poursuivre sans relâche ce but qui doit primer tous les autres : l'expulsion de l'étranger.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE PREMIER. — De 1846 a mars 1848. — Publication de mes mémoires. — But principal de ce volume. — Premier sang répandu dans le midi de l'Italie, à Messine et en Calabre, en faveur de la liberté. — Première révolte à Palerme : les troupes royales sont chassées. — A Naples, le roi est forcé de donner une constitution. — Haine des Piémontais et de leur gouvernement pour les Autrichiens. . . 1

CHAPITRE II. — Premiers mouvements des Deux-Siciles. — Le 12 janvier à Palerme. — Le 27 janvier à Naples. — Démission du ministère. — Une constitution est accordée 12

CHAPITRE III. — Retour en Italie. — Je suis exclu de l'amnistie, lors de la première publication de la constitution. — Cette amnistie est étendue plus tard et je puis enfin rentrer dans ma patrie. — La république française n'était prévue de personne. — Opinion de Lamartine sur les secours que la France donnerait à l'Italie. — Je pars de Paris pour Naples. — J'arrive à Gênes; nouvelles que j'y trouve. — Révolution de Milan et de Venise. 19

CHAPITRE IV. — Révolution de Milan. — Situation de la Lombardie en mars 1848. — Fuite du vice-roi le 17 mars. — Cinq journées de combats. — Gouvernement provisoire. — Proclamations lancées par des ballons. — Victoire. — Traits héroïques et générosité des Milanais. — Atrocités des Autrichiens. — L'épée de Radetzky. — La Lombardie est libre. 26

CHAPITRE V. — Révolution de la Vénétie. — La Vénétie sous l'Autriche. — Demandes de Réformes. — Baptiste Mazzini, Manin, Tom-

maseo, Avesani. — Arrestations. — Le peuple enfonce les prisons. — Les troupes autrichiennes évacuent Venise. — Gouvernement provisoire. — Adhésion générale. 46

CHAPITRE VI. — GÊNES. — J'ai la pensée de me rendre à Milan. — Les troupes sardes passent le Tésin. — Les Napolitains auraient dû venir au secours de Venise. — Garde civique de Gênes. — Arrivée à Naples. 57

CHAPITRE VII. — NAPLES. — Je descends chez mon frère Florestan. — Sa maison est envahie par mes anciens et mes nouveaux amis. — Conduite du roi à mon égard. — Nos conversations. — Le prince me propose de former, un ministère, en m'en donnant la présidence avec deux portefeuilles. — Tours et détours sans fin. — On me propose le commandement en chef d'une armée de quarante mille hommes pour chasser les Autrichiens de l'Italie. — J'accepte. 60

CHAPITRE VIII. — L'ARMÉE NAPOLITAINE DANS LA HAUTE-ITALIE. — Je traverse le canal et j'arrive à Ancône. — Je réunis une partie des troupes. — Mon état-major. — J'arrive à Bologne. — Lettres du gouvernement vénitien. — Ma correspondance avec le roi Charles-Albert. — Je reçois de Naples l'ordre de faire rentrer l'armée dans le royaume, ou de la renvoyer sous les ordres du général Statella. — Dangers de ma situation. — Démonstration de la garde nationale et du peuple bolonais. — Je me décide à réunir l'armée sur la droite du Pô, et à traverser le fleuve pour combattre les Autrichiens. 81

CHAPITRE IX. — SOULÈVEMENT DU 15 MAI A NAPLES. — Réunion des députés. — Question du serment. — Des barricades sont élevées dans les rues de Tolède. — Comité de sûreté publique. — Ouverture du parlement. — Duplicité des officiers suisses. — Protestation des députés. — Courage de la garde nationale. — Massacres, égorgements, horribles scènes. — État de siége. 110

CHAPITRE X. — PASSAGE DU PÔ. — Je passe le Pô. — Troupes qui me suivent. — Mes premières opérations. — Chute de Vicence. — Je concentre ma petite colonne dans la Vénétie. — Avantages qui résultent pour l'Italie de s'être défendue. — On me confie le commandement en chef des troupes italiennes dans la lagune. — Courte description de la Vénétie. — Dans quel état je trouvai les fortifications et les corps de défense. 122

CHAPITRE XI. — CHUTE DU ROYAUME LOMBARDO-VÉNITIEN. — Des premiers jours de juillet jusqu'au 13 août. — Dans cette période, le gouvernement change deux fois : la première par suite de la fusion de la Vénétie dans le royaume Lombardo-Vénitien; la deuxième, par la chute de ce royaume. — Conséquence des désastres éprouvés par les armées sardes. 139

CHAPITRE XII. — CAMPAGNE DE CHARLES-ALBERT EN 1848. — Considérations générales. — Ce qu'aurait dû faire Charles-Albert. — Son plan de campagne. — Prise de Pieschera. — Fatales inactions de Char-Albert. — Occupation de Rivoli. — Bataille de Cussoza. — Combat de Volta. — Fin de la campagne. 160

CHAPITRE XIII. — JOURNÉE DE MESTRE. — La France se décide à envoyer 4,000 hommes à Venise. — Marine vénitienne. — Progrès des fortifications dans l'Estuario. — Maladies. — Départ de l'escadre et des trois bataillons de Charles-Albert. — J'organise en légions les milices vénitiennes. — On menace de rappeler les quatre légions romaines. — Le gouvernement craint, d'après des rapports reçus, que la garde nationale de Chioggia ne médite un attentat contre moi. — Ordre du jour pour relever l'esprit des soldats. — Mon adresse aux cercles italiens pour les priër de venir en aide à la malheureuse Venise. — Je donne l'exemple en renonçant à mon traitement. — Sortie de Cavallino. — Journée de Mestre. 172

CHAPITRE XIV. — VENISE. — Je me décide à faire une sortie sur Caorle. — Raisons qui s'y opposent. — La jeunesse napolitaine m'envoie une épée d'honneur. — Léonard de Vinci. — J'organise plusieurs corps en brigades. — Je suis nommé député à Naples. — Départ des légions romaines et de Ferrari. — Embûches de l'ennemi. — Théâtres de Venise. 190

CHAPITRE XV. — SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE DE L'ITALIE AU COMMENCEMENT DE 1849. — Ce que m'écrivait de Turin le comte Gherardo Freschi. — Le général Olivero et le député Correnti arrivent à Venise, envoyés vers moi par le roi de Sardaigne. — Ils repartent avec mes deux projets sur la prochaine campagne, et avec une lettre de moi pour le roi. — Réponse que j'en reçois. — Mes instructions au colonel d'état-major Fabrizzi que j'envoie à Rome. — Je demande que l'on me laisse le bataillon romain de l'Union. — Lettre de Manin sur les avancements. — Charles-Albert se décide à reprendre les hostilités. — Mon départ pour Chioggia. — Reconnaissance exécutée par les Lombards. — Lettre du gouvernement. — Retour à Venise. . 200

CHAPITRE XVI. — SECONDE CAMPAGNE DE CHARLES-ALBERT CONTRE L'AUTRICHE, EN MARS 1849. — Administration de l'armée lors de son organisation. — Le général Pelet à Turin. — Examen du plan de la dernière campagne. — Ce qu'il aurait fallu faire. 222

CHAPITRE XVII. — INSURRECTION DE BRESCIA EN 1849. — Coup d'œil rétrospectif. — Soulèvement du peuple, le 20 mars 1849. — Bombardement. — Première rencontre; les Brescians repoussent les Croates. — Traits héroïques. — Le général Nugent est frappé à mort. — Continuation du combat. — Les Brescians refusent de se rendre. — Siége de Brescia par le général Haynau; incendie de la ville. — Dernière victoire

des Brescians.— Horribles cruautés des impériaux.— Pillage, massacres, incendies. 233

CHAPITRE XVIII. — CONTINUATION DU SIÉGE DE LA VÉNÉTIE. — Le gouvernement vénitien aurait-il pu prévenir la disette de vivres et le manque de poudre de guerre? — J'adresse un projet aux gouvernements romain et toscan pour continuer la guerre en Italie. — Lettre du ministre des affaires étrangères du gouvernement romain en réponse à ces propositions. — Le gouvernement de Venise s'adresse à la France et à l'Angleterre. — Le général Haynau s'empresse de nous faire connaître la victoire de Novare. — Mémorable décret de l'assemblée vénitienne du 2 avril. — Quelle sorte de guerre on aurait pu soutenir dans l'intérieur de la lagune. — Lettre adressée au chef de l'état-major du général en chef, par le cercle populaire de Venise. — Moyens étranges et ridicules employés par l'ennemi pour obtenir la reddition de la Vénétie. 255

CHAPITRE XIX. — RÉVOLUTION DE LA SICILE. — La Sicile de 1815 à 1848. — Règne de Ferdinand II. — Insurrection de janvier 1848. — Comité révolutionnaire. — Bombardement de Palerme. — Retraite des troupes napolitaines. — Parlement sicilien. — Siége de la citadelle de Messine. — Déchéance de Ferdinand II. — Élection du duc de Gênes. — Bombardement et prise de Messine. — Vaines tentavives pour former une armée sicilienne. — Négociations. — L'acte de Gaëte. — Rupture de l'armistice le 29 mars 1849. — Le général Mieroslawski. — Fin de la guerre. 267

CHAPITRE XX. — SIÉGE DE VENISE. — Situation de l'ennemi autour de la lagune. — Nécessité, pour les assiégés, d'une dictature militaire. — Propositions pour une décoration et pour une médaille. — Le commandement de Malghera est confié au colonel Ulloa. — Difficultés d'obtenir des nouvelles de terre ferme. — Lettre du général Haynau au commandant de Malghera.—Réponse de celui-ci.—Sortie de Malghera, le 9 mai. — Ordre du jour. — Fâcheuse réunion du 10 mai, au département de la guerre. — Plaintes du colonel Ulloa. — Conseil de défense du 13 mai. 287

CHAPITRE XXI. — LE MOUVEMENT NATIONAL EN TOSCANE. — Agitation libérale. — Création de la garde civique. — Fêtes fédérales. — Constitution du 15 février 1848. — Combats en Lombardie. — Insurrection de Livourne le 5 septembre. — Ministère Montanelli. — Fuite du grand duc. — Triumvirat de Guerrazzi, Montanelli et Mazzoni. — Assemblée constituante. — Restauration du gouvernement du grand duc. — Envahissement des Autrichiens. 305

CHAPITRE XXII. — MALGHERA. — Détails sur les opérations du corps facultatif ennemi autour de Malghera. — Résultats des attaques contre

cette place. — Décret du 22 mai sur l'évacuation de Malghera. — Promotions d'Ulloa et de Cosenz. — Mon état-major. — Sortie de Chioggia. — Réponse des gouvernements de France et d'Angleterre à celui de Venise. — Ordre du jour pour l'évacuation de Malghera. 310

CHAPITRE XXIII. — SECONDE PÉRIODE DU SIÉGE DE LA LAGUNE. — Préparatifs d'attaque et de défense pendant la seconde période du siége soutenu par la lagune. — Lettre de Tommaseo sur la compagnie dalmate; réponse. — Rapport adressé de Chioggia par le général de division Rizzardi sur l'escadre ennemie. — Rapport des batteries établies sur le chemin de fer et sur le pont. — Je suis appelé à la présidence de la commission militaire et investi de hauts pouvoirs. — Ordre du jour. — Appel pour un enrôlement au service de la marine. — Correspondance avec la Hongrie. — Négociations avec de Bruck. — Lettre du cardinal-patriarche; réponse. — Mort de Rosaroll. — Ordre du jour. — Réponse de Saliceti d'abord triumvir, puis président de l'assemblée constituante de Rome. 327

CHAPITRE XXIV. — VENISE. — DERNIER ORDRE DU JOUR. — Nouvelles conférences avec de Brück. — Chûte de Rome. — Surprise de la batterie établie sur le grand pont. — La garnison s'affaiblit. — On décrète la mobilisation de mille citoyens. — Disette de vivres. — Préparatifs des Autrichiens pour assiéger Brondolo; leur retraite sur la rive droite de la Brenta. — Lettre du comte Marcello. — L'ennemi ouvre ses nouveaux feux. — Bruits répandus par les menées autrichiennes. — Mon dernier ordre du jour. 349

CHAPITRE XXV. — ROME. — Élévation de Pie IX à la papauté. — Amnistie. — La consulte. — Le statut fondamental pour le gouvernement temporel des États romains. — Le pape réprouve la guerre à l'Autriche. — Nouveaux ministres : Mamiani. — Réunion des conseils législatifs. — Milices romaines. — Bologne. — Réunion du parlement. — Assassinat de Rossi. — Révolution du 16 novembre. — Junte provisoire. — Assemblée constituante. — Triumvirat. — République romaine. — Expédition française. — 1er assaut de Rome. — M. de Lesseps. — Reprise des hostilités. — Siége de Rome. — Entrée de l'armée française. — Promulgation de la constitution. 361

CHAPITRE XXVI. — VENISE. — CONTINUATION DU SIÉGE. — La marine vénitienne. — Sortie de Brondolo. — Le choléra éclate dans la capitale. — Le patriarche est menacé. — Ma lettre au comité de sûreté. — Tentatives de désordre provoquées par l'ennemi. — Un bataillon de l'île du Lido est sur le point de donner un fâcheux exemple. — Mon acte de rigueur envers un général de l'armée. — Expédient auquel j'eus recours pour guérir les imaginations échauffées de la fausse idée d'une sortie générale. — Je suis élu représentant à l'assemblée. — Déclarations que je reçois, de la part du général de la garde nationale. 385

CHAPITRE XXVII. — REDDITION DE VENISE. — Admirable conduite des Vénitiens. — Réunion de l'assemblée et décret qu'elle rend. — Le manque absolu de poudre et de pain oblige le gouvernement à traiter avec l'ennemi. — Ma résolution irrévocable, si l'ennemi n'avait point accordé une capitulation honorable. — On pourvoit aux besoins des milices. — J'abandonne Venise. — Lettre que je reçois de la municipalité. — Ma réponse. — Mon adresse aux troupes napolitaines qui avaient servi dans la lagune. — Conclusion motivée sur les vicissitudes de la péninsule. — Adresse à mes compatriotes italiens. — Ma profession de foi. 394

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



